

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXXII**1937-1938****N° 4201-4224**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 4201. — Allemagne et Grèce :	
Convention concernant la navigation aérienne. Signée à Athènes, le 9 novembre 1936 ...	9
N° 4202. — Egypte et Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Commonwealth d'Australie, etc. :	
I. Convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte... ..	37
II. Règlement d'organisation judiciaire y annexé... ..	52
III. Protocole	72
IV. Déclaration du Gouvernement royal égyptien... ..	76
signés à Montreux, le 8 mai 1937 ;	
V. A) Lettres se rapportant aux établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance, Montreux, le 8 mai 1937	83
B) Lettres concernant la participation du Canada à la Conférence, Londres, le 14 avril 1937, et Montreux, le 19 avril 1937	103
N° 4203. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Italie :	
Convention de paiements. Signée à Rome, le 30 juin 1937	105
N° 4204. — Etats-Unis d'Amérique et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Echange de notes comportant un accord commercial, Moscou, le 4 août 1937, et notes y annexées, Moscou, les 2 et 5 août et 4 août 1937	113
N° 4205. — Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède :	
Convention concernant l'application de la législation d'assurance-accidents des différents pays dans les cas où un employeur de l'un des pays contractants exerce une activité ou occupe des travailleurs dans un autre de ces pays. Signée à Oslo, le 3 mars 1937	127

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXXII

1937-1938

Nos. 4201-4224

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4201. — Germany and Greece :	
Convention regarding Air Navigation. Signed at Athens, November 9th, 1936	9
No. 4202. — Egypt and United States of America, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Commonwealth of Australia, etc. :	
I. Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt	37
II. Rules concerning Judicial Organisation annexed thereto	53
III. Protocol	73
IV. Declaration by the Royal Egyptian Government	77
signed at Montreux, May 8th, 1937 ;	
V. (A) Letters relating to Educational, Medical and Charitable Institutions (Associations or Foundations), Montreux, May 8th, 1937	82
(B) Letters concerning the Participation of Canada in the Conference, London, April 14th, 1937, and Montreux, April 19th, 1937	102
No. 4203. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Italy :	
Convention regarding Payments. Signed at Rome, June 30th, 1937	105
No. 4204. — United States of America and Union of Soviet Socialist Republics :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement, Moscow, August 4th, 1937, and Notes annexed thereto, Moscow, August 2nd and 5th, and August 4th, 1937 ...	113
No. 4205. — Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden :	
Convention respecting the Application of the Accident Insurance Laws of the Various States to Cases where an Employer in One of the Contracting States carries on a Business or employs Workers in Another of the said States. Signed at Oslo, March 3rd, 1937	127

	Pages
N° 4206. — France et Yougoslavie :	
Déclaration renouvelant pour une période de cinq années, à dater du 2 décembre 1937, le Traité d'entente amicale signé à Paris le 11 novembre 1927. Signée à Paris, le 12 octobre 1937	149
N° 4207. — Belgique et Égypte :	
Echange de notes comportant un accord relatif au régime fiscal des véhicules automobiles. Le Caire, le 20 mai 1937	153
N° 4208. — Etats-Unis d'Amérique et Panama :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage. Washington, le 17 août 1937	159
N° 4209. — Belgique et Colombie :	
Convention additionnelle étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi le Traité d'extradition du 21 août 1912 entre la Belgique et la Colombie. Signée à Bogota, le 21 novembre 1931	165
N° 4210. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande et Inde, et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance des brevets de pilote et de navigateur d'aviation comme tenant lieu de passeports nationaux. Oslo, le 11 octobre 1937	173
N° 4211. — Bulgarie et Danemark :	
Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signé à Sofia, le 7 décembre 1935	183
N° 4212. — Allemagne et Estonie :	
Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 7 décembre 1928 et à l'Accord relatif à l'échange réciproque des marchandises du 4 janvier 1935 entre les deux pays, signé à Tallinn, le 24 octobre 1937, et échange de notes y relatif de la même date	201
N° 4213. — Pays-Bas et Turquie :	
Accord concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, avec annexes, protocole de signature et protocole, signés à Ankara, le 27 février 1937, et échange de notes y relatif de la même date	227
N° 4214. — Union Sud-Africaine et Union économique belgo-luxembourgeoise :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Prétoria et Capetown, le 13 juillet 1937	247
N° 4215. — Siam et Suède :	
Echange de notes comportant un accord prévoyant la prorogation pour une période de quatre mois au maximum des droits dont ont joui jusqu'ici les ressortissants de chacun des deux Etats dans le territoire de l'autre. Stockholm, le 5 novembre 1937	257

	Page
No. 4206. — France and Yugoslavia :	
Declaration renewing for a Period of Five Years, as from December 2nd, 1937, the Treaty of Friendly Understanding signed at Paris, November 11th, 1927. Signed at Paris, October 12th, 1937	149
No. 4207. — Belgium and Egypt :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Taxation of Motor Vehicles. Cairo, May 20th, 1937	153
No. 4208. — United States of America and Panama :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Mutual Recognition of Ship Measurement Certificates. Washington, August 17th, 1937	159
No. 4209. — Belgium and Colombia :	
Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of August 21st, 1912, between Belgium and Colombia. Signed at Bogota, November 21st, 1931	165
No. 4210. — Great Britain and Northern Ireland, Australia, New Zealand and India and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Acceptance of Aircraft Pilots' and Navigators' Certificates in lieu of National Passports. Oslo, October 11th, 1937	173
No. 4211. — Bulgaria and Denmark :	
Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Sofia, December 7th, 1935	183
No. 4212. — Germany and Estonia :	
Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of December 7th, 1928, and to the Agreement regarding the Reciprocal Exchange of Goods of January 4th, 1935, between the Two Countries, signed at Tallinn, October 24th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	201
No. 4213. — The Netherlands and Turkey :	
Agreement regarding the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries, with Annexes, Protocol of Signature and Protocol, signed at Ankara, February 27th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	227
No. 4214. — Union of South Africa and Economic Union of Belgium and Luxemburg :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Pretoria and Capetown, July 13th, 1937	247
No. 4215. — Siam and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement renewing for a Period not exceeding Four Months the Rights hitherto enjoyed by the Nationals of Each State in the Territory of the Other. Stockholm, November 5th, 1937	257

	Pages
N° 4216. — Afghanistan, Union Sud-Africaine, République Argentine, Belgique, Chili, etc. :	
Déclaration concernant l'enseignement de l'histoire (revision des manuels scolaires). Ouverte à la signature à Genève, le 2 octobre 1937	263
N° 4217. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité concernant les cours d'eau frontières dans le secteur saxon et le secteur bavarois de la frontière et un échange de territoires à la frontière, avec protocole final et cartes annexées. Signés à Bad Elster, le 27 septembre 1935	267
N° 4218. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Egypte :	
Echange de notes comportant un accord concernant le contrôle des télécommunications à destination et en provenance de l'Egypte ou en Egypte. Alexandrie et Ramleh, le 12 août 1936	311
N° 4219. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Egypte :	
Echange de notes relatif aux pensions des fonctionnaires du gouvernement de nationalité étrangère en retraite et résidant hors d'Egypte. Ramleh et Alexandrie, le 12 août 1936, et Londres, les 31 août et 9 septembre 1936	317
N° 4220. — Allemagne et Belgique :	
Traité relatif à un échange de territoires à la frontière germano-belge, avec annexe. Signés à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935	323
N° 4221. — Allemagne et Belgique :	
Arrangement additionnel à l'Arrangement concernant la frontière commune aux deux pays du 7 novembre 1929, avec annexe et protocole de clôture. Signés à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935	335
N° 4222. — Pays-Bas et Roumanie :	
Accord de paiements, signé à Bucarest, le 28 août 1936 ; <i>modus vivendi</i> prorogeant cet accord avec quelques modifications, signé à Bucarest, le 21 août 1937 ; et échange de notes comportant un arrangement relatif à la prolongation du <i>modus vivendi</i> susmentionné, Bucarest, le 28 décembre 1937	363
N° 4223. — Chili et Pays-Bas :	
Echanges de notes a) comportant un arrangement en vue de développer les relations commerciales entre les deux pays, Santiago, le 5 mai 1937 ; b) concernant le développement et l'intensification des relations économiques entre les deux pays, Santiago, les 4 et 5 mai 1937	385
N° 4224. — Allemagne et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Berlin, le 19 mai 1936	395

	Page
No. 4216. — Afghanistan, Union of South Africa, Argentine Republic, Belgium, Chile, etc. :	
Declaration regarding the Teaching of History (Revision of School Text-books). Opened for Signature at Geneva, October 2nd, 1937	263
No. 4217. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty concerning Frontier Waterways in the Saxon and Bavarian Sectors of the Frontier and an Exchange of Territories at the Frontier, with Final Protocol and Maps annexed thereto. Signed at Bad Elster, September 27th, 1935	267
No. 4218. — Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Control of Telecommunications to and from or in Egypt. Alexandria and Ramleh, August 12th, 1936	311
No. 4219. — Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Exchange of Notes regarding Pensions of Retired Government Officials of Foreign Nationality residing out of Egypt. Ramleh and Alexandria, August 12th, 1936, and London, August 31st and September 9th, 1936	317
No. 4220. — Germany and Belgium :	
Treaty regarding an Exchange of Territories at the German-Belgian Frontier, with Annex. Signed at Aix-la-Chapelle, May 10th, 1935	323
No. 4221. — Germany and Belgium :	
Additional Agreement to the Agreement of November 7th, 1929, concerning the Frontier between the Two Countries, with Annex and Final Protocol. Signed at Aix-la-Chapelle, May 10th, 1935	335
No. 4222. — The Netherlands and Roumania :	
Payments Agreement, signed at Bucharest, August 28th, 1936 ; <i>Modus Vivendi</i> renewing this Agreement with Certain Modifications, signed at Bucharest, August 21st, 1937 ; and Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Prolongation of the above-mentioned <i>Modus Vivendi</i> , Bucharest, December 28th, 1937	363
No. 4223. — Chile and the Netherlands :	
Exchanges of Notes (a) constituting an Agreement for the Development of Commercial Relations between the Two Countries, Santiago, May 5th, 1937 ; (b) regarding the Development and Intensification of the Economic Relations between the Two Countries, Santiago, May 4th and 5th, 1937	385
No. 4224. — Germany and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles. Berlin, May 19th, 1936	395

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4201. — ABKOMMEN ¹ ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH GRIECHENLAND. GEZEICHNET IN ATHEN, AM 9. NOVEMBER 1936.

Greek and German official texts communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 15th, 1937.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GRIECHENLAND und DER DEUTSCHE REICHSKANZLER, in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Griechenlands und Deutschlands liegt, die internationalen Luftverkehrsbeziehungen in friedlichem Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zweck ein Abkommen zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GRIECHENLAND :

S. E. Herrn Nicolas MAVROUDIS, Staatssekretär im Ministerium des Äussern, und

S. E. General Michel PASSARIS, Staatssekretär im Luftfahrtministerium ;

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

Herrn Viktor Prinz zu ERBACH-SCHÖNBERG, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister, und

Herrn Albert MÜHLIG-HOFMANN, Ministerialdirigent im Reichsluftfahrtministerium ;

die über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

BEGRIFFSBESTIMMUNGEN.

Artikel 1.

Im Sinne dieses Abkommens sind unter Staatsgebiet auch die Territorialgewässer zu verstehen.

Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Abkommens gelten die privaten Luftfahrzeuge und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht als Militär-, Zoll- oder Polizei-Luftfahrzeuge verwendet werden.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, January 29th, 1937.

Ἐλευθέρα διέλευσις ἀεροσκαφῶν.

*Ἀρθρον 2.

Ἐκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ παρέχῃ ἐν καιρῷ εἰρήνης, εἰς τὰ παρὰ τοῦ ἑτέρου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους κανονικῶς νηολογημένα ἀεροσκάφη ἐλευθερίαν διελεύσεως ὑπεράνω τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ, ἀρκεῖ νὰ τηρῶνται οἱ ὅροι τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Πάντως, ἐννοεῖται, ὅτι ἡ παρ' Ἐπιχειρήσεως ἀνηκούσης εἰς ἐν τῶν **Υ.Σ.Μ.** ἀνάληψις τῆς ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν, διερχομένων ὑπεράνω τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου **Υ.Σ.Μ.** μετὰ ἢ ἀνευ προσεγγίσεως θὰ ὑπόκειται εἰς εἰδικὴν μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργείων τῶν δύο Κρατῶν Συμφωνίαν.

Τήρησις τῶν Νόμων.

*Ἀρθρον 3.

Τὰ ἀεροσκάφη τῆς ἐθνικότητος ἐνὸς τῶν **Υ.Σ.Μ.**, τὰ πληρώματα, οἱ ἐπιβάται καὶ τὰ φορτία αὐτῶν, εὐρισκόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν **Υ.Σ.Μ.** ὑπάρχοντα εἰς τὰς ὑποχρεώσεις αἵτινες ἀπορρέουσιν ἐκ τῶν ἐν ἰσχύϊ διατάξεων τοῦ Κράτους ὑπεράνω τοῦ ὁποῖου ἵπτανται καὶ εἰδικῶς εἰς τὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν Ἀεροναυτιλίαν ἐν γένει, ἐφ' ὅσον αὐταὶ ἐφαρμόζονται εἰς πάντα τὰ ξένα ἀεροσκάφη ἀνευ διακρίσεως ἐθνικότητος, πρὸς τὰ τελωνειακὰ καὶ λοιπὰ φορολογικὰ τέλη, πρὸς τὴν ἀπαγόρευσιν εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν, πρὸς τὰς μεταφορὰς προσώπων καὶ ἐμπορευμάτων, πρὸς τὴν ἀσφάλειαν καὶ τὴν Δημοσίαν τάξιν. Θὰ ὑπόκεινται προσέτι εἰς πᾶσαν ἄλλην ὑποχρέωσιν ἀπορρέουσαν ἐκ τῆς ἐν ἰσχύϊ Νομοθεσίας, ἐκτὸς ἀντιθέτων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ μεταφορὰ τοῦ ταχυδρομείου θὰ ἐκτελεῖται συμφώνως πρὸς συνομολογηθεσμένην ἀπ' εὐθείας μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν καὶ τῶν δύο **Υ.Σ.Μ.** εἰδικὴν συμφωνίαν.

*Ἀρθρον 4.

Τὰ διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν προοριζόμενα ἀεροσκάφη, ὡς ἐπίσης καὶ οἱ ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοζόμενοι κινητῆρες συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἀνταλλακτικῶν, θὰ εἰσάγονται ὑπὸ προσωρινὴν τελωνειακὴν ἀτέλειαν εἰς τὰ δύο Κράτη.

Τ' ἀντικείμενα καὶ ἐφοδία, πλὴν τῆς καύσιμου ὕλης (βενζίνης καὶ λιπαντικῶν) δι' ἣν ἐφαρμόζονται οἱ οἰκείοι Νόμοι τῶν δύο Κρατῶν, τ' ἀναγκαιοῦντα διὰ τὴν διευθέτησιν ἢ συντήρησιν τῶν ἀεροσκαφῶν καὶ ἀναλισκόμενα ἐπὶ τόπου ἀπαλλάσσονται εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ τελῶν εἰς ἀμφοτέρας τὰς Χώρας, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ παραμένωσιν ὑπὸ τὸν ἑλεγχον τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν καὶ νὰ χρησιμοποιῶνται μόνον διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν γραμμῶν.

Ἐννοεῖται, ἐν τούτοις, ὅσον ἀφορᾷ τὴν καύσιμον ὕλην, ὅτι ἐν περιπτώσει παραχωρήσεως παρ' ἐνὸς τῶν **Υ.Σ.Μ.** διὰ μιᾶς μεταγενεστέρως Συμβάσεως εἰς μίαν ἀεροπορικὴν ἐπιχείρησιν ἐνὸς τρίτου Κράτους, προνομίων σχετικῶς μετὰ τελωνειακῶν καὶ λοιπῶν δασμῶν διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν γραμμῶν, τὰ αὐτὰ προνόμια θὰ χορηγηθῶσιν εἰς τὰς ἀεροπορικὰς ἐπιχειρήσεις τοῦ ἑτέρου τῶν **Υ.Σ.Μ.**

Αἱ ὡς ἄνω ἀπαλλαγαὶ ἀφορῶσιν καὶ τὰ ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς δυνάμει εἰδικῶν ἀδειῶν, λειτουργίας τῆς γραμμῆς τῆς Ἑταιρείας Ντότσε Λούφτ—Χάνζα Α.Ε. εἰσαχθέντα ὑπὸ προσωρινὴν ἀτέλειαν ὕλικα, περὶ ὧν τὰ προηγούμενα ἐδάφια τοῦ παρόντος ἀρθρου.

Εἰς τὰς περιπτώσεις ἐκτελωνισμού τῶν ἀντικειμένων καὶ ἐφοδίων τούτων ἐφαρμόζονται πᾶσαι αἱ ἐκπτώσεις καὶ εὐχολαίαι αἱ ἐπιτρεπόμεναι ὑπὸ τῆς Τελωνειακῆς Νομοθεσίας τῆς Χώρας εἰς τοὺς πτηκίους αὐτῆς.

FREIER VERKEHR DER LUFTFAHRZEUGE.

Artikel 2.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten den Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr über seinem Gebiet.

Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftverkehrslinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Vertragschliessenden Teile über dem Staatsgebiet des anderen Teils, mit oder ohne Zwischenlandung, unterliegen einer Sondervereinbarung der zuständigen Ministerien der beiden Staaten.

BEACHTUNG DER GESETZE.

Artikel 3.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung, Fluggäste und Ladung unterliegen, während sie sich im Hoheitsgebiet des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Staatszugehörigkeit Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragschliessenden Teile geregelt.

Artikel 4.

Die zum Betrieb von Luftverkehrslinien bestimmten Luftfahrzeuge sowie deren eingebaute Motoren, einschliesslich Ersatzteile, können zum vorübergehenden Verbleib in beiden Staaten zollfrei eingeführt werden.

Die zum Betrieb und zur Wartung der Luftfahrzeuge erforderlichen Gegenstände und Vorräte, soweit sie an Ort und Stelle verbraucht werden, mit Ausnahme der Betriebsstoffe (Treib- und Schmiermittel), auf die die betreffenden Gesetze der beiden Staaten Anwendung finden, sind von Zollabgaben und Steuern in beiden Ländern befreit, wenn sie unter der Aufsicht der Zollverwaltung bleiben und lediglich für die Bedürfnisse des Linienbetriebes verwendet werden.

Was die Betriebsstoffe anbelangt, so besteht Einverständnis darüber, dass, falls einer der Vertragsstaaten einem Luftverkehrsunternehmen eines dritten Staates durch ein späteres Abkommen für den Linienverkehr Vergünstigungen in Bezug auf Zölle und Steuern einräumen sollte, gleiche Vergünstigungen dem Luftverkehrsunternehmen des anderen Vertragsstaates zuzugestehen sind.

Die vorstehenden Befreiungen beziehen sich auch auf das in den vorhergehenden Absätzen dieses Artikels aufgeführte Material, soweit es vorübergehend zollfrei auf Grund besonderer Ermächtigungen seit der Aufnahme des Betriebes der Linie durch die Deutsche Lufthansa A. G. eingeführt worden ist.

Bei der Verzollung dieser Gegenstände und Vorräte sollen alle Ermässigungen und Erleichterungen Anwendung finden, die nach der Zollgesetzgebung für die eigenen Staatsangehörigen zulässig sind.

²Απηγορευμένοι ζῶναι.

³Άρθρον 5.

⁴Εκαστον τῶν Υ.Σ.Μ. δύναται ν' ἀπαγορεύῃ τὴν πτῆσιν ὑπεράνω ὠρισμένων ζωνῶν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι οὐδεμία θὰ γίνεταί ὡς πρὸς τοῦτο διάκρισις μεταξὺ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ἐθνικότητος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τῶν τῆς ἐθνικότητος παντὸς ἑτέρου ξένου Κράτους.

⁵Επὶ πλεόν, ἕκαστον τῶν Υ.Σ.Μ., ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα, ὅπως ἐν καιρῷ εἰρήνης, περιορίζῃ ἢ ἀπαγορεύῃ προσωρινῶς, ἐν μέρει ἢ ὁλοτελῶς, εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις καὶ μὲ ἀμεσον ἐφαρμογὴν, τὴν πτῆσιν ὑπεράνω τοῦ ἐδάφους του, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οὐδεμία βὰ γίνεται ὡς πρὸς τοῦτο διάκρισις μεταξὺ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ἐθνικότητος τοῦ ἑτέρου Υ.Σ.Μ. καὶ τῶν τῆς ἐθνικότητος πάσης ἄλλης ξένης Χώρας.

⁶Άρθρον 6.

Πᾶν ἀεροσκάφος ὅπερ ἤθελεν εὐρεθῇ ὑπεράνω ἀπηγορευμένης ζώνης ὑποχρεοῦται εὐθὺς ὡς ἀντιληφθῇ τοῦτο νὰ δώσῃ τὸ σῆμα κινδύνου τὸ ὀριζόμενον ὑπὸ τοῦ Ἀεροναυτλιακοῦ Κανονισμοῦ τοῦ Κράτους ὑπεράνω τοῦ ὁποίου ἵπταται, καθὼς καὶ νὰ προσγειωθῇ, ἐκτὸς τῆς ἀπηγορευμένης ζώνης ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον καὶ πλησιέστερον, εἰς ἐν τῶν ἀεροδρομιῶν τοῦ Κράτους τούτου.

Διακριτικὰ σημεῖα, πιστοποιητικὰ καὶ ἀδειαι.

⁷Άρθρον 7.

Τ' ἀεροσκάφη δέον νὰ φέρωσι διακριτικὰ σημεῖα, εὐκρινῶς ὁρατὰ καὶ ἐπιτρέποντα τὴν διαπίστωσιν τῆς ταυτότητος των κατὰ τὴν πτῆσιν (σήματα ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεως).

Τ' ἀεροσκάφη δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ πιστοποιητικῶν νηολογήσεως καὶ πλωϊμότητος ὡς καὶ διὰ παντὸς ἑτέρου ἐγγράφου προβλεπομένου διὰ τὴν ἀεροναυτιλίαν τῆς ἰδίας αὐτῶν Χώρας.

Πᾶν μέλος τοῦ πληρώματος ἐκτελοῦν ἐντὸς τοῦ ἀεροσκάφους ἐργασίαν προαπαιτοῦσαν εἰδικὴν ἀδειαν τῆς ἰδίας αὐτοῦ Χώρας, δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι διὰ τῶν καθωρισμένων ἐν τῇ ἰδίᾳ αὐτῶν Χώρᾳ προελεύσεως ἀεροναυτιλιακῶν ἐγγράφων καὶ εἰδικῶς διὰ τῶν κανονικῶν πτυχίων καὶ ἀδειῶν. Τὰ λοιπὰ μέλη τοῦ πληρώματος δέον νὰ ὦσιν ἐφωδιασμένα δι' ἐγγράφων μνημονευόντων τῆς ἐνασχόλησιν αὐτῶν ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους καὶ τὸ ἐπάγγελμα, τὴν ταυτότητα καὶ ἐθνικότητα αὐτῶν.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, πτυχία ἱκανότητος καὶ ἀδειαι, ἐκδεδομένα ἢ ἀνεγνωρισμένα παρ' ἐνὸς τῶν Υ.Σ.Μ. δι' ἀεροσκάφη τῆς ἐθνικότητος αὐτοῦ καὶ τὰ πληρώματα αὐτῶν θὰ ἔχουσιν εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος, ἐφ' ὅσον τὸ ἀεροσκάφος τοῦτο ἐξακολουθεῖ νὰ κατέχῃ τὴν ἐθνικότητα τοῦ ἑτέρου Υ.Σ.Μ., τὴν αὐτὴν ἰσχὺν οἷαν τὰ ἐκδεδομένα καὶ ἀνεγνωρισμένα παρ' αὐτοῦ ἀντίστοιχα ἐγγραφα (πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, πτυχία, ἀδειαι). Οὐδεμία ἐξαιρέσις τῶν διατάξεων τούτων δύναται νὰ ἐπιτραπῇ ἀνευ τῆς συνενείσεως τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Κράτους.

⁸Εκαστον τῶν Υ.Σ.Μ. ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνήται διὰ τὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του Ἀεροναυτιλίαν τὴν ἀναγνώρισιν τῶν πτυχίων ἱκανότητος καὶ ἀδειῶν τῶν χορηγηθέντων εἰς τοὺς ὑπαχθόνους αὐτοῦ παρὰ τοῦ ἑτέρου Υ.Σ.Μ.

⁹Εκτὸς ἐναντίας συμφωνίας, τὸ πλήρωμα καὶ οἱ ἐπιβάται δέον νὰ ὦσιν ἐφωδιασμένοι διὰ τῶν ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τῆς Διεθνούς κινήσεως.

Αἱ ἀρμόδιοι Ἀρχαὶ τῶν Υ.Σ.Μ. δικαιοῦνται νὰ ἀπογορεύωσι τὴν ἀναχώρησιν παντὸς ἀεροσκάφους ὅπερ θὰ ἦτο εἰς τοιαύτην, κατὰ τὴν γνώμην αὐτῶν, κατάστασιν συντηρήσεως, ὥστε τὸ

N° 4201.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Convention concernant la navigation
aérienne. Signée à Athènes, le
9 novembre 1936.

GERMANY AND GREECE

Convention regarding Air Navigation.
Signed at Athens, November 9th,
1936.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

Ν^ο 4201. — ΣΥΜΒΑΣΙΣ¹ ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΟΥ ΓΕΡΜΑΝΙΚΟΥ ΡΑΪΧ « ΠΕΡΙ ΕΝΑΕΡΙΟΥ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΑΣ ». ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ, ΤΗ 9^η ΝΟΕΜΒΡΙΟΝ 1936.

Textes officiels grec et allemand communiqués par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 octobre 1937.

Ἡ Α. Μ. Ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων καὶ ὁ Καγκελλάριος τοῦ Γερμανικοῦ Ράιχ ἀμοιβαίως πεπεισμένοι περὶ τῶν κοινῶν συμφερόντων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γερμανίας, ὅπως διευκολύνωσι τὰς διεθνεῖς εἰρηνικὰς αὐτῶν σχέσεις διὰ τῆς ἐναερίου ὁδοῦ, ἀπεφάσισαν νὰ συνομολογήσωσι μίαν Σύμβασιν πρὸς τοῦτο καὶ διώρισαν ὡς τοὺς ἐαυτῶν Πληρεξουσίους:

Ἡ Α. Μ. Ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων:

Τὴν Α. Ε. τὸν κ. Νικόλαον Μαυρουδῆν, Ὑφυπουργὸν τοῦ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργείου, καὶ

Τὴν Α. Ε. τὸν Στρατηγὸν Μιχαὴλ Πάσσαρην, Ὑφυπουργὸν τοῦ ἐπὶ τῆς Ἀεροπορίας Ὑπουργείου.

Ὁ Καγκελλάριος τοῦ Γερμανικοῦ Ράιχ:

Τὴν Α. Ε. τὸν κ. Βίττωρα, Πρίγκηπα τοῦ Ἑρμπαχ-Σαϊνπεργκ, Ἐκτακτὸν Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργόν, καὶ

Τὸν Κύριον Ἀλβέρτον Μύλιγκ-Χόφμαν, Διευθυντὴν τοῦ Ὑπουργείου Ἀεροπορίας τοῦ Γερμανικοῦ Ράιχ οἵτινες συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων:

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον I.

Κατὰ τὴν ἐννοίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως τὸ ἔδαφος ἐννοεῖται περιλαμβάνον καὶ τὰ χωρικά ὕδατα.

« Ἀεροσχάφη » νοοῦνται κατὰ τὴν ἐννοίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ ἰδιωτικὰ ἀεροσχάφη καὶ τὰ Κρατικὰ τοιαῦτα τὰ μὴ χρησιμοποιούμενα ὡς Στρατιωτικὰ, Τελωνειακὰ ἢ Ἀστυνομικά.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 29 janvier 1937.

SPERRGEBIETE.

Artikel 5.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile kann den Luftverkehr über bestimmten Zonen seines Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteils und denjenigen jedes anderen fremden Staates kein Unterschied gemacht wird.

Ausserdem behält sich jeder der Vertragschliessenden Teile das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten den Luftverkehr über seinem Gebiete ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten, mit dem Vorbehalte, dass keinerlei Unterschied gemacht wird zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teils und Luftfahrzeugen, die anderen fremden Staaten angehören.

Artikel 6.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat sobald es dies bemerkt, das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf dem nächsten, ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

ABZEICHEN, ZEUGNISSE UND ZULASSUNGEN.

Artikel 7.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Staatszugehörigkeits- und Eintragungszeichen).

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in ihrem Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungsnachweisen und Zulassungsscheinen versehen sein. Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit ergeben.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Vertragschliessenden Teile für ein Luftfahrzeug seiner eigenen Staatszugehörigkeit und dessen Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben in dem anderen Vertragsstaat, solange dieses Luftfahrzeug die oben erwähnte Staatszugehörigkeit behält, dieselbe Gültigkeit wie die entsprechenden Urkunden (Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse, Zulassungen), die von diesem Staat ausgestellt oder anerkannt worden sind. Ausnahmen hiervon bedürfen der Genehmigung der Luftfahrtbehörde des anderen Staates.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebietes den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen, soweit nichts anderes vereinbart worden ist, mit den Ausweisen versehen sein, die nach den für den internationalen Verkehr geltenden Vorschriften erforderlich sind.

Die zuständigen Behörden der beiden Vertragschliessenden Teile haben das Recht, den Abflug eines jeden Luftfahrzeugs zu untersagen, dessen Unterhaltungszustand ihrer Ansicht nach derartig

πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος αὐτοῦ νὰ θεωρῇται ἄκυρον, συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τοῦ Κράτους οὗτινος τὴν ἐθνικότητα φέρει τὸ ἀεροσκάφος.

Πᾶν ἀεροσκάφος τῆς ἐθνικότητος ἐνὸς τῶν Υ.Σ.Μ. οὗτινος τὸ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος θὰ ἔπαιεν ἕνεκα οἰωνοῦ περιστατικῶν ἰσχύον, ἐφ' ὅσον εὐρίσκεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Υ.Σ.Μ., δέον νὰ τύχῃ παρὰ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τοῦ τελευταίου τούτου Υ.Σ.Μ. ἀδείας ἐπιστροφῆς εἰς τὴν ἰδίαν αὐτοῦ Χώραν, ἄνευ ἐπιβατῶν καὶ ὅπ' εὐθύνην τοῦ πληρώματος του.

Μηχανήματα Ραδιοεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 8.

Τ' ἀεροσκάφη τῶν δύο Υ.Σ.Μ. δύνανται νὰ ὦσιν ἐφωδιασμένα διὰ μηχανημάτων ραδιοεπικοινωνίας, ἐφ' ὅσον εἶναι κάτοχα εἰδικῆς ἀδείας τῶν Ἀρχῶν τοῦ Κράτους των. Διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μηχανημάτων τούτων, ὑπεράνω τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν Υ.Σ.Μ. δέον νὰ τηρῶνται αἱ ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τοῦ τελευταίου τούτου Κράτους. Τὰ μηχανήματα ταῦτα δέον νὰ χειρίζωνται μόνον τὰ κάτοχα εἰδικῆς ἀδείας μέλη τοῦ πληρώματος.

Διὰ λόγους ἀσφαλείας τὰ δύο Συμβαλλόμενα Κράτη ἐπιφυλλάσσονται νὰ ἐκδώσωσιν κανονισμοὺς σχετικοὺς πρὸς τὸν ὑποχρεωτικὸν ἐφοδιασμὸν ἀεροσκαφῶν τίνων διὰ μηχανημάτων ραδιοεπικοινωνίας.

Ἀπγορευμέναι μεταφοραί.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παρὰ τῶν ἀεροσκαφῶν, τῶν πληρωμάτων καὶ ἐπιβατῶν αὐτῶν μεταφορὰ ὅπλων καὶ ἐφοδίων αὐτῶν, πολεμικῶν ὀπλῶν, δηλητηρίων, ταχυδρομικῶν περιστερῶν, ἐκκρηκτικῶν ὀπλῶν, ἀπαγορεύεται, ἐκτὸς εἰδικῆς ἀδείας τοῦ Κράτους, ὑπεράνω τοῦ ὁποίου ἵπτανται. Ἡ δι' ἀεροσκαφῶν μεταφορὰ ὀργάνων σημάτων δὲν ἐμπίπτει εἰς τὴν ἀπαγόρευσιν τοῦ παρόντος ἀρθρου.

Διὰ τὴν μεταφορὰν φωτογραφικῶν μηχανῶν δὲν ἀπαιτεῖται εἰδικὴ ἄδεια ἐὰν ἡ κατάσταση αὐτῶν εἶναι τοιαύτη, ὥστε νὰ εἶναι ἀδύνατος ἡ χρησιμοποίησις αὐτῶν κατὰ τὴν πορείαν. Ἐν ἐναντίᾳ περιπτώσει, ἀπαιτεῖται μία εἰδικὴ ἄδεια.

Διὰ λόγους δημοσίας ἀσφαλείας ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, δύναται ἐπίσης ν' ἀπαγορεύῃ ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐδάφους του, τὴν μεταφορὰν παντὸς ἑτέρου ἀντικειμένου, μὴ ἀναφερομένου ἐν τῇ πρώτῃ ἐδαφίᾳ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἀπὸ τῆς ἀπόψεως ταύτης οὐδεμία θὰ γίνεται διάκρισις μεταξὺ τῶν ἐθνικῶν ἀεροσκαφῶν καὶ τῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Κατάστασις ἐπιβατῶν καὶ δηλωτικόν.

Ἄρθρον 10.

Τὰ μεταφέροντα ἐπιβάτας καὶ ἐμπορεύματα ἀεροσκάφη δέον νὰ ὦσιν ἐφωδιασμένα δι' ὀνομαστικῆς καταστάσεως τῶν ἐπιβατῶν, διὰ δηλωτικῶν τῶν ἐμπορευμάτων περιγράφοντος τὸ φορτίον εἰς εἶδη καὶ ποσότητας, ἐπίσης δὲ καὶ διὰ τῶν ἀναγκαίων τελωνειακῶν διασαφῶσεων.

Ἐὰν κατὰ τὴν ἀφίξιν ἐνὸς ἀεροσκάφους διαπιστωθῇ ἀνωμαλία μεταξὺ τῶν μεταφερομένων ἐμπορευμάτων ἢ τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ ἐδαφίᾳ ἀναφερομένων ἐγγράφων, αἱ τελωνειακαὶ Ἀρχαὶ ὀφείλουσι νὰ ἐπικοινωνήσωσιν ἀμέσως μετὰ τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Υ.Σ.Μ.

ist, dass nach den Vorschriften des Staates, dem das Luftfahrzeug angehört, der Lufttüchtigkeitschein hinfällig geworden wäre.

Jedes einem der Vertragschliessenden Teile angehörende Luftfahrzeug, dessen Lufttüchtigkeitschein aus irgendwelchen Gründen aufgehört hat, gültig zu sein, während es sich im Gebiet des anderen Vertragschliessenden Teiles befindet, soll von den zuständigen Behörden dieses letzteren ermächtigt werden, ohne Fluggäste und unter der Verantwortlichkeit seiner Besatzung in sein Heimatland zurückzukehren.

FUNKGERÄT.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge der beiden Vertragschliessenden Teile dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaates hierfür mit sich führen. Für die Benutzung solchen Geräts über dem Gebiet eines der Vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staate hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. Solches Gerät darf ferner nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihrer Heimatbehörde mit sich führen.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

BEFÖRDERUNGSVERBOTE.

Artikel 9.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, Kriegsgeschütz, Giftstoffe, Brieffauben und Sprengstoffe nur mit besonderer Erlaubnis des überflogenen Staates mit sich führen. Signalgerät und Signalmunition gelten nicht als Waffen und Schiessbedarf im Sinne dieser Bestimmung.

Zur Beförderung von Lichtbildgerät bedarf es einer besonderen Genehmigung nicht, wenn es so untergebracht ist, dass es unterwegs nicht benutzt werden kann. Andernfalls ist eine besondere Genehmigung erforderlich.

Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragsstaat in den Grenzen seines Gebietes die Beförderung anderer Gegenstände als im ersten Absatz vorgesehen, verbieten, sofern in dieser Beziehung kein Unterschied gemacht wird zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Vertragsstaates.

LISTE DER REISENDEN UND LADUNGSVERZEICHNIS.

Artikel 10.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Güter befördern, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern oder den oben erwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden mit denen des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Ἐλεγχος ἐγγράφων τῶν ἀεροσκαφῶν.

Ἄρθρον 11.

Εἰς πᾶσαν ἀναχώρησιν ἢ προσγείωσιν, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται νὰ ἐπιθεωρῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του καὶ διὰ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τ' ἀεροσκάφη τῆς ἐθνικότητος τοῦ ἐτέρου Κράτους καὶ νὰ ἐλέγχῃ τὰ πιστοποιητικὰ καὶ λοιπὰ καθωρισμένα ἐγγράφα.

Προσιτότης τῶν ἀεροδρομιῶν καὶ λοιπῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 12.

Τὰ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Δημοσίας ἐναερίου κυκλοφορίας ἀεροδρόμια θὰ ὦσιν προσιτὰ, ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὁρους, εἰς τ' ἀεροσκάφη τῶν δύο Υ.Σ.Μ. Τ' ἀεροσκάφη ταῦτα δύνανται νὰ ἐπικαλῶνται τὴν ἀρωγὴν τῶν μετεωρολογικῶν, τῶν ραδιοηλεκτρικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν σημάτων.

Τὰ τυχὸν ὑφιστάμενα τέλη προσγειώσεως, παραμονῆς κλπ. θὰ ὦσι τ' αὐτὰ διὰ τὰ ἐθνικὰ ἀεροσκάφη καὶ διὰ τὰ τῆς ἐθνικότητος τοῦ ἐτέρου Κράτους.

Τελωνειακὰ Ἀεροδρόμια.

Ἄρθρον 13.

Ἡ εἴσοδος καὶ ἡ ἐξοδος τῶν ἀεροσκαφῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν δύο Υ.Σ.Μ. ἐπιτρέπεται μόνον εἰς ἀεροδρόμιον δημοσίας χρήσεως καὶ περιλαμβάνον ἀρχὴν τελωνειακὴν καὶ διαβατηρίων. Αἱ ὡς ἄνω εἴσοδοι καὶ ἐξοδοὶ δεόν νὰ γίνωνται ἄνευ ἐνδιαμέσου προσγειώσεως μεταξὺ μεθορίου καὶ ἀεροδρομίου. Εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις αἱ ἀρμοδίαι Ἀρχαὶ δύνανται νὰ ἐπιτρέπωσι τὴν εἴσοδον καὶ ἐξοδον εἰς ἕτερα ἀεροδρόμια, ἐντὸς τῶν ὁποίων δύνανται νὰ ἐκτελῶνται αἱ τελωνειακαὶ διατυπώσεις καὶ ὁ ἐλεγχος διαβατηρίων. Ἡ ἀπαγόρευσις προσγειώσεως μεταξὺ τῆς μεθορίου καὶ τοῦ ἀεροδρομίου θὰ παραμένῃ ἐν ἰσχύϊ ἐπίσης εἰς τὰς εἰδικὰς ταύτας περιπτώσεις.

Ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως ἢ προσγειώσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 6, ὁ διοικητὴς τοῦ ἀεροσκάφους, τὸ πλήρωμα καὶ οἱ ἐπιβάται δεόν νὰ συμμορφῶνται πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ κανονισμοὺς καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Κράτους, εἰς ὃ λαμβάνει χώραν ἡ προσγείωσις.

Τὰ δύο Υ.Σ.Μ. θὰ κοινοποιῶσι πρὸς ἄλληλα τὸν κατάλογον τῶν ἀνοικτῶν εἰς τὴν δημοσίαν ἐναέριον κυκλοφορίαν ἀεροδρομιῶν. Ἐν τῷ καταλόγῳ τούτῳ θὰ καθορίζωνται καὶ τὰ ἐκ τῶν ἀεροδρομιῶν τούτων καθωρισμένα ὡς τελωνειακὰ. Πᾶσι τροποποιήσεσι τοῦ καταλόγου τούτου ὡς καὶ πᾶς περιορισμὸς, ἔστω καὶ προσωρινῶς τοῦ δικαιώματος χρησιμοποίησώς τινος τῶν ἀεροδρομιῶν τούτων, δεόν νὰ ἀνακοινῶνται ἀμέσως εἰς τὸ ἕτερον Υ.Σ.Μ.

Διάβασις συνόρων.

Ἄρθρον 14.

Τὰ σύνορα τῶν δύο Υ.Σ.Μ. θὰ διασχετίζωνται μόνον εἰς σημεῖα καθοριζόμενα παρὰ τῶν ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

Ὅρίζεται ἐφεξῆς ὅτι πᾶσα συνοριακὴ ζώνη, δι' ἧς ἐν τῶν Υ.Σ.Μ. ἐπιτρέπεται τὴν διάβασιν τοῦ ἐδάφους του εἰς τὰ ἐθνικὰ ἀεροσκάφη ἢ εἰς τ' ἀεροσκάφη ἐτέρας ἐθνικότητος, δύναται νὰ χρησιμοποιῇται αὐτοδικαίως καὶ διὰ τὴν διάβασιν τῶν ἀεροσκαφῶν αἷς ἐθνικότητος τοῦ ἐτέρου Υ.Σ.Μ.

PRÜFUNG DER BORDPAPIERE.

Artikel 11.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

BENUTZUNG DER FLUGHÄFEN UND ANDERER EINRICHTUNGEN.

Artikel 12.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen der beiden Vertragschliessenden Teile unter denselben Bedingungen zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den Wetter-, Funk- und Nachrichtendienst in Anspruch nehmen.

Die etwaigen Lande-, Aufenthaltsgebühren usw. sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

ZOLLFLUGHÄFEN.

Artikel 13.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragsstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden und zwar ohne Landung zwischen Grenze und Flughafen. In einzelnen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach oder den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flughafen gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung oder einer Landung im Sinne des Artikels 6 haben sich die Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften und Bestimmungen zu richten, die in dem Staate gelten, in dem die Landung vorgenommen wird.

Die beiden Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Diese Verzeichnisse werden diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind. Jede Änderung in diesen Verzeichnissen und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragschliessenden Teil unverzüglich mitzuteilen.

GRENZÜBERFLUG.

Artikel 14.

Die Grenzen der beiden Vertragschliessenden Teile können nur zwischen den Punkten überflogen werden, die von den Luftfahrtbehörden des betreffenden Staates bestimmt werden.

Eine Zone, die einer der Vertragschliessenden Teile seinen eigenen oder fremden Luftfahrzeugen für den Überflug seiner Grenzen eingeräumt hat, steht auch den Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teils offen.

Ἔρμα.

Ἄρθρον 15.

Ἐς ἔρμα δύναται ν' απορρίπτεται μόνον λεπτή ἄμμος καὶ ὕδωρ.

Ἄρθρον 16.

Κατὰ τὴν πορείαν, ἐκτὸς τοῦ κανονικοῦ ἔρματος, δὲν δύνανται ν' απορρίπτονται ἢ ἐγκαταλείπωνται ὅπωςδήποτε εἰμὴ ἀντικείμενα ἢ ὕλαι, διὰ τὰ ὅποια θὰ παρείχετο εἰδικὴ ἄδεια ὑπὸ τοῦ Κράτους, ὑπεράνω τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου δέον νὰ λάβῃ χώραν ἡ ἀπόρριψις αὕτη.

Κατάσχεσις.

Ἄρθρον 17.

Πᾶν ἀεροσκάφος διερχόμενον ἢ διαμετακομιστικῶς διασχίζον τὴν ἀτμόσφαιραν ἐνὸς τῶν δύο Συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ ἐκτελοῦν μόνον τὰς κανονικῶς ἀναγκαίας προσγειώσεις καὶ σταθμεύσεις δύναται ν' ἀπαλλάσσεται τῆς κατασχέσεως συνεπεῖρα παραπονήσεως πτυχίου τινὸς ἢ ὑποδείγματος, ἐπὶ τῇ καταβολῇ ἐγγυήσεως, ἥς τὸ ποσὸν εἰς περίπτωσιν μὴ ἐπιτεύξεως φιλικοῦ διακανονισμοῦ, καθορίζεται ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας παρὰ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ τόπου ἐνθα δέον νὰ ἐκτελεσθῇ ἡ κατάσχεσις.

Βοήθεια ἐν περιπτώσει κινδύνου.

Ἄρθρον 18.

Τὰ ἀεροσκάφη τῆς ἐθνικότητος τῶν δύο Συμβαλλομένων Κρατῶν δικαιοῦνται κατὰ τὴν προσγείωσιν, καὶ ἰδιαιτέρως ἐν περιπτώσει κινδύνου τῶν αὐτῶν μέτρων βοήθειας, ὧν τυγχάνουν καὶ τὰ ἐθνικὰ ἀεροσκάφη.

Ἡ διάσωσις τῶν εἰς τὸ πέλαγος κινδυνευόντων ἀεροσκαφῶν διέπεται ἐκτὸς ἐναντίας συμφωνίας ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ θαλασσίου δικαίου τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν συμβάσεων, ἢ ἐλλείψει τοιούτων, ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν νόμων τῶν ναυαγισσαστῶν.

Ἀμοιβαία κοινοποιήσεις τῶν κανονισμῶν.

Ἄρθρον 19.

Τὰ δύο Υ.Σ.Μ. θὰ ἀνακοινῶσιν ἀμοιβαίως τὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν ἰσχυρούσας ἀεροναυτιλιακὰς διατάξεις.

Λεπτομέρειαι ἐφαρμογῆς καὶ ἀμφισβητήσεις.

Ἄρθρον 20.

Αἱ λεπτομέρειαι ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως κανονίζονται ὡςάκις εἶναι δυνατόν δι' ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεως τῶν διαφόρων ἀρμοδιῶν διοικήσεων τῶν δύο Υ.Σ.Μ.

BALLAST.

Artikel 15.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 16.

Unterwegs dürfen andere Gegenstände ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Gebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

BESCHLAGNAHME.

Artikel 17.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents, Musterschutzes oder Warenzeichens bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

HILFELEISTUNG IN NOTFÄLLEN.

Artikel 18.

Die Luftfahrzeuge der beiden Vertragsstaaten haben bei Landungen, insbesondere in Notfällen, Anspruch auf gleiche Hilfeleistung wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf See in Not geraten sind, richtet sich vorbehaltlich gegenteiliger Abmachung nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den geltenden internationalen Abkommen ergeben, oder sonst nach den heimischen Gesetzen der Retter.

GEGENSEITIGE MITTEILUNG DER VORSCHRIFTEN.

Artikel 19.

Die beiden Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltende Vorschriften mitteilen.

AUSFÜHRUNGSVORSCHRIFTEN UND STREITFÄLLE.

Artikel 20.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens werden, soweit dies möglich ist, im unmittelbaren Einvernehmen zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragschliessenden Teile geregelt.

Ἐκαστον τῶν δύο Υ.Σ.Μ. θὰ ἀνακοινοῖ πρὸς τὸ ἕτερον πᾶσαν παρὰβασιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως διαπραττομένην τυχὸν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του παρὰ προσώπου ἢ ἐπιχειρήσεων τῆς ἐθνικότητος τοῦ ἑτέρου Κράτους.

Ἐὰν μεταξὺ τῶν δύο Υ.Σ.Μ. ἐγερθῇ διαφωνία ἐπὶ τῆς ἐρμηνείας ἢ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἐὰν τὸ ἐν τῶν Υ.Σ.Μ. ζητήσῃ ὅπως ἡ διαφορὰ τεθῇ ὑπὸ τὴν κρίσιν διαιτητικοῦ δικαστηρίου, τὸ ἕτερον Υ.Σ.Μ. ὑποχρεοῦται νὰ συναινέσῃ καὶ προκειμένου ἔτι νὰ κριθῇ προδικαστικῶς ἐὰν ἡ ἀμφισβήτησις τυγχάνῃ παραπεμπτέα εἰς διαιτητικὸν δικαστήριον.

Ἡ σύνθεσις τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου δι' ἐκάστην διαφωνίαν θὰ εἶναι τοιαύτη ὥστε ἕκαστον τῶν Υ.Σ.Μ. νὰ διορίζῃ ὡς διαιτητὴν ἓνα τῶν ὑπηκόων αὐτοῦ, ἀμφοτέρω δὲ τὰ Μέρη νὰ ἐκλέγωσιν ὡς τρίτον διαιτητὴν ὑπὸ τὴν τρίτης φιλικῆς δυνάμεως.

Τὰ Υ.Σ.Μ. ἐπιφυλλάσσονται νὰ συμφωνῶσιν ἐκ τῶν προτέρων καὶ διὰ καθορισθησομένην χρονικὴν περίοδον περὶ τοῦ προσώπου, ὅπερ ἤθελεν ἐκτελεῖ εἰς περίπτωσιν διαφωνίας, τὰ καθήκοντα τρίτου διαιτητοῦ.

Ἡ ἀπόφασις τῶν διαιτητῶν ἔχει ὑποχρεωτικὴν ἰσχύν.

* Ἀρθρον 21.

Ἡ κατ' ἐπάγγελμα μεταφορὰ προσώπων καὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ δύο σημείων ἐθνικοῦ ἐδάφους θὰ ἐπιφυλάσσεται διὰ τὰ ἐθνικὰ ἀεροσκάφη ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως συνεργασίας, ἢ ὅποια θὰ προβλεφθῇ διὰ τῆς Συμφωνίας τῆς ἐπακολουθησάσης τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Καταγγελία.

* Ἀρθρον 22.

Ἐκαστον τῶν Υ.Σ.Μ. δύναται εἰς πᾶσαν στιγμὴν καὶ κατόπιν εἰδοποιήσεως πρὸ δώδεκα μηνῶν νὰ καταγγέλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐπικύρωσις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

* Ἀρθρον 23.

Ἡ παρούσα Σύμβασις δέον νὰ κυρωθῇ, αἱ δὲ ἐπικυρώσεις θ' ἀνταλλαγῶσιν εἰς Βερολίνον τὸ ταχύτερον. Θὰ ἀρχίσῃ ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐπικυρώσεων.

Εἰς πίστῳ τῶν ἀνωτέρω οἱ πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ ἐπέθεσαν τὰς ἐαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, εἰς διπλοῦν, εἰς Ἑλληνικὴν καὶ Γερμανικὴν γλῶσσαν, τῇ ἐννάτῃ Νοεμβρίου τοῦ ἔτους χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ τριακοστοῦ ἔκτου.

(Τ. Σ.) ὑπογρ : Ν. ΜΑΥΡΟΥΔΗΣ.

Μ. ΠΑΣΣΑΡΗΣ.

Viktor Prinz zu ERBACH-SCHÖNBERG.

Albert MÜHLIG-HOFMANN.

Pour copie conforme :

Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères p. a.,

Paule Economou-Gouras.

Jeder der Vertragschliessenden Teile teilt dem anderen Vertragsteil alle Verstösse gegen die Vorschriften dieses Abkommens mit, die gegebenenfalls auf seinem Gebiet von Personen oder Unternehmen des anderen Staates begangen werden.

Bei Streitigkeiten zwischen den beiden Vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens und auf Verlangen eines der Vertragschliessenden Teile, dass der Streitfall der Entscheidung eines Schiedsgerichts unterworfen werden soll, muss der andere Vertragschliessende Teil darin einwilligen, selbst zur Klärung der Vorfrage, ob der Streitfall derart ist, dass er vor ein Schiedsgericht zu bringen ist.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall in der Weise gebildet, dass jeder der Vertragschliessenden Teile einen Schiedsrichter seiner Staatsangehörigkeit zu benennen hat und dass beide Teile als dritten Schiedsrichter einen Angehörigen eines befreundeten Landes wählen.

Die beiden Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich im Voraus für eine begrenzte Zeit über die Person zu einigen, die in einem Streitfall die Tätigkeit des dritten Schiedsrichters ausüben soll.

Die Entscheidung der Schiedsrichter hat verbindliche Kraft.

Artikel 21.

Die gewerbsmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Orten des eigenen Staatsgebiets wird den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten, mit Ausnahme des Falles, dass ein Gemeinschaftsverkehr gemäss der im Anschluss an dieses Abkommen abzuschliessenden Linienvereinbarung vorgesehen wird.

KÜNDIGUNG.

Artikel 22.

Jeder der Vertragschliessenden Teile kann dieses Abkommen mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

RATIFIZIERUNG.

Artikel 23.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden in Berlin so bald wie möglich ausgetauscht werden. Es tritt am Tage des Austausches der Ratifikationen in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt zu Athen in doppelter Urschrift, in griechischer und deutscher Sprache, am 9. November 1936.

(gez.) N. MAVROUDIS.

M. PASSARIS.

Viktor Prinz zu ERBACH-SCHÖNBERG.

Albert MÜHLIG-HOFMANN.

Pour copie conforme :

*Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères p. a.,*

Paule Economou-Gouras.

¹ TRADUCTION.

N^o 4201. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE GRÈCE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 9 NOVEMBRE 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRÈCE et LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND, également convaincus de l'intérêt commun qu'ont la Grèce et l'Allemagne à favoriser dans un esprit pacifique le développement des relations aériennes internationales, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRÈCE :

S. E. Monsieur Nicolas MAVROUDIS, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, et

S. E. le général Michel PASSARIS, secrétaire d'Etat au Ministère de l'Aéronautique ;

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Le prince Viktor ZU ERBACH-SCHÖNBERG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et

M. Albert MÜHLIG-HOFMANN, directeur au Ministère de l'Aéronautique du Reich ;

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

DÉFINITIONS.

Article premier.

Aux fins de la présente convention, le terme « territoire » s'entend également des eaux territoriales.

Sont considérés comme aéronefs, aux fins de la présente convention, les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat qui ne sont pas utilisés comme aéronefs militaires, de douane ou de police,

LIBERTÉ DE PASSAGE DES AÉRONEFS.

Article 2.

Chacune des deux Parties contractantes accordera, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage au-dessus de son territoire, à condition que soient observées les dispositions de la présente convention.

L'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières par une entreprise de navigation aérienne de l'une des Parties contractantes au-dessus du territoire de l'autre Partie, avec ou sans atterrissage intermédiaire, devront faire l'objet d'un accord spécial entre les ministères compétents des deux Etats.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4201. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND
THE KINGDOM OF GREECE REGARDING AIR NAVIGATION.
SIGNED AT ATHENS, NOVEMBER 9TH, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF GREECE and THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH, equally convinced that it is in the mutual interest of Greece and Germany to promote international communications by air in a peaceful spirit, have resolved to conclude a Convention for the purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREECE :

His Excellency Monsieur Nikolas MAVROUDIS, Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs,
His Excellency General Michel PASSARIS, Secretary of State in the Air Ministry ;

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Prince Viktor ZU ERBACH-SCHÖNBERG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Monsieur Albert MÜHLIG-HOFMANN, Ministerialdirigent in the German Air Ministry;

Who have agreed on the following provisions :

DEFINITIONS.

Article 1.

For the purposes of the present Convention, the term " territory " shall be deemed to include territorial waters.

For the purposes of the present Convention, the term " aircraft " shall be deemed to mean private aircraft together with such Government aircraft as are not used as military, Customs or police aircraft.

RIGHT OF AIR NAVIGATION.

Article 2.

Each of the two Contracting Parties shall, in time of peace, grant the right of air navigation over its territory to such aircraft of the other Contracting Party as are duly registered in the territory of the latter, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

The establishment and operation by an air navigation undertaking of either of the Contracting Parties of regular airways across the territory of the other Party (with or without intermediate landing) shall be subject to special agreement between the competent Ministries of the two States.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

OBSERVATION DES LOIS.

Article 3.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leur équipage, leurs passagers et leur cargaison, sont soumis, pendant qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Etat, aux obligations qui résultent des dispositions en vigueur dans cet Etat, notamment aux prescriptions concernant la navigation aérienne en général, pour autant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux prescriptions concernant les droits de douane et autres taxes, les prohibitions à l'exportation et à l'importation, le transport de personnes et de marchandises, la sécurité et l'ordre publics. Ils sont également soumis aux autres obligations prévues par la législation générale en vigueur, sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le transport du courrier postal sera réglé par voie d'arrangements spéciaux conclus directement entre les administrations postales des deux Parties contractantes.

Article 4.

Les aéronefs destinés à l'exploitation des lignes aériennes ainsi que les moteurs fixés sur ces aéronefs, y compris les pièces de rechange, peuvent, dans les deux Etats, être importés en franchise pour un séjour provisoire.

Les objets et le matériel destinés à l'exploitation et à l'entretien des aéronefs, à l'exception des carburants et lubrifiants, auxquels s'appliqueront les lois pertinentes des deux Etats, sont exemptés, pour autant qu'ils sont destinés à être consommés sur place, des droits de douane et taxes dans les deux pays, à condition qu'ils restent sous la surveillance des autorités douanières et soient affectés exclusivement aux besoins de l'exploitation des lignes.

Pour ce qui est des carburants et lubrifiants, il est entendu qu'au cas où l'un des Etats contractants accorderait, par un accord ultérieur relatif aux lignes aériennes, à une entreprise de navigation aérienne d'un Etat tiers des avantages en ce qui concerne les droits de douane et les taxes, les mêmes avantages seront accordés aux entreprises de navigation aérienne de l'autre Etat contractant.

Les exemptions ci-dessus visent également le matériel mentionné aux alinéas précédents du présent article, importé en franchise temporaire en vertu d'autorisations spéciales depuis que l'exploitation de la ligne a été entreprise par la Deutsche Lufthansa A. G.

Toutes les réductions et facilités que la législation douanière accorde aux ressortissants nationaux seront accordées également lors du dédouanement desdits objets et matériel.

ZONES INTERDITES.

Article 5.

Chacune des deux Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Partie contractante et ceux de tout autre Etat étranger.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, en temps de paix, de restreindre ou d'interdire temporairement, en totalité ou en partie et avec application immédiate, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, étant entendu qu'il ne sera fait aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Partie contractante et ceux qui appartiennent à d'autres Etats étrangers.

Article 6.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite devra, dès qu'il s'en sera rendu compte, donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et atterrir sans retard sur l'aérodrome le plus proche dudit Etat en dehors de la zone interdite.

OBSERVANCE OF THE LAWS IN FORCE.

Article 3.

The aircraft of either Contracting Party, their crews, passengers and cargoes, shall be subject, while in the territory of the other State, to the existing obligations arising out of the regulations in force in that State, especially such as concern air navigation in general, in so far as the latter are applicable to all foreign aircraft without distinction of nationality, as also to the regulations concerning Customs and other duties, export and import prohibitions, the carriage of passengers and goods, and public safety and order. They shall furthermore be subject to all other obligations arising out of current legislation, save in so far as otherwise provided in the present Convention.

The transport of mail shall be regulated by special agreements to be concluded direct between the Postal Administration of the two Contracting Parties.

Article 4.

Aircraft intended for the operation of air lines, as well as the engines mounted on such aircraft, including spare parts, may be imported temporarily into the two States free of duty.

Objects and material required for the operation and upkeep of aircraft (with the exception of fuel and lubricants, to which the relevant legislation of the two States shall apply) shall be exempt, provided they are intended for consumption on the spot, from Customs duties and charges in the two countries, on condition that they remain under the surveillance of the Customs authorities and are used solely for the purposes of the operation of the lines.

As regards fuel and lubricants, it is understood that, should either contracting State by a subsequent agreement regarding air lines grant benefits in the matter of Customs duties and charges to an air navigation undertaking of a third State, the same benefits shall be granted to air navigation undertakings of the other contracting State.

The aforesaid exemptions shall extend to the material referred to in the preceding paragraphs of the present Article temporarily imported free of duty in virtue of special permits since the operation of the line was taken over by the Deutsche Lufthansa A. G.

Any reductions or facilities accorded under Customs legislation to nationals shall also be accorded when the said objects and material are cleared through the Customs.

PROHIBITED AREAS.

Article 5.

Each of the two Contracting Parties may prohibit air navigation over particular areas in its territory, provided that no distinction is made in this respect between aircraft of the other Contracting Party and aircraft of other foreign States.

Furthermore, each of the Contracting Parties reserves the right, in exceptional circumstances, temporarily to restrict or prohibit, wholly or partially, with immediate effect, air navigation over its territory in time of peace, provided that no distinction is made between aircraft of the other Contracting Party and aircraft of other foreign States.

Article 6.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress provided by the air navigation regulations of the State flown over, and shall land as soon as possible at the nearest aerodrome of that State situated outside the prohibited area.

MARQUES, CERTIFICATS ET AUTORISATIONS.

Article 7.

Les aéronefs doivent porter des marques distinctes et bien visibles permettant d'identifier les appareils en cours de vol (marques de nationalité et d'immatriculation).

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité ainsi que de tous les autres documents prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne.

Les membres de l'équipage remplissant à bord des fonctions dont l'exercice est subordonné, dans leur pays d'origine, à une autorisation spéciale, doivent être munis des certificats prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et notamment des brevets d'aptitude et licences réglementaires. Les autres membres de l'équipage doivent être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus par l'une des Parties contractantes pour un aéronef de sa nationalité ou pour son équipage auront dans l'autre Etat contractant la même validité que les documents correspondants (certificats de navigabilité, brevets d'aptitude, licences) établis ou reconnus par ce dernier Etat, aussi longtemps que ledit aéronef conservera la nationalité susmentionnée. Des exceptions à cette règle seront subordonnées à l'assentiment des autorités aéronautiques de l'autre Etat.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître, pour la navigation aérienne dans son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres nationaux par l'autre Etat contractant.

L'équipage et les passagers devront être munis des pièces requises conformément aux prescriptions relatives au trafic international, à moins que d'autres dispositions n'aient été convenues entre les deux Parties.

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes ont le droit d'interdire le départ d'un aéronef dont l'état d'entretien est, à leur avis, tel que, d'après les prescriptions de l'Etat dont l'aéronef a la nationalité, le certificat de navigabilité ne serait plus valable.

Tout aéronef ayant la nationalité de l'une des Parties contractantes et dont le certificat de navigabilité a, pour une raison quelconque, cessé d'être valable pendant que l'aéronef se trouve sur le territoire de l'autre Partie contractante, sera autorisé par les autorités compétentes de celle-ci à retourner dans son pays d'origine sans passagers et sous la responsabilité de son équipage.

APPAREILS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES.

Article 8.

Les aéronefs des deux Parties contractantes ne pourront être munis d'appareils radiotélégraphiques que s'ils détiennent une autorisation spéciale, à cet effet, de leur pays d'origine. L'utilisation de ces appareils en cours de vol dans le territoire de l'une des Parties contractantes sera régie par les dispositions en vigueur à cet égard dans cet Etat. En outre, ces appareils ne devront être manipulés que par les membres de l'équipage pourvus d'une autorisation spéciale des autorités de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règles relatives à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils radiotélégraphiques.

INTERDICTIONS DE TRANSPORT.

Article 9.

Les aéronefs, leur équipage et les passagers ne pourront transporter des armes, des munitions, du matériel de guerre, des substances toxiques, des pigeons voyageurs et des explosifs qu'avec

MARKS, CERTIFICATES AND PERMITS.

Article 7.

Aircraft shall be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks).

Aircraft shall carry certificates of registration and airworthiness, and in addition any other documents required for air navigation in their home country.

The members of the crew who perform duties in an aircraft, for the exercise of which a special permit is required in their home country, shall carry the certificates prescribed for air navigation in that country, and in particular the requisite certificates of proficiency and licences. The other members of the crew shall carry certificates stating their duties on board the aircraft and their occupation, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of proficiency and licences, issued or approved by one of the Contracting Parties for aircraft of its own nationality or the crew thereof shall have the same validity in the other contracting State as the corresponding documents (that is to say, certificates of airworthiness, certificates of proficiency and licences) issued or approved in the latter State, so long as such aircraft retains the nationality aforesaid. Exceptions to this rule shall be subject to the approval of the air navigation authorities of the other country.

Each of the two Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise as valid for air navigation within its own territory certificates of proficiency and licences issued to its own nationals by the other contracting State.

The crew and passengers shall be provided with the requisite documents in conformity with the regulations relating to international traffic, save in so far as otherwise agreed between the two Parties.

The competent authorities of the two Contracting Parties shall be entitled to prohibit an aircraft from taking off, if in their opinion it is in such a state of upkeep that under the regulations of the State of which it possesses the nationality its certificate of airworthiness would no longer be valid.

Should the certificate of airworthiness of any aircraft possessing the nationality of either Contracting Party have ceased to be valid for any reason while such aircraft is in the territory of the other Party, it shall be authorised by the competent authorities of the latter to return to its country of origin without passengers on the responsibility of the crew.

WIRELESS TRANSMITTING APPARATUS.

Article 8.

Aircraft of the two Contracting Parties may not be provided with wireless transmitting apparatus unless they hold a special permit for the purpose issued by their home country. The employment of this apparatus over the territory of either Contracting Party shall be governed by the relevant regulations in force in the State in question. Further, such apparatus may be used only by members of the crew holding a special licence from their home authorities.

The two contracting States reserve the right on grounds of safety to issue regulations regarding the compulsory equipment of aircraft with wireless transmitting apparatus.

PROHIBITED TRANSPORT.

Article 9.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, implements of war, toxic substances, carrier pigeons or explosives without special permission from the State flown

l'autorisation spéciale de l'Etat survolé. Les engins de signalisation et leurs munitions ne seront pas considérés comme armes et munitions au sens de la présente disposition.

Le transport d'appareils photographiques n'est pas subordonné à une autorisation spéciale si lesdits appareils sont déposés en des endroits tels qu'ils ne puissent être utilisés en cours de route. Dans le cas contraire, une autorisation spéciale est requise.

Pour des motifs de sécurité publique, chacun des Etats contractants peut interdire le transport dans son territoire d'objets autres que ceux qui sont désignés au premier alinéa, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Etat contractant.

LISTES DES PASSAGERS ET MANIFESTES.

Article 10.

Les aéronefs qui transportent des passagers et des marchandises devront avoir à bord une liste des passagers et un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que les déclarations en douane requises.

S'il est constaté à l'arrivée de l'aéronef une divergence entre les marchandises importées et les documents susmentionnés, les autorités douanières se mettront directement en rapport avec celles de l'autre Etat contractant.

EXAMEN DES PAPIERS DE BORD.

Article 11.

Chaque Etat contractant pourra, au départ ou à l'atterrissage, faire procéder sur son territoire, par les autorités compétentes, à la visite des aéronefs de l'autre Etat ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

UTILISATION DES AÉRODROMES ET AUTRES INSTALLATIONS.

Article 12.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique pourront être utilisés, dans les mêmes conditions, par les aéronefs des deux Parties contractantes. Les aéronefs peuvent également faire usage des services météorologiques, des services radiotélégraphiques et des services de renseignements.

Les droits éventuels d'atterrissage, de stationnement, etc., seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et pour ceux de l'autre Etat.

AÉRODROMES AMÉNAGÉS POUR LA VISITE EN DOUANE.

Article 13.

Les aéronefs à destination ou en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique qui sont pourvus des services nécessaires pour la visite en douane et le contrôle des passeports, et ce sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans certains cas particuliers, les autorités compétentes peuvent autoriser l'atterrissage ou le départ sur d'autres aérodromes où devront avoir lieu la visite douanière et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome vaut également pour ces cas particuliers.

En cas d'atterrissage forcé ou d'atterrissage dans les conditions visées à l'article 6, le pilote, l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions et aux dispositions en vigueur dans l'Etat où a lieu l'atterrissage.

over. Signalling apparatus and ammunition therefor shall not be deemed to be arms or ammunition for the purpose of this clause.

A special licence shall not be required for the transport of photographic apparatus, if stowed in such a way that it cannot be used during the flight. Otherwise, a special licence shall be required.

Each contracting State may, on grounds of public safety, prohibit the transport within its own territory of articles other than those specified in the first paragraph, provided that no distinction be made in this respect between national aircraft and the aircraft of the other contracting State.

LIST OF PASSENGERS AND MANIFEST.

Article 10.

Aircraft carrying passengers or cargo shall be provided with a list of the passengers' names and a manifest showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

If, on the arrival of an aircraft, a discrepancy is noted between the goods carried and the entries in the above-mentioned documents, the Customs authorities shall communicate direct with the Customs authorities of the other contracting State.

EXAMINATION OF PRESCRIBED CERTIFICATES.

Article 11.

Each of the contracting States may, in its own territory, order the aircraft of the other State to be inspected on departure or landing by its competent authorities and the prescribed certificates and other documents to be examined.

UTILISATION OF AERODROMES AND OTHER SERVICES.

Article 12.

Every aerodrome which is open for public air traffic shall be open to the aircraft of either Contracting Party on the same conditions. The meteorological, wireless and information services may also be used by the aircraft of either contracting State.

Any landing charges, charge for stay, etc., shall be the same for national aircraft and the aircraft of the other State.

AERODROMES PROVIDED WITH CUSTOMS OFFICES.

Article 13.

Aircraft making for or coming from either contracting State may only land at or depart from aerodromes open for public air traffic provided with a Customs office and facilities for the inspection of passports; no intermediate landing may be made between the frontier and such aerodromes. In particular cases, the competent authorities may authorise an aircraft to land at, or depart from, other aerodromes where arrangements can be made for Customs and passport formalities to be carried out. The prohibition as regards landing between the frontier and the aerodrome shall apply equally to such special cases.

In the event of a forced landing or of a landing such as is provided for in Article 6, the pilot, crew and passengers shall observe the regulations and provisions in force in the country in which the landing is effected.

Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement les listes des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Ces listes indiqueront spécialement les aérodromes aménagés pour la visite en douane. Toutes modifications apportées à ces listes et toutes restrictions même passagères de la faculté d'utiliser l'un de ces aérodromes devront être immédiatement notifiées à l'autre Partie contractante.

SURVOL DE LA FRONTIÈRE.

Article 14.

Les frontières des deux Parties contractantes ne peuvent être survolées qu'entre les points désignés par les autorités aéronautiques de l'Etat intéressé.

Toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes aura autorisé le franchissement de la frontière par ses propres aéronefs ou des aéronefs étrangers sera également accessible aux aéronefs de l'autre Partie contractante.

LEST.

Article 15.

Il ne pourra être jeté d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

En cours de route, des objets autres que du lest ne pourront être jetés ni déchargés d'autre manière que si l'Etat dont le territoire est touché a délivré une autorisation spéciale à cet effet.

SAISIE.

Article 17.

Tout aéronef qui pénétrera dans l'un des Etats contractants ou survolera son territoire pour n'y atterrir et y séjourner que pour la durée nécessaire, pourra être soustrait à la saisie pour violation de brevets, pour contrefaçon de modèles ou marques déposés, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

SECOURS EN CAS DE DÉTRESSE.

Article 18.

Les aéronefs des deux Etats contractants auront droit, en cas d'atterrissage, en particulier en cas d'atterrissage forcé, aux mêmes secours que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs en détresse en mer sera régi, sauf arrangements contraires, par les principes du droit maritime tels qu'ils découlent des conventions internationales existantes ou, à défaut de tels principes, par la législation nationale des sauveteurs.

COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES PRESCRIPTIONS.

Article 19.

Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leur territoire en ce qui concerne la navigation aérienne.

The two Contracting Parties shall communicate to one another a list of aerodromes open to public use. The lists shall include particulars as to which aerodromes are Customs aerodromes. Any changes in these lists and any restriction, even temporary, of the right to utilise any of these aerodromes must be notified without delay to the other Contracting Party.

CROSSING OF FRONTIERS.

Article 14.

The common frontiers of the two Contracting Parties may be crossed only between points fixed by the air authorities of the State concerned.

Any zone in which one Contracting Party has authorised its own aircraft or foreign aircraft to cross its frontiers shall also be open to the aircraft of the other Contracting Party.

BALLAST.

Article 15.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 16.

No articles or substances other than ballast may be dropped or otherwise ejected from an aircraft in flight, unless special permission has been given for the purpose by the State whose territory is affected.

SEIZURE.

Article 17.

Aircraft entering or passing over the territory of either contracting State and making therein only such landings and stoppages as are reasonably necessary shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent, registered design or trade mark, subject to the deposit of security, the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

ASSISTANCE TO AIRCRAFT IN DISTRESS.

Article 18.

The aircraft of either contracting State on landing shall be entitled to the same measures of assistance as national aircraft, particularly in the case of a forced landing.

The salvage of aircraft in distress at sea shall, in the absence of other arrangements, be governed by the principles of maritime law, as laid down in the existing international conventions, or failing such principles, by the national legislation of the country salvaging the aircraft.

EXCHANGE OF REGULATIONS.

Article 19.

The two Contracting Parties shall communicate to one another all regulations concerning air navigation within their respective territories.

MODALITÉS D'EXÉCUTION ET CONTESTATIONS.

Article 20.

Les modalités d'exécution de la présente convention seront réglées, dans la mesure du possible, par voie d'accord direct entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes.

Chacune des Parties contractantes communiquera à l'autre toutes les infractions aux dispositions de la présente convention commises éventuellement sur son territoire par des personnes ou des entreprises ressortissant à l'autre Etat.

Si, en cas de contestation entre les deux Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, l'une des Parties demande que le différend soit soumis à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même s'il s'agit de trancher la question préjudicielle de savoir si le différend est d'une nature telle qu'il doit être soumis à un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque différend de la manière suivante : chacune des Parties contractantes désignera pour arbitre un de ses ressortissants, et les deux Parties choisiront comme troisième arbitre un ressortissant d'un pays ami.

Les deux Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance d'un commun accord et pour une durée limitée la personne qui, en cas de différend, remplira les fonctions de troisième arbitre.

La décision des arbitres sera obligatoire.

Article 21.

Le transport commercial de passagers et de marchandises entre deux localités du territoire national reste réservé aux aéronefs nationaux, à moins que l'accord qui sera conclu comme complément à la présente convention au sujet des lignes de navigation aérienne ne prévoie un trafic commun.

DÉNONCIATION.

Article 22.

Chacune des Parties contractantes peut dénoncer la présente convention moyennant un préavis de douze mois.

RATIFICATION.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Berlin le plus tôt possible. La convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, en deux exemplaires, en langues grecque et allemande, le 9 novembre 1936.

(L. S.) (Signé) N. MAVROUDIS.

M. PASSARIS.

Viktor Prinz zu ERBACH-SCHÖNBERG.

Albert MÜHLIG-HOFMANN.

EXECUTORY PROVISIONS AND DISPUTES.

Article 20.

Points of detail in connection with the execution of the present Convention shall be settled, wherever possible, by direct agreement between the competent authorities of the two Contracting Parties.

Each of the Contracting Parties shall notify the other of any breaches of the provisions of the present Convention committed within its territory by nationals, whether persons or undertakings, of the other State.

In the event of dispute between the two Contracting Parties in regard to the interpretation or application of the present Convention, any proposal by either Party for the submission of the dispute to the decision of an arbitral tribunal must be accepted by the other Party, including proposals for the reference of the preliminary question whether the dispute admits of such submission to an arbitral tribunal.

The arbitral tribunal shall be constituted for each particular case by the appointment by each Party of one of its own nationals as arbitrator, and the choice by both Parties of a national of a friendly country as third arbitrator.

The two Contracting Parties reserve the right to appoint the third arbitrator in any given dispute by preliminary agreement with one another for a limited period only.

The decision of the arbitrators shall be binding.

Article 21.

Each of the Contracting Parties may reserve for its own aircraft the commercial transport of passengers and goods between two points in its own territory, save in so far as provision is made in the Agreement on Air Navigation Lines, to be concluded as a supplementary Agreement to the present Convention, for joint traffic.

DENUNCIATION.

Article 22.

Either High Contracting Party may denounce the present Convention at any time at twelve months' notice.

RATIFICATION.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin. The Convention shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Athens in duplicate, in the Greek and German languages, this 9th day of November, 1936.

(L. S.) (Signed) N. MAVROUDIS.
M. PASSARIS.
Prince Viktor zu ERBACH-SCHÖNBERG.
Albert MÜHLIG-HOFMANN.

**ÉGYPTE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, etc.**

- I. Convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte ;
 - II. Règlement d'organisation judiciaire y annexé ;
 - III. Protocole ;
 - IV. Déclaration du Gouvernement royal égyptien ;
signés à Montreux, le 8 mai 1937 ;
 - V. *A*) Lettres se rapportant aux établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance, Montreux, le 8 mai 1937, et
B) Lettres concernant la participation du Canada à la Conférence, Londres, le 14 avril 1937, et Montreux, le 19 avril 1937.
-

**EGYPT AND UNITED STATES OF AMERICA,
BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, etc.**

- I. Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt ;
- II. Rules concerning Judicial Organisation annexed thereto ;
- III. Protocol ;
- IV. Declaration by the Royal Egyptian Government ;
signed at Montreux, May 8th, 1937 ;
- V. (*A*) Letters relating to Educational, Medical and Charitable Institutions (Associations or Foundations), Montreux, May 8th, 1937, and
(*B*) Letters concerning the Participation of Canada in the Conference, London, April 14th, 1937, and Montreux, April 19th, 1937.

I.

N^o 4202. — CONVENTION ¹ CONCERNANT L'ABOLITION DES
CAPITULATIONS EN ÉGYPTÉ. SIGNÉE A MONTREUX, LE 8 MAI
1937.

Textes officiels français et anglais communiqués par les ministres des Affaires étrangères d'Égypte et des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 octobre 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ, d'une part,
et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ETHIOPIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, d'autre part ;

¹ Entrée en vigueur le 15 octobre 1937.

Ratifications déposées au Caire :

EGYPTE 4 septembre 1937.
BELGIQUE 11 septembre 1937.

Le Gouvernement belge entend user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et maintenir ses tribunaux consulaires en Égypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi belge.

GRÈCE 25 septembre 1937.

Le Gouvernement hellénique entend user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et maintenir ses tribunaux consulaires en Égypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi grecque.

ITALIE 25 septembre 1937.

Le Gouvernement italien entend user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et maintenir ses tribunaux consulaires en Égypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi italienne.

SUÈDE 28 septembre 1937.

Le Gouvernement suédois entend user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et maintenir ses tribunaux consulaires en Égypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi suédoise.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU

NORD 12 octobre 1937.

Le Gouvernement de Sa Majesté entend user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires en Égypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi britannique.

DANEMARK 13 octobre 1937.

Le Gouvernement danois entend user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires en Égypte à l'effet d'exercer la

I.

No. 4202. — CONVENTION ¹ REGARDING THE ABOLITION OF THE
CAPITULATIONS IN EGYPT. SIGNED AT MONTREUX,
MAY 8TH, 1937.

French and English official texts communicated by the Egyptian and Netherlands Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 15th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, of the one part,
and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ; THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, of the other part ;

¹ Came into force October 15th, 1937.

Ratifications deposited in Cairo :

EGYPT September 4th, 1937.
BELGIUM September 11th, 1937.

The Belgian Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the Belgian law.

GREECE September 25th, 1937.

The Hellenic Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the Greek law.

ITALY September 25th, 1937.

The Italian Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the Italian law.

SWEDEN September 28th, 1937.

The Swedish Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the Swedish law.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN

IRELAND October 12th, 1937.

His Majesty's Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the British law.

DENMARK October 13th, 1937.

The Danish Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of

Considérant que le régime des Capitulations jusqu'ici en vigueur en Egypte ne correspond plus à la situation nouvelle à laquelle ce pays est parvenu par le progrès de ses institutions et qu'il doit en conséquence y être mis fin ;

Estimant qu'à la suite de l'abolition, convenue d'un commun accord, dudit régime, il convient d'établir entre eux des relations basées sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats et sur le droit commun international ;

Animés du sincère désir de faciliter entre eux la plus large et la plus confiante collaboration ;

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Bert FISH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique au Caire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Pierre FORTHOMME, grand-croix de l'Ordre de la Couronne, grand officier de l'Ordre de Léopold, ancien ministre, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable capitaine David Euan WALLACE, M.C., M.P., sous-secrétaire d'Etat parlementaire aux Affaires étrangères, secrétaire parlementaire au Board of Trade, secrétaire du Département du Commerce d'outre-mer ;

M. David Victor KELLY, C.M.G., M.C., conseiller à l'Ambassade de Sa Majesté britannique au Caire ;

M. William Eric BECKETT, C.M.G., deuxième conseiller juridique au Foreign Office ;

Suite de la note de la page 38.

juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi danoise.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe, les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao) 22 janvier 1938.

Le Gouvernement des Pays-Bas désire user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires en Egypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi hollandaise.

NOUVELLE-ZÉLANDE 23 mars 1938.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire user, pour la Nouvelle-Zélande, de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires en Egypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi nationale.

NORVÈGE. 13 avril 1938.

Le Gouvernement norvégien désire user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver son tribunal consulaire en Egypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi norvégienne.

AUSTRALIE 27 avril 1938.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire user, pour le Commonwealth d'Australie, de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires en Egypte à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi nationale.

ESPAGNE 2 juin 1938.

Le Gouvernement espagnol désire user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi espagnole.

Whereas the regime of Capitulations hitherto in force in Egypt is no longer in harmony with the new situation to which that country has attained through the progress of its institutions and whereas it should in consequence be brought to an end ;

Considering that, following upon the abolition by common agreement of the said regime, there should be established between them relations based on respect for the independence and sovereignty of States and on ordinary international law ;

Prompted by the sincere desire to facilitate the most extensive and friendly co-operation between them ;

Have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Bert FISH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Cairo ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Pierre FORTHOMME, Grand Cross of the Order of the Crown, Grand Officer of the Order of Leopold, former Minister, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Captain the Right Honourable David Euan WALLACE, M.C., M.P., a Parliamentary Under-Secretary of State for Foreign Affairs, a Parliamentary Secretary to the Board of Trade, Secretary of the Department of Overseas Trade ;

Mr. David Victor KELLY, C.M.G., M.C., Counsellor in His Britannic Majesty's Embassy at Cairo ;

Mr. William Eric BECKETT, C.M.G., Second Legal Adviser to the Foreign Office ;

Continuation of the note on page 39.

jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the Danish law.

THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe, the

Netherlands Indies, Surinam and Curaçao) January 22nd, 1938.

The Netherlands Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the Dutch law.

NEW ZEALAND March 23rd, 1938.

His Majesty's Government desires to exercise, as regards New Zealand, the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the national law.

NORWAY April 13th, 1938.

The Norwegian Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Court in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the Norwegian law.

AUSTRALIA April 27th, 1938.

His Majesty's Government desires to exercise, as regards the Commonwealth of Australia, the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts in Egypt for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the national law.

SPAIN June 2nd, 1938.

The Spanish Government desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the national law.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Le très honorable capitaine David Euan WALLACE, M.C., M.P. ;

POUR LE DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE :

Le très honorable capitaine David Euan WALLACE, M.C., M.P. ;

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

M. le Dr Stefanus François Naudé GIE, ministre de l'Union Sud-Africaine à Berlin ;

M. Harry Thomson ANDREWS, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

M. Francis T. CREMINS, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

POUR L'INDE :

Le très honorable capitaine David Euan WALLACE, M.C., M.P. ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. Niels Peter ARNSTEDT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Caire ;

M. Niels Vilhelm BOEG, membre de la Cour d'Appel à Copenhague, ancien juge près les Tribunaux de la Réforme en Egypte, ancien président du Tribunal arbitral mixte turco-grec ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

Moustapha EL-NAHAS Pacha, président du Conseil des ministres, ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène publique ;

Dr Ahmed MAHER, président de la Chambre des députés ;

Wacyf BOUTROS GHALI Pacha, ministre des Affaires étrangères ;

MAKRAM EBEID Pacha, ministre des Finances ;

Abdel Hamid BADAOUI Pacha, président du Comité du Contentieux de l'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

M. Antonio FABRA RIBAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne ;

M. Mariano GOMEZ, président de la Cour suprême de Justice et ancien recteur de l'Université de Valence ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. François DE TESSAN, député, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil ;

M. Max HYMANS, député, ancien président de la Commission des douanes et des conventions commerciales ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Nicolas POLITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris, ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. Georges ROUSSOS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. Constantin VRYAKOS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, ancien ministre de la Justice ;

M. Constantin SAKELLAROPOULO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ETHIOPIE :

Le comte Luigi ALDROVANDI MARESCOTTI DI VIANO, ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, empereur d'Ethiopie ;

M. Salvatore MESSINA, président de Section de la Cour de Cassation ;

M. Piero PARINI, ministre plénipotentiaire, directeur général des Italiens à l'étranger ;

M. Pellegrino GHIGI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie, au Caire ;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Captain the Right Honourable David Euan WALLACE, M.C., M.P. ;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

Captain the Right Honourable David Euan WALLACE, M.C., M.P. ;

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

Dr. Stefanus François Naudé GIE, Minister of the Union of South Africa in Berlin ;
Mr. Harry Thomson ANDREWS, Permanent Delegate to the League of Nations ;

FOR THE IRISH FREE STATE :

Mr. Francis T. CREMINS, Permanent Delegate to the League of Nations ;

FOR INDIA :

Captain the Right Honourable David Euan WALLACE, M.C., M.P. ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. Niels Peter ARNSTEDT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Cairo ;
M. Niels Vilhelm BOEG, Member of the Court of Appeal at Copenhagen, former Judge
of the Mixed Tribunals in Egypt, former President of the Mixed Greco-Turkish
Arbitration Tribunal ;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

Mustapha EL-NAHAS Pasha, President of the Council of Ministers, Minister of the Interior
and of Public Health ;
Dr. Ahmed MAHER, President of the Chamber of Deputies ;
Wacyf BOUTROS GHALI Pasha, Minister for Foreign Affairs ;
MAKRAM EBEID Pasha, Minister of Finance ;
Abdel Hamid BADAoui Pasha, President of the *Comité du Contentieux de l'Etat* ;

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC ;

M. Antonio FABRA RIBAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne ;
M. Mariano GOMEZ, President of the Supreme Court of Justice, former Rector of the
University of Valencia ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. François DE TESSAN, Deputy, Under-Secretary of State in the Department of the
President of the Council ;
M. Max HYMANS, Deputy, former President of the Commission for Customs and Com-
mercial Conventions ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. Nicolas POLITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece in
Paris, former Minister for Foreign Affairs ;
M. Georges ROUSSOS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, former Minister
for Foreign Affairs ;
M. Constantin VRYAKOS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, former
Minister of Justice ;
M. Constantin SAKELLAROPOULO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Director of Political Affairs in the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA :

Count Luigi ALDROVANDI MARESCOTTI DI VIANO, Ambassador of His Majesty the King
of Italy, Emperor of Ethiopia ;
M. Salvatore MESSINA, President of Section in the Court of Cassation ;
M. Piero PARINI, Minister Plenipotentiary, Director-General of Italians abroad ;
M. Pellegrino GHIGI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty
the King of Italy, Emperor of Ethiopia, at Cairo ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Michael HANSSON, ancien président de la Cour d'Appel mixte d'Egypte, membre pour la Norvège de la Cour permanente d'Arbitrage à La Haye, président de l'Office international Nansen pour les réfugiés ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. W. C. BEUCKER ANDREAE, chef de la Direction des Affaires juridiques au Ministère des Affaires étrangères ;

M. le chevalier J. J. B. BOSCH DE ROSENTHAL, chargé d'Affaires des Pays-Bas au Caire ;

Le comte W. F. L. DE BYLANDT, conseiller à la Légation des Pays-Bas à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. le Dr J. CAEIRO DA MATTA, ancien ministre des Affaires étrangères, professeur et recteur de l'Université de Lisbonne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. K.K.F. MALMAR, directeur de la Division juridique du Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, chacune en ce qui la concerne, l'abolition complète des Capitulations en Egypte à tous les points de vue.

Article 2.

Sous réserve des principes du droit international, les étrangers seront soumis à la législation égyptienne en matière pénale, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autre.

Il est entendu que la législation à laquelle les étrangers seront soumis ne sera pas incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes, et ne comportera pas, spécialement en matière fiscale, de discrimination au détriment des étrangers ou au détriment des sociétés constituées conformément à la loi égyptienne dans lesquelles les étrangers ont des intérêts sérieux.

La disposition qui précède, en tant qu'elle ne constitue pas une règle reconnue de droit international, ne sera applicable que durant la période transitoire.

Article 3.

La cour d'appel mixte et les tribunaux mixtes existants sont maintenus jusqu'au 14 octobre 1949.

A partir du 15 octobre 1937, ils seront régis par une loi égyptienne portant Règlement d'organisation judiciaire dont le texte est annexé à la présente convention.

A la date visée à l'alinéa premier, toutes les affaires pendantes devant les tribunaux mixtes seront transférées en l'état et sans frais aux tribunaux nationaux pour y être poursuivies jusqu'à leur solution définitive.

La période allant du 15 octobre 1937 jusqu'au 14 octobre 1949 sera dénommée « période transitoire ».

Article 4.

Les magistrats, fonctionnaires et employés des tribunaux mixtes et du parquet mixte en service au 14 octobre 1937 sont maintenus en fonctions.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Michael HANSSON, former President of the Egyptian Mixed Court of Appeal, Norwegian Member of the Permanent Court of Arbitration at The Hague, President of the Nansen International Office for Refugees ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. W. C. BEUCKER ANDREAE, Head of the Directorate of Legal Affairs in the Ministry of Foreign Affairs ;

M. le Chevalier J. J. B. BOSCH DE ROSENTHAL, Chargé d'Affaires of the Netherlands at Cairo ;

Count W. F. L. DE BYLANDT, Counsellor in the Netherlands Legation in Paris ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. J. CAEIRO DA MATTA, former Minister for Foreign Affairs, Professor and Rector of the University of Lisbon ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. K. K. F. MALMAR, Director of the Legal Division of the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties declare that they agree, each in so far as he is concerned, to the complete abolition in all respects of Capitulations in Egypt.

Article 2.

Subject to the application of the principles of international law, foreigners shall be subject to Egyptian legislation in criminal, civil, commercial, administrative, fiscal and other matters.

It is understood that the legislation to which foreigners will be subject will not be inconsistent with the principles generally adopted in modern legislation and will not, with particular relation to legislation of a fiscal nature, entail any discrimination against foreigners or against companies incorporated in accordance with Egyptian law wherein foreigners are substantially interested.

The immediately preceding paragraph, in so far as it does not constitute a recognised rule of international law, shall apply only during the transition period.

Article 3.

The Mixed Court of Appeal and the Mixed Tribunals now existing shall be maintained until October 14th, 1949.

As from October 15th, 1937, they shall be governed by an Egyptian law establishing the *Règlement d'organisation judiciaire* the text of which is annexed to the present Convention.

On the date mentioned in paragraph 1 above, all cases pending before the Mixed Tribunals shall be remitted, at the stage which they have then reached and without involving the parties in the payment of any fees, to the National Tribunals to be continued therein until they are finally disposed of.

The period from October 15th, 1937, to October 14th, 1949, shall be known as " the transition period ".

Article 4.

The judges, officials and staff of the Mixed Tribunals and of the Mixed Parquet, who are employed there on October 14th, 1937, shall be retained in office.

Article 5.

Les règles applicables par les tribunaux nationaux égyptiens en matière d'actions accessoires seront les mêmes que celles qui sont prévues pour les tribunaux mixtes par l'article 37 du Règlement d'organisation judiciaire mixte.

Article 6.

Les tribunaux nationaux connaîtront des poursuites contre les auteurs et complices, quelle que soit leur nationalité, des crimes et délits visés à l'article 45 du Règlement d'organisation judiciaire mixte lorsqu'il s'agit des magistrats et officiers de justice de ces tribunaux, de leurs sentences et mandats, ou lorsqu'il s'agit d'une banqueroute simple ou frauduleuse dans les cas de faillite prononcée par ces tribunaux.

Article 7.

Le changement de nationalité de l'une des parties survenu en cours d'instance devant les tribunaux nationaux ne pourra modifier la compétence du tribunal saisi.

Article 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 9 ci-après, aucune action civile, commerciale, de statut personnel ou pénale, ne sera reçue à partir du 15 octobre 1937 devant les juridictions consulaires en Egypte.

Les causes commencées devant ces juridictions avant la date précitée seront continuées par-devant lesdites juridictions jusqu'à leur solution définitive, à moins qu'elles ne soient transférées aux tribunaux mixtes dans les conditions prévues à l'article 53 du Règlement d'organisation judiciaire.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes qui a des tribunaux consulaires en Egypte, pourra les conserver à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel, dans tous les cas où la loi applicable est la loi nationale de cette Haute Partie contractante.

Toute Haute Partie contractante qui désirerait user de cette faculté devra en donner avis au Gouvernement royal égyptien en même temps qu'elle déposera ses instruments de ratification à la présente convention.

Au cours de la période transitoire, chaque Haute Partie contractante pourra déclarer qu'elle renonce à sa juridiction consulaire. Cette déclaration sortira ses effets à partir du 15 octobre qui suivra la date à laquelle elle aura été faite. Aucune affaire nouvelle ne pourra être introduite après la date à laquelle la renonciation aura pris effet, mais les procédures en cours pourront être suivies jusqu'à la solution définitive du litige.

Les juridictions consulaires ne seront pas maintenues après le 14 octobre 1949. A cette date, toutes les affaires pendantes devant ces juridictions seront transférées en l'état aux tribunaux nationaux.

Article 10.

En matière de statut personnel, la loi applicable déterminera la juridiction compétente.

Le statut personnel comprendra les matières définies à l'article 28 du Règlement d'organisation judiciaire mixte.

La loi applicable sera déterminée d'après les règles énoncées aux articles 29 et 30 dudit règlement.

Article 5.

The rules to be applied by the Egyptian National Courts in regard to third party actions shall be the same as those prescribed for the Mixed Tribunals in Article 37 of the *Règlement d'organisation judiciaire mixte*.

Article 6.

The National Courts shall also have jurisdiction in respect of the prosecution of persons of any nationality, accused as principals or accomplices of any of the crimes and misdemeanours referred to in Article 45 of the *Règlement d'organisation judiciaire mixte* involving judges and judicial officials of those courts or their judgments or orders or of bankruptcy offences where the bankruptcy proceedings have taken place before the said courts.

Article 7.

A change in the nationality of one of the parties in the course of proceedings before the National Courts shall not affect the competence of the court before which the proceedings have been brought.

Article 8.

Subject to the provisions of Article 9, no civil or commercial action, no action in matters of personal status and no criminal cause shall be instituted before any Consular Court in Egypt after October 15th, 1937.

Proceedings already brought prior to the above date in any such courts shall be continued before them until finally disposed of, unless they are remitted to the Mixed Tribunals under the conditions specified in Article 53 of the *Règlement d'organisation judiciaire*.

Article 9.

Any of the High Contracting Parties who possess at present Consular Courts in Egypt, may retain such courts for the purposes of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the national law of the High Contracting Party concerned.

Any such High Contracting Party who desires to exercise the above right shall notify the Royal Egyptian Government to this effect at the time of the deposit of his instrument of ratification of the present Convention.

At any time during the transition period any High Contracting Party may make a declaration renouncing his consular jurisdiction. Such declaration shall take effect as from October 15th following the date on which it is made. No new proceeding shall be entertained after the date on which a renunciation of jurisdiction takes effect, but any proceeding already instituted may be continued until finally disposed of.

No Consular Court shall be maintained after October 14th, 1949. On that date all proceedings pending before the said Consular Courts shall be remitted to the National Tribunals at the stage they have then reached.

Article 10.

In matters of personal status, the jurisdiction which is competent shall be determined by the law to be applied.

The expression "personal status" refers to the matters specified in Article 28 of the *Règlement d'organisation judiciaire mixte*.

The law to be applied shall be ascertained in conformity with the rules set out in Articles 29 and 30 of the said *Règlement*.

Article 11.

Les consuls étrangers seront soumis à la juridiction des tribunaux mixtes, sous les réserves admises par le droit des gens. Ils ne pourront notamment pas être poursuivis à raison d'actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Sous condition de réciprocité, ils exerceront les attributions communément reconnues aux consuls en matière d'actes d'état civil, de contrats de mariages et autres actes notariés, de succession, de représentation en justice de leurs nationaux absents et de navigation maritime, et jouiront de l'immunité personnelle.

Jusqu'à la conclusion de conventions consulaires et, éventuellement, durant un délai de trois années à partir de la date de la signature de la présente convention, les consuls continueront à jouir des immunités qui leur sont actuellement reconnues en ce qui concerne les locaux du consulat et en matière d'impôts, droits de douane et autres contributions publiques.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conserver en Egypte durant la période transitoire tous les documents judiciaires de leurs tribunaux consulaires.

Les juridictions du pays pourront prendre connaissance de ces documents toutes les fois qu'elles le jugeront nécessaire pour une affaire de leur compétence ; des copies certifiées conformes desdits documents leur seront fournies sur demande.

Article 13.

Tout différend entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente convention qu'elles ne seraient pas parvenues à résoudre par les moyens diplomatiques sera soumis, à la demande de l'une des parties au différend, à la Cour permanente de Justice internationale.

Toutefois, s'il existe actuellement entre l'une des Hautes Parties contractantes et Sa Majesté le Roi d'Egypte un traité d'arbitrage prévoyant un autre tribunal, celui-ci sera, pendant la durée de la convention, substitué à la Cour permanente de Justice internationale aux fins du présent article, même si ledit traité d'arbitrage cesse d'exister à d'autres fins.

Article 14.

La présente convention, à l'exception de l'annexe visée à l'article 3, est établie en un seul exemplaire en langues française et anglaise. Les deux textes feront également foi pour son interprétation.

Pour l'annexe susvisée, le texte français fera seul foi.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés le plus tôt possible au Caire. Le Gouvernement royal égyptien se chargera de faire enregistrer la convention au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Gouvernement royal égyptien informera les gouvernements des Hautes Parties contractantes et le Secrétaire général de la Société des Nations du dépôt de chaque ratification.

La présente convention entrera en vigueur le 15 octobre 1937 si trois instruments de ratification ont été déposés. Elle n'entrera néanmoins en vigueur à l'égard des autres signataires qu'à la date du dépôt de leurs instruments de ratification respectifs.

Article 11.

Without prejudice to the exceptions recognised by international law, foreign consuls shall be subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals. In particular, they may not be prosecuted in respect of acts performed by them in the performance of their official duties.

Subject to reciprocity, they shall exercise the powers customarily granted to consuls as regards registration in matters of personal status, as regards contracts of marriage and other notarial acts, inheritance, the representation before the courts of the interests of their absent nationals and maritime navigation, and shall enjoy personal immunity.

Until Consular Conventions are concluded, and in any case during a period of three years as from the date of the signature of the present Convention, consuls shall continue to enjoy the immunities which they possess at present in respect of consular premises and in the matter of taxes, Customs duties and other public dues.

Article 12.

The High Contracting Parties undertake to maintain in Egypt, during the transition period, all the judicial records of their Consular Courts.

These records shall be open for inspection by the courts in Egypt whenever such inspection is required in connection with a case coming within their jurisdiction ; certified copies of such records shall be furnished upon the request of any such court.

Article 13.

Any dispute between the High Contracting Parties relating to the interpretation or application of the provisions of the present Convention, which they are unable to settle by diplomatic means, shall, on the application of one of the parties to the dispute, be submitted to the Permanent Court of International Justice.

If, however, there is at present in force between any of the High Contracting Parties and His Majesty the King of Egypt a treaty of arbitration providing for another tribunal, this tribunal shall, for the duration of this Convention, be substituted for the Permanent Court of International Justice for the purposes of this Article, even though such treaty of arbitration may have ceased to exist for other purposes.

Article 14.

The present Convention, with the exception of the annex referred to in Article 3, has been drawn up in a single copy in the English and French languages. Both texts shall be equally authentic for the purposes of its interpretation.

In the case of the annex aforesaid the French text alone shall be authentic.

Article 15.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited as soon as possible at Cairo. The Royal Egyptian Government shall undertake the registration of the Convention with the Secretariat of the League of Nations.

The Royal Egyptian Government shall inform the Governments of the High Contracting Parties and the Secretary-General of the League of Nations of the deposit of each ratification.

The present Convention shall come into force on October 15th, 1937, if three instruments of ratification have been deposited. It shall not however come into force in respect of the other signatories before the date of the deposit of their respective instruments of ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Montreux, le huit mai mil neuf cent trente-sept, en un seul exemplaire, revêtu des sceaux des plénipotentiaires, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement royal égyptien et dont les copies certifiées conformes seront remises aux gouvernements des Puissances signataires.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Montreux, on the eighth day of May, one thousand nine hundred and thirty-seven, in a single copy, bearing the seals of the Plenipotentiaries, which shall be deposited in the archives of the Royal Egyptian Government and of which certified true copies shall be delivered to the Governments of the signatory Powers.

(L. S.) Bert FISH.
(L. S.) P. FORTHOMME.
(L. S.) David Euan WALLACE.
(L. S.) David Victor KELLY.
(L. S.) William Eric BECKETT.
(L. S.) David Euan WALLACE.
(L. S.) David Euan WALLACE.
(L. S.) S. F. N. GIE.
(L. S.) H. T. ANDREWS.
(L. S.) F. T. CREMINS
(L. S.) David Euan WALLACE.
(L. S.) N. P. ARNSTEDT.
(L. S.) N. V. BOEG.
(L. S.) Moustapha EL-NAHAS.
(L. S.) A. MAHER.
(L. S.) Wacyf BOUTROS GHALI.
(L. S.) MAKRAM EBEID.
(L. S.) A. BADAoui.
(L. S.) A. FABRA RIBAS.
(L. S.) Mariano GOMEZ.
(L. S.) F. DE TESSAN.
(L. S.) HYMAN.
(L. S.) N. POLITIS.

- (L. S.) G. ROUSSOS.
(L. S.) C. VRYAKOS.
(L. S.) C. M. SAKELLAROPOULO.
(L. S.) L. ALDROVANDI.
(L. S.) Salvatore MESSINA.
(L. S.) Piero PARINI.
(L. S.) GHIGI.
(L. S.) Michaël HANSSON.
(L. S.) W. C. BEUCKER ANDREAE.
(L. S.) J. BOSCH DE ROSENTHAL.
(L. S.) W. DE BYLANDT.
(L. S.) J. CAEIRO DA MATTA.
(L. S.) MALMAR.

II.

ANNEXE

RÈGLEMENT D'ORGANISATION JUDICIAIRE

I. ORGANISATION ET COMPOSITION.

Article premier.

Sont maintenus la cour d'appel mixte d'Alexandrie et les trois tribunaux mixtes de première instance du Caire, d'Alexandrie et de Mansourah, avec leurs circonscriptions territoriales actuelles.

Ces circonscriptions peuvent être modifiées par décret après avis de la cour.

Article 2.

La cour d'appel sera composée de 18 conseillers dont 11 étrangers. Le cas échéant, deux conseillers, dont un étranger, pourront être nommés en sus de ce nombre. Il sera pourvu aux vacances qui se produiront parmi les conseillers étrangers de la cour d'appel par voie de promotion de juges étrangers des tribunaux de première instance.

Article 3.

Les tribunaux du Caire, d'Alexandrie et de Mansourah seront composés, à la date du 15 octobre 1937, de 61 juges, dont 40 étrangers.

Au fur et à mesure des vacances qui se produiront par voie de mise à la retraite, décès, démission ou promotion parmi les juges étrangers, ces magistrats seront remplacés par des magistrats égyptiens.

Toutefois, le nombre des juges étrangers des tribunaux de première instance ne pourra être inférieur au tiers du nombre des magistrats composant ces tribunaux.

Article 4.

Il ne sera fait aucune distinction basée sur la nationalité des magistrats tant pour la composition des chambres que pour la désignation aux différents postes de l'organisation judiciaire, y compris la présidence des tribunaux et des chambres.

Le président de la cour d'appel sera de nationalité étrangère et le vice-président, de nationalité égyptienne.

Dans le cas où le président d'un tribunal serait de nationalité égyptienne, le vice-président sera de nationalité étrangère et réciproquement.

Article 5.

Les arrêts de la cour d'appel sont rendus par cinq conseillers. Toutefois la loi peut fixer à trois conseillers la composition des chambres statuant sur des affaires qui en premier ressort sont de la compétence d'un juge unique.

La cour d'assises est composée de cinq magistrats dont trois conseillers à la cour d'appel.

Les jugements des tribunaux de première instance, tant en matière civile qu'en matière pénale, sont rendus par trois juges.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

ANNEX.

RULES CONCERNING JUDICIAL ORGANISATION.

I. ORGANISATION AND COMPOSITION.

Article 1.

The Mixed Court of Appeal at Alexandria and the three Mixed Tribunals of first instance at Cairo, Alexandria and Mansûra shall be maintained with their existing territorial areas of jurisdiction.

These areas of jurisdiction may be altered by decree after consultation with the Court of Appeal.

Article 2.

The Court of Appeal shall be composed of 18 judges, 11 of whom shall be foreigners. Should occasion arise, two judges, of whom one must be a foreigner, may be appointed in addition to that number. Vacancies occurring among the foreign judges of the Court of Appeal shall be filled by the promotion of foreign judges of the Tribunals of first instance.

Article 3.

The Tribunals at Cairo, Alexandria and Mansûra shall on October 15th, 1937, be composed of 61 judges, of whom 40 shall be foreigners.

As vacancies occur among the foreign judges as a result of retirement, death, resignation or promotion, such judges shall be replaced by Egyptian judges.

Nevertheless, the number of foreign judges in the Tribunals of first instance shall not be less than one-third of the total number of judges of the said Tribunals.

Article 4.

No distinction based on the nationality of judges shall be made either in the matter of the composition of the Chambers or in that of appointments to the various posts in the judicial organisation, including the presidency of Tribunals and Chambers.

The President of the Court of Appeal shall be of foreign nationality and the Vice-President of Egyptian nationality.

Should the President of a Tribunal be of Egyptian nationality, the Vice-President shall be of foreign nationality, and *vice versa*.

Article 5.

The judgments of the Court of Appeal shall be given by five judges. Nevertheless, the law may prescribe that three judges shall compose Chambers to decide matters which in first instance are within the competence of a judge sitting alone.

The Assize Court shall consist of five judges of whom three shall be judges of the Court of Appeal.

The judgments of Tribunals of first instance, both in civil and criminal matters, shall be given by three judges.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En matière commerciale, les trois juges peuvent, en vertu d'une loi, être assistés de deux assesseurs avec voix consultative.

En matière de référés, de justice sommaire et de simple police, les jugements sont rendus par un juge unique.

Article 6.

Les magistrats sont nommés par décret.

Ils sont inamovibles.

La limite d'âge pour la mise à la retraite d'office est fixée à 65 ans pour les juges de première instance et à 70 ans pour les conseillers à la cour d'appel.

Le passage d'un juge d'un tribunal à un autre ainsi que son avancement ne peuvent avoir lieu que sur avis conforme de l'assemblée générale de la cour.

Article 7.

Les présidents et vice-présidents de la cour d'appel et des tribunaux sont nommés pour un an, par décret, sur désignation de l'assemblée générale de la cour à la majorité absolue des voix. Pour les tribunaux de première instance, la désignation a lieu sur une liste alphabétique dressée par l'assemblée générale de chaque tribunal et comprenant trois candidats à Alexandrie et au Caire et deux candidats à Mansourah.

Les présidents de chambre de la cour d'appel sont désignés chaque année par l'assemblée générale de la cour.

Les présidents de chambre de chaque tribunal sont désignés chaque année par l'assemblée générale de la cour sur présentation de l'assemblée générale du tribunal.

Article 8.

Les traitements des magistrats sont fixés par la loi.

Article 9.

Les fonctions de magistrat sont incompatibles avec l'exercice du commerce ou avec toute fonction salariée.

Article 10.

La discipline des magistrats est réservée à la cour d'appel. Le règlement général judiciaire détermine les mesures disciplinaires et la procédure à suivre en cette matière.

Article 11.

Les audiences sont publiques, sauf le cas où le tribunal ordonne, par décision motivée, le huis-clos dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'ordre public.

La défense est libre.

Article 12.

Les langues judiciaires employées devant les tribunaux mixtes pour les plaidoiries et la rédaction des actes et sentences sont : l'arabe, l'anglais, le français et l'italien.

Le dispositif des sentences sera prononcé dans deux langues judiciaires dont l'une sera obligatoirement l'arabe. Après le prononcé, les sentences rédigées en langue étrangère seront intégralement traduites en langue arabe et celles rédigées en langue arabe seront intégralement traduites en langue étrangère.

En cas de divergence entre le texte original et la traduction, le premier fera foi.

In commercial matters the three judges may, in virtue of a law, be assisted by two assessors acting in an advisory capacity.

In interlocutory matters, in civil cases of a summary nature, and for petty offences involving a maximum of three months' imprisonment, judgments shall be given by a judge sitting alone.

Article 6.

Judges shall be appointed by decree.

They shall be irremovable.

The age at which magistrates may be required to retire shall be sixty-five years for judges of first instance and seventy years for judges of the Court of Appeal.

Judges shall not be transferred from one Tribunal to another nor shall they be promoted except in conformity with the recommendation of the General Assembly of the Court of Appeal.

Article 7.

The Presidents and Vice-Presidents of the Court of Appeal and of the Tribunals shall be appointed for one year, by decree, on the nomination of the General Assembly of the Court of Appeal by an absolute majority of votes. In the case of Tribunals of first instance, nominations shall be made from an alphabetical list drawn up by the General Assembly of each Tribunal and comprising three candidates at Alexandria and at Cairo and two candidates at Mansûra.

The Presidents of the Chambers of the Court of Appeal shall be nominated annually by the General Assembly of the Court of Appeal.

The Presidents of the Chambers of each Tribunal shall be nominated annually by the General Assembly of the Court of Appeal on the recommendation of the General Assembly of the Tribunal.

Article 8.

The salaries of judges are fixed by law.

Article 9.

Judges are debarred from engaging in business and from occupying any salaried position.

Article 10.

Discipline over judges shall be exercised exclusively by the Court of Appeal. The General Judicial Regulations shall determine the disciplinary measures and the procedure to be followed in this matter.

Article 11.

Proceedings shall be public, except in cases where the court by reasoned decision orders the hearing to be held *in camera* in the interests of morality or public order.

The accused shall be free to defend himself against the charge.

Article 12.

The judicial languages employed in the Mixed Tribunals for the conduct of cases and for the drafting of official documents and judgments shall be : Arabic, English, French and Italian.

The operative part of judgments shall be pronounced in two of the judicial languages of which one must be Arabic. After the pronouncement, judgments drawn up in a foreign language shall be translated in their entirety into Arabic and those drawn up in Arabic shall be translated in their entirety into a foreign language.

In the event of divergence between the original text and the translation, the former shall be authentic.

Article 13.

Sous réserve des exceptions prévues par les codes, les lois ou les règlements, les parties ne peuvent être représentées en justice que par des personnes admises à exercer comme avocats devant les tribunaux mixtes. Le règlement général judiciaire détermine l'organisation du barreau et les conditions de la discipline des avocats.

Article 14.

Le personnel auxiliaire de la cour d'appel et des tribunaux comprend : les greffiers, les commis-greffiers, les interprètes, les huissiers et autres agents.

Le règlement général judiciaire détermine les conditions de discipline du personnel susvisé.

Article 15.

L'exécution des sentences est effectuée sur l'ordre du tribunal par ses huissiers, avec l'assistance des autorités administratives lorsqu'elle est requise.

II. PARQUET.

Article 16.

Le parquet près les tribunaux mixtes exerce les attributions prévues ci-après ainsi que celles qui lui sont conférées par la loi.

Il est dirigé par un procureur général de nationalité étrangère.

Article 17.

Le procureur général est assisté d'un premier avocat général de nationalité égyptienne et d'un deuxième avocat général de nationalité étrangère.

En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général est remplacé par le premier avocat général en matière civile et au point de vue administratif, et par le deuxième avocat général en matière pénale.

Le procureur général a en outre sous sa direction des substituts en nombre suffisant.

Article 18.

Les magistrats du parquet sont nommés par décret. Ils sont amovibles et relèvent exclusivement de leurs chefs hiérarchiques et, en dernier lieu, du ministre de la justice.

Article 19.

Le ministère public, en la personne du procureur général, d'un des avocats généraux ou d'un substitut, peut siéger à toutes les chambres et à toutes les assemblées générales de la cour et des tribunaux.

Article 20.

En matière pénale, le parquet exerce l'action publique. Il dirige la police judiciaire dans toute affaire rentrant dans la juridiction des tribunaux mixtes.

Les fonctionnaires auxquels la loi reconnaît la qualité d'officiers de police judiciaire sont, comme tels, placés sous les ordres du parquet.

Article 13.

Subject to the exceptions provided for by the Codes, laws or regulations, parties shall be represented at law only by persons authorised to practise as barristers in the Mixed Tribunals. The General Judicial Regulations determine the organisation of the Bar and the conditions for the exercise of discipline over barristers.

Article 14.

The auxiliary staff of the Court of Appeal and of the Tribunals shall include : clerks of the courts, assistant clerks, interpreters, bailiffs and other agents.

The General Judicial Regulations determine the conditions for the exercise of discipline over the above-mentioned staff.

Article 15.

Judgments shall be executed on the order of the court by its bailiffs, with the assistance of the administrative authorities when such assistance is requested.

II. PARQUET.*Article 16.*

The Parquet of the Mixed Tribunals shall exercise the powers specified hereinafter together with those conferred upon it by law.

It shall be directed by a Procurator General of foreign nationality.

Article 17.

The Procurator General shall be assisted by a First Advocate General of Egyptian nationality and by a Second Advocate General of foreign nationality.

Should the Procurator General be absent or otherwise prevented from discharging his duties, he shall be replaced in civil matters and for the purposes of administration by the First Advocate General and in criminal matters by the Second Advocate General.

The Procurator General shall in addition have under his direction an adequate number of deputies.

Article 18.

The members of the Parquet shall be appointed by decree. They shall be removable and responsible only to their administrative chiefs and, ultimately, to the Minister of Justice.

Article 19.

The *Ministère public*, in the person of the Procurator General, one of the Advocates General or a deputy, may sit in all the Chambers and in all the General Assemblies of the Court of Appeal and of the Tribunals.

Article 20.

In criminal matters, the Parquet shall conduct public prosecutions. It shall control the judicial police in all cases falling within the jurisdiction of the Mixed Tribunals.

Officials recognised by law as being members of the judicial police shall, as such, be under the orders of the Parquet.

Article 21.

Le procureur général donne son avis lorsqu'il y a lieu d'appliquer, à l'égard d'un étranger, les dispositions du code pénal et du code d'instruction criminelle concernant la remise totale ou partielle ou la commutation d'une peine ainsi que l'exécution de la peine capitale.

Article 22.

Le procureur général a la surveillance des prisons et des établissements pénitentiaires dans lesquels des étrangers sont détenus. Il a également à tout moment libre accès à tout autre lieu où un étranger serait détenu.

Il signale au ministre de la justice les irrégularités qu'il constate et lui fait toutes autres communications que comporte la surveillance dont il est chargé.

Article 23.

Le ministère public intervient dans toute affaire ayant trait au statut personnel ou à la nationalité. Il peut aussi intervenir dans les affaires intéressant des mineurs ou des incapables ainsi que dans tous autres cas prévus par le code de procédure civile.

Il lui appartient en outre d'ordonner et de faire exécuter les mesures qu'il juge opportunes pour la sauvegarde des intérêts des mineurs ou des incapables.

Article 24.

Le parquet a la surveillance du service des fonds judiciaires et de la caisse spéciale des dépôts et consignations.

Il contrôle en outre les services des greffes et des huissiers dont la direction est réservée aux présidents de la cour et des tribunaux.

III. COMPÉTENCE.

Article 25.

Aux fins de la compétence des tribunaux mixtes, le mot « étrangers » comprend les ressortissants des Hautes Parties contractantes à la Convention de Montreux concernant l'abolition des Capitulations en Egypte, ainsi que les ressortissants de tout autre Etat qui pourrait être visé par décret.

Aucun ressortissant égyptien ne pourra se prévaloir de la protection d'une Puissance étrangère.

Les ressortissants de la Syrie et du Liban ainsi que ceux de la Palestine et de la Transjordanie seront justiciables de la juridiction nationale tant en matière civile qu'en matière pénale.

Les ressortissants étrangers (citoyens, sujets et protégés) appartenant à des religions, confessions ou rites pour lesquels il existe des tribunaux égyptiens de statut personnel, continueront, dans les mêmes conditions que dans le passé, à être jugés, en cette matière, par lesdits tribunaux.

Les ressortissants susvisés auront en outre la faculté d'opter en matière civile et commerciale entre la juridiction mixte et la juridiction nationale. Lorsqu'un desdits ressortissants sera cité, dans l'une de ces matières, devant un tribunal national, dans une affaire à propos de laquelle il n'aura pas préalablement accepté la compétence de la juridiction nationale, il devra, s'il désire décliner la compétence du tribunal saisi, le faire par lettre recommandée ou exploit d'huissier, ou au plus tard à la première audience, faute de quoi le tribunal sera compétent.

Article 21.

The Procurator General shall be called upon to give his opinion on the application to any foreigner of the provisions of the Criminal Code and of the *Code d'Instruction criminelle* concerning total or partial remission or commutation of any penalty and the execution of death sentences.

Article 22.

The Procurator General shall supervise prisons and penitentiaries in which foreigners are detained. He shall in addition have free access at all times to any other place wherein a foreigner may be detained.

He shall notify the Minister of Justice of all irregularities of which he becomes aware and shall make to him any other communications called for in the exercise of the supervision for which he is responsible.

Article 23.

The *Ministère public* shall intervene in all matters involving questions of personal status or nationality. It may furthermore intervene in matters concerning minors or persons under an incapacity and also in all other cases specified in the Code of Civil Procedure.

It shall further be empowered to order and to have carried out any measures which it may consider proper to safeguard the interests of minors or of persons under an incapacity.

Article 24.

The Parquet shall control the administration of judicial funds. It shall be responsible for the supervision of the special deposit and consignment fund.

It shall also supervise the clerks of the court and the bailiffs who shall be under the exclusive control of the Presidents of the Court and Tribunals.

III. COMPETENCE.

Article 25.

For the purposes of determining the competence of the Mixed Tribunals, the word "foreigner" shall be taken to mean nationals of the High Contracting Parties to the Montreux Convention regarding the abolition of the Capitulations in Egypt together with nationals of any other State that may be specified by decree.

No Egyptian national may avail himself of the protection of a foreign Power.

Nationals of Syria and of the Lebanon and also those of Palestine and Transjordan shall come within the competence of the National jurisdiction as regards both civil and criminal matters.

Foreign nationals (citizens, subjects and protected persons) belonging to religions or confessions or practising rites for which there exist Egyptian Courts dealing with matters of personal status, shall continue, under the same conditions as in the past, to have their cases heard by the said courts in matters relating thereto.

The nationals specified above shall, moreover, have the right to opt between the Mixed jurisdiction and the National jurisdiction in civil and commercial matters. When one of the said nationals is summoned, in respect of either of the said matters, before a National Court, in a case in connection with which he has not previously accepted the competence of the National jurisdiction, he shall, if he wishes to challenge the competence of the court before which the case is brought, do so by registered letter or by service of a writ, or at the latest at the first hearing, failing which, the court shall be competent.

*A. Compétence en matière civile et commerciale.**Article 26.*

Les tribunaux mixtes connaissent de toutes contestations en matière civile et commerciale entre étrangers et entre étrangers et justiciables des tribunaux nationaux.

Toutefois, les tribunaux nationaux sont compétents en ces matières à l'égard de tout étranger qui accepte de se soumettre à leur juridiction.

Cette soumission peut résulter d'une clause attributive de compétence ou du fait : 1^o que l'étranger a lui-même introduit la procédure devant les tribunaux nationaux ; 2^o qu'il n'a pas décliné la compétence de ces tribunaux avant le prononcé d'un jugement dans une procédure où il a comparu comme défendeur ou intervenant.

Le fait de se soumettre à la juridiction d'un tribunal de premier degré entraîne la soumission à la juridiction des tribunaux supérieurs du même ordre.

Article 27.

Les tribunaux mixtes connaissent également des contestations et des questions relatives au statut personnel dans les cas où la loi applicable aux termes de l'article 29 est une loi étrangère.

Article 28.

Le statut personnel comprend : les contestations et les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes ; au droit de famille, notamment aux fiançailles, au mariage, aux droits et devoirs réciproques des époux, à la dot et au régime des biens entre époux, au divorce, à la répudiation, à la séparation, à la filiation, à la reconnaissance et au désaveu de paternité, aux relations entre ascendants et descendants, à l'obligation alimentaire entre les parents et entre les alliés, à la légitimation, à l'adoption, à la tutelle, à la curatelle, à l'interdiction, à l'émancipation ; aux donations, aux successions, aux testaments et autres dispositions à cause de mort ; à l'absence et à la présomption de décès.

Article 29.

L'état et la capacité des personnes sont régis par leurs lois nationales.

Les conditions de fond relatives à la validité du mariage sont régies par la loi nationale de chacun des époux.

Dans les matières relatives aux rapports entre époux, y compris la séparation, le divorce et la répudiation, et à leurs effets quant aux biens, la loi applicable sera la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage.

Les droits et devoirs réciproques entre parents et enfants sont régis par la loi nationale du père.

L'obligation alimentaire est régie par la loi nationale du débiteur.

Les matières relatives à la filiation, à la légitimation, à la reconnaissance et au désaveu de paternité sont régies par la loi nationale du père.

Les questions relatives à la validité de l'adoption sont régies par la loi nationale de l'adoptant aussi bien que par celle de l'adopté. Les effets de l'adoption sont régis par la loi nationale de l'adoptant.

La tutelle, la curatelle et l'émancipation sont régies par la loi nationale de l'incapable.

Les successions et les testaments sont régis par la loi nationale du *de cuius* ou du testateur.

Les donations sont régies par la loi nationale du donateur au moment de la donation.

Les règles du présent article ne portent pas atteinte aux dispositions relatives au régime de la propriété immobilière en Egypte.

*A. Competence in Civil and Commercial Matters.**Article 26.*

The Mixed Tribunals shall take cognisance of all civil and commercial suits between foreigners or between foreigners and parties subject to the jurisdiction of the National Courts.

Nevertheless, the National Courts shall be competent in the aforesaid matters in respect of any foreigner who agrees to submit himself to their jurisdiction.

Such submission may result from a clause attributing competence or from the fact (1) that the foreigner has himself initiated the proceedings before the National Courts ; or (2) that he has not challenged the competence of the said courts before the pronouncement of a judicial decision in proceedings wherein he has appeared as defendant or as an intervening party.

Submission to the jurisdiction of a court of first instance entails submission to the jurisdiction of superior courts of the same category.

Article 27.

The Mixed Tribunals shall also take cognisance of suits and matters relating to personal status in cases wherein the law to be applied according to the terms of Article 29 is a foreign law.

Article 28.

Personal status comprises : suits and matters relating to the status and capacity of persons, legal relations between members of a family, more particularly betrothal, marriage, the reciprocal rights and duties of husband and wife, dowry and their rights of property during marriage, divorce, repudiation, separation, legitimacy, recognition and repudiation of paternity, the relation between ascendants and descendants, the duty of support as between relatives by blood or marriage, legitimisation, adoption, guardianship, curatorship, interdiction, emancipation and also gifts, inheritance, wills and other dispositions *mortis causa*, absence and the presumption of death.

Article 29.

The status and capacity of persons shall be governed by their national laws.

The fundamental conditions of the validity of marriage shall be governed by the national law of each of the parties thereto.

In matters concerning relations between the husband and wife, including separation, divorce and repudiation and the effects thereof upon their property, the law to be applied shall be the national law of the husband at the time of the celebration of the marriage.

Reciprocal rights and duties as between parents and children shall be governed by the national law of the father.

The duty of support shall be governed by the national law of the party sought to be charged therewith.

Matters relating to legitimacy, legitimisation, and the recognition and repudiation of paternity shall be governed by the national law of the father.

Questions relating to the validity of adoption shall be governed by the national law of the adopting party as well as by that of the adopted person. The effects of adoption shall be governed by the national law of the adopting party.

Guardianship, curatorship and emancipation shall be governed by the national law of the person under the incapacity.

Inheritance and wills shall be governed by the national law of the deceased or of the testator.

Gifts shall be governed by the national law of the donor at the time of the gift.

The rules of the present Article shall not affect provisions relating to the legal position of immovable property in Egypt.

Article 30.

A défaut de nationalité connue, ou si une personne a simultanément, au regard de plusieurs Etats étrangers, la nationalité de chacun d'eux, le juge déterminera la loi applicable.

Si une personne possède simultanément, au regard de l'Egypte, la nationalité égyptienne et, au regard d'un ou plusieurs Etats étrangers, la nationalité de ces Etats, la loi applicable sera la loi égyptienne.

Article 31.

Par le terme « loi nationale », on doit entendre les dispositions internes de cette loi à l'exclusion de ses dispositions de droit international privé.

Article 32.

Les règles de procédure prévues par une loi étrangère ne sont pas applicables en tant qu'elles sont incompatibles avec les règles de procédure égyptiennes.

Article 33.

Sous réserve des dispositions des articles 34, 35, 36 et 37, la compétence des tribunaux mixtes est déterminée uniquement par la nationalité des parties réellement en cause, sans égard aux intérêts mixtes qui pourraient être indirectement engagés.

Article 34.

Dans leurs contestations avec des justiciables des tribunaux nationaux, les sociétés de nationalité égyptienne déjà constituées, dans lesquelles entrent des intérêts étrangers sérieux, sont justiciables des tribunaux mixtes, à moins que leurs statuts ne contiennent une clause attributive de compétence aux tribunaux nationaux ou qu'elles n'aient accepté la juridiction de ces tribunaux conformément à l'article 26.

Article 35.

Les tribunaux mixtes sont de même compétents en matière de faillite d'un justiciable des tribunaux nationaux, si l'un des créanciers parties à la procédure est étranger.

Article 36.

Le seul fait de la constitution d'une hypothèque en faveur d'un étranger sur les biens immeubles, quels que soient le possesseur et le propriétaire, rend les tribunaux mixtes compétents pour statuer sur la validité de l'hypothèque et sur toutes ses conséquences, jusques et y compris la vente forcée de l'immeuble ainsi que la distribution du prix.

Article 37.

Les tribunaux mixtes ne peuvent pas connaître d'une action qui n'est pas en soi de leur compétence, même si elle se présente comme accessoire à une action déjà introduite devant eux. Toutefois, ils connaîtront de ladite action accessoire lorsque la juridiction qui en aura été saisie estimera, dans l'intérêt de la justice, devoir renvoyer les parties se pourvoir devant eux.

Les tribunaux mixtes peuvent, s'ils estiment devoir le faire dans l'intérêt de la justice, renvoyer les parties se pourvoir devant les tribunaux nationaux lorsque l'action introduite devant eux se présente comme une action accessoire à une action principale déjà introduite devant lesdits tribunaux nationaux.

Article 30.

Should the nationality of a person be unknown, or should he simultaneously possess the nationality of each of several foreign States, the judge shall decide what law shall be applied.

Should a person simultaneously possess the nationality of Egypt under Egyptian law and of one or more foreign States under the laws of the State or States concerned, the law to be applied shall be the Egyptian law.

Article 31.

The term "national law" shall be understood to mean the municipal law of the country in question to the exclusion of its provisions of private international law.

Article 32.

Rules of procedure prescribed by a foreign law shall not apply in so far as they are incompatible with Egyptian rules of procedure.

Article 33.

Subject to the provisions of Articles 34, 35, 36 and 37, the competence of the Mixed Tribunals shall be determined solely by the nationality of the parties directly concerned, without regard to any mixed interests which may be indirectly concerned.

Article 34.

Companies of Egyptian nationality already incorporated in which there are substantial foreign interests shall, in their suits with persons subject to the jurisdiction of the National Courts, be subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals unless the terms of their incorporation contain a clause attributing competence to the National Courts or unless they have accepted the jurisdiction of the said courts in accordance with Article 26.

Article 35.

The Mixed Tribunals shall similarly be competent in matters arising out of the bankruptcy of a person subject to the jurisdiction of the National Courts if one of the creditors party to the proceedings is a foreigner.

Article 36.

The creation of a charge in favour of a foreigner over immovable property, whoever may be the person in possession or the owner thereof, renders the Mixed Tribunals *ipso facto* competent to determine the validity of the charge and all its consequences up to and including the forced sale of the said property and also the distribution of the monies realised thereby.

Article 37.

The Mixed Tribunals shall not take cognizance of an action not in itself falling within their competence even if it arises as subsidiary to an action already instituted before them. Nevertheless, they shall take cognizance of the said subsidiary action when the jurisdiction before which it has been brought decides, in the interests of justice, to remit it to be pleaded before them.

The Mixed Tribunals may, if they consider that the interests of justice so require, remit to be pleaded before the National Courts an action instituted before them which is subsidiary to a principal action already instituted before the said National Courts.

Article 38.

Ne sont pas soumises aux tribunaux mixtes les demandes des étrangers contre un wakf en revendication de la propriété d'immeubles de ce wakf ; mais ces tribunaux sont compétents pour statuer sur la demande intentée sur la question de possession légale, quel que soit le demandeur ou le défendeur.

Ne sont pas non plus de la compétence des tribunaux mixtes les contestations ayant directement ou indirectement pour objet la constitution d'un wakf, la validité, l'interprétation ou l'application de ses clauses, ou la nomination ou révocation du nazir.

Les tribunaux mixtes peuvent toutefois déclarer inopposable aux créanciers du constituant la constitution en wakf d'un bien, faite en fraude de leurs droits.

Article 39.

Lorsque, dans une instance, une exception relative au statut personnel d'une partie justiciable en cette matière d'une autre juridiction est soulevée, les tribunaux mixtes, s'ils reconnaissent la nécessité de faire statuer au préalable sur l'exception, doivent surseoir au jugement du fond et fixer un délai à la partie contre laquelle la question préjudicielle a été soulevée pour la faire juger définitivement par le juge compétent. Si cette nécessité n'est pas reconnue, il sera passé outre au jugement du fond.

Article 40.

La cession d'un droit à un étranger, la mise en cause d'un étranger ou la constitution d'un prête-nom étranger ne peut donner compétence aux tribunaux mixtes pour statuer sur des contestations de la compétence des tribunaux nationaux, lorsque la cession, la mise en cause ou la constitution du prête-nom a pour but de distraire des tribunaux nationaux la connaissance de ces litiges.

Est présumée avoir été faite dans ce but toute cession consentie en cours d'instance. Le tribunal peut toutefois, dans des cas exceptionnels, admettre la preuve du contraire.

Sous réserve de la disposition de l'alinéa précédent, l'exception de prête-nom ne saurait être opposée lorsqu'il s'agit de cessions par voie d'endossement d'effets de commerce.

L'endossement irrégulier ou en recouvrement d'un effet de commerce à un étranger ne donne pas compétence aux tribunaux mixtes pour des contestations de la compétence des tribunaux nationaux.

Article 41.

Lorsque le plaideur, dont le caractère étranger donnait compétence aux tribunaux mixtes, ne se trouve plus, avant la clôture des débats, être partie à l'instance, ces tribunaux, sur l'exception soulevée par l'une des parties, cesseront d'avoir compétence dans l'affaire qui sera transférée en l'état aux tribunaux nationaux.

Article 42.

Le changement de nationalité de l'une des parties, survenu en cours d'instance, ne pourra modifier la compétence du tribunal régulièrement saisi.

Article 43.

Les tribunaux mixtes ne peuvent connaître directement ou indirectement des actes de souveraineté. Ils ne peuvent pas statuer sur la validité de l'application aux étrangers des lois ou règlements égyptiens.

Article 38.

Suits by foreigners against a Wakf involving a claim to the ownership of immovable property of the said Wakf shall not be submitted to the Mixed Tribunals. Nevertheless, the said Tribunals shall be competent to give judgment on claims brought in respect of legal possession whoever may be plaintiff or defendant.

Furthermore, suits directly or indirectly concerning the constitution of a Wakf or the validity, interpretation or application of its clauses, or the appointment or removal of the Nazir shall not come within the competence of the Mixed Tribunals.

The Mixed Tribunals may nevertheless declare the constitution of property as a Wakf in fraud of the rights of creditors of the party constituting it void as against such creditors.

Article 39.

When, in the course of proceedings, an issue is raised concerning the personal status of a party coming in that respect within the jurisdiction of some other court, the Mixed Tribunals shall, if they consider it necessary to secure a preliminary decision upon that issue, suspend judgment on the main issue and prescribe a time-limit within which the party against whom the interlocutory plea has been raised must have the matter finally decided by the competent court. If such a preliminary decision is not considered necessary they shall proceed to give a decision on the main issue.

Article 40.

The cession of a right to a foreigner, the citing of a foreigner as third party, or a fictitious assignment to a foreigner shall not render the Mixed Tribunals competent to decide suits coming within the competence of the National Courts if the object of the said cession, citation as third party or fictitious assignment is to remove such litigation from the cognizance of the National Courts.

Any cession of a right to a foreigner agreed to during the course of the proceedings shall be presumed to have been made with the above object. The court may, however, in exceptional cases, admit proof to the contrary.

Subject to the provisions of the preceding paragraph, the competence of the Mixed Tribunals cannot be challenged on the ground of a fictitious assignment where the cession is made by means of the endorsement of a negotiable instrument.

The irregular endorsement of a negotiable instrument to a foreigner or its endorsement to a foreigner for purposes of collection shall not give competence to the Mixed Tribunals in the case of suits that are within the competence of the National Courts.

Article 41.

Should the litigant whose foreign character gave competence to the Mixed Tribunals cease before the close of the hearing to be a party to the proceedings, the said Tribunals shall, on objection being raised by one of the parties, cease to have competence in the matter, which shall be transferred as it stands to the National Courts.

Article 42.

A change in the nationality of one of the parties during the course of the proceedings shall have no effect on the competence of the court before which a case has been properly brought.

Article 43.

The Mixed Tribunals may not directly or indirectly pass judgment on acts of sovereignty. They may not give decisions on the validity of the application of Egyptian laws or regulations to foreigners.

Ils ne peuvent pas, non plus, statuer sur la propriété du domaine public.

Mais, sans pouvoir interpréter un acte d'administration ou en arrêter l'exécution, ils sont compétents pour connaître : 1^o en matière civile ou commerciale, de toutes contestations mobilières ou immobilières entre les étrangers et l'Etat ; 2^o de toute action en responsabilité civile intentée par un étranger contre l'Etat à raison de mesures administratives prises en violation des lois ou règlements.

B. Compétence pénale.

Article 44.

Les tribunaux mixtes connaissent de toute poursuite contre un étranger pour un fait punissable par la loi.

Article 45.

Les tribunaux mixtes connaissent en outre des poursuites contre les auteurs ou complices, quelle que soit leur nationalité, des crimes et délits suivants :

1^o Crimes et délits commis directement contre les magistrats et officiers de justice des tribunaux mixtes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

2^o Crimes et délits commis directement contre l'exécution des sentences et des mandats de justice des tribunaux mixtes ;

3^o Crimes et délits imputés aux juges et officiers de justice, quand ils sont accusés de les avoir commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus de ces fonctions ;

4^o Crimes et délits de banqueroute simple ou frauduleuse dans les cas de faillites mixtes.

Sont compris sous la désignation d'officiers de justice, dans les paragraphes 1 et 3 ci-dessus, les greffiers, les commis greffiers assermentés, les interprètes attachés au tribunal et les huissiers titulaires, mais non les personnes chargées accidentellement, par délégation du tribunal, d'une signification ou d'un acte d'huissier.

Article 46.

En matière pénale, les tribunaux de simple police jugent les faits qualifiés contraventions par la loi et les délits comportant une peine ne dépassant pas trois mois d'emprisonnement.

Les tribunaux correctionnels jugent les faits qualifiés délits par la loi, autres que ceux visés à l'alinéa précédent, et les appels contre les jugements rendus par les tribunaux de simple police.

Les cours d'assises jugent les faits qualifiés crimes par la loi.

Article 47.

Les arrestations d'étrangers et les perquisitions au domicile d'étrangers, sauf dans les cas de flagrant délit ou de demande de secours venant de l'intérieur du domicile, seront effectuées par les soins ou en présence d'un membre du parquet mixte ou d'un officier de la police judiciaire auquel ces fonctions auront été déléguées par le parquet mixte.

Article 48.

En matière criminelle, si le parquet estime qu'il y a lieu de poursuivre, il doit saisir de l'affaire le juge d'instruction.

Furthermore, they may not give decisions on the ownership of public property.

Nevertheless, though they may not interpret an administrative instrument or arrest the execution thereof, they shall be competent to hear (1) all civil and commercial actions between foreigners and the State concerning movable or immovable property ; (2) civil actions brought by foreigners against the State in respect of administrative measures taken in violation of laws or regulations.

B. Competence in Criminal Matters.

Article 44.

The Mixed Tribunals shall hear all prosecutions of foreigners in respect of acts punishable by law.

Article 45.

The Mixed Tribunals shall further hear all prosecutions against principal offenders or their accomplices, of whatever nationality, in respect of the following crimes and misdemeanours :

(1) Crimes and misdemeanours committed directly against judges and judicial officers of the Mixed Tribunals in the performance, or in connection with the performance, of their duties ;

(2) Crimes and misdemeanours committed directly to hinder the execution of judgments and warrants of the Mixed Tribunals ;

(3) Crimes and misdemeanours alleged against such judges and judicial officers if they are accused of having committed them in the performance of their duties or in abuse of their powers ;

(4) Bankruptcy offences whether crimes or misdemeanours with or without fraud where the bankruptcy proceedings are before the Mixed Tribunals.

The term judicial officers in paragraphs (1) and (3) above shall comprise : clerks of the court, sworn assistant clerks, interpreters attached to the Tribunal and the official bailiffs, but not persons incidentally entrusted, by delegation from the Tribunal, with the service or execution of writs or warrants.

Article 46.

In criminal matters the Police Courts shall deal with offences defined as contraventions by law and misdemeanours carrying a penalty of not more than three months' imprisonment.

The Correctional Courts shall deal with offences defined as misdemeanours by law other than those referred to in the preceding paragraph, and shall hear appeals against decisions given by the Police Courts.

The Assize Courts shall deal with offences defined as crimes by law.

Article 47.

Arrests and domiciliary searches in the case of foreigners, except in cases of *flagrant délit* or a call for help from within the dwelling-house shall be carried out by, or in the presence of, a member of the Mixed Parquet or an officer of the judicial police to whom such functions have been delegated by the Mixed Parquet.

Article 48.

In criminal matters, if the Parquet considers there are grounds for prosecution, it must refer the case to the investigating magistrate.

En matière correctionnelle, le parquet saisit également le juge d'instruction, à moins qu'il n'estime que les éléments recueillis dans une information sommaire sont suffisants pour poursuivre l'instruction de l'affaire à l'audience. Dans ce cas, si l'inculpé a été entendu ou si son absence ou l'impossibilité de trouver son domicile a été dûment constatée, le parquet peut le citer directement devant le tribunal.

Le tribunal peut toutefois, soit à la demande de l'inculpé ou du parquet, soit d'office, prononcer l'annulation de la citation et ordonner le renvoi de l'affaire devant le juge d'instruction.

Article 49.

La détention de tout étranger est immédiatement signalée au parquet qui doit, dans les conditions fixées par le code d'instruction criminelle et au plus tard dans les quatre jours, ordonner la mise en liberté du détenu ou le déférer au juge d'instruction.

Tout étranger en état de détention préventive a le droit d'aviser de sa détention son consul et son avocat par l'intermédiaire du parquet.

Le consul et l'avocat du détenu peuvent lui rendre visite dans la prison suivant les modalités approuvées par le parquet.

Article 50.

Sauf en cas d'urgence, si l'inculpé n'a pas de défenseur, il lui en sera désigné un, s'il le demande, au moment de l'interrogatoire, à peine de nullité.

Il sera en outre désigné un défenseur d'office dans un délai raisonnable avant l'audience à tout accusé déféré à la cour d'assises.

IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES.

Article 51.

Les tribunaux mixtes rendent la justice en Notre Nom.

Article 52.

En cas de silence, d'insuffisance ou d'obscurité de la loi, le juge se conformera aux principes du droit naturel et aux règles de l'équité.

Article 53.

Les causes commencées avant le 15 octobre 1937 devant une juridiction consulaire seront continuées devant cette juridiction jusqu'à leur solution définitive.

Il en sera de même des causes commencées avant cette date devant les tribunaux mixtes et qui, en vertu de la présente loi, seraient de la compétence des tribunaux nationaux.

En matière civile, les causes visées aux deux alinéas ci-dessus pourront, à la demande des parties et avec le consentement de tous les intéressés, être déferées aux tribunaux compétents suivant les dispositions des articles précédents pour y être poursuivies et jugées en l'état de la procédure où elles se trouvent.

En matière pénale, les juridictions consulaires pourront également déférer aux tribunaux mixtes les affaires commencées avant le 15 octobre 1937.

Article 54.

Les jugements et ordonnances des tribunaux consulaires garderont l'autorité de la chose jugée et seront exécutés, le cas échéant, par l'entremise des tribunaux mixtes.

In correctional matters also, the Parquet shall refer the case to the investigating magistrate unless it decides that the information received on summary enquiry is sufficient for the case to be brought to trial. In such a case, if the accused has been heard, or if his absence or the impossibility of finding his residence has been duly established, the Parquet may summon him directly before the Tribunal.

Nevertheless, at the request of the accused or of the Parquet, or without being moved thereto, the Tribunal may declare the summons to be annulled and order the case to be referred to the investigating magistrate.

Article 49.

The detention of any foreigner shall at once be notified to the Parquet. The Parquet is bound under the conditions specified in the *Code d'instruction criminelle* and, at longest, within four days either to order the release of the person detained or to send him before the investigating magistrate.

Any foreigner who is detained pending trial shall have the right to inform his Consul and his lawyer of his detention through the intermediary of the Parquet.

The Consul and the lawyer of the detained person may visit him in prison under the conditions approved by the Parquet.

Article 50.

Except in cases of urgency, if the accused has no defending counsel one shall be appointed for him, if he so requests, at the time of his interrogation, failing which the proceedings shall be void.

A defending counsel shall further be officially appointed, within a reasonable time before the hearing of the case, to every accused person committed for trial before the Assize Court.

IV. §1 GENERAL AND TRANSITION PROVISIONS.

Article 51.

The Mixed Tribunals shall administer justice in Our Name.

Article 52.

Where the law is silent, insufficient or obscure, the judge shall conform with the principles of natural law and with the rules of equity.

Article 53.

Actions begun prior to October 15th, 1937, before a Consular jurisdiction shall be continued before that jurisdiction until a final judgment has been given.

The same shall apply to actions which have been begun prior to that date before the Mixed Tribunals and which, by virtue of the present law, would come within the competence of the National Courts.

In civil matters, actions referred to in the two paragraphs above may, on the request of the parties thereto and with the consent of all persons having an interest therein, be referred at the stage which they have reached to the courts which are competent according to the provisions of the preceding Articles in order that they may be continued and decided therein.

In criminal matters, Consular jurisdictions may refer cases begun prior to October 15th, 1937, to the Mixed Tribunals.

Article 54.

Judgments and orders of the Consular Courts shall continue to have the force of *res judicata* and shall, when necessary, be executed through the agency of the Mixed Tribunals.

Article 55.

Les prescriptions et forclusions qui étaient applicables dans les matières de la compétence des tribunaux consulaires garderont leur effet devant les tribunaux mixtes.

Article 56.

Nonobstant les dispositions de l'article 27, les tribunaux mixtes ne seront pas compétents en matière de statut personnel lorsque la loi applicable conformément aux dispositions de l'article 29 est celle d'une Puissance partie à la Convention concernant l'abolition des Capitulations en Egypte qui, conformément à l'article 9 de ladite convention, a réservé à ses tribunaux consulaires la juridiction en matière de statut personnel et n'a pas retiré cette réserve.

Article 57.

Les dispositions du règlement général judiciaire actuel, en tant qu'elles n'ont pas été abrogées ou modifiées par les dispositions précédentes, continueront à être en vigueur.

Toute modification audit règlement proposée par l'assemblée générale de la cour ne sera rendue exécutoire que si elle est promulguée par un décret sur la proposition du ministre de la justice

Article 58.

Sont abrogés le Règlement d'organisation judiciaire actuel pour les procès mixtes en Egypte, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi.

Article 55.

Prescriptions and foreclosures which were applicable in cases within the competence of the Consular Courts shall continue to apply when they come before the Mixed Tribunals.

Article 56.

Notwithstanding the provisions of Article 27, the Mixed Tribunals shall not have competence in matters of personal status where the law applicable in accordance with the provisions of Article 29 is that of a Power party to the Convention regarding the abolition of the Capitulations in Egypt which, in accordance with Article 9 of that Convention, has reserved jurisdiction in personal status for its Consular Courts and that reservation has not been withdrawn.

Article 57.

The provisions of the existing General Judicial Regulations shall remain in force in so far as they are not abrogated or modified by the preceding provisions.

No modification of the said Regulations proposed by the General Assembly of the Court shall take effect until promulgated by decree on the proposal of the Minister of Justice.

Article 58.

The present *Règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte* and any provisions contrary to the present law are hereby abrogated.

III.

PROTOCOLE

Au moment de signer la Convention concernant l'abolition des Capitulations en Egypte, portant la date de ce jour,

Les plénipotentiaires soussignés,

Désireux de préciser certaines des dispositions de la convention et de son annexe,

Sont convenus de ce qui suit :

I.

Il est entendu que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 de la convention relatives à la règle de non-discrimination et applicables pendant la période transitoire, doivent être interprétées à la lumière de la pratique internationale concernant les engagements de cette nature entre pays jouissant de la souveraineté législative.

II.

Au sujet de l'article 6, alinéa premier, du Règlement d'organisation judiciaire, il est entendu que le choix des magistrats étrangers appartient au Gouvernement royal égyptien, mais que, pour être rassuré lui-même sur les garanties que présenteront les personnes dont il fera choix, il s'adressera officieusement aux ministres de la justice à l'étranger et n'engagera que les personnes munies de l'acquiescement de leur gouvernement.

III.

PROTOCOL.¹

On signing the Convention regarding the abolition of the Capitulations in Egypt bearing this day's date,

The undersigned Plenipotentiaries,

Being desirous of determining exactly some of the provisions of the Convention and of its Annex,

Have agreed as follows :

I.

It is understood that the provisions of Article 2, paragraph 2, of the Convention relating to the non-discrimination rule and applicable during the transition period must be interpreted in the light of international practice relating to undertakings of that nature between countries enjoying legislative sovereignty.

II.

With reference to Article 6, paragraph 1, of the *Règlement d'organisation judiciaire*, it is understood that the selection of foreign judges is a matter for the Royal Egyptian Government, but that, in order to satisfy itself regarding the suitability of the persons whom it may select, the Royal Egyptian Government will approach unofficially the Ministers of Justice of the foreign countries concerned and will appoint only persons of whom their respective Governments approve.

¹ Official text.

¹ Texte officiel.

Fait à Montreux, en un seul exemplaire en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, le huit mai mil neuf cent trente-sept.

Done at Montreux, in a single copy in French and English, both texts being equally authentic, on the eighth day of May one thousand nine hundred and thirty-seven.

Bert FISH.

P. FORTHOMME.

David Euan WALLACE.

David Victor KELLY.

William Eric BECKETT.

David Euan WALLACE.

David Euan WALLACE.

S. F. N. GIE.

H. T. ANDREWS.

F. T. CREMINS.

David Euan WALLACE.

N. P. ARNSTEDT.

N. V. BOEG.

Moustapha EL-NAHAS.

A. MAHER.

Wacyf BOUTROS GHALI.

MAKRAM EBEID.

A. BADAOUI.

A. FABRA RIBAS.

Mariano GOMEZ.

F. DE TESSAN.

HYMANS.

N. POLITIS.

G. ROUSSOS.

C. VRYAKOS.

C. M. SAKELLAROPOULO.

L. ALDROVANDI.

Salvatore MESSINA.

Piero PARINI.

GHIGI.

Michaël HANSSON.

W. C. BEUCKER ANDREAE.

J. BOSCH DE ROSENTHAL.

W. DE BYLANDT.

J. CAEIRO DA MATTA.

MALMAR.

IV.

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT ROYAL ÉGYPTIEN

Les soussignés, agissant en vertu de leurs pleins pouvoirs, procèdent à la déclaration suivante :

I. COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MIXTES.

Le Gouvernement royal égyptien, se référant à l'article 25 alinéa premier du Règlement d'organisation judiciaire, a déjà décidé d'étendre par décret la compétence des tribunaux mixtes aux ressortissants des huit Etats suivants : Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

2. RÈGLE DE NON-DISCRIMINATION.

En ce qui concerne l'article 2 alinéa 2 de la convention et le protocole relatif à ce texte, le fait d'avoir limité à la durée de la période transitoire l'effet de la règle de non-discrimination visée dans l'article 2 précité n'implique pas, de la part du Gouvernement royal égyptien, l'intention de suivre en cette matière, à la fin de ladite période, une politique opposée, de discrimination au détriment des étrangers. Le Gouvernement royal égyptien est d'ailleurs disposé à conclure des traités d'établissement et d'amitié avec les diverses Puissances.

3. STATUT PERSONNEL.

Ayant déjà spontanément adopté le principe de la personnalité des lois en matière de statut personnel, notamment dans les traités d'établissement conclus avec l'Iran et la Turquie, le Gouvernement royal égyptien entend suivre en cette matière à l'avenir le même principe.

Quant aux règles de procédure que le Gouvernement royal égyptien se propose d'édicter en matière de statut personnel, elles seront appliquées sous réserve qu'une règle de fond de la loi nationale étrangère ne fasse pas obstacle à cette application.

4. EXPULSION.

L'abolition des Capitulations entraînant la suppression de toutes les restrictions au droit du Gouvernement royal égyptien d'expulser les étrangers se trouvant sur le territoire de l'Egypte, il n'entre pas cependant dans les intentions de ce gouvernement d'exercer, durant la période transitoire, son droit d'expulsion à l'égard d'un étranger justiciable des tribunaux mixtes qui aura résidé en Egypte pendant au moins cinq années, ni de lui refuser l'accès du territoire égyptien s'il l'a temporairement quitté, sauf dans l'un des cas suivants :

- a) S'il a été condamné pour un crime ou pour un délit punissable de plus de trois mois d'emprisonnement ;
- b) S'il s'est rendu coupable d'activités de nature subversive ou portant atteinte à l'ordre public ou à la tranquillité, la morale ou la santé publiques ;
- c) S'il est indigent et à la charge de l'Etat.

IV.

DECLARATION BY THE ROYAL EGYPTIAN GOVERNMENT.¹

The undersigned, acting in virtue of their full powers, make the following declaration :

I. COMPETENCE OF THE MIXED TRIBUNALS.

With reference to Article 25, paragraph 1, of the *Règlement d'organisation judiciaire*, the Royal Egyptian Government has already decided to extend by decree the competence of the Mixed Tribunals to nationals of the following eight States : Austria, Czechoslovakia, Germany, Hungary, Poland, Roumania, Switzerland, Yugoslavia.

2. NON-DISCRIMINATION RULE.

With reference to Article 2, paragraph 2, of the Convention and the Protocol relating thereto, the fact that the effect of the non-discrimination rule referred to in the above-mentioned Article 2 is limited to the duration of the transition period, does not imply any intention on the part of the Royal Egyptian Government to pursue thereafter in this matter any contrary policy of discrimination against foreigners. The Royal Egyptian Government is, moreover, prepared to conclude Establishment Treaties and Treaties of Friendship with the various Powers.

3. PERSONAL STATUS.

The Royal Egyptian Government, having already, and more particularly in the Establishment Treaties which it has concluded with Iran and Turkey, spontaneously adopted the principle that, in matters of personal status, the personal law should apply, intends to adopt the same principle with regard thereto in the future.

As regards the rules of procedure, which the Royal Egyptian Government intends to enact for cases of personal status, these will be applied provided that no substantive rule of the foreign national law prevents their application.

4. DEPORTATION.

Although the abolition of Capitulations entails the removal of all the existing restrictions on the Royal Egyptian Government's right to deport foreigners who are within Egyptian territory, nevertheless that Government does not intend to exercise during the transition period its right of deportation in respect of a foreigner subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals, who shall have resided in Egypt for at least five years, or to refuse such a foreigner access to Egyptian territory, if he has temporarily quitted that territory, unless :

- (a) He has been convicted in respect of a crime or misdemeanour punishable by more than three months' imprisonment, or
- (b) He has been guilty of activities of a subversive nature or to the prejudice of public order or public tranquillity, morality or health, or
- (c) He is indigent and a burden upon the State.

¹ Official text.

¹ Texte officiel.

Le Gouvernement royal égyptien se propose en outre d'instituer une commission administrative consultative dont fera partie le procureur général près les tribunaux mixtes, en vue de faire examiner par elle, le cas échéant, les contestations au sujet soit de l'identité ou de la nationalité de la personne dont l'expulsion est envisagée, soit de la durée de son séjour en Egypte, soit de l'existence des faits sur lesquels l'expulsion est basée.

5. EXTRADITION.

Conformément à la pratique généralement adoptée en matière d'extradition, le Gouvernement royal égyptien a l'intention d'adopter en cette matière la procédure judiciaire. Les tribunaux mixtes auront donc à se prononcer sur la vérification de la régularité de la demande d'extradition, lorsqu'elle concernera un étranger justiciable de ces tribunaux.

6. CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPÉTENCE.

Se référant à l'article 26 du Règlement d'organisation judiciaire, le Gouvernement royal égyptien n'a pas l'intention d'insérer dans les contrats du gouvernement (y compris les contrats des administrations publiques et des municipalités) de clause attributive de compétence juridictionnelle.

7. MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES ET BARREAU.

Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement royal égyptien de modifier les conditions de service ou les traitements actuels des magistrats des tribunaux mixtes.

De même, le gouvernement n'a pas l'intention de modifier les traitements actuels des fonctionnaires et employés desdits tribunaux. Il examinera avec bienveillance à l'occasion de l'établissement du nouveau cadre actuellement à l'étude la situation desdits fonctionnaires et employés au point de vue des classes et conditions d'augmentation ou de promotion.

Le cas de ceux de ces fonctionnaires et employés qui seraient licenciés à la fin de la période transitoire fera l'objet d'un examen particulier en tenant compte des circonstances propres à chaque cas. Si ces circonstances le justifient, certains avantages pourront être accordés au point de vue de la pension ou de l'indemnité.

Le gouvernement a l'intention, quant aux pensions des magistrats, fonctionnaires et employés étrangers, d'éviter la double imposition.

En ce qui concerne, en outre, les avocats inscrits au barreau mixte, le gouvernement se propose de prendre les mesures nécessaires pour leur permettre d'obtenir sans condition, à la fin de la période transitoire, leur inscription avec leur rang d'ancienneté au tableau de l'ordre des avocats près les tribunaux nationaux.

The Royal Egyptian Government further proposes to set up an administrative advisory committee, of which the Procurator General of the Mixed Tribunals shall be a member, for the purpose of examining any disputes on the subject of the identity or the nationality of the person whose deportation is under consideration, or of the length of his residence in Egypt, or of the existence of the facts which constitute the grounds for deportation.

5. EXTRADITION.

In conformity with the practice generally adopted in regard to extradition, the Royal Egyptian Government intends to adopt judicial procedure in this matter. It will therefore be necessary for the Mixed Tribunals to pronounce upon the regularity of the request for extradition when such request relates to a foreigner within the jurisdiction of the said Tribunals.

6. CLAUSE RELATING TO THE JURISDICTION TO WHICH DISPUTES SHOULD BE SUBMITTED.

With reference to Article 26 of the *Règlement d'organisation judiciaire*, the Royal Egyptian Government does not intend to insert in Government contracts (including contracts made by public administrations and municipalities) any clause relating to the jurisdiction to which disputes should be submitted.

7. JUDGES, OFFICIALS AND MEMBERS OF THE BAR.

The Royal Egyptian Government does not intend to alter either the existing conditions of service or the present salaries of judges of the Mixed Tribunals.

Similarly, the Government does not intend to alter the present salaries of officials and employees of the said Tribunals.

It will give sympathetic consideration to their treatment in respect of grading, rules for increase of salary and promotion, when the new cadre now being considered is introduced.

The case of any such officials and employees who may be retired at the end of the transition period will receive special consideration, the circumstances peculiar to each individual being taken into account. Should such circumstances justify it, certain advantages may be granted in the matter of the pension or compensation to be paid.

As regards the pensions of foreign judges, officials and employees, the Government intends to ensure that they are not prejudiced by double taxation.

Furthermore, in the case of advocates admitted to practise at the Mixed Bar the Egyptian Government intends to take the necessary measures to enable such advocates, at the end of the transition period, to obtain unconditionally the inscription of their names and the recognition of their professional seniority on the roll of the Order of Advocates practising in the National Tribunals.

Fait à Montreux, le huit mai mil neuf cent
trente-sept.

Done at Montreux on May 8th, 1937.

Moustapha EL-NAHAS.

A. MAHER.

Wacyf BOUTROS GHALI.

MAKRAM EBEID.

A. BADAOUÏ.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas.*

A. M. Snouck Hurgronje.

ÉCHANGE DE NOTES



EXCHANGE OF NOTES

V.

A. LETTERS

RELATING TO EDUCATIONAL, MEDICAL AND CHARITABLE INSTITUTIONS (ASSOCIATIONS OR FOUNDATIONS).

Communicated by the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

(a) LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION TO THE PRESIDENT OF THE DELEGATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

MONTREUX, May 8th, 1937.

SIR,

As Your Excellency has expressed a desire to receive detailed information concerning the situation of the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of the United States of America in Egypt, I have the honour to state that the Royal Egyptian Government is prepared to assure you that pending the conclusion of a subsequent agreement or, in any case until the end of the transition period, all the above-mentioned institutions, actually existing in the country at the date of the Convention signed this day, may continue freely to carry on their activities in Egypt, whether educational, scientific, medical or charitable, subject to the following conditions :

(1) They shall be subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals and shall be subject to Egyptian laws and regulations, including fiscal laws, under the same conditions as similar Egyptian institutions, and also to all measures necessary for the preservation of public order in Egypt.

(2) They shall retain their legal status and shall, as regards their organisation and operation, be governed by their charters or other instruments under which they were created and also in the case of educational institutions, by their own curricula.

(3) They may, without prejudice to the laws relating to expropriation for purposes of public utility, possess the movable and immovable property necessary to enable them to attain their objects, and may administer and dispose of their property for these purposes.

(4) They may continue to employ their existing staff and may also, each within the scope of its organisation, employ either Egyptians or foreigners, whether established in Egypt or elsewhere, without prejudice in all cases to the application of the Egyptian laws which are now applicable to them or to the Egyptian Government's general right of control over the entry of foreigners into Egypt.

Furthermore, within the limits of the customs recognised in Egypt regarding religions other than the State religion, freedom of worship shall continue to be assured to all religious institutions of the United States of America on condition that there is no offence against public order or morals.

A list of the institutions referred to in this letter shall be drawn up as soon as possible in agreement between the Egyptian Government and the Government of the United States of America.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

(Signed) Moustapha EL-NAHAS,
President of the Egyptian Delegation.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

V.

A. LETTRES

SE RAPPORTANT AUX ÉTABLISSEMENTS (ASSOCIATIONS OU FONDATIONS) SCOLAIRES, MÉDICAUX ET D'ASSISTANCE.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

a) LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT.

Votre Excellence ayant exprimé le désir de recevoir des précisions en ce qui concerne la situation en Égypte des établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant des États-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement royal égyptien est disposé à reconnaître que tous les établissements précités existant dans le pays à la date de la convention signée ce jour pourront, jusqu'à la conclusion d'un accord ultérieur ou, en tout cas, jusqu'à l'expiration de la période transitoire, continuer à exercer librement leur activité, qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, en Égypte, aux conditions suivantes :

1^o Ils seront justiciables des tribunaux mixtes et soumis aux lois et règlements égyptiens, y compris les lois fiscales, dans les mêmes conditions que les établissements similaires égyptiens, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public égyptien.

2^o Ils garderont leur capacité légale et seront régis, au point de vue de leur organisation et de leur fonctionnement, par leurs statuts ou autres actes constitutifs, ainsi que, pour ce qui concerne les établissements scolaires, par leur propre programme d'enseignement.

3^o Ils pourront, sans préjudice des lois d'expropriation pour cause d'utilité publique, posséder les biens meubles et immeubles qui leur permettent de réaliser leurs fins, les gérer et en disposer en vue également de ces fins.

4^o Ils pourront continuer à employer leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans les limites de leur organisation, soit des Égyptiens, soit des étrangers établis ou non en Égypte, sans préjudice, dans tous les cas, des lois égyptiennes actuellement applicables et du droit général de contrôle du Gouvernement égyptien sur l'entrée des étrangers en Égypte.

D'autre part, dans les limites des usages établis en Égypte pour les religions autres que la religion d'État, la libre pratique du culte continuera à être assurée à tous les établissements religieux relevant des États-Unis d'Amérique à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Une liste des institutions visées dans la présente lettre sera établie, aussitôt que possible, d'un commun accord entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Délégation égyptienne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

REPLY BY THE PRESIDENT OF THE DELEGATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE
PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION.

MONTREUX, May 8th, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter bearing to-day's date. I welcome the assurances which it contains with regard to the régime to be enjoyed henceforth by the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of the United States of America in Egypt.

I have great pleasure in thanking Your Excellency. I do not doubt, moreover, that Egypt, which has always shown a sympathetic interest in such undertakings and has given proof of the most liberal spirit of understanding in regard to them, will continue to assist them in carrying on the very valuable work which they have always performed to the mutual profit of our two countries.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

(Signed) Bert FISH,
President of the Delegation of the United States
of America.

(b) LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION TO THE
PRESIDENT OF THE DELEGATION OF THE UNITED KINGDOM.

MONTREUX, May 8th, 1937.

SIR,

As Your Excellency has expressed a desire to receive detailed information concerning the situation of the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of the United Kingdom in Egypt, I have the honour to state that the Royal Egyptian Government is prepared to assure you that pending the conclusion of a subsequent agreement or, in any case until the end of the transition period, all the above-mentioned institutions, actually existing in the country at the date of the Convention signed this day, may continue freely to carry on their activities in Egypt, whether educational, scientific, medical or charitable, subject to the following conditions :

(1) They shall be subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals and shall be subject to Egyptian laws and regulations, including fiscal laws, under the same conditions as similar Egyptian institutions, and also to all measures necessary for the preservation of public order in Egypt.

(2) They shall retain their legal status and shall, as regards their organisation and operation, be governed by their charters or other instruments under which they were created and also in the case of educational institutions, by their own curricula.

(3) They may, without prejudice to the laws relating to expropriation for purposes of public utility, possess the movable and immovable property necessary to enable them to attain their objects, and may administer and dispose of their property for these purposes.

(4) They may continue to employ their existing staff and may also, each within the scope of its organisation, employ either Egyptians or foreigners, whether established in Egypt or elsewhere, without prejudice in all cases to the application of the Egyptian laws which are now applicable to them or to the Royal Egyptian Government's general right of control over the entry of foreigners into Egypt.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date de ce jour. Il m'est agréable d'y trouver des assurances au sujet du régime dont bénéficieront désormais en Egypte les établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance qui relèvent des Etats-Unis d'Amérique.

C'est avec satisfaction que j'en remercie Votre Excellence. Je ne doute d'ailleurs pas que l'Egypte, qui a toujours marqué un intérêt bienveillant à ces œuvres et fait preuve à leur égard du plus libéral esprit de compréhension, ne veuille continuer à leur faciliter l'activité si heureuse qu'elles n'ont cessé de déployer au profit mutuel de nos deux pays.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Bert FISH,
Président de la Délégation des
Etats-Unis d'Amérique.

b) LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE AU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre Excellence ayant exprimé le désir de recevoir des précisions en ce qui concerne la situation, en Egypte, des établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant du Royaume-Uni, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement royal égyptien est disposé à reconnaître que tous les établissements précités existant dans le pays à la date de la convention signée ce jour pourront, jusqu'à la conclusion d'un accord ultérieur ou, en tout cas, jusqu'à l'expiration de la période transitoire, continuer à exercer librement leur activité, qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, en Egypte, aux conditions suivantes :

1^o Ils seront justiciables des tribunaux mixtes et soumis aux lois et règlements égyptiens, y compris les lois fiscales, dans les mêmes conditions que les établissements similaires égyptiens, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public égyptien.

2^o Ils garderont leur capacité légale et seront régis, au point de vue de leur organisation et de leur fonctionnement, par leurs statuts ou autres actes constitutifs ainsi que, pour ce qui concerne les établissements scolaires, par leur propre programme d'enseignement.

3^o Ils pourront, sans préjudice des lois d'expropriation pour cause d'utilité publique, posséder les biens meubles et immeubles qui leur permettent de réaliser leurs fins, les gérer et en disposer en vue également de ces fins.

4^o Ils pourront continuer à employer leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans les limites de leur organisation, soit des Egyptiens, soit des étrangers établis ou non en Egypte, sans préjudice, dans tous les cas, des lois égyptiennes actuellement applicables et du droit général de contrôle du Gouvernement royal égyptien sur l'entrée des étrangers en Egypte.

Furthermore, within the limits of the customs recognised in Egypt regarding religions other than the State religion, freedom of worship shall continue to be assured to all religious institutions of the United Kingdom on condition that there is no offence against public order or morals.

A list of the institutions referred to in this letter shall be drawn up as soon as possible in agreement between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

(Signed) Moustapha EL-NAHAS,
President of the Egyptian Delegation.

REPLY BY THE PRESIDENT OF THE DELEGATION OF THE UNITED KINGDOM
TO THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION.

MONTREUX, May 8th, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date. It is with pleasure that I note the assurances contained therein on the subject of the régime which will in future govern the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of the United Kingdom in Egypt.

I thank Your Excellency for these assurances which are received with much satisfaction. I do not doubt moreover that Egypt, which has always shown a benevolent interest in the work of these institutions and has given proof of the most liberal spirit of understanding towards them, will continue to facilitate the useful activities which they have always exercised to the mutual profit of our two countries.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

(Signed) Euan WALLACE,
President of the Delegation of the United Kingdom.

c) LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ESPAGNOLE.

‡ MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de déclarer que les institutions relevant de l'Espagne en Egypte feront l'objet, de la part du Gouvernement égyptien, du même traitement que celui qui est indiqué dans la lettre adressée au Président de la Délégation du Royaume-Uni en ce qui concerne les institutions similaires du Royaume-Uni et aux mêmes conditions.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Délégation égyptienne.

D'autre part, dans les limites des usages établis en Egypte pour les religions autres que la religion d'Etat, la libre pratique du culte continuera à être assurée à tous les établissements religieux relevant du Royaume-Uni, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Une liste des institutions visées dans la présente lettre sera établie, aussitôt que possible, d'un commun accord entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Délégation égyptienne.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI AU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date de ce jour. Il m'est agréable d'y trouver des assurances au sujet du régime dont bénéficieront désormais en Egypte les établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance qui relèvent du Royaume-Uni.

C'est avec satisfaction que j'en remercie Votre Excellence. Je ne doute d'ailleurs pas que l'Egypte, qui a toujours marqué un intérêt bienveillant à ces œuvres et fait preuve à leur égard du plus libéral esprit de compréhension, ne veuille continuer à leur faciliter l'activité si heureuse qu'elles n'ont cessé de déployer au profit mutuel de nos deux pays.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Euan WALLACE.
Président de la Délégation du Royaume-Uni.

(c) LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION
TO THE PRESIDENT OF THE SPANISH DELEGATION.

MONTREUX, May 8th, 1937.

SIR,

I have the honour to state that the institutions of Spain in Egypt will be accorded by the Egyptian Government the same treatment as is indicated in the letter addressed to the President of the Delegation of the United Kingdom with regard to similar institutions of the United Kingdom and subject to the same conditions.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Mustapha EL-NAHAS,
President of the Egyptian Delegation.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ESPAGNOLE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre suivante qu'elle a bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui :

« J'ai l'honneur de déclarer que les institutions relevant de l'Espagne en Egypte feront l'objet, de la part du Gouvernement égyptien, du même traitement que celui qui est indiqué dans la lettre adressée au Président de la Délégation du Royaume-Uni en ce qui concerne les institutions similaires du Royaume-Uni et aux mêmes conditions. »

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication dont je prends acte au nom de mon gouvernement, je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) A. FABRA RIBAS,
Président de la Délégation espagnole.

d) LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre Excellence ayant exprimé le désir de recevoir des précisions en ce qui concerne la situation en Egypte des établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant de la France, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement royal égyptien est disposé à reconnaître que les établissements précités existant à la date de la convention signée ce jour et mentionnés dans la liste ci-annexée, pourront, jusqu'à la conclusion d'un accord ultérieur et, éventuellement, durant la période transitoire, continuer à exercer librement leur activité, qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, en Egypte, aux conditions suivantes :

1° Ils seront justiciables des tribunaux mixtes et soumis aux lois et règlements égyptiens, y compris les lois fiscales, dans les mêmes conditions que les établissements similaires égyptiens, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public égyptien.

2° Ils garderont leur capacité légale et seront régis, au point de vue de leur organisation et de leur fonctionnement, par leurs actes constitutifs ou par leur statut propre ainsi que, pour ce qui concerne les établissements scolaires, par leurs programmes d'enseignement.

3° Ils pourront, sans préjudice des lois d'expropriation pour cause d'utilité publique, posséder les biens meubles et immeubles qui leur permettent de réaliser leurs fins, les gérer et en disposer en vue également de ces fins.

4° Ils pourront continuer à employer leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans les limites de leur organisation, soit des Egyptiens soit des étrangers établis ou non en Egypte, sans préjudice, dans tous les cas, des lois égyptiennes actuellement applicables et du droit général de contrôle du Gouvernement royal égyptien sur l'entrée des étrangers en Egypte.

REPLY BY THE PRESIDENT OF THE SPANISH DELEGATION
TO THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION.

MONTREUX, *May 8th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, as follows :

“ I have the honour to state that the institutions of Spain in Egypt will be accorded by the Egyptian Government the same treatment as is indicated in the letter addressed to the President of the Delegation of the United Kingdom with regard to similar institutions of the United Kingdom and subject to the same conditions. ”

I thank Your Excellency for this kind communication, of which I take note on behalf of my Government.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) R. FABRA RIBAS,
President of the Spanish Delegation.

(d) LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION
TO THE PRESIDENT OF THE FRENCH DELEGATION.

MONTREUX, *May 8th*, 1937.

SIR,

As Your Excellency has expressed a desire to receive detailed information concerning the situation of the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of France in Egypt, I have the honour to state that the Royal Egyptian Government is prepared to assure you that pending the conclusion of a subsequent agreement, or in any case until the end of the transition period, all the above-mentioned institutions actually existing in the country at the date of the Convention signed this day which are mentioned in the list annexed hereto may continue freely to carry on their activities in Egypt, whether educational, scientific, medical or charitable, subject to the following conditions :

(1) They shall be subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals and shall be subject to Egyptian laws and regulations, including fiscal laws, under the same conditions as similar Egyptian institutions, and also to all measures necessary for the preservation of public order in Egypt.

(2) They shall retain their legal status and shall, as regards their organisation and operation, be governed by their charters or other instruments under which they were created and also, in the case of educational institutions, by their own curricula.

(3) They may, without prejudice to the laws relating to expropriation for purposes of public utility, possess the movable and immovable property necessary to enable them to attain their objects, and may administer and dispose of their property for these purposes.

(4) They may continue to employ their existing staff and may also, each within the scope of its organisation, employ either Egyptians or foreigners, whether established in Egypt or elsewhere, without prejudice in all cases to the application of the Egyptian laws which are now applicable to them or to the Royal Egyptian Government's general right of control over the entry of foreigners into Egypt.

D'autre part, dans les limites des usages établis en Egypte pour les religions autres que la religion d'Etat, la libre pratique du culte continuera à être assurée aux établissements religieux relevant de la France à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Délégation égyptienne.

Annexe.

La liste à arrêter d'un commun accord entre le Gouvernement français et le Gouvernement égyptien comprendra notamment :

- 1^o Institut français d'archéologie orientale.
- 2^o Ecole française de droit du Caire.
- 3^o Etablissements de la Mission laïque française.
- 4^o Etablissements d'enseignement appartenant à des congrégations religieuses.
- 5^o Cours de l'Alliance française et autres organisations d'enseignement.
- 6^o Couvents et séminaires.
- 7^o Institutions paroissiales, épiscopales et patriarcales.
- 8^o Hôpitaux, asiles, dispensaires et crèches.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date de ce jour. Il m'est bien agréable d'y trouver des assurances au sujet du régime dont bénéficieront désormais en Egypte les établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance qui relèvent de la France.

C'est avec satisfaction que j'en remercie Votre Excellence. Je ne doute d'ailleurs pas que l'Egypte, qui a toujours marqué un intérêt bienveillant à ces œuvres et fait preuve, à leur égard, du plus libéral esprit de compréhension, ne veuille continuer à leur faciliter l'activité si heureuse qu'elles n'ont cessé de déployer au profit mutuel de nos deux pays.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) F. DE TESSAN,
Président de la Délégation française.

e) LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION HELLÉNIQUE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre Excellence ayant exprimé le désir de recevoir des précisions en ce qui concerne la situation en Egypte des établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant de la Grèce, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement royal égyptien est disposé à

Furthermore, within the limits of the customs recognised in Egypt regarding religions other than the State religion, freedom of worship shall continue to be assured to all religious institutions of France on condition that there is no offence against public order or morals.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Mustapha EL-NAHAS,
President of the Egyptian Delegation.

Annex.

The list to be drawn up in agreement between the French Government and the Egyptian Government will include in particular :

1. The French Institute of Oriental Archæology.
2. The French Law School at Cairo.
3. The institutions of the *Mission laïque française*.
4. Educational institutions belonging to religious communities.
5. The *Cours de l'Alliance française* and other educational organisations.
6. Convents and seminaries.
7. Parochial, episcopal and patriarchal institutions.
8. Hospitals, homes, dispensaries and crèches.

REPLY BY THE PRESIDENT OF THE FRENCH DELEGATION
TO THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION.

MONTREUX, *May 8th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date. It is with pleasure that I note the assurances contained therein on the subject of the régime which will in future govern the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of France in Egypt.

I thank Your Excellency for these assurances, which are received with much satisfaction. I do not doubt, moreover, that Egypt, which has always shown a benevolent interest in the work of these institutions and has given proof of the most liberal spirit of understanding towards them, will continue to facilitate the useful activities which they have always exercised to the mutual profit of our two countries.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) F. DE TESSAN,
President of the French Delegation.

(e) LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION
TO THE PRESIDENT OF THE GREEK DELEGATION.

MONTREUX, *May 8th*, 1937.

SIR,

As Your Excellency has expressed a desire to receive detailed information concerning the situation of the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of Greece in Egypt, I have the honour to state that the Royal Egyptian Government is prepared to

reconnaître que les établissements précités existant à la date de la convention signée ce jour et mentionnés dans la liste ci-annexée, pourront, jusqu'à la conclusion d'un accord ultérieur et, éventuellement, durant la période transitoire, continuer à exercer librement leur activité, qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, en Egypte, aux conditions suivantes :

1^o Ils seront justiciables des tribunaux mixtes et soumis aux lois et règlements égyptiens, y compris les lois fiscales, dans les mêmes conditions que les établissements similaires égyptiens, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public égyptien.

2^o Ils garderont leur capacité légale et seront régis, au point de vue de leur organisation et de leur fonctionnement, par leurs actes constitutifs ou par leur statut propre ainsi que, pour ce qui concerne les établissements scolaires, par leurs programmes d'enseignement.

3^o Ils pourront, sans préjudice des lois d'expropriation pour cause d'utilité publique, posséder les biens meubles et immeubles qui leur permettent de réaliser leurs fins, les gérer et en disposer en vue également de ces fins.

4^o Ils pourront continuer à employer leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans les limites de leur organisation, soit des Egyptiens soit des étrangers établis ou non en Egypte, sans préjudice, dans tous les cas, des lois égyptiennes actuellement applicables et du droit général de contrôle du Gouvernement égyptien sur l'entrée des étrangers en Egypte.

D'autre part, dans les limites des usages établis en Egypte pour les religions autres que la religion d'Etat, la libre pratique du culte continuera à être assurée aux établissements religieux relevant de la Grèce à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Délégation égyptienne.

Annexe.

Cette liste a un caractère provisoire et est destinée à être remplacée par une liste définitive établie d'un commun accord.

I. ASSOCIATIONS DE DROIT PRIVÉ DÉNOMMÉES « COMMUNAUTÉS HELLÉNIQUES ».

1^o *Alexandrie*. L'association possède et gère : *a*) onze écoles (primaires et secondaires, classiques et commerciales) soit de filles soit de garçons ; *b*) cinq églises ; *c*) un cimetière ; *d*) un asile de vieillards ; *e*) un hôpital ; *f*) une cuisine populaire.

2^o *Le Caire*. L'association du Caire possède et gère : *a*) une école complète de filles, une école primaire de garçons et une école primaire de filles ; *b*) deux églises ; *c*) un hôpital. — Il est à noter, en outre, que la colonie hellène de cette circonscription est intéressée de manière très importante à la Fondation « Abet » et participe à son administration.

3^o *Mansourah*. L'association possède et gère une école primaire et une école secondaire, une église et un cimetière.

4^o *Assouan*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

5^o *Benha*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

6^o *Beni Suef*. L'association possède et gère une église, un cimetière avec chapelle et une école élémentaire.

7^o *Assiout*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

8^o *Damanhour*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

assure you that pending the conclusion of a subsequent agreement, or in any case until the end of the transition period, all the above-mentioned institutions actually existing in the country at the date of the Convention signed this day which are mentioned in the list annexed hereto may continue freely to carry on their activities in Egypt, whether educational, scientific, medical or charitable, subject to the following conditions :

(1) They shall be subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals and shall be subject to Egyptian laws and regulations, including fiscal laws, under the same conditions as similar Egyptian institutions, and also to all measures necessary for the preservation of public order in Egypt.

(2) They shall retain their legal status and shall, as regards their organisation and operation, be governed by their charters or other instruments under which they were created and also, in the case of educational institutions, by their own curricula.

(3) They may, without prejudice to the laws relating to expropriation for purposes of public utility, possess the movable and immovable property necessary to enable them to attain their objects, and may administer and dispose of their property for these purposes.

(4) They may continue to employ their existing staff and may also, each within the scope of its organisation, employ either Egyptians or foreigners, whether established in Egypt or elsewhere, without prejudice in all cases to the application of the Egyptian laws which are now applicable to them or to the Egyptian Government's general right of control over the entry of foreigners into Egypt.

Furthermore, within the limits of the customs recognised in Egypt regarding religions other than the State religion, freedom of worship shall continue to be assured to all religious institutions of Greece on condition that there is no offence against public order or morals.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Mustapha EL-NAHAS,
President of the Egyptian Delegation.

Annex.

This is a provisional list, to be replaced by a final list drawn up in agreement.

I. ASSOCIATIONS UNDER PRIVATE LAW DESCRIBED AS "GREEK COMMUNITIES".

1. *Alexandria*. The Association owns and administers : (a) eleven schools (elementary and secondary, classical and commercial) for girls or for boys ; (b) five churches ; (c) one cemetery ; (d) one home for aged persons ; (e) one hospital ; (f) one people's kitchen.

2. *Cairo*. The Cairo Association owns and administers : (a) one complete girls' school, one boys' elementary school and one girls' elementary school ; (b) two churches ; (c) one hospital. It should be noted, further, that the Greek colony in this administrative division has a substantial interest in the " Abet " Foundation and participates in its administration.

3. *Mansûra*. The Association owns and administers one elementary school and one secondary school, one church and one cemetery.

4. *Aswân*. The Association owns and administers one church and one elementary school.

5. *Benha*. The Association owns and administers one church and one elementary school.

6. *Beni Suef*. The Association owns and administers one church, one cemetery with chapel and one elementary school.

7. *Aysût*. The Association owns and administers one church and one elementary school.

8. *Damanhûr*. The Association owns and administers one church and one elementary school.

9° *Zagazig*. L'association possède et gère une église, une école primaire, une école secondaire, un cimetière avec chapelle.

10° *Zifteh*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

11° *Zeitoun*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

12° *Héliopolis*. L'association possède et gère une école primaire.

13° *Ismailieh*. L'association possède et gère deux églises et une école primaire.

14° *Kafr el Zayat*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

15° *Kantara*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

16° *Minieh*. L'association de Minieh possède et gère une église, une école primaire, un cimetière avec chapelle.

17° *Minet el Gamh*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

18° *Marsa Matrouh*. L'association possède et gère une église, une chapelle et une école primaire.

19° *Mehallet el Kébir*. L'association possède et gère une église et une école primaire logée dans un immeuble, propriété du Gouvernement hellénique.

20° *Mit Ghamr*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

21° *Port-Saïd*. L'association possède et gère deux églises, une école primaire et une école supérieure à Port-Saïd et également une école primaire et une école supérieure à Port-Fouad.

22° *Shibin el Qom*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

23° *Ibrahimieh* (faubourg d'Alexandrie). L'association possède et gère une école primaire de garçons, une école primaire de filles et deux églises.

24° *Suez*. L'association possède et gère deux églises, une école primaire et une école supérieure à Suez ; elle possède et gère aussi à Port-Tewfik une école primaire, une école supérieure et une église.

25° *Tantah*. L'association possède et gère une église, un cimetière avec chapelle, une école primaire et une école secondaire.

26° *Facous*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

27° *Fayoum*. L'association possède et gère deux églises et une école primaire.

28° *Helouan*. L'association possède et gère une église et une école primaire.

29° *Kafr el Daouar*. L'association possède et gère une chapelle.

Nota. Plusieurs de ces associations possèdent un cimetière.

II. AUTRES ÉTABLISSEMENTS (FONDATEURS OU ASSOCIATIONS).

a) *Alexandrie*.

1° Association Eschyle-Arion, laquelle possède et gère une école primaire et un orphelinat de garçons (Kaniskérion) avec une église.

2° Fondation Bénachion, orphelinat de jeunes filles avec église.

3° Union de dames hellènes « Mana » qui possède et gère une crèche et un orphelinat mixte.

4° Club nautique hellénique.

5° Hôpital Cotsicas, propriété du Gouvernement hellénique, géré par la « Communauté hellénique d'Alexandrie ».

6° Ligue nationale des dames hellènes qui possède et gère l'asile « Zerbinion ».

7° Association de bienfaisance « Philoptochos ».

8° Association de bienfaisance « Eleimosini ».

9° Association « Les amis des vieillards ».

10° Association de jeunes filles « Melissa » (bienfaisance).

11° Association des anciens élèves des écoles de la Communauté hellénique d'Alexandrie.

9. *Zagazig*. The Association owns and administers one church, one elementary school, one secondary school, one cemetery with chapel.
10. *Zifta*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
11. *Zeitún*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
12. *Heliopolis*. The Association owns and administers one elementary school.
13. *Isma'iliya*. The Association owns and administers two churches and one elementary school.
14. *Kafr el Zayat*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
15. *Kantara*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
16. *Minya*. The Minya Association owns and administers one church, one elementary school, one cemetery with chapel.
17. *Minet el Gamh*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
18. *Marsa Matrúh*. The Association owns and administers one church, one chapel and one elementary school.
19. *Mehallet el Kébir*. The Association owns and administers one church and one elementary school housed in premises which are the property of the Greek Government.
20. *Mit Ghamr*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
21. *Port Said*. The Association owns and administers two churches, one elementary school and one high school at Port Said and also one elementary school and one high school at Port Fuad.
22. *Shabin el Qom*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
23. *Ibrahimia* (suburb of Alexandria). The Association owns and administers one boys' elementary school, one girls' elementary school and two churches.
24. *Suez*. The Association owns and administers two churches, one elementary school and one high school at Suez ; it also owns and administers at Port Tewfik one elementary school, one high school and one church.
25. *Tanta*. The Association owns and administers one church, one cemetery with chapel, one elementary school and one secondary school.
26. *Facus*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
27. *Fayyum*. The Association owns and administers two churches and one elementary school.
28. *Helwân*. The Association owns and administers one church and one elementary school.
29. *Kafr el Dawâr*. The Association owns and administers one chapel.

Note. — Several of these Associations own a cemetery.

II. OTHER INSTITUTIONS (FOUNDATIONS OR ASSOCIATIONS).

(a) *Alexandria*.

1. Æschylus Arion Association, which owns and administers an elementary school and a boys' orphanage (Kaniskerion) with a church.
2. Benachion Foundation, girls' orphanage with church.
3. " Mana " Greek Ladies Union which owns and administers a crèche and a mixed orphanage.
4. Greek Boating Club.
5. Cotsicas Hospital, the property of the Greek Government, administered by the Greek Community at Alexandria.
6. Greek Ladies National League, which owns and administers the " Zerbinion " Home.
7. " Philoptochos " Benevolent Association.
8. " Eleimosini " Benevolent Association.
9. " Friends of the Aged " Association.
10. " Melissa " Girls (Benevolent) Association.
11. Association of former pupils of the schools of the Greek Community at Alexandria.

b) *Le Caire.*

1^o Orphelinat pour garçons et filles sis à Héliopolis, fondation des époux G. Spétséropoulos, dénommé « Spétseropoulion ».

2^o Cuisine économique, fondation charitable.

3^o Association de bienfaisance « Philoptochos ».

4^o Union philanthropique des dames hellènes.

c) *Ibrahimiéh.*

1^o Fondation charitable (cuisine économique).

2^o Association de bienfaisance « Philoptochos ».

Des associations charitables dénommées « Philoptochos » (amis des pauvres) existent également dans les localités suivantes : Zagazig, Tantah, Kafr el Zayat, Mansourah, Port-Saïd, Ismailieh, Suez, Damanhour.

Enfin, dans les localités de : 1^o Deirut, 2^o Tahtah, 3^o Cherbin et 4^o Belkas, il existe quatre chapelles du rite orthodoxe grec, fondées et entretenues par les Hellènes qui y habitent.

* * *

En recevant de la délégation hellénique la liste ci-dessus, la délégation égyptienne a déclaré ne pouvoir y donner son assentiment avant d'en avoir fait l'examen détaillé auquel elle se réserve de procéder dès son retour en Egypte à l'effet de s'assurer :

a) Qu'il n'y est compris aucun établissement reconnu comme national égyptien ;

b) Que les établissements qui y sont énumérés rentrent dans les catégories convenues dans la lettre à laquelle la liste est annexée.

M. N.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION HELLÉNIQUE AU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date de ce jour. Il m'est bien agréable d'y trouver des assurances au sujet du régime dont bénéficieront désormais en Egypte les établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance qui relèvent de la Grèce.

C'est avec satisfaction que j'en remercie Votre Excellence. Je ne doute d'ailleurs pas que l'Egypte, qui a toujours marqué un intérêt bienveillant à ces œuvres et fait preuve, à leur égard, du plus libéral esprit de compréhension, ne veuille continuer à leur faciliter l'activité si heureuse qu'elles n'ont cessé de déployer au profit mutuel de nos deux pays.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) N. POLITIS,
Président de la Délégation hellénique.

(b) *Cairo*.

1. Orphanage for boys and girls at Heliopolis, the foundation of M. and Mme G. Spétséropoulos, known as " Spétséropoulion ".
2. Economic kitchen, charitable foundation.
3. " Philoptochos " Benevolent Association.
4. Greek Ladies' Philanthropic Union.

(c) *Ibrahimiâh*.

1. Charitable foundation (Economic kitchen).
2. " Philoptochos " Benevolent Association.

Charitable associations known as " Philoptochos " (Friends of the Poor) also exist in the following places : Zagazig, Tanta, Kafr el Zayat, Mansûra, Port Said, Isma'îliya, Suez, Damanhûr.

Lastly, in (1) Deirût, (2) Tahta, (3) Cherbin, and (4) Belkas, there are four chapels of the Greek Orthodox religion, founded and supported by the Greeks living there.

* * *

On receiving the above list from the Greek Delegation, the Egyptian Delegation stated that it could not signify its assent before having made a detailed examination of the list, which it reserved the right to do immediately on its return to Egypt, in order to ascertain :

(a) That the list does not include any institution recognised as an Egyptian national institution ;

(b) That the institutions enumerated come within the categories agreed on in the letter to which the list is annexed.

M. N.

REPLY BY THE PRESIDENT OF THE GREEK DELEGATION TO THE
PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION.

MONTREUX, May 8th, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date. It is with pleasure that I note the assurances contained therein on the subject of the régime which will in future govern the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of Greece in Egypt.

I thank Your Excellency for these assurances which are received with much satisfaction. I do not doubt, moreover, that Egypt, which has always shown a benevolent interest in the work of these institutions and has given proof of the most liberal spirit of understanding towards them, will continue to facilitate the useful activities which they have always exercised to the mutual profit of our two countries.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) N. POLITIS,
President of the Greek Delegation.

f) LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE AU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE.

MONTREUX, le 8 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre Excellence ayant exprimé le désir de recevoir des précisions en ce qui concerne la situation en Egypte des établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant de l'Italie, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement royal égyptien est disposé à reconnaître que les établissements précités existant à la date de la convention signée ce jour et mentionnés dans la liste ci-annexée, pourront, jusqu'à la conclusion d'un accord ultérieur et, éventuellement, durant la période transitoire, continuer à exercer librement leur activité, qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, en Egypte, aux conditions suivantes :

1^o Ils seront justiciables des tribunaux mixtes et soumis aux lois et règlements égyptiens, y compris les lois fiscales, dans les mêmes conditions que les établissements similaires égyptiens ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public égyptien.

2^o Ils garderont leur capacité légale et seront régis, au point de vue de leur organisation et de leur fonctionnement, par leurs actes constitutifs ou par leur statut propre ainsi que, pour ce qui concerne les établissements scolaires, par leurs programmes d'enseignement.

3^o Ils pourront, sans préjudice des lois d'expropriation pour cause d'utilité publique, posséder les biens meubles et immeubles qui leur permettent de réaliser leurs fins, les gérer et en disposer en vue également de ces fins.

4^o Ils pourront continuer à employer leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans les limites de leur organisation, soit des Egyptiens soit des étrangers établis ou non en Egypte, sans préjudice, dans tous les cas, des lois égyptiennes actuellement applicables et du droit général de contrôle du Gouvernement égyptien sur l'entrée des étrangers en Egypte.

D'autre part, dans les limites des usages établis en Egypte pour les religions autres que la religion d'Etat, la libre pratique du culte continuera à être assurée aux établissements religieux relevant de l'Italie à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Délégation égyptienne.

Liste provisoire.

La liste définitive à arrêter d'un commun accord entre le Gouvernement italien et le Gouvernement égyptien comprendra notamment :

- 1^o Les « Regie Scuole Italiane » ;
- 2^o Les « Scuole dell'Associazione Nazionale Italica Gens » avec les immeubles destinés aux religieux qui les gèrent ;
- 3^o Les hôpitaux, asiles et crèches ;
- 4^o Les œuvres dépendantes du Fascio destinées à l'assistance pécuniaire ou spirituelle en tant qu'elles s'occupent d'assistance à l'exclusion d'autres activités.
- 5^o Les institutions épiscopales et paroissiales, couvents et séminaires.

(f) LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION TO THE
PRESIDENT OF THE ITALIAN DELEGATION.

MONTREUX, May 8th, 1937.

SIR,

As Your Excellency has expressed a desire to receive detailed information concerning the situation of the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of Italy in Egypt, I have the honour to state that the Royal Egyptian Government is prepared to assure you that, pending the conclusion of a subsequent agreement, or in any case until the end of the transition period, all the above-mentioned institutions actually existing in the country at the date of the Convention signed this day which are mentioned in the list annexed hereto may continue freely to carry on their activities in Egypt, whether educational, scientific, medical or charitable, subject to the following conditions :

(1) They shall be subject to the jurisdiction of the Mixed Tribunals and shall be subject to Egyptian laws and regulations, including fiscal laws, under the same conditions as similar Egyptian institutions, and also to all measures necessary for the preservation of public order in Egypt.

(2) They shall retain their legal status and shall, as regards their organisation and operation, be governed by their charters or other instruments under which they were created and also, in the case of educational institutions, by their own curricula.

(3) They may, without prejudice to the laws relating to expropriation for purposes of public utility, possess the movable and immovable property necessary to enable them to attain their objects, and may administer and dispose of their property for these purposes.

(4) They may continue to employ their existing staff and may also, each within the scope of its organisation, employ either Egyptians or foreigners, whether established in Egypt or elsewhere, without prejudice in all cases to the application of the Egyptian laws which are now applicable to them or to the Egyptian Government's general right of control over the entry of foreigners into Egypt.

Furthermore, within the limits of the customs recognised in Egypt regarding religions other than the State religion, freedom of worship shall continue to be assured to all religious institutions of Italy on condition that there is no offence against public order or morals.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Mustapha EL-NAHAS,
President of the Egyptian Delegation.

Provisional List.

The final list, to be drawn up in agreement between the Italian Government and the Egyptian Government, will include in particular :

1. The " Regie Scuole Italiane " ;
2. The " Scuole dell'Associazione Nazionale Italica Gens ", with the premises for the use of the religious bodies which administer them ;
3. Hospitals, homes and crèches ;
4. Fascio organisations for financial or spiritual assistance in so far as they are engaged in work of assistance to the exclusion of other activities ;
5. Episcopal and parochial institutions, convents and seminaries.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE AU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MONTREUX, le 8 mai 1937.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date de ce jour. Il m'est bien agréable d'y trouver des assurances au sujet du régime dont bénéficieront désormais en Egypte les établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance qui relèvent de l'Italie.

C'est avec satisfaction que j'en remercie Votre Excellence, Je ne doute d'ailleurs pas que l'Egypte, qui a toujours marqué un intérêt bienveillant à ces œuvres et fait preuve, à leur égard, du plus libéral esprit de compréhension, ne veuille continuer à leur faciliter l'activité si heureuse qu'elles n'ont cessé de déployer au profit mutuel de nos deux pays.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. ALDROVANDI,
Président de la Délégation italienne.

Communiquées par les ministres des Affaires étrangères d'Egypte et des Pays-Bas.

g) LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE AU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MONTREUX, le 8 mai 1937.

J'ai l'honneur de déclarer que les institutions relevant des Pays-Bas en Egypte feront l'objet, de la part du Gouvernement égyptien, du même traitement que celui qui est indiqué dans la lettre adressée au Président de la Délégation du Royaume-Uni en ce qui concerne les institutions similaires du Royaume-Uni et aux mêmes conditions.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Délégation égyptienne.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE AU PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ÉGYPTIENNE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MONTREUX, le 8 mai 1937.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre suivante qu'elle a bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui :

« J'ai l'honneur de déclarer que les institutions relevant des Pays-Bas en Egypte feront l'objet, de la part du Gouvernement égyptien, du même traitement que celui qui est indiqué dans la lettre adressée au Président de la Délégation du Royaume-Uni en ce qui concerne les institutions similaires du Royaume-Uni et aux mêmes conditions. »

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication dont je prends acte au nom de mon gouvernement, je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) W. C. BEUCKER ANDRAE,
Président de la Délégation néerlandaise.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

REPLY BY THE PRESIDENT OF THE ITALIAN DELEGATION TO THE
PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION.

SIR,

MONTREUX, May 8th, 1937.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date. It is with pleasure that I note the assurances contained therein on the subject of the régime which will in future govern the educational, medical and charitable institutions (associations or foundations) of Italy in Egypt.

I thank Your Excellency for these assurances, which are received with much satisfaction. I do not doubt, moreover, that Egypt, which has always shown a benevolent interest in the work of these institutions and has given proof of the most liberal spirit of understanding towards them, will continue to facilitate the useful activities which they have always exercised to the mutual profit of our two countries.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) L. ALDROVANDI,
President of the Italian Delegation.

Communicated by the Egyptian and Netherlands Ministers for Foreign Affairs.

(g) LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION TO THE
PRESIDENT OF THE NETHERLANDS DELEGATION.

SIR,

MONTREUX, May 8th, 1937.

I have the honour to state that the institutions of the Netherlands in Egypt will be accorded by the Egyptian Government the same treatment as is indicated in the letter addressed to the President of the Delegation of the United Kingdom with regard to similar institutions of the United Kingdom and subject to the same conditions.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Mustapha EL-NAHAS,
President of the Egyptian Delegation.

REPLY BY THE PRESIDENT OF THE NETHERLANDS DELEGATION TO THE
PRESIDENT OF THE EGYPTIAN DELEGATION.

SIR,

MONTREUX, May 8th, 1937.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, as follows :

" I have the honour to state that the institutions of the Netherlands in Egypt will be accorded by the Egyptian Government the same treatment as is indicated in the letter addressed to the President of the Delegation of the United Kingdom with regard to similar institutions of the United Kingdom and subject to the same conditions. "

I thank Your Excellency for this kind communication, of which I take note on behalf of my Government.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) W. C. BEUCKER ANDREAE,
President of the Netherlands Delegation.

B. LETTERS

CONCERNING THE PARTICIPATION OF CANADA IN THE CONFERENCE.

Communicated by the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

(a) LETTER FROM THE HIGH COMMISSIONER FOR CANADA IN LONDON
TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE.

LONDON, *April 14th, 1937.*

SIR,

I have the honour on behalf of the Government of Canada to inform Your Excellency as President of the Capitulations Conference that in view of lack of any interest special to Canada, the Government of Canada have not considered Canadian representation in the present Conference to be necessary, and will accept the provisions of any Convention drawn up at Montreux which is signed and ratified in respect of other members of the British Commonwealth of Nations.

This acceptance by the Government of Canada is naturally on the understanding that Canada can claim under the Convention the same rights as those States in whose respect it has been signed and ratified.

I request Your Excellency that copies of this note be communicated to all the delegations at the Conference and recorded in the archives of the Conference.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

(Signed) Vincent MASSEY.

(b) REPLY BY THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE TO THE
HIGH COMMISSIONER FOR CANADA IN LONDON.

MONTREUX, *April 19th, 1937.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of April 14th, in which on behalf of the Government of Canada you were good enough to inform me, as President of the Capitulations Conference, of the reasons for the Government of Canada not being represented at the present Conference.

In compliance with the wish expressed in the last paragraph of your letter, I have circulated copies of your communication to all the delegations and have given instructions that it shall be recorded in the archives of the Conference.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

(Signed) Moustapha EL-NAHAS,
President of the Conference.

B. LETTRES

CONCERNANT LA PARTICIPATION DU CANADA A LA CONFÉRENCE.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères d'Egypte.

a) LETTRE DU HAUT COMMISSAIRE DU CANADA A LONDRES AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE.

LONDRES, le 14 avril 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement canadien, d'informer Votre Excellence en tant que Président de la Conférence des Capitulations, que, les intérêts du Canada n'étant pas particulièrement engagés, le Gouvernement canadien n'a pas estimé nécessaire que le Canada fût représenté à la présente conférence et qu'il acceptera les dispositions de toute convention élaborée à Montreux, qui sera signée et ratifiée en ce qui concerne les autres membres de la Communauté britannique de nations.

Cette acceptation du Gouvernement canadien présuppose naturellement que le Canada pourra invoquer, en vertu de la convention, les mêmes droits que les Etats pour lesquels elle aura été signée et ratifiée.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de faire tenir des exemplaires de la présente note à toutes les délégations participant à la conférence et de la faire enregistrer dans les archives de la conférence.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Vincent MASSEY.

b) RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE AU HAUT COMMISSAIRE DU CANADA A LONDRES.

MONTREUX, le 19 avril 1937.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 14 avril, par laquelle, au nom du Gouvernement canadien, vous voulez bien m'informer, en tant que Président de la Conférence des Capitulations, des raisons pour lesquelles le Gouvernement canadien n'est pas représenté à la présente conférence.

Conformément au désir exprimé dans le dernier paragraphe de votre lettre, j'ai fait tenir des exemplaires de votre communication à toutes les délégations et donné des instructions pour qu'elle soit enregistrée dans les archives de la conférence.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS,
Président de la Conférence.

N° 4203.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET ITALIE**

Convention de paiements. Signée à
Rome, le 30 juin 1937.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND ITALY**

Convention regarding Payments.
Signed at Rome, June 30th, 1937.

N° 4203. — CONVENTION DE PAIEMENTS ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'ITALIE. SIGNÉE A ROME, LE 30 JUIN 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 octobre 1937.

LE GOUVERNEMENT BELGE d'une part, agissant tant en son nom qu'au nom du GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS, en vertu d'accords existants, et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, d'autre part, désireux de faciliter le règlement des paiements afférents aux échanges commerciaux entre leurs pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le paiement des sommes dues pour achats de marchandises italiennes importées dans le territoire douanier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise s'effectuera en belgas à la Banque nationale de Belgique, pour être porté au crédit de comptes ouverts à l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio » à charge pour celui-ci de payer les créanciers en Italie.

Article 2.

Les belgas, versés à dater du 1^{er} juillet 1937 à la Banque nationale de Belgique en paiement de marchandises italiennes importées dans l'Union, seront portés à concurrence de 15 p. c. au crédit d'un compte dénommé « créances anciennes » pour être utilisés en règlement des importations belgo-luxembourgeoises en Italie antérieures au 1^{er} septembre 1936, et à concurrence de 85 p. c. au crédit d'un compte dénommé « créances nouvelles » pour être utilisés pour le règlement des importations belgo-luxembourgeoises en Italie effectuées à partir du 1^{er} septembre 1936 dans les limites des contingents autorisés.

L'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio » utilisera les belgas versés au crédit du compte « créances anciennes » et ceux versés au crédit du compte « créances nouvelles » exclusivement à la vente de change aux débiteurs en Italie pour le règlement, conformément aux dispositions de la présente convention, de leurs dettes commerciales afférentes à des importations belgo-luxembourgeoises en Italie effectuées respectivement avant et à partir du 1^{er} septembre 1936.

Article 3.

Le paiement en belgas des factures relatives à des ventes de marchandises italiennes dans l'Union libellées en liras se fera sur la base du cours officiel de la Bourse de Rome communiqué chaque jour par l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio » à la Banque nationale de Belgique et affiché à cet effet à la Bourse de Bruxelles.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4203. — CONVENTION REGARDING PAYMENTS BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND ITALY. SIGNED AT ROME, JUNE 30TH, 1937.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 15th, 1937.

THE BELGIAN GOVERNMENT of the one part, acting both on its own behalf and on behalf of THE GOVERNMENT OF LUXEMBURG in virtue of existing agreements, and THE ITALIAN GOVERNMENT of the other part, desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between their countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Payments in respect of sums due for purchases of Italian goods imported into the Customs territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be made in belgas to the Banque Nationale de Belgique for credit of accounts to be opened at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero for the purpose of payments by the latter to the creditors in Italy.

Article 2.

The belgas paid in on and after July 1st, 1937, to the Banque Nationale de Belgique in respect of Italian goods imported into the Economic Union shall be credited, as to 15 per cent, to an account to be known as the Old Claims Account, which shall be used for payments for goods exported from Belgium and Luxemburg to Italy prior to September 1st, 1936, and, as to 85 per cent, to an account to be known as the New Claims Account, which shall be used for payments for goods exported from Belgium and Luxemburg to Italy after September 1st, 1936, within the limits of the approved quotas.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall use the belgas credited to the Old and New Claims Accounts respectively for the sole purpose of the sale of foreign exchange to debtors in Italy for payments under the provisions of the present Convention of their debts for goods imported from Belgium and Luxemburg into Italy prior to or after September 1st, 1936, respectively.

Article 3.

Payment in belgas for sales of Italian goods to the Economic Union expressed in lire shall be made at the official rate of the Rome Stock Exchange, as notified daily by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero to the Banque Nationale de Belgique and posted for that purpose on the Brussels Stock Exchange.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Si le cours est communiqué avant une heure de l'après-midi (heure belge), il servira pour la conversion du lendemain, si non du surlendemain.

Le paiement en belgas des factures relatives à des ventes de marchandises italiennes dans l'Union, libellées en une devise autre que le belga et la lire, se fera sur la base du cours coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse de Bruxelles précédant le jour du versement.

Article 4.

Les versements en liras des débiteurs en Italie en règlement d'importations belgo-luxembourgeoises antérieures au 1^{er} septembre 1936, seront effectués, lorsque la dette est stipulée en une devise autre que la lire italienne, sur la base du cours officiel en vigueur pour la devise en cause à la Bourse de Rome le jour du dépôt.

Les transferts des dépôts en liras relatifs aux importations belgo-luxembourgeoises préindiquées s'effectueront exclusivement en belgas, d'après l'ordre chronologique des échéances de facture, dans la limite des disponibilités du compte « créances anciennes » visé à l'article 2 et sur la base du change en vigueur pour le belga à la Bourse de Rome le jour du transfert.

Il est entendu que le créancier dans l'Union a le droit de recevoir en belgas de son débiteur en Italie le montant de sa créance sur la base du cours officiel en vigueur pour la devise en laquelle est libellé le contrat à la Bourse de Rome le jour du transfert : toute différence de change entre le jour du dépôt et celui du transfert étant à charge ou en faveur du débiteur en Italie.

Article 5.

Les montants en liras, versés à dater du 1^{er} juillet 1937 par les débiteurs en Italie en règlement d'importations belgo-luxembourgeoises effectuées à partir du 1^{er} septembre 1936, seront convertis en belgas et portés au crédit d'un compte ouvert près l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio » à la Banque nationale de Belgique.

Lorsque la somme due par le débiteur en Italie sera libellée en liras, elle sera convertie en belgas au cours officiel du belga en vigueur à la Bourse de Rome le jour précédant le versement.

Lorsque la somme due sera libellée en une devise autre que le belga et la lire, elle sera convertie en belgas en prenant pour base le cours officiel de la devise en cause et du belga à la Bourse de Rome le jour précédant le versement.

L'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio » transmettra chaque jour à la Banque nationale de Belgique les avis de crédit relatifs aux versements effectués par les débiteurs en Italie. Ces avis de crédit tiendront lieu d'ordres de paiement et seront exécutés par la Banque nationale de Belgique dans la limite des disponibilités du compte « créances nouvelles » de l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio » auprès de la Banque nationale de Belgique.

Article 6.

Si le mouvement des échanges commerciaux entre l'Union et l'Italie fait apparaître à la date du 31 décembre 1937, et, au cas où la présente convention viendrait à être prorogée, successivement en fin de semestre, un solde actif en faveur de l'Italie, sa contre-valeur en belgas sera affectée par l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio », d'accord avec l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, au remboursement des créances belgo-luxembourgeoises afférentes à des importations en Italie effectuées antérieurement au 1^{er} septembre 1936.

Le solde résultant au 31 décembre 1937 des échanges entre l'Italie et l'Union, sera déterminé endéans les soixante jours qui suivront cette date ; il en sera de même pour chaque semestre successif au cas où la présente convention viendrait à être prorogée.

Where the rate is notified before 1 p. m. (Belgian time), it shall apply to conversions on the following day : where it is notified after 1 p. m. (Belgian time), it shall apply to conversions on the next day but one.

Payment in belgas for sales of Italian goods to the Economic Union expressed in currencies other than the belga or lira shall be made at the rate quoted for the currency in question on the Brussels Stock Exchange on the day preceding the date of payment.

Article 4.

Payments in lire by debtors in Italy for goods imported from Belgium and Luxemburg to Italy prior to September 1st, 1936, shall, when the debt is expressed in currencies other than the lira, be made at the official rate quoted for the currency in question on the Rome Stock Exchange on the date of payment by the debtor.

Transfers of lira payments for the aforesaid imports from Belgium and Luxemburg into Italy shall be made in belgas only, in the chronological order of the dates of payment due, as and when the necessary funds are available in the Old Claims Account to which Article 2 relates, at the rate quoted for the belga on the Rome Stock Exchange on the date of transfer.

It is understood that creditors in the Economic Union shall be entitled to receive the amount of their claims from the debtors in Italy in belgas at the official rate quoted for the currency in which the contract is made out on the Rome Stock Exchange on the date of transfer, any exchange differences as between the date of payment and the date of transfer being debited or credited, as the case may be, to the debtor in Italy.

Article 5.

Sums in lire paid on or after July 1st, 1937, by debtors in Italy for goods imported from Belgium and Luxemburg on or after September 1st, 1936, shall be converted into belgas and credited to an account to be opened at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esero in the name of the Banque Nationale de Belgique.

Where the sum due by the debtor in Italy is made out in lire, it shall be converted into belgas at the official rate quoted for the belga on the Rome Stock Exchange on the day preceding the date of payment.

Where the sum due is made out in currencies other than the belga or lira, it shall be converted into belgas at the official rate quoted for the currency in question and the belga respectively on the Rome Stock Exchange on the day preceding the date of payment.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esero shall advise the Banque Nationale de Belgique daily of the sums credited for payments received from debtors in Italy. The credit advice notes shall take the place of orders to pay, and payment shall be made thereon by the Banque Nationale de Belgique as and when funds are available for the purpose in the New Claims Account of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esero at the Banque Nationale de Belgique.

Article 6.

Should trade between the Economic Union and Italy be such as to show as at December 31st, 1937, or, in the event of the present Agreement being renewed, as at the end of each half-year following, an active balance in favour of Italy, the equivalent of the same in belgas shall be used by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esero, in concert with the clearing authority of the Economic Union (*Office de compensation belgo-luxembourgeois*) for the redemption of Belgian and Luxemburg claims in respect of goods imported into Italy prior to September 1st, 1936.

The balance resulting on December 31st, 1937, from trade between Italy and the Economic Union shall be determined within sixty days after that date, and similarly within sixty days after the end of each half-year following in the event of the present Convention being renewed.

Pour l'établissement du solde, il sera tenu compte :

Des disponibilités effectives du compte « créances nouvelles » prévu à l'article 2 de la présente convention ;

Des sommes restant dues par les importateurs de chacune des Parties contractantes pour marchandises importées dans le territoire de l'autre Partie pendant la période considérée.

Le montant disponible du compte « créances nouvelles » — dans les limites du solde établi d'après les modalités précédentes — sera utilisé comme prévu ci-dessus ; les sommes restant dues seront utilisées au fur et à mesure que s'effectueront les versements y relatifs.

Article 7.

Dans le but de permettre au Gouvernement belge de garantir la bonne fin des promesses souscrites par des exportateurs belges pour mobiliser leurs créances sur l'Italie, l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio », sur demande conjointe de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois et du bénéficiaire, autorisera l'inscription de la créance au nom de la Banque nationale de Belgique.

Article 8.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront aux créances commerciales se référant à des échanges de marchandises d'origine et de provenance italienne, belge ou luxembourgeoise entre l'Italie d'une part et l'Union économique belgo-luxembourgeoise d'autre part.

Toutefois, en ce qui concerne les échanges italo-belgo-luxembourgeois effectués antérieurement au 16 octobre 1936, les dispositions qui précèdent s'étendront au paiement des marchandises importées d'Italie, des possessions et colonies italiennes dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge et les territoires sous mandat belge, et réciproquement.

Article 9.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du système de règlement des créances tel que prévu par les dispositions précédentes.

Article 10.

Les difficultés qui pourraient surgir à l'occasion de l'application des dispositions précédentes seront réglées de commun accord entre l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio » et l'Office de compensation belgo-luxembourgeois.

Article 11.

La présente convention prendra effet à la date du 1^{er} juillet 1937 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937 ; si elle n'est pas dénoncée deux mois avant son échéance, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction pour une période de six mois, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes aura signifié son désir d'y mettre fin dans le délai précité.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 juin 1937.

Pour la Belgique :

(S.) DU CHASTEL.

Pour l'Italie :

(S.) CIANO.

The calculation of the balance shall be based on the following elements, namely :

(1) Cash holdings of the New Claims Account for which Article 2 of the present Convention provides ;

(2) Sums outstanding from importers of either Contracting Party for goods imported into the territory of the other Contracting Party in the course of the period to which the calculation relates.

That part of the balance so calculated which consists of sums in hand in the New Claims Account shall be used in the manner above provided, sums still outstanding being used for the same purpose as and when they are received.

Article 7.

In order to enable the Belgian Government to guarantee the fulfilment of undertakings assumed by Belgian exporters as a means of realising their claims on Italy, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall, if so requested by the clearing authority of the Economic Union and the prospective beneficiary jointly, allow the registration of the claim in the name of the Banque Nationale de Belgique.

Article 8.

The above provisions shall apply to claims in respect of goods of Italian, Belgian or Luxemburg origin or provenance imported or exported by Italy or the Economic Union to one another.

Nevertheless, in the case of Italian, Belgian or Luxemburg goods imported or exported prior to October 16th, 1936, the above provisions shall extend to payments for goods imported from Italy or the Italian possessions or colonies to the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg or the Belgian Congo or mandated Belgian territories, and *vice versa*.

Article 9.

Each of the two Governments shall take the necessary steps, in so far as it is concerned, with a view to the regular operation of the system of payments in settlement of claims for which provision is made above.

Article 10.

Any difficulties arising in connection with the application of the above provisions shall be settled by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the clearing authority of the Economic Union by common accord.

Article 11.

The present Convention shall come into force on July 1st, 1937, and shall remain in force until December 31st, 1937. If not denounced two months before its expiry, it shall be renewed by tacit assent for six months and thereafter for successive periods of six months until such time as one or other of the two contracting Powers signifies its desire for the termination of the same on the expiry of such a period.

Done at Rome, in duplicate, this 30th day of June, 1937.

For Belgium :

(Signed) DU CHASTEL.

For Italy :

(Signed) CIANO.

N° 4204.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Echange de notes comportant un
accord commercial, Moscou, le
4 août 1937, et notes y annexées,
Moscou, les 2 et 5 août et
4 août 1937.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement, Moscow,
August 4th, 1937, and Notes
annexed thereto, Moscow, August
2nd and 5th, and August 4th, 1937.

No. 4204. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. MOSCOW, AUGUST 4TH, 1937.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place October 20th, 1937.

I.

Moscow, August 4th, 1937.

EXCELLENCY,

With reference to recent conversations which have taken place in regard to commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honor to confirm and to make of record by this note the following Agreement which has been reached between the Governments of our respective countries :

One. The United States of America will grant to the Union of Soviet Socialist Republics unconditional and unrestricted most-favored-nation treatment in all matters concerning Customs duties and charges of every kind and in the method of levying duties and, further, in all matters concerning the rules, formalities and charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in the Union of Soviet Socialist Republics shall in no case be subject, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products having their origin in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of the United States of America and consigned to the territory of the Union of Soviet Socialist Republics shall in no case be subject with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products when consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

Any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America in regard to the above-mentioned matters, to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of the Union of Soviet Socialist Republics.

¹ Came into force August 6th, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4204. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. MOSCOU, LE 4 AOÛT 1937.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 octobre 1937.

I.

MOSCOU, le 4 août 1937.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Me référant aux conversations récentes qui ont eu lieu au sujet du commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, j'ai l'honneur de confirmer et d'enregistrer, par la présente note, l'accord ci-après auquel sont parvenus les gouvernements de nos pays respectifs :

1. Les Etats-Unis d'Amérique accorderont à l'Union des Républiques soviétiques socialistes le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et taxes de toute sorte ainsi que le mode de perception des droits, de même pour tout ce qui concerne les règles, formalités et taxes relatives au dédouanement des marchandises et, enfin, à l'égard de tous les lois ou règlements régissant la vente ou l'usage des marchandises importées dans le pays.

En conséquence, les produits naturels ou manufacturés originaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne pourront en aucun cas, sous les rapports susvisés, être assujettis à des droits, taxes ou redevances autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels les produits similaires originaires d'un tiers pays quelconque sont ou pourront par la suite être assujettis.

De même, les produits naturels ou manufacturés exportés du territoire des Etats-Unis d'Amérique à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne pourront en aucun cas, à l'exportation et sous les rapports susvisés, être assujettis à des droits, taxes ou redevances autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels les produits similaires expédiés à destination du territoire d'un tiers pays quelconque sont ou pourront par la suite être assujettis.

Tout avantage, faveur, privilège ou immunité accordé ou pouvant être accordé par la suite par les Etats-Unis d'Amérique, sous les rapports susvisés, pour un produit naturel ou manufacturé originaire d'un pays tiers ou destiné au territoire d'un pays tiers, sera immédiatement et sans compensation accordé au produit similaire originaire du territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ou expédié à destination de ce territoire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 6 août 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

It is understood that so long as and in so far as existing law of the United States of America may otherwise require, the foregoing provisions, in so far as they would otherwise relate to duties, taxes or charges on coal, coke manufactured therefrom, or coal or coke briquettes, shall not apply to such products imported into the United States of America. If the law of the United States of America shall not permit the complete operation of the foregoing provisions with respect to the above-mentioned products, the Union of Soviet Socialist Republics reserves the right within fifteen days after January 1st, 1938, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

It is understood, furthermore, that the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as the Government of the United States of America may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional cases, all other military supplies. It is understood that any action which may be taken by the President of the United States of America under the authority of Section 2 (b) of the Neutrality Act of 1937 in regard to the passage of title to goods shall not be considered as contravening any of the provisions of this Agreement relating to the exportation of natural or manufactured products from the territory of the United States of America.

Subject to the requirement that no arbitrary discrimination shall be effected by the United States of America against importations from the Union of Soviet Socialist Republics and in favor of those from any third country, the foregoing provisions shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds, (2) designed to protect human, animal, or plant life, (3) relating to prison-made goods, or (4) relating to the enforcement of police or revenue laws.

Two. On its part the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will take steps to increase substantially the amount of purchases in the United States of America for export to the Union of Soviet Socialist Republics of articles the growth, produce, or manufacture of the United States of America.

Three. This Agreement shall come into force on the day of proclamation thereof by the President of the United States of America and of approval thereof by the Soviet of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics, which proclamation and approval shall take place on the same day. It shall continue in effect for twelve months. Both Parties agree that not less than thirty days prior to the expiration of the aforesaid period of twelve months they shall start negotiations regarding the extension of the period during which the present Agreement shall continue in force.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Joseph E. DAVIES,
*Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of the United States of America.*

His Excellency
Maxim Litvinoff,
People's Commissar for Foreign Affairs,
Moscow.

Il est entendu qu'aussi longtemps que la législation des Etats-Unis d'Amérique imposera l'application d'autres règles, et dans la mesure prévue par ces règles, les dispositions qui précèdent, pour autant qu'elles seraient, en l'absence de ces règles, applicables aux droits, taxes ou redevances frappant : le charbon, le coke fabriqué avec ce charbon ou les briquettes de charbon ou de coke, ne s'appliqueront pas à ces produits importés aux Etats-Unis d'Amérique. Si la législation des Etats-Unis d'Amérique ne permet pas l'application intégrale des dispositions ci-dessus aux produits susvisés, l'Union des Républiques soviétiques socialistes se réserve le droit, dans un délai de quinze jours à partir du 1^{er} janvier 1938, de mettre fin au présent accord en sa totalité moyennant préavis écrit de trente jours.

De plus, il est entendu que les avantages que s'accordent actuellement ou que pourraient s'accorder par la suite les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du canal de Panama, les uns aux autres, ou qu'ils accordent ou pourraient accorder par la suite à la République de Cuba, seront exceptés de l'application du présent accord.

Rien dans le présent accord ne pourra être interprété comme interdisant l'adoption de mesures prohibant ou restreignant l'exportation ou l'importation de l'or ou de l'argent ou comme empêchant l'adoption des mesures que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourrait juger opportun de prendre pour contrôler l'exportation ou la vente pour l'exportation des armes, munitions et matériel de guerre et, dans les cas exceptionnels, de toutes autres fournitures militaires. Il est entendu que toutes mesures susceptibles d'être prises par le Président des Etats-Unis d'Amérique en vertu de l'article 2 b) de la loi de neutralité de 1937, au sujet du transfert de la propriété des marchandises, ne seront pas considérées comme contrevenant à aucune des dispositions du présent accord concernant l'exportation des produits naturels ou manufacturés du territoire des Etats-Unis d'Amérique.

Sous réserve que les Etats-Unis d'Amérique ne feront aucune discrimination arbitraire au détriment des importations provenant de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et en faveur de celles d'un pays tiers quelconque, les dispositions ci-dessus ne seront pas applicables aux prohibitions et restrictions 1^o imposées pour des raisons d'ordre moral ou humanitaire, 2^o ayant pour but de protéger la vie humaine, animale ou végétale, 3^o concernant les marchandises fabriquées dans les prisons, ou 4^o ayant trait à l'application des lois de police ou des lois fiscales.

2. De son côté, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes prendra des mesures en vue d'augmenter sensiblement le montant des achats aux Etats-Unis d'Amérique aux fins d'exportation dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes d'articles cultivés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique.

3. Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa promulgation par le Président des Etats-Unis d'Amérique et de son approbation par le Soviet des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, lesdites promulgation et approbation devant avoir lieu le même jour. Il restera en vigueur pendant douze mois. Les deux Parties conviennent que, trente jours au moins avant l'expiration de ladite période de douze mois, elles entameront des négociations en vue de proroger la durée de validité du présent accord.

Veuillez agréer, etc.

Son Excellence
Maxime Litvinoff,
Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères,
Moscou.

Joseph E. DAVIES,
*Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique.*

II.

Moscow, August 4th, 1937.

MR. AMBASSADOR,

With reference to recent conversations which have taken place in regard to commerce between the Union of Soviet Socialist Republics and the United States of America, I have the honor to confirm and to make of record by this note the following Agreement which has been reached between the Governments of our respective countries :

One. The United States of America will grant to the Union of Soviet Socialist Republics unconditional and unrestricted most-favored-nation treatment in all matters concerning Customs duties and charges of every kind and in the method of levying duties, and, further, in all matters concerning the rules, formalities, charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in the Union of Soviet Socialist Republics shall in no case be subject, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products having their origin in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of the United States of America and consigned to the territory of the Union of Soviet Socialist Republics shall in no case be subject with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products when consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

Any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America in regard to the above-mentioned matters, to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of the Union of Soviet Socialist Republics.

It is understood that so long as and in so far as existing law of the United States of America may otherwise require, the foregoing provisions, in so far as they would otherwise relate to duties, taxes or charges on coal, coke manufactured therefrom, or coal or coke briquettes, shall not apply to such products imported into the United States of America. If the law of the United States of America shall not permit the complete operation of the foregoing provisions with respect to the above-mentioned products, the Union of Soviet Socialist Republics reserves the right within fifteen days after January 1st, 1938, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

It is understood, furthermore, that the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as the Government of the United States of America may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional cases, all other military supplies. It is understood that any action which may be taken by the President of the United States of America

II.

MOSCOU, le 4 août 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant aux conversations récentes qui ont eu lieu au sujet du commerce entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et les Etats-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de confirmer et d'enregistrer, par la présente note, l'accord ci-après auquel sont parvenus les gouvernements de nos pays respectifs :

I. Les Etats-Unis d'Amérique accorderont à l'Union des Républiques soviétiques socialistes le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et taxes de toute sorte ainsi que le mode de perception des droits, de même pour tout ce qui concerne les règles, formalités et taxes relatives au dédouanement des marchandises et, enfin, à l'égard de tous lois ou règlements régissant la vente ou l'usage des marchandises importées dans le pays.

En conséquence, les produits naturels ou manufacturés originaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne pourront en aucun cas, sous les rapports susvisés, être assujettis à des droits, taxes ou redevances autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels les produits similaires originaires d'un tiers pays quelconque sont ou pourront par la suite être assujettis.

De même, les produits naturels ou manufacturés exportés du territoire des Etats-Unis d'Amérique à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne pourront en aucun cas, à l'exportation et sous les rapports susvisés, être assujettis à des droits, taxes ou redevances autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels les produits similaires expédiés à destination du territoire d'un tiers pays quelconque sont ou pourront par la suite être assujettis.

Tout avantage, faveur, privilège ou immunité accordé ou pouvant être accordé par la suite par les Etats-Unis d'Amérique, sous les rapports susvisés, pour un produit naturel ou manufacturé originaire d'un pays tiers ou destiné au territoire d'un pays tiers sera immédiatement et sans compensation accordé au produit similaire originaire du territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ou expédié à destination de ce territoire.

Il est entendu qu'aussi longtemps que la législation des Etats-Unis d'Amérique imposera l'application d'autres règles, et dans la mesure prévue par ces règles, les dispositions qui précèdent, pour autant qu'elles seraient, en l'absence de ces règles, applicables aux droits, taxes ou redevances frappant le charbon, le coke fabriqué avec ce charbon ou les briquettes de charbon ou de coke, ne s'appliqueront pas à ces produits importés aux Etats-Unis d'Amérique. Si la législation des Etats-Unis d'Amérique ne permet pas l'application intégrale des dispositions ci-dessus aux produits susvisés, l'Union des Républiques soviétiques socialistes se réserve le droit, dans un délai de quinze jours à partir du 1^{er} janvier 1938, de mettre fin au présent accord en sa totalité moyennant préavis écrit de trente jours.

De plus, il est entendu que les avantages que s'accordent actuellement ou que pourraient s'accorder par la suite les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du canal de Panama, les uns aux autres, ou qu'ils accordent ou pourraient accorder par la suite à la République de Cuba, seront exceptés de l'application du présent accord.

Rien dans le présent accord ne pourra être interprété comme interdisant l'adoption de mesures prohibant ou restreignant l'exportation ou l'importation de l'or ou de l'argent ou comme empêchant l'adoption des mesures que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourrait juger opportun de prendre pour contrôler l'exportation ou la vente pour l'exportation des armes, munitions et matériel de guerre et, dans les cas exceptionnels, de toutes autres fournitures militaires. Il est entendu que toutes mesures

under the authority of Section 2 (b) of the Neutrality Act of 1937 in regard to the passage to title to goods shall not be considered as contravening any of the provisions of this Agreement relating to the exportation of natural or manufactured products from the territory of the United States of America.

Subject to the requirement that no arbitrary discrimination shall be effected by the United States of America against importations from the Union of Soviet Socialist Republics and in favor of those from any third country, the foregoing provisions shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds, (2) designed to protect human, animal, or plant life, (3) relating to prison-made goods, or (4) relating to the enforcement of police or revenue laws.

Two. On its part the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will take steps to increase substantially the amount of purchases in the United States of America for export to the Union of Soviet Socialist Republics of articles the growth, produce, or manufacture of the United States of America.

Three. This Agreement shall come into force on the day of proclamation thereof by the President of the United States of America and of approval thereof by the Soviet of People's Commissars of the Union of Soviet Socialist Republics, which proclamation and approval shall take place on the same day. It shall continue in effect for twelve months. Both Parties agree that not less than thirty days prior to the expiration of the aforesaid period of twelve months they shall start negotiations regarding the extension of the period during which the present Agreement shall continue in force.

Accept, Mr. Ambassador, the renewed assurances of my highest consideration.

M. LITVINOFF.

Mr. Joseph E. Davies,
Ambassador of the United States of America,
Moscow.

RELATED NOTES.

I. CONCERNING THE AMOUNT OF PURCHASES TO BE MADE BY THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS IN THE UNITED STATES OF AMERICA.

The American Ambassador (Davies) to the People's Commissar for Foreign Affairs (Litvinoff).

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, August 2nd, 1937.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to our recent conversations in regard to the commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics and to ask you to let me know the value of articles, the growth, produce, or manufacture of the United States of America

susceptibles d'être prises par le Président des Etats-Unis d'Amérique en vertu de l'article 2 b) de la loi de neutralité de 1937, au sujet du transfert de la propriété des marchandises, ne seront pas considérées comme contrevenant à aucune des dispositions du présent accord concernant l'exportation des produits naturels ou manufacturés du territoire des Etats-Unis d'Amérique.

Sous réserve que les Etats-Unis d'Amérique ne feront aucune discrimination arbitraire au détriment des importations provenant de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et en faveur de celles d'un pays tiers quelconque, les dispositions ci-dessus ne seront pas applicables aux prohibitions et restrictions 1^o imposées pour des raisons d'ordre moral ou humanitaire, 2^o ayant pour but de protéger la vie humaine, animale ou végétale, 3^o concernant les marchandises fabriquées dans les prisons, ou 4^o ayant trait à l'application des lois de police ou des lois fiscales.

2. De son côté, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes prendra des mesures en vue d'augmenter sensiblement le montant des achats aux Etats-Unis d'Amérique aux fins d'exportation dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes d'articles cultivés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique.

3. Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa promulgation par le Président des Etats-Unis d'Amérique et de son approbation par le Soviet des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, lesdites promulgation et approbation devant avoir lieu le même jour. Il restera en vigueur pendant douze mois. Les deux Parties conviennent que, trente jours au moins avant l'expiration de ladite période de douze mois, elles entameront des négociations en vue de proroger la durée de validité du présent accord.

Veuillez agréer, etc.

M. LITVINOFF.

Monsieur Joseph E. Davies,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

NOTES ANNEXES

I. NOTES RELATIVES AU MONTANT DES ACHATS A EFFECTUER PAR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES AUX ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

*L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (Davies) au Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères (Litvinoff).*

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, le 2 août 1937.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

J'ai l'honneur de me référer à nos récentes conversations relatives au commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de vous demander de bien vouloir me faire connaître la valeur des articles cultivés, produits ou manufacturés aux

which the Government of the Union of Soviet Socialist Republics intends to purchase in the United States of America during the next twelve months for export to the Union of Soviet Socialist Republics.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Joseph E. DAVIES,
*Ambassador of the United States
of America.*

His Excellency
Maxim Litvinoff,
People's Commissar for Foreign Affairs,
Moscow.

The People's Commissar for Foreign Affairs (Litvinoff) to the American Ambassador (Davies).

MOSCOW, August "5", 1937.

MR. AMBASSADOR,

In reply to your inquiry regarding the intended purchases by the Union of Soviet Socialist Republics in the United States of America in the course of the next twelve months, I have the honour to inform you that, according to information received by me from the People's Commissariat for Foreign Trade, the economic organizations of the Union of Soviet Socialist Republics intend to buy in the United States of America in the course of the next twelve months American goods to the amount of at least forty million dollars.

Accept, Mr. Ambassador, the renewed assurances of my highest consideration.

M. LITVINOFF.

Mr. Joseph E. Davies,
Ambassador of the United States of America,
Moscow.

2. EXEMPTION FROM EXCISE TAX OF COAL, COKE, AND COAL OR COKE BRIQUETTES
IMPORTED INTO THE UNITED STATES FROM THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

The American Ambassador (Davies) to the People's Commissar for Foreign Affairs (Litvinoff).

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, August 4th, 1937.

EXCELLENCY,]

With reference to the Agreement concerning commerce between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics which has been signed today, I have the honor to state that the Embassy has been informed that in view of the wording of Section 1 of the Agreement, the authorities of the Treasury Department of the United States will hold that coal of all sizes,

Etats-Unis d'Amérique que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique au cours des douze prochains mois en vue de leur exportation à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veuillez agréer, etc.

Joseph E. DAVIES,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique.

Son Excellence
Maxime Litvinoff,
Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères,
Moscou.

Le Commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères (Litvinoff) à l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (Davies).

MOSCOU, le « 5 » août 1937.

MONSIEUR L'AMBASSEUR,

En réponse à votre demande relative aux achats que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'effectuer aux Etats-Unis d'Amérique au cours des douze mois prochains, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément aux renseignements qui m'ont été transmis par le Commissariat du Peuple pour le commerce extérieur, les Organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont l'intention d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique, au cours des douze prochains mois, des marchandises américaines pour un montant atteignant au minimum quarante millions de dollars.

Veuillez agréer, etc.

M. LITVINOFF.

Monsieur Joseph E. Davies,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

2. EXEMPTION DU DROIT D'ACCISE SUR LE CHARBON, LE COKE ET LES BRIQUETTES DE CHARBON OU DE COKE IMPORTÉS AUX ETATS-UNIS EN PROVENANCE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (Davies) au Commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères (Litvinoff).

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, le 4 août 1937.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Me référant à l'accord relatif au commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, signé aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Ambassade a été informée qu'aux termes de la section I de l'accord, les autorités du Département du Trésor des Etats-Unis considéreront que le charbon de toutes grosseurs, qualités et

grades, and classifications (except culm and duff), coke manufactured therefrom, and coal or coke briquettes, imported from the Union of Soviet Socialist Republics will be exempt from the excise tax provided in Section 601 (c) (5) of the Revenue Act of 1932, as amended, subject, however, to possible adverse action by the courts.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Joseph E. DAVIES,
*Ambassador of the United States
of America.*

His Excellency
Maxim Litvinoff,
People's Commissar for Foreign Affairs,
Moscow.

The People's Commissar for Foreign Affairs (Litvinoff) to the American Ambassador (Davies).

MOSCOW, August 4th, 1937.

DEAR MR. AMBASSADOR,

In reply to your inquiry regarding the intended exports of Soviet coal to the United States during the ensuing twelve months, I may state that, according to information received by me from the People's Commissariat for Foreign Trade, the economic organizations of the Union of Soviet Socialist Republics will not in any case export to the United States during the year beginning August 6th, 1937, more than 400,000 tons of Soviet coal.

Sincerely yours,

M. LITVINOFF.

Mr. Joseph E. Davies,
Ambassador of the United States of America,
Moscow.

Certified to be true and complete textual
copies of the original Notes in the sole language in
which they were signed, and of related Notes.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

classifications (excepté le poussier et les grenus), le coke fabriqué avec ledit charbon ainsi que les briquettes de charbon ou de coke, importés de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, doivent être exemptés du paiement du droit d'accise prévu à l'article 601 c) (5) du Revenue Act de 1932, amendé, sous réserve, toutefois, de décisions éventuelles contraires des tribunaux.

Veillez agréer, etc.

Joseph E. DAVIES,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique.

Son Excellence
Maxime Litvinoff,
Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères,
Moscou.

Le Commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères (Litvinoff) à l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (Davies).

MOSCOU, le 4 août 1937.

MONSIEUR L'AMBASSEUR,

En réponse à votre question relative aux exportations prévues de charbon soviétique aux Etats-Unis au cours des douze prochains mois, je suis en mesure de vous faire connaître que, d'après les renseignements qui m'ont été transmis par le Commissariat du Peuple pour le commerce extérieur, les Organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'exporteront en aucun cas aux Etats-Unis d'Amérique, pendant l'année commençant le 6 août 1937, une quantité de charbon soviétique dépassant 400.000 tonnes.

Sincèrement, votre

M. LITVINOFF.

Monsieur Joseph E. Davies,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

N° 4205.

DANEMARK, FINLANDE,
ISLANDE,
NORVÈGE ET SUÈDE

Convention concernant l'application
de la législation d'assurance-accidents des différents pays dans les cas où un employeur de l'un des pays contractants exerce une activité ou occupe des travailleurs dans un autre de ces pays. Signée à Oslo, le 3 mars 1937.

DENMARK, FINLAND,
ICELAND,
NORWAY AND SWEDEN

Convention respecting the Application of the Accident Insurance Laws of the Various States to Cases where an Employer in One of the Contracting States carries on a Business or employs Workers in Another of the said States. Signed at Oslo, March 3rd, 1937.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 4205. — KONVENTION ¹ MELLEM DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE OG SVERIGE ANGAAENDE ANVENDELSEN AF DE NÆVNTE LANDES ULYKKESFORSIKRINGSLOVGIVNING I TILFÆLDE, HVOR ARBEJDSGIVERE I ET AF DE KONTRAHERENDE LANDE DRIVER VIRKSOMHED ELLER ANVENDER ARBEJDERE I ET ANDET AF DISSE LANDE. UNDERTEGNET I OSLO, DEN 3 MARTS 1937.

Textes officiels danois, finnois, islandais, norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 octobre 1937.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND, REPUBLIKKEN FINLANDS PRÆSIDENT, HANS MAJESTÆT KONGEN AF NORGE OG HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE, som har bestemt at afslutte en Overenskomst angaaende Anvendelsen af de nævnte Landes Ulykkesforsikringslovgivning i Tilfælde, hvor Arbejdsgivere i et af de kontraherende Lande driver Virksomhed eller anvender Arbejdere i et andet af disse Lande, har til deres Befuldmægtigede udnævnt :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Sin overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Oslo Henrik Louis Hans KAUFFMANN ;

REPUBLIKKEN FINLANDS PRÆSIDENT :

Republikkens overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Oslo Hugo Robert Wäinö WUOLIJOKI ;

HANS MAJESTÆT KONGEN AF NORGE :

Sin Udenrigsminister Halvdan KOHT ;

HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE :

Sin overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Oslo Torvald Magnusson HÖJER ;

hvilke, efter at have udvekslet deres Fuldmagter, som er fundet i god og behørig Orden, er kommet overens om følgende Bestemmelser :

¹ Ratifications déposées à Oslo :

DANEMARK	} 15 octobre 1937.
FINLANDE	
NORVÈGE	
SUÈDE	
ISLANDE	} 16 mars 1938.

Entrée en vigueur le 16 octobre 1937.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 4205. — SUOMEN, ISLANNIN, NORJAN, RUOTSIN JA TANSKAN VÄLINEN SOPIMUS¹ ERI MAIDEN TAPATURMAVAKUUTUSLAINSÄÄDÄNNÖN SOVELTAMISESTA NIISSÄ TAPAUKSISSA, JOLLOIN JONKIN SOPIMUSMAAN TYÖNANTAJA HARJOITTA TOIMINTAA TAI KÄYTTÄÄ TYÖNTEKIJÖITÄ TOISESSA SOPIMUSMAASSA. ALLEKIRJOITETTU OSLOSSA, MAALISKUUN 3. PÄIVÄNÄ 1937.

Danish, Finnish, Icelandic, Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Convention took place Octobre 30th, 1937.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI, HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS, HÄNEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS ja HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS, jotka ovat päättäneet tehdä sopimuksen eri maiden tapaturmavakuutuslainsäädännön soveltamisesta niissä tapauksissa, jolloin jonkin sopimusmaan työnantaja harjoittaa toimintaa tai käyttää työntekijöitä toisessa sopimusmaassa, ovat määränneet valtuutetuikseen :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Oslossa olevan erikoislähettiläänsä ja täysivaltaisen ministerinsä Hugo Robert Wainö WUOLIJON ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS :

Oslossa olevan erikoislähettiläänsä ja täysivaltaisen ministerinsä Henrik Louis Hans KAUFFMANNIN ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS ULKOMINISTERINSÄ :

Halvdan KOHTIN ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS :

Oslossa olevan erikoislähettiläänsä ja täysivaltaisen ministerinsä Torvald Magnusson HÖJERIN ;

jotka, esitettyään toisilleen hyvässä ja asianmukaisessa kunnossa oleviksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

¹ *Ratifications deposited in Oslo :*

DENMARK	}	October 15th, 1937.
FINLAND		
NORWAY		
SWEDEN		
ICELAND		
		March 16th, 1938.

Came into force October 16th, 1937.

Art. I.

Saaframt nogen, der har sin Hovedvirksomhed i et af de fem kontraherende Lande eller paa anden Maade dér maa anses som Arbejdsgiver, i et af de øvrige Lande anvender Arbejdere til Arbejde, som omhandles i begge Landes Ulykkesforsikringslovgivning, skal vedrørende Forsikring for Ulykkestilfælde ved saadant Arbejde Loven i det Land, hvor Arbejdet udføres, gælde, forsaavidt ej andet nedenfor bestemmes.

Art. II.

Loven i det Land, hvor Arbejdsgiveren driver sin Hovedvirksomhed, skal gælde,

1) hvor det drejer sig om kortvarigt, ikke selvstændigt Arbejde (Virksomhed), forsaavidt angaar Arbejdere, der ikke har fast Bopæl i det Land, hvor Arbejdet udføres, samt

2) hvor det drejer sig om andet Arbejde (Virksomhed) end det under 1) nævnte, forsaavidt angaar Arbejdere, som er særligt udsendte i Anledning af Inspektion eller Kontrol eller i anden særlig Anledning.

Som kortvarigt Arbejde skal anses Arbejde, som i det paagældende Land ikke varer udover seks Maaneder.

Art. III.

Forsaavidt angaar Transportvirksomhed (Land- eller Lufttrafik), der i Erhvervsøjemed regelmæssig drives i to eller flere af de fem kontraherende Lande, gælder Loven i det Land, hvor Bedriftens Ledelse har sit Sæde. Dog henhører Arbejdere, som af en saadan Virksomhed anvendes i et andet af de kontraherende Lande, og som har fast Bopæl dér, under dette Lands Lov.

Det samme gælder, forsaavidt angaar Flaadning, Skovarbejde (ikke Kulturarbejde), Arbejde i Stenbrud og lignende Virksomhed, som i umiddelbar Sammenhæng drives paa begge Sider af Grænsen mellem to af de kontraherende Lande.

Art. IV.

Saaframt der til Lastning og Losning eller Reparationsarbejde om Bord i et Fartøj, som er hjemmehørende i et af de fem kontraherende Lande, under Fartøjets Ophold i et andet af de fem Lande antages Arbejdere fra det Land, hvor Opholdet finder Sted, henhører disse Arbejdere under dette Lands Lov.

Art. V.

Det danske Direktorat for Ulykkesforsikringen, Den Finske Stats Ulykkesforsikringsbureau, Statens Ulykkesforsikring i Island, den norske Rigsforsikringsanstalt og den svenske Rigsforsikringsanstalt skal hver indenfor sit Land i Anledning af dér indtruffet Ulykkestilfælde, paa hvilket Lovgivningen i et andet af de fem kontraherende Lande skal komme til Anvendelse, yde den tilskadekomne den Hjælp, han har Ret til, samt betale til ham og i Tilfælde af hans Død til hans Familie den Erstatning, som skal ydes efter nævnte Lovgivning, med Ret til Refusion fra vedkommende Myndighed i det andet Land for, hvad der saaledes er udredet.

Iøvrigt skal de i første Stykke nævnte Myndigheder i de Tilfælde, som omhandles i nærværende Overenskomst, uden Vederlag bistaa hverandre og paa Begæring bistaa de private Forsikringsindretninger, som i Medfør af den bestaaende Lovgivning overtager Forsikring mod Følger af Ulykkestilfælde under Arbejde, ved Fremskaffelse af Anmeldelser, Lønningslister og alle andre Oplysninger, Inddrivelse af Præmier og Afgifter samt Udbetaling af Erstatninger.

I art.

Jos joku, joka harjoittaa pääasiallista toimintaansa jossakin viidestä sopimusmaasta tai on muutoin katsottava sikäläiseksi työnantajaksi, käyttää työntekijöitä toisessa sopimusmaassa työhön, jota kummankin maan tapaturmavakuutuslainsäädäntö koskee, on vakuutuksesta sellaisessa työssä sattuvan tapaturman varalta voimassa sen maan laki, missä työ tehdään, jollei järempänä toisin määrätä.

II art.

Sen maan laki, missä työnantaja harjoittaa pääasiallista toimintaansa, on voimassa

1) työntekijään nähden, jonka vakinainen asunto ei ole siinä maassa, missä työ tehdään, milloin työ (toiminta) on lyhytaikaista eikä ole itsenäistä, sekä

2) työntekijään nähden, joka erikoisesti on lähetetty tarkastamaan tai tarkkailemaan työtä tahi muusta erikoisesta syystä, työn (toiminnan) ollessa muunkinlaista kuin 1-kohdassa on mainittu.

Lyhytaikaiseksi katsotaan työ, joka kysymyksessä olevassa maassa kestää enintään kuusi kuukautta.

III art.

Kuljetustoiminnasta (maa- ja ilmallikenteestä), jota liikeyrityksenä säännöllisesti harjoitetaan useammassa kuin yhdessä viidestä sopimusmaasta, on voimassa sen maan laki, jossa yrityksen johto sijaitsee. Kuitenkin on työntekijöihin nähden, jotka harjoittavat tällaista toimintaa jossakin muussa yllämainituista maista ja asuvat siellä, voimassa sen maan laki.

Mitä edellä on sanottu, koskee myös lauttausta, metsätyötä (ei kuitenkaan metsänhoidollisia töitä), työtä kivilouhimoissa ja muuta saman laatuista työtä (toimintaa), jota saman työyrityksen välittömässä yhteydessä suoritetaan kummallakin puolella kahden sopimusmaan välistä rajaa.

IV art.

Jos jostakin sopimusmaasta kotoisin olevalla aluksella suoritettavaan lastaus-, purkaus- taikka korjaustyöhön on, aluksen ollessa jossakin muussa viidestä sopimusmaasta, otettu työntekijöiksi sen maan kansalaisia, johon laiva on poikennut, on heihin nähden voimassa tämän maan laki.

V art.

Suomen Valtion tapaturmatoimisto, Tanskan Direktoratet for Ulykkesforsikringen, Islannin Valtion tapaturmatoimisto (Tryggingastofnun ríkisins), Norjan Rikstrygdeverk ja Ruotsin Riksförsäkringsanstalten ovat velvollisia kukin omassa maassaan antamaan siellä sattuneen tapaturman johdosta, jonka korvaamiseen toisen sopimusmaan lainsäädäntö on sovellettava, vahingoittuneelle sen hoidon, mihin hän on oikeutettu, sekä maksamaan hänelle tai, kuoleman sattuessa, hänen omaisilleen sen korvauksen, joka mainitun lainsäädännön mukaan on annettava, ollen sanottu laitos oikeutettu saamaan toisen maan asianomaiselta viranomaiselta korvauksen siitä, mitä se täten on suorittanut.

Muutoin tulee edellisessä kappaleessa mainittujen viranomaisten tämän sopimuksen tarkoitamisissa tapauksissa korvauksetta avustaa toisiaan sekä pyynnöstä yksityistä vakuutuslaitosta, joka voimassa olevan lainsäädännön mukaisesti myöntää vakuutuksia työssä sattuneen tapaturman varalta, toimittamalla ilmoituksia, palkkausluetteloja ja muita tietoja, perimällä vakuutus- ja muita maksuja sekä suorittamalla korvauksia.

Art. VI.

Nærværende Overenskomst skal ratificeres saa snart som muligt og Ratifikationerne deponeres i det norske Udenrigsministerium, som straks giver de andre kontraherende Parter Underretning herom.

Nærværende Overenskomst træder i Kraft Dagen efter, at mindst to af de kontraherende Parter har deponeret deres Ratifikationer, og kommer til Anvendelse paa Ulykkestilfælde, som maatte indtræffe fra den nævnte Dag. Overenskomsten træder i Kraft efterhaanden for hver af de andre Staters Vedkommende Dagen efter Deponeringen af deres Ratifikationer og kommer til Anvendelse paa Ulykkestilfælde, som maatte indtræffe fra den nævnte Dag.

Hver af de Høje Kontraherende Parter kan overfor hver af de andre Parter opsige nærværende Overenskomst med tolv Maaneders Varsel, i hvilket Tilfælde Overenskomsten ophører at være i Kraft den 31. December i det Aar, den nævnte Opsigelsesfrist udløber.

Art. VII.

Nærværende Overenskomst skal ikke gøre nogen Forandring i Overenskomsten¹ af 14. Februar 1925 mellem Finland og Norge angaaende Flaadning i Pasvikelven.

Til Bekræftelse heraf har de ovennævnte Befuldmægtigede undertegnet nærværende Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Oslo i eet Eksempplar paa hvert af følgende Sprog : Dansk, Finsk, Islandsk, Norsk og Svensk, og for det svenske Sprogs Vedkommende i to Tekster, en for Finland og en for Sverige

OSLO, den 3. Marts 1937.

(L. S.) Henrik KAUFFMANN.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 23 octobre 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

¹ Vol. XLIX, page 391, de ce recueil.

VI art.

Tämä sopimus on ratifioitava mahdollisimman pian ja ratifioimiskirjat talletettava Norjan ulkoasiaindepartementtiin, jonka tulee siitä heti ilmoittaa muille sopimuspuolille.

Tämä sopimus tulee voimaan seuraavana päivänä siitä lukien, kun ainakin kaksi sopimuspuolta on tallettanut ratifioimiskirjansa ja sovellettava sitä mainittuna päivänä tai sen jälkeen sattuviin tapaturmiin. Jokaisen muun sopimusvaltion suhteen tulee sopimus voimaan sen ratifioimiskirjan tallettamisen jälkeisenä päivänä ja sovelletaan sitä mainittuna päivänä tai sen jälkeen sattuviin tapaturmiin.

Kukin Korkea sopimuspuoli voi sanoutua irti tästä sopimuksesta kuhunkin muuhun sopimuspuoleen nähden noudattamalla kahdentoista kuukauden irtisanomisaikaa, jolloin sopimus lakkaa olemasta voimassa sen vuoden joulukuun 31 päivänä, minkä kuluessa mainittu määräaika päättyy.

VII art.

Tämä sopimus ei muuta puutavaran uittamisesta Paatsjoessa Suomen ja Norjan kesken 14 päivänä helmikuuta 1925 tehtyä sopimusta¹.

Tämän vakuudeksi ovat yllämainitut valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

Laadittu Oslossa yhtenä kappaleena, suomen-, ruotsin-, tanskan-, islannin- ja norjankielillä sekä kaksin ruotsinkielisin tekstein, toinen Suomea ja toinen Ruotsia varten.

OSLOSSA, maaliskuun 3. päivänä 1937.

(L. S.) W. WUOLIJOKI.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 23 octobre 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*

R. B. Skylstad.

¹ Vol. XLIX, page 391, of this Series.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

N^o 4205. — SAMNINGUR MILLI ÍSLANDS, DANMERKUR, FINNLANDS, NOREGS OG SVÍÞJÓÐAR UM ÞAÐ, EFTIR HVAÐA LANDS SLYSATRYGGINGALÖGUM SKULI FARIÐ EF SVO VILL TIL, AÐ ATVINNUREKANDI, BÚSETTUR Í EINHVERJU SAMNINGSRÍKJANNA, HEFIR ATVINNUFYRIRTÆKI, EÐA VERKAMENN Í ÞJÓNUSTU SINNI, Í EINHVERJU HINNA RÍKJANNA. GERÐUR Í OSLO, HINN 3. MARS 1937.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR, FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLANDS, HANS HÁTIGN KONUNGUR NOREGS OG HANS HÁTIGN KONUNGUR SVÍÞJÓÐAR, sem hafa orðið ásáttir um að gera samning um það, eftir hvaða lands slysatryggingalögum skuli farið ef svo vill til, að atvinnurekandi, búsettur í einhverju samningsríkjanna, hefir atvinnufyrirtæki, eða verkamenn í þjónustu sinni, í einhverju hinna ríkjanna, hafa útnefnt sem umboðsmenn sína :

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR :

Henrik Louis Hans KAUFFMANN, sérlegan sendiherra sinn og ráðherra með umboði í Oslo ;

FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLANDS :

Hugo Robert Wäinö WUOLIJOKI, sérlegan sendiherra lýðveldisins og ráðherra með umboði í Oslo ;

HANS HÁTIGN KONUNGUR NOREGS :

Utanríkisráðherra Halvdan KOHT ;

HANS HÁTIGN KONUNGUR SVÍÞJÓÐAR :

Torvald Magnusson HÖJER, sérlegan sendiherra sinn og ráðherra með umboði í Oslo ;

sem, eftir að hafa tjáð hver öðrum umboð sín, sem reyndust vera góð og gild, hafa orðið ásáttir um eftirfarandi ákvæði :

1. grein.

Ef einhver, sem hefir aðalatvinnufyrirtæki sitt í einhverju hinna fimm samningsríkja, eða að einhverju öðru leyti verður að teljast atvinnurekandi þar, hefir verkamenn í þjónustu sinni í einhverju hinna samningsríkjanna, við vinnu, sem slysatryggingalög beggja ríkjanna ná yfir, þá skal farið eftir lögum þess lands, þar sem verkið er unnið, um tryggingar fyrir slys, sem koma fyrir við slíka vinnu, enda sé ekki öðruvísi ákveðið í eftirfarandi greinum.

2. grein.

Lögin í því ríki, þar sem atvinnurekandinn hefir aðalatvinnufyrirtæki sitt, skulu gilda :

1) Ef um er að ræða ósérstætt skammvinnt starf (atvinnurekstur), gagnvart verkamönnum, sem ekki eiga heimilisfang í því landi, þar sem verkið er unnið,

2) Einnig um annað starf (atvinnurekstur) en það, sem nefnt er í 1. lið hér að ofan, gagnvart verkamönnum, sem hafa verið sendir sérstaklega til umsjónar eða eftirlits, eða í öðrum sérstökum tilgangi.

Starf, sem ekki varir lengur í hlutaðeigandi ríki en sex mánuði, skal talið skammvinnt.

3. grein.

Að því er snertir samgöngufyrirtæki (land- eða loftumferð), sem rekið er, sem atvinnufyrirtæki, reglulega í fleiru en einu hinna fimm samningsríkja, gilda lög in í því ríki, þar sem stjórn fyrirtækisins hefir aðsetur sitt. Þó koma verkamenn, sem starfa við slíkt fyrirtæki í einhverju hinna samningsríkjanna, og eiga þar heimilisfang, undir þess lands lög.

Sama gildir um fleytingu á viði, skógarvinnu (að undanskilinni skógræktun), vinnu í steinnámum og lík störf, sem unnin eru fyrir sama fyrirtækið beggja megin landamæra tveggja samningsríkjanna.

4. grein.

Ef ferming, afferming, eða vinna við viðgerðir um borð í skipi, sem á heimilisfang í einhverju hinna fimm samningsríkja er framkvæmd meðan skipið hefir viðkomu í einhverju hinna ríkjanna af verkamönnum þess lands, þar sem skipið hefir viðkomu, þá eiga lög þessa sama ríkis við um þá verkamenn.

5. grein.

Danska slysatryggingaráðið (Det danske Direktorat for Ulykkesforsikringen) Váttryggingaráðið finska (Tapaturmatoimisto), hin íslenska Tryggingastofnun ríkisins, norska Ríkistryggingastofnunin (Rikstrygdeverket) og sænska Ríkistryggingastofnunin (Riksförsäkringsanstalten) skulu, sé um að ræða slys, sem lög in í einhverju hinna samningsríkjanna eiga að gilda um, hver í sínu landi veita þeim, er fyrir meiðslum hefir orðið, þá hjálp, sem hann á tilkall til, og greiða honum, og ef hann deyr, fjölskyldu hans, þær bætur, sem eiga að greiðast samkvæmt nefndum lögum, að áskildum rétti til endurgreiðslu frá hlutaðeigandi stofnun hins ríkisins á því, er þannig hefir verið greitt.

Ennfremur skulu stofnanir þær, er um ræðir í fyrstu málsgrein, í þeim tilfellum, sem samningur þessi nær til aðstoða hver aðra endurgjaldslaust, og auk þess, ef óskað er, aðstoða tryggingastofnanir, sem eru einkafyrirtæki, en lögum samkvæmt tryggja, gegn slysum við vinnu í því að útvega skýrslur, launalista, og allar aðrar upplýsingar; annast innheimtu á iðgjöldum og öðrum gjöldum, og útborgun á slysabótum.

6. grein.

Samningur þessi skal fullgiltur eins fljótt og unnt er, og fullgildingarskjölin skulu sett til vörzlu í utanríkisráðuneytinu norska, sem tilkynni það hinum samningsaðiljunum þegar í stað.

Samningur þessi gengur í gildi daginn eftir að minnst tveir samningsaðilar hafa afhent fullgildingarskjöl sín, og skal farið eftir honum um þau slys, sem kunna að verða eftir þann dag. Samningurinn gengur í gildi fyrir hvert hinna ríkjanna daginn eftir afhendingu fullgildingarskjals hvers þeirra, og skal eftir honum farið um þau slys, sem kunna að verða eftir þann dag.

Sérhverrt samningsríkjanna getur, gagnvart sérhverjum hinna samningsaðiljanna, sagt upp þessum samningi með tólf mánaða fyrirvara, og gengur hann þá úr gildi hinn 31. desember á því ári, að liðinn er þessi frestur.

7. grein.

Samningur þessi hefir ekki í för með sér neinar breytingar á samningnum, sem gerður var hinn 14. febrúar 1925 milli Finnlands og Noregs, um fleytingu á viði á Pasvikánni.

Þessu til staðfestu hafa áður nefndir umboðsmenn undirritað samning þennan, og sett undir hann innsigli sín.

Gert í einu eintaki í Oslo á íslensku, dönsku, finsku, norsku og sænsku, og að því er sænskuna snertir í tveim textum, öðrum fyrir Finnland og hinum fyrir Svíþjóð.

OSLO, hinn 3. mars 1937.

Í umboði Íslands.

(L. S.) Henrik KAUFFMANN.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 23 octobre 1937.

Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,

R. B. Skjoldstad.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 4205. — AVTALE MILLOM NOREG, DANMARK, FINNLAND, ISLAND OG SVERIGE OM KVA LANDS ULUKKETRYGDLOV SKAL GJELDA I TILFELLE DÅ ARBEIDSGJEVARAR I EITT AV AVTALELANDA DRIV VERKSEMD ELLER NYTTAR ARBEIDARAR I EIT AV DEI ANDRE LANDA. OSLO, DEN 3. MARS 1937.

HANS MAJESTET NOREGS KONGE, HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND, PRESIDENTEN I REPUBLIKKEN FINNLAND og HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE, som har vedteke å gjera ei semje om kva lands ulukketrygdlov skal gjelda i tilfelle då arbeidsgjevarar i eitt av avtalelanda driv verksemd eller nyttar arbeidarar i eit av dei andre landa, har oppnemnt til ombodsmennene sine :

HANS MAJESTET NOREGS KONGE :

Utanriksministeren sin Halvdan KOHT ;

HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND :

Omframutsendingen og fullmaktministeren sin i Oslo Henrik Louis Hans KAUFFMANN ;

PRESIDENTEN I REPUBLIKKEN FINNLAND :

Omframutsendingen og fullmaktministeren til Republikken i Oslo Hugo Robert Wäinö WUOLIJOKI ;

HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE :

Omframutsendingen og fullmaktministeren sin i Oslo Torvald Magnusson HÖJER ;

og etter dei har synt fram fullmaktene sine, som vart funne i god og rett orden, har dei vorte samde om desse fyresegnene :

Art. I.

Når nokon som har hovudverksemda si i eitt av dei fem landa eller på annan måte må bli rekna for arbeidsgjevar der, nyttar arbeidarar i eit av dei andre landa til eit arbeid som går inn under ulukketrygdlovene i bae landa, skal lova i det landet der arbeidet blir gjort, gjelda for trygd mot ulukker i slikt arbeid, når ikkje anna nedanfor er sagt.

Art. II.

Lova i det landet der arbeidsgjevaren har hovudverksemda si, skal gjelda

1) når det spørst om stuttvarigt, ikkje sjølvstendigt arbeid (verksemd) og arbeidarane ikkje har fast bustad i det landet der arbeidet blir gjort, og

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 4205. — KONVENTION MELLAN SVERIGE, DANMARK, FINLAND, ISLAND OCH NORGE ANGÅENDE TILLÄMPNINGEN AV DE SÄRSKILDA LÄNDERNAS OLYCKSFALLSFÖRSÄKRINGSLAGSTIFTNING I FALL, DÅ ARBETSGIVARE I ETT AV DE FÖRDRAGSSLUTANDE LÄNDERNA BEDRIVER VERKSAMHET ELLER ANVÄNDER ARBETARE I ETT ANNAT AV NÄMNDA LÄNDER. UNDERTEKNAD I OSLO, DEN 3. MARS 1937.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE, HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND, REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE, vilka hava beslutat ingå en överenskommelse angående tillämpningen av de särskilda ländernas olycksfallsförsäkringslagstiftning i fall, då arbetsgivare i ett av de kontraherande länderna bedriver verksamhet eller använder arbetare i ett annat av nämnda länder, hava till sina fullmäktige utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i Oslo Torvald Magnusson HÖJER;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND :

Sin Envoyé Extraordinaire och Minister Plénipotentiaire i Oslo Henrik Louis Hans KAUFFMANN ;

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Republikens Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i Oslo Hugo Robert WÄINÖ WUOLIJOKI ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE :

Sin Utrikesminister Halvdan KOHT ;

vilka, efter att hava delgivit varandra sina fullmakter, som befunnits i god och behörig form överenskommit om följande bestämmelser :

Art. I.

Använder någon, som bedriver sin huvudsakliga verksamhet i ett av de fem länderna eller eljest där är att anse såsom arbetsgivare, arbetare till arbete i något av de övriga länderna, och är arbetet sådant, som avses i båda ländernas olycksfallsförsäkringslagstiftning, skall rörande försäkring för olycksfall i dylikt arbete gälla lagen i det land, där arbetet utföres, såvida ej annorlunda här nedan sägs.

Art. II.

Lagen i det land, där arbetsgivaren bedriver sin huvudsakliga verksamhet, skall gälla

1) i fråga om kortvarigt, icke självständigt arbete (verksamhet), så vitt angår arbetare, som icke har sitt hemvist i det land, där arbetet utföres, samt

2) når det spørst om anna arbeid (verksemd) enn det som er nemnt under 1) og det då gjeld arbeidarar som er serleg utsende til inspeksjon eller kontroll eller anna serskilt fyremål.

Eit arbeid skal bli rekna for stuttvarigt når det ikkje varer meir enn 6 månader i det landet det gjeld.

Art. III.

Når det spørst om førsleverksemd (land- og luftfersle), som blir driven regelrett og for vinning i meir enn eitt av dei fem landa, gjeld lova i det landet som driftstyringa har sætet sitt i. Men arbeidarar som blir nytta i slik verksemd i eit av dei andre nemnde landa og som har fast bustad der, høyrer under lova i dette landet.

Det same gjeld for fløyting, skogsarbeid (ikkje kulturarbeid), arbeid i steinbrot og dilik verksemd som i beinveges samanheng blir driven på båe sider av grensa millom to av dei landa som er med i avtalen.

Art. IV.

Når eit skip som høyrer heime i eitt av dei fem landa, nyttar arbeidarar frå eit av dei andre landa til lasting og lossing eller reparasjonsarbeid om bord i skipet, medan skipet ligg i dette andre landet, skal lova i dette landet gjelda for desse arbeidarane.

Art. V.

Det norske Rikstrygdeverket, det danske Direktoratet for Ulykkesforsikringen, det finske riks-ulukketrygdbyrået (Tapaturmatoimisto), den islandske riks-ulukketrygda (Tryggingastofnun ríksins) og den svenske Riksförsäkringsanstalten skal, kvar i sitt land, om det der hender ei ulukke som kjem inn under lova i eit av dei andre fem landa, gjeva den skadde den hjelpa han har rett til, og leggja den skadebota som han eller, om han døyr, ættfolket hans skal ha etter nemnde lov, men har då krav på å få utlegga sine att hos vedkomande tenestemakt i det andre landet.

Elles skal dei tenestemaktene som er nemnde i fyrste stykket, utan vederlag hjelpa kvarandre i dei tilfella som går inn under denne semja. Like eins skal dei hjelpa private trygdetiltak som bed om det og som i samsvar med lovene tek på seg trygding mot arbeidsulukker, med å få fram meldingar, lønslistar og andre opplysningar, med å driva inn premiar og avgifter og med å betala ut skadebot.

Art. VI.

Denne semja skal bli godkjend so snart råd er, og godkjenningbrev skal bli innlagde i det norske Utanriksdepartementet, som straks gjev melding om dette til dei andre avtalepartane.

Semja tek til å gjelda dagen etter at minst to av avtalepartane har lagt inn godkjenningbrev sine, og skal gjelda for dei ulukkene som hender frå nemnde dagen. Semja tek til å gjelda etter kvart for dei andre statane dagen etter dei har innlagt godkjenningbrev sine, og skal gjelda for ulukker som hender frå nemnde dagen.

Kvar og ein av dei Høge Avtalepartane kan i høvet til kvar og ein av dei andre partane segja upp denne semja med 12 månader varsel, og i so fall held denne semja upp å gjelda frå den 31 desember i det året oppsegjingsfresten er ute.

Art. VII.

Denne semja gjer ikkje noko brigde i avtalen frå 14 februar 1925 millom Finnland og Noreg om fløyting i Pasvikelva.

2) i fråga om jämväl annat arbete (verksamhet) än under 1) sägs, så vitt angår arbetare, som utsänts för inspektion eller kontroll eller annat särskilt uppdrag.

Såsom kortvarigt arbete skall anses arbete, som i vederbörande land icke fortgår längre än sex månader.

Art. III.

I fråga om transportverksamhet (land- och lufttrafik), vilken yrkesmässigt och regelbundet bedrivs i mer än ett av de fem länderna, gäller lagen i det land, där företagets ledning har sitt säte. Dock skall i fråga om arbetare, som sysselsättes vid sådan verksamhet i annat av nämnda länder och där äger hemvist, gälla det landets lag.

Vad nu sagts gäller ock i fråga om flottning, skogsavverkning, arbete i stenbrott och liknande verksamhet, som i omedelbart sammanhang bedrivs på ömse sidor av gränsen mellan två av ifrågavarande länder.

Art. IV.

Har för lastning eller lossning eller reparationsarbete ombord å ett i något av de fem länderna hemmahörande fartyg under dess uppehåll i ett annat av de fem länderna antagits arbetare från det land, där uppehållet sker, skall i fråga om dem gälla lagen i sistnämnda land.

Art. V.

Svenska Riksförsäkringsanstalten, danska Direktoratet for Ulykkesforsikringen, finska Statens olycksfallsbyrå (tapaturmatoimisto), den isländska statliga olycksförsäkringsanstalten och norska Rikstrygdeverket skola, var inom sitt land, i anledning av där inträffat olycksfall, å vilket lagstiftningen i annat av de fem länderna skall tillämpas, lämna den skadade den vård samt honom eller hans efterlevande den ersättning, som enligt nämnda lagstiftning skall utgå, med rätt till vederlag av vederbörande myndighet i det andra landet för vad sålunda utgivits.

I övrigt skola de i första stycket nämnda myndigheterna i fall, som i denna överenskommelse avses, utan vederlag bistå varandra ävensom på begäran enskild försäkringsinrättning, som enligt gällande lagstiftning meddelar försäkring för olycksfall i arbete, med införskaffande av anmälningshandlingar, avlöningslistor och andra upplysningar, indrivning av premier och avgifter samt utbetalning av ersättningar.

Art. VI.

Denna överenskommelse skall ratificeras snarast möjligt och ratifikationshandlingarna deponeras hos norska utriksdepartementet, vilket omedelbart skall härom underrätta de övriga fördragsslutande parterna.

Denna överenskommelse träder i kraft dagen efter det ratifikationshandlingarna för minst två av de fördragsslutande parterna deponerats och tillämpas på olycksfall, som inträffa från och med nämnda dag. För en var av de övriga staterna träder överenskommelsen i kraft dagen efter deponeringen av dess ratifikationshandling och tillämpas på olycksfall, som inträffa från och med nämnda dag.

Envar av de höga fördragsslutande parterna äge i förhållande till envar av de övriga uppsäga denna överenskommelse med en uppsägningstid av tolv månader, i vilket fall överenskommelsen upphör att gälla den 31 december det år, under vilket nämnda uppsägningstid utlöper.

Art. VII.

Denna överenskommelse skall icke verka rubbning i konventionen den 14 februari 1925 mellan Finland och Norge angående flottning i Pasvikälven.

Til stadfesting på denne semja har dei ombodsmennene som er nemnde ovanfor, skrive namna og sett innsigla sine under ho.

Utferda i Oslo i eitt eksemplar på kvart av desse måla : norsk, dansk, finsk, islandsk og svensk, og for det svenske målet i to tekster, ei for Finnland og ei for Sverige.

OSLO, *den 3. mars* 1937.

(L. S.) Halvdan KOHT.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 23 octobre 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

Till bekräftelse härav hava ovannämnda fullmäktige undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Oslo, i ett exemplar på svenska, danska, finska, isländska och norska språken, och försåvitt angår svenska språket i två texter, en för Sverige och en för Finland.

OSLO, *den 3 mars* 1937.

(L. S.) Torvald HÖJER.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 23 octobre 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

¹ TRADUCTION.

N^o 4205. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION D'ASSURANCE-ACCIDENTS DES DIFFÉRENTS PAYS DANS LES CAS OÙ UN EMPLOYEUR DE L'UN DES PAYS CONTRACTANTS EXERCE UNE ACTIVITÉ OU OCCUPE DES TRAVAILLEURS DANS UN AUTRE DE CES PAYS. SIGNÉE A OSLO, LE 3 MARS 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ayant décidé de conclure un accord relativement à l'application de la législation d'assurance-accidents des différents pays dans les cas où un employeur de l'un des pays contractants exerce une activité ou occupe des travailleurs dans un autre de ces pays, ont désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Henrik Louis Hans KAUFFMANN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Oslo ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Hugo Robert Wäinö WUOLIJOKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Oslo ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Halvdan KOHT, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Torvald Magnusson HÖJER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Oslo ;

Qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Si une personne qui exerce son activité principale dans l'un des cinq pays ou doit y être considérée à un autre titre comme employeur, occupe des travailleurs dans un des autres pays et si l'emploi appartient à une catégorie assujettie à la législation d'assurance-accidents des deux pays, la loi applicable à l'assurance en cas d'accident dans cet emploi sera, sauf dispositions contraires ci-dessous, celle du pays où est occupé l'emploi.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ TRANSLATION.

No. 4205. — CONVENTION BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN RESPECTING THE APPLICATION OF THE ACCIDENT INSURANCE LAWS OF THE VARIOUS STATES TO CASES WHERE AN EMPLOYER IN ONE OF THE CONTRACTING STATES CARRIES ON A BUSINESS OR EMPLOYS WORKERS IN ANOTHER OF THE SAID STATES. SIGNED AT OSLO, MARCH 3RD, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, having decided to enter into an agreement respecting the application of the accident insurance laws of the various States to cases where an employer in one of the contracting States carries on a business or employs workers in another of the said States, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Henrik Louis Hans KAUFFMANN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Hugo Robert Wäinö WUOLIJOKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Oslo ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Halvdan KOHT, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Torvald Magnusson HÖJER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

If a person who carries on his principal business in one of the five contracting States or who for any other reason must be deemed in that State to be an employer employs workers in any other contracting State on work of a kind which is covered by the accident insurance laws of both the States concerned, the laws of the State where the work is performed shall apply to accident insurance in respect of such work, except as hereinafter provided to the contrary.

¹ Translation of the International Labour Office.

Article II.

La loi du pays où l'employeur exerce son activité principale sera applicable :

1^o En ce qui concerne les emplois (activités) de courte durée et n'ayant pas un caractère indépendant, s'il s'agit de travailleurs non domiciliés dans le pays où est occupé l'emploi, et

2^o En ce qui concerne tous autres emplois (activités) que les emplois (activités) visés sous 1^o, s'il s'agit de travailleurs envoyés à des fins d'inspection ou de contrôle, ou avec une autre mission spéciale.

Est considéré comme emploi de courte durée un emploi dont la durée dans le même pays ne dépasse pas six mois.

Article III.

En ce qui concerne les entreprises de transports (trafic terrestre et aérien) exploitées à titre professionnel et régulièrement dans plus d'un des cinq pays, sera applicable la loi du pays où la direction de l'entreprise a son siège. Toutefois, s'il s'agit d'un travailleur occupé par une telle entreprise dans un autre de ces pays et domicilié dans celui-ci, la loi de ce pays sera applicable.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables au flottage, à l'exploitation des forêts, au travail dans les carrières, ainsi qu'à toute autre activité similaire exercée en connexité immédiate des deux côtés de la frontière qui sépare deux des pays contractants.

Article IV.

Si, en vue de travaux de chargement ou déchargement ou de réparation à exécuter sur un navire ayant son port d'attache dans l'un des cinq pays, au cours d'un séjour dans un autre des cinq pays, il a été engagé des travailleurs du pays où a lieu le séjour, sera applicable à ceux-ci la loi de ce dernier pays.

Article V.

L'Institut national des assurances (*Svenska Riksförsäkringsanstalten*) suédois, la Direction de l'assurance-accidents (*Direktoratet for Ulykkesforsikringen*) danoise, l'Office des accidents de l'Etat (*Valtion tapaturmatoimisto*) finlandais, l'Institution d'assurance-accidents de l'Etat (*Slysatrygging Rikisins*) islandaise et l'Office national d'assurance (*Rikstrygðeverket*) norvégien devront, chacun dans son pays, au cas où il s'y produirait un accident auquel serait applicable la législation d'un autre des cinq pays, fournir à la victime l'assistance médicale, ainsi que, pour elle ou pour ses survivants, l'indemnité due conformément à cette législation, moyennant remboursement, par l'autorité compétente de l'autre pays, des frais engagés.

Au surplus, les autorités visées au premier alinéa devront, dans les cas prévus par la présente convention, se prêter gratuitement assistance et, sur demande, prêter gratuitement assistance à toute institution d'assurance exerçant, conformément à la législation en vigueur, l'assurance en cas d'accident du travail, en lui fournissant les déclarations d'affiliation, les feuilles de salaires et autres éléments d'information, en percevant les primes et cotisations et en payant les indemnités.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification seront déposés au Département des Affaires étrangères norvégien, qui en donnera avis immédiatement aux autres Parties contractantes.

La présente convention entrera en vigueur le jour suivant le dépôt des instruments de ratification par deux au moins des Parties contractantes et sera applicable aux accidents qui se pro-

Article II.

The laws of the State where the employer carries on this principal business shall apply to the following work :

(1) Work (business) which is of short duration and is not independent, in so far as workers are concerned who are not domiciled in the State where the work is performed, and

(2) All other work (business) than that mentioned under No. (1), in so far as workers are concerned who are sent out of the country to perform inspections or checking or other special duties.

Work shall be deemed to be of short duration if it is not carried on for more than six months in the State in question.

Article III.

Transport undertakings (land and air traffic) which are carried on regularly for purposes of gain in more than one of the five States shall be covered by the laws of the State where the management of the undertaking has its head offices. Nevertheless, when workers are employed by such an undertaking in another of the said States and are domiciled there, the laws of that State shall apply to them.

The above provision shall apply also to lumber-floating, lumbering, work in quarries and similar undertakings which are carried on by operations in direct connection on both sides of the frontier between two of the States in question.

Article IV.

If workers are engaged from one of the five States, in whose waters a vessel registered in any other of the said States is lying, for the purpose of loading or unloading or repairs on board while the vessel is lying in the said waters, the laws of the former State shall apply to the said workers.

Article V.

The Swedish State Insurance Institution, the Danish Directorate of Accident Insurance, the Finnish State Accident Office, the Icelandic State Accident Insurance Institution and the Norwegian State Insurance Institution, each in its own country, when an accident occurs in that country which is covered by the laws of another of the five States, shall provide the attendance for the injured person and the compensation for him or his surviving dependants, which are due under the said laws, subject to a right to reimbursement by the competent authority in the other State for what is thus expended.

In other matters the authorities mentioned in the first paragraph shall give assistance free of charge in the cases mentioned in this Convention to each other and likewise on request to any private insurance organisations which in accordance with the laws in force administer industrial accident insurance, by furnishing notifications, wages lists and other information, collecting premiums and contributions, and paying compensation.

Article VI.

This Convention shall be ratified as soon as possible, and the instruments of ratification shall be deposited with the Norwegian Department of Foreign Affairs, which shall inform the other Contracting Parties thereof immediately.

This Convention shall come into operation on the day after the instruments of ratification of at least two of the Contracting Parties have been deposited, and for these Parties shall apply

duiront à partir de ce jour. Pour chacun des autres Etat, la convention entrera en vigueur le jour suivant le dépôt de son instrument de ratification et sera applicable aux accidents survenus à partir de ce jour.

Les Hautes Parties contractantes pourront dénoncer la présente convention, à l'égard de chacune des autres Parties, avec un préavis de douze mois, auquel cas la convention cessera de porter effet le 31 décembre de l'année au cours de laquelle expire ce délai de préavis.

Article VII.

Le présent accord ne portera pas préjudice à la Convention conclue le 14 février 1925 entre la Finlande et la Norvège relativement au flottage du bois sur le Pasvik.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Oslo en un exemplaire, en danois, finlandais, islandais, norvégien et suédois et, en ce qui concerne le suédois, en deux copies, une pour la Suède et une pour la Finlande.

OSLO, le 3 mars 1937.

(L. S.) Henrik KAUFFMANN.

(L. S.) W. WUOLIJOKI.

Au nom de l'Islande :

(L. S.) Henrik KAUFFMANN.

(L. S.) Halvdan KOHT.

(L. S.) Torvald HÖJER.

to all accidents occurring on or after the said day. As regards each of the other States, the Convention shall come into operation on the day after the deposit of its instrument of ratification and shall apply to all accidents occurring on or after the said day.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to denounce the Convention in respect of any of the other Parties, subject to twelve months' notice of denunciation, and in such case the Convention shall cease to be operative on the thirty-first day of December of the year in the course of which the said notice of denunciation expires.

Article VII.

The present Agreement shall not affect the Convention of February 14th, 1925, between Finland and Norway regarding timber-floating in the Pasvik river.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Oslo in one copy, in Danish, Finnish, Icelandic, Norwegian and Swedish, and, as far as the Swedish language is concerned, in two texts, one for Sweden and one for Finland.

OSLO, *March 3rd*, 1937.

(*L. S.*) Henrik KAUFFMANN.

(*L. S.*) W. WUOLIJOKI.

On behalf of Iceland :

(*L. S.*) Henrik KAUFFMANN.

(*L. S.*) Halvdan KOHT.

(*L. S.*) Torvald HÖJER.

N° 4206.

FRANCE ET YOUGOSLAVIE

Déclaration renouvelant pour une période de cinq années, à dater du 2 décembre 1937, le Traité d'entente amicale signé à Paris le 11 novembre 1927. Signée à Paris, le 12 octobre 1937.

FRANCE AND YUGOSLAVIA

Declaration renewing for a Period of Five Years, as from December 2nd, 1937, the Treaty of Friendly Understanding signed at Paris, November 11th, 1927. Signed at Paris, October 12th, 1937.

N^o 4206. — DÉCLARATION DES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET YUGOSLAVE RENOUVELANT POUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANNÉES, A DATER DU 2 DÉCEMBRE 1937, LE TRAITÉ D'ENTENTE AMICALE SIGNÉ A PARIS LE 11 NOVEMBRE 1927. SIGNÉE A PARIS, LE 12 OCTOBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de la République française et du Royaume de Yougoslavie. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 1^{er} novembre 1937.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YUGOSLAVIE, se référant à l'article 9 du Traité¹ signé à Paris le 11 novembre 1927, conviennent de renouveler ledit traité pour cinq années à dater du 2 décembre 1937, étant entendu que la convention² prévue à l'article 2 et signée le même jour demeurera en vigueur pour la même durée³.

Ils se réservent, avant l'expiration de la période ci-dessus définie, de renouveler le Traité du 11 novembre 1927 pour une nouvelle période à déterminer.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord qui sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, en application de l'article 18 du Pacte.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 12 octobre 1937.

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

(L. S.) (Signé) Dr M. M. STOYADINOVITCH.

Pour copie certifiée conforme :

Le Chef du Service du Protocole,
M. Lozé.

Pour copie conforme à l'original :

Chef de la 1^{re} Section,
Conseiller,
Ivan KOVATCHEVITCH.

¹ Vol. LXVIII, page 373 ; et vol. CXXXV, page 281, de ce recueil.

² Vol. LXVIII, page 381 ; et vol. CXXX, page 448, de ce recueil.

³ Vol. CLXXXI, page 371, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4206. — DECLARATION BY THE FRENCH AND YUGOSLAV GOVERNMENTS RENEWING FOR A PERIOD OF FIVE YEARS, AS FROM DECEMBER 2ND, 1937, THE TREATY OF FRIENDLY UNDERSTANDING SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 11TH, 1927. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 12TH, 1937.

French official text communicated by the Ministers for Foreign Affairs of the French Republic and of the Kingdom of Yugoslavia. The registration of this Declaration took place November 1st, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA, with reference to Article 9 of the Treaty² signed in Paris on November 11th, 1927, agree to renew the said Treaty for five years as from December 2nd, 1937, as the Convention³ provided for in Article 2 and signed the same day is to remain in force for the same duration.⁴

They reserve the right before the expiry of the above-mentioned period to renew the Treaty of November 11th, 1927, for a further period to be determined.

In faith whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement, which will be communicated for registration to the League of Nations in application of Article 18 of the Covenant.

Done at Paris, in duplicate, this 12th day of October, 1937.

(L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

(L. S.) (Signed) Dr. M. M. STOYADINOVITCH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LXVIII, page 373 ; and Vol. CXXXV, page 281, of this Series.

³ Vol. LXVIII, page 381 ; and Vol. CXXX, page 448, of this Series.

⁴ Vol. CLXXXI, page 371, of this Series.

N° 4207.

BELGIQUE ET ÉGYPTÉ

Echange de notes comportant un accord relatif au régime fiscal des véhicules automobiles. Le Caire, le 20 mai 1937.

BELGIUM AND EGYPT

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Taxation of Motor Vehicles. Cairo, May 20th, 1937.

N° 4207. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BELGE ET ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF
AU RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES. LE CAIRE,
LE 20 MAI 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le délégué permanent du Royaume d'Égypte près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} novembre 1937.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

RELATIONS COMMERCIALES, N° 48. 4/4 (38).

LE CAIRE, le 20 mai 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet du régime fiscal qui sera réservé, en attendant une nouvelle réglementation sur la matière, aux véhicules automobiles immatriculés en Égypte et qui circulent temporairement en Belgique et ceux qui sont immatriculés en Belgique et qui circulent temporairement en Égypte, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement égyptien exonère, à titre de réciprocité, les voitures automobiles immatriculées en Belgique et qui circulent temporairement en Égypte, des impôts ou taxes qui frappent la circulation ou la détention des automobiles pour autant que la durée du séjour en Égypte ne dépasse pas trois mois par an.

Aux fins de contrôle de la durée du séjour, les automobilistes belges, entrant dans le royaume, seront mis en possession d'un « carnet de séjour ».

D'autre part, il est entendu que l'exonération prévue ne s'applique qu'aux voitures de tourisme, c'est-à-dire celles qui sont exclusivement réservées au transport non rémunéré de personnes.

Le régime exposé ci-dessus entrera en vigueur le 1^{er} juin 1937.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères, p. i.,

(Signé) Mahmoud GHALEB.

Son Excellence Monsieur Bernard de l'Escaille,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Belgique.

Pour copie conforme :

2 décembre 1937.

El Baba.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juin 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4207. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN AND EGYPTIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE TAXATION OF MOTOR VEHICLES. CAIRO, MAY 20TH, 1937.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of the Kingdom of Egypt to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 1st, 1937.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.

COMMERCIAL RELATIONS, No. 48. 4/4 (38).

CAIRO, May 20th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the negotiations regarding the rules to be applied, pending a new settlement of the matter, to the taxation of motor vehicles registered in Egypt and temporarily circulating in Belgium and those registered in Belgium and temporarily circulating in Egypt, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, the Egyptian Government will exempt motor vehicles registered in Belgium and temporarily circulating in Egypt from the taxes or charges levied on the circulation or possession of motor vehicles, provided the period of stay in Egypt does not exceed three months in any given year.

As a check on the duration of their stay, Belgian motor drivers shall, on their entry into Egypt, be given a travel permit (*carnet de séjour*).

It is understood, however, that such exemption shall only apply to touring vehicles, that is to those used exclusively for the free conveyance of persons.

The above rules shall come into force on June 1st, 1937.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Mahmoud GHALEB,
Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Monsieur Bernard de l'Escaille,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Belgium.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force June 1st, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LÉGATION DE BELGIQUE.

N° 2212/3194.

LE CAIRE, le 20 mai 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, en date de ce jour, au sujet du régime fiscal qui sera réservé — en attendant la conclusion d'un accord formel sur la matière — aux véhicules automobiles immatriculés en Belgique et qui circulent temporairement en Egypte.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la mise en vigueur dudit accord, le Gouvernement belge exonère, à titre de réciprocité, les voitures automobiles immatriculées en Egypte et qui circulent temporairement en Belgique, des impôts ou taxes qui frappent la circulation où la détention des automobiles pour autant que la durée du séjour en Belgique ne dépasse pas 3 mois par an.

Aux fins de contrôle de la durée du séjour, les automobilistes égyptiens, entrant dans le royaume, seront mis en possession d'un « carnet de séjour ». La délivrance de ce carnet donnera lieu au paiement d'une taxe de 10 francs.

D'autre part, il est entendu que l'exonération prévue ne s'applique qu'aux voitures de tourisme, c'est-à-dire celles qui sont exclusivement réservées au transport non rémunéré de personnes.

Le régime exposé ci-dessus entrera en vigueur le 1^{er} juin 1937.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Belgique,
(Signé) Bernard DE L'ESCAILLE.

Son Excellence Mahmoud Ghaleb Pacha,
Ministre des Affaires étrangères, etc.,
Le Caire.

Pour copie conforme :

2 décembre 1937.

A. El Baba.

II.

LEGATION OF BELGIUM.

No. 2212/3194.

CAIRO, May 20th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date, regarding the rules to be applied, pending the conclusion of a formal agreement on the matter, to the taxation of motor vehicles registered in Belgium and temporarily circulating in Egypt.

I have the honour to inform you that, pending the entry into force of the said agreement and subject to reciprocity, the Belgian Government will exempt motor vehicles registered in Egypt and temporarily circulating in Belgium from the taxes or charges levied on the circulation or possession of motor vehicles, provided the period of stay in Belgium does not exceed three months in any given year.

As a check on the duration of their stay, Egyptian motor drivers shall, on their entry into Belgium, be supplied with a travel permit (*carnet de séjour*), on payment of a fee of 10 francs.

It is understood, however, that such exemption shall only apply to touring vehicles, that is to those used exclusively for the free conveyance of persons.

The above rules shall come into force on June 1st, 1937.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Bernard DE L'ESCAILLE,
Minister of Belgium.

His Excellency Mahmoud Ghaleb Pasha,
Minister for Foreign Affairs, etc.,
Cairo.

N° 4208.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PANAMA**

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage. Washington, le 17 août 1937.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND PANAMA**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Mutual Recognition of Ship Measurement Certificates. Washington, August 17th, 1937.

Nº 4208. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE PANAMA ESTABLECIENDO UN ACUERDO RELATIVO AL RECONOCIMIENTO RECIPROCO DE LOS CERTIFICADOS DE ARQUEO MARITIMO. WASHINGTON, 17 DE AGOSTO DE 1937.

No. 4208. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF SHIP MEASUREMENT CERTIFICATES. WASHINGTON, AUGUST 17TH, 1937.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 novembre 1937.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place November 4th, 1937.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

LEGACIÓN DE PANAMÁ.

WASHINGTON, Agosto 17 de 1937.

SEÑOR SECRETARIO,

Tengo el honor de referirme a la nota de ese Departamento fechada el 17 de marzo de 1937 y a la correspondencia anterior referente a la reciproca exención de los barcos de la República de Panamá y de los Estados Unidos de América en cuanto al aforo de su tonelaje en los puertos de los respectivos países.

El Gobierno de Panamá adoptó las leyes y reglamentos de los Estados Unidos para el aforo de los barcos al ser matriculados, por

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF PANAMA.

WASHINGTON, August 17th, 1937.

MR. SECRETARY,

I have the honor to refer to the Department's note of March 17th, 1937, and to previous correspondence concerning the reciprocal exemption of vessels of the Republic of Panama and of the United States of America from readmeasurement for tonnage in the ports of the respective countries.

The Government of Panama adopted the laws and regulations of the United States for the admeasurement of vessels for registry by its

¹ Translation of the Government of the United States of America.

medio de su Resolución No. 1, de 5 de enero de 1937, que establece la reglamentación del tonelaje (Véase la *Gaceta Oficial* de Panamá, de 8 de enero de 1937). Esto le fué debidamente comunicado a Vuestra Excelencia, para su información, en mi nota No. D-21, de 22 de enero de 1937 y en respuesta Vuestra Excelencia solicitó que se le informara acerca de las opiniones de mi Gobierno respecto a la propuesta de un arreglo recíproco para la aceptación de los certificados de matrícula y del apéndice de tonelaje especial en los puertos de ambos países.

Conforme a instrucciones de mi Gobierno, tengo ahora el honor de avisar a Vuestra Excelencia que los barcos de los Estados Unidos que lleven certificado de matrícula u otros documentos nacionales que prueben su tonelaje neto según aforo y que se les hayan expedido conforme a las leyes y reglamentos de los Estados Unidos, quedarán exentos de reaforo en todos los puertos de la República de Panamá, con tal que los barcos de matrícula panameña que hayan sido aforados o medidos de conformidad con la antedicha resolución y que porten certificado de matrícula u otros documentos nacionales que demuestren su tonelaje neto según aforo verificado así, quedarán recíprocamente exentos de reaforo en todos los puertos de los Estados Unidos.

Se tiene entendido además, que los barcos para pasajeros, de Panamá y de los Estados Unidos, portarán un Apéndice de Tonelaje especial con cada una de sus matrículas, para probar todos los espacios destinados a pasajeros y que las leyes de los Estados Unidos no requieren actualmente que se les mida para su matriculación, anexos que se usarán para determinar los derechos de puerto y otros impuestos que se basan en el tonelaje neto de los barcos.

Ruego a Vuestra Excelencia que tenga la bondad de confirmar el acuerdo que se expresa en la presente.

Sírvase aceptar Vuestra Excelencia, las seguridades de mi más alta consideración.

Augusto S. BOYD,
Ministro.

A Su Excelencia Cordell Hull,
Secretario de Estado
de los Estados Unidos de América,
Washington, D. C.

Resolution No. 1 of January 5th, 1937, establishing tonnage regulations (see *Gaceta Oficial* of Panama of January 8th, 1937). This information was duly communicated to Your Excellency in my note No. D-21 of January 22nd, 1937, and in reply Your Excellency requested to be informed of the views of my Government with regard to a proposed reciprocal arrangement for the acceptance of certificates of registry and the special tonnage appendix in the ports of the two countries.

On instructions from my Government, I now have the honor to advise you that vessels of the United States carrying certificates of registry or other national papers showing their net tonnage measurements and issued in accordance with the laws and regulations of the United States shall be exempted from readmeasurement in all ports of the Republic of Panama, provided that vessels of Panamanian registry which have been measured in accordance with the aforesaid resolution and which carry certificates of registry or other national papers showing their net tonnage measurements as thus ascertained shall be reciprocally exempted from readmeasurement in all ports of the United States.

It is further understood that passenger vessels of Panama and of the United States shall carry a Special Tonnage Appendix to each of their registers showing all passenger spaces not now required by the laws of the United States to be measured for registry, for use in determining port dues and other charges based on the net tonnage of vessels.

I have the honor to request that Your Excellency be good enough to confirm the understanding set forth herein.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Augusto S. BOYD,
Minister.

To His Excellency Cordell Hull,
Secretary of State
of the United States of America,
Washington, D. C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, August 17th, 1937.

SIR,

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of today's date reading as follows :

" I have the honor to refer to the Department's note of March 17th, 1937, and to previous correspondence concerning the reciprocal exemption of vessels of the Republic of Panama and of the United States of America from readmeasurement for tonnage in the ports of the respective countries.

" The Government of Panama adopted the laws and regulations of the United States for the admeasurement of vessels for registry by its Resolution No. 1 of January 5th, 1937, establishing tonnage regulations (see *Gaceta Oficial* of Panama of January 8th, 1937). This information was duly communicated to Your Excellency in my note No. D-21 of January 22nd, 1937, and in reply Your Excellency requested to be informed of the views of my Government with regard to a proposed reciprocal arrangement for the acceptance of certificates of registry and the special tonnage appendix in the ports of the two countries.

" On instructions from my Government, I now have the honor to advise you that vessels of the United States carrying certificates of registry or other national papers showing their net tonnage measurements and issued in accordance with the laws and regulations of the United States shall be exempted from readmeasurement in all ports of the Republic of Panama, provided that vessels of Panamanian registry which have been measured in accordance with the aforesaid resolution and which carry certificates of registry or other national papers showing their net tonnage measurements as thus ascertained shall be reciprocally exempted from readmeasurement in all ports of the United States.

" It is further understood that passenger vessels of Panama and of the United States shall carry a Special Tonnage Appendix to each of their registers showing all passenger spaces not now required by the laws of the United States to be measured for registry, for use in determining port dues and other charges based on the net tonnage of vessels.

" I have the honor to request that Your Excellency be good enough to confirm the understanding set forth herein. "

In reply I have the honor on behalf of the Government of the United States to confirm the understanding set forth in your note.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :

Sumner WELLES.

The Honorable

Señor Dr. Don Augusto S. Boyd,
Minister of Panama.

Certified to be a true and complete textual
copy of the original Agreement in all the
languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4208. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE. WASHINGTON, LE 17 AOÛT 1937.

I.

LÉGATION DE PANAMA.

WASHINGTON, le 17 août 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à la note du Département en date du 17 mars 1937 et à la correspondance antérieure concernant l'exemption réciproque des navires de la République de Panama et des Etats-Unis d'Amérique, du rejaugage dans les ports de chacun des deux pays.

Le Gouvernement de Panama a adopté les lois et règlements des Etats-Unis relatifs au jaugeage des navires avant leur immatriculation, par la résolution N^o 1 en date du 5 janvier 1937, qui établit les règlements concernant le tonnage (voir *Gaceta Oficial* de Panama du 8 janvier 1937). Votre Excellence a été dûment avisée de cette mesure par ma note N^o D-21, en date du 22 janvier 1937, et, en réponse, Votre Excellence a demandé d'être avisée de l'opinion de mon gouvernement au sujet d'un projet d'arrangement réciproque aux termes duquel les certificats d'immatriculation et l'annexe spéciale concernant le tonnage seraient acceptés dans les ports des deux pays.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai maintenant l'honneur de vous faire savoir que les navires des Etats-Unis munis des certificats d'immatriculation ou autres documents nationaux indiquant leur tonnage net, et délivrés conformément aux lois et règlements des Etats-Unis, seront exemptés du rejaugage dans tous les ports de la République de Panama, à condition que les navires immatriculés au Panama et qui ont été jaugés conformément à la résolution ci-dessus mentionnée et sont munis de certificats d'immatriculation ou autres documents nationaux indiquant leur tonnage net ainsi obtenu, bénéficieront d'un traitement analogue et seront exemptés du rejaugage dans tous les ports des Etats-Unis.

Il est, en outre, entendu que les registres des navires des Etats-Unis et du Panama qui font le transport des passagers, comporteront chacun une annexe spéciale relative au tonnage, indiquant tout l'espace réservé aux passagers, espace actuellement non soumis au jaugeage en vertu des lois des Etats-Unis ; ces annexes serviront à déterminer les droits de port et autres taxes établies d'après le tonnage net des navires.

J'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de bien vouloir confirmer l'accord exposé dans les présentes.

Veuillez agréer, etc.

Son Excellence,
Monsieur Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,
Washington, D. C.

Augusto S. BOYD,
Ministre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 17 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de me référer à la note du Département en date du 17 mars 1937 et à la correspondance antérieure concernant l'exemption réciproque des navires de la République de Panama et des Etats-Unis d'Amérique du rejaugage dans les ports de chacun des deux pays.

» Le Gouvernement de Panama a adopté les lois et règlements des Etats-Unis relatifs au jaugeage des navires avant leur immatriculation, par la Résolution N° 1 en date du 5 janvier 1937, qui établit les règlements concernant le tonnage (voir *Gaceta Oficial* de Panama du 8 janvier 1937). Votre Excellence a été dûment avisée de cette mesure par ma note N° D-21, en date du 22 janvier 1937, et en réponse Votre Excellence a demandé d'être avisée de l'opinion de mon gouvernement au sujet d'un projet d'arrangement réciproque aux termes duquel les certificats d'immatriculation et l'annexe spéciale concernant le tonnage seraient acceptés dans les ports des deux pays.

» D'ordre de mon gouvernement, j'ai maintenant l'honneur de vous faire savoir que les navires des Etats-Unis munis des certificats d'immatriculation ou autres documents nationaux indiquant leur tonnage net, et délivrés conformément aux lois et règlements des Etats-Unis, seront exemptés du rejaugage dans tous les ports de la République de Panama, à condition que les navires immatriculés au Panama et qui ont été jaugés conformément à la résolution ci-dessus mentionnée et sont munis de certificats d'immatriculation ou autres documents nationaux indiquant leur tonnage net ainsi obtenu, bénéficieront d'un traitement analogue et seront exemptés du rejaugage dans tous les ports des Etats-Unis.

» Il est, en outre, entendu que les registres des navires des Etats-Unis et du Panama qui font le transport des passagers, comporteront chacun une annexe spéciale relative au tonnage, indiquant tout l'espace réservé aux passagers, espace actuellement non soumis au jaugeage en vertu des lois des Etats-Unis; ces annexes serviront à déterminer les droits de port et autres taxes établies d'après le tonnage net des navires.

» J'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de bien vouloir confirmer l'accord exposé dans la présente. »

En réponse, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement des Etats-Unis, de confirmer l'accord exposé dans votre note.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Sumner WELLES.

Son Excellence,
Monsieur Augusto S. Boyd,
Ministre du Panama.

N° 4209.

BELGIQUE ET COLOMBIE

Convention additionnelle étendant
au Congo belge et aux territoires
du Ruanda-Urundi le Traité d'ex-
tradition du 21 août 1912 entre la
Belgique et la Colombie. Signée
à Bogota, le 21 novembre 1931.

BELGIUM AND COLOMBIA

Additional Convention regarding the
Application to the Belgian Congo
and to the Territories of Ruanda-
Urundi of the Extradition Treaty
of August 21st, 1912, between
Belgium and Colombia. Signed
at Bogota, November 21st, 1931.

N° 4209. — CONVENTION ¹ ADDITIONNELLE ENTRE LA BELGIQUE ET LA COLOMBIE ÉTENDANT AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI LE TRAITÉ D'EXTRADITION DU 21 AOÛT 1912 ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A BOGOTA, LE 21 NOVEMBRE 1931.

*Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 novembre 1937.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE,

Ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations le Traité² d'extradition entre la Belgique et la Colombie du 21 août 1912, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. René-L. VAN MEERBEKE, chargé d'Affaires de Belgique en Colombie ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. Roberto URDANETA ARBELÁEZ, ministre des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la Colombie du 21 août 1912 s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article II.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique ou consulaire. Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 21 août 1912, à l'exception toutefois des cas urgents prévus à l'article 8 du traité ; dans ces derniers cas, l'arrestation provisoire pourra être réclamée directement par le Gouvernement général du Congo belge au ministre de Gouvernement de Colombie et *vice versa*.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 30 juin 1937.
Entrée en vigueur le 26 octobre 1937.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 728.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4209. — CONVENCIÓN¹ ADICIONAL ENTRE EL REINO DE BELGICA Y LA REPÚBLICA DE COLOMBIA EXTENDIENDO AL CONGO BELGE Y A LOS TERRITORIOS DE RUANDA-URUNDI EL TRATADO DE EXTRADICIÓN CONCLUIDO ENTRE LOS DOS PAISES EL 21 DE AGOSTO DE 1912. FIRMADA EN BOGOTA, EL 21 DE NOVIEMBRE DE 1931.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place November 6th, 1937.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS,

Y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA,

Juzgando necesario aplicar al Congo belga y a los territorios del Ruanda-Urundi, sobre los cuales Bélgica ejerce mandato en nombre de la Sociedad de las Naciones, el Tratado² de extradición entre Bélgica y Colombia del 21 de agosto de 1912, han nombrado con tal fin sus Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

Al Señor René-L. VAN MEERBEKE, Encargado de Negocios de Bélgica en Colombia ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Al Señor Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ministro de Relaciones Exteriores.

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes y de hallarlos en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

Las disposiciones del Tratado de extradición entre Bélgica y Colombia del 21 de agosto de 1912 se aplicarán al Congo belga y a los territorios del Ruanda-Urundi.

Artículo II.

La solicitud de extradición de un individuo que se haya refugiado en el Congo belga o en el Ruanda-Urundi se hará por la vía diplomática o consular, la cual se seguirá en todos los casos previstos en el Tratado de extradición del 21 de agosto de 1912, con excepción, sin embargo, de los casos urgentes enunciados en el artículo 8 del mismo Tratado ; en estos últimos casos, la detención provisional podrá ser solicitada directamente por el Gobierno general del Congo belga al Ministro de Gobierno de Colombia, y viceversa.

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, June 30th, 1937.
Came into force October 26th, 1937.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 106, page 873.

Article III.

Pour l'application du Traité du 21 août 1912 et de la présente convention :

1° Il faut entendre par nationaux belges les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; sont assimilés aux nationaux belges les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

2° Seront considérées comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi, punissables de plus de cinq ans de servitude pénale et comme délits celles punissables de plus de deux ans de servitude pénale ;

3° La servitude pénale prévue par la législation du Congo belge et du Ruanda-Urundi sera assimilée à l'emprisonnement.

Article IV.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 21 août 1912 entre la Belgique et la Colombie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Bogota, le vingt et un novembre mil neuf cent trente et un.

(Signé) Roberto URDANETA ARBELÁEZ.

(Signé) R.-L. VAN MEERBEKE.

Artículo III.

Para la aplicación del Tratado del 21 de agosto de 1912 y de la presente Convención :

1º Se entenderá por nacionales belgas a los ciudadanos belgas y a las personas dependientes del Congo belga ; asimilanse a nacionales belgas las personas dependientes del Ruanda-Urundi ;

2º Se considerarán como crímenes las infracciones a la Ley represiva del Congo belga y del Ruanda-Urundi, punibles con más de cinco años de servidumbre penal, y como delitos la infracciones punibles con más de dos años de servidumbre penal ;

3º La servidumbre penal prevista por la legislación del Congo belga y del Ruanda-Urundi se asimilará a prisión.

Artículo IV.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones se canjearán en Bruselas lo más pronto posible.

Entrará en vigor diez días después de su publicación en las formas prescritas por la legislación de las Altas Partes contratantes y tendrá la misma duración que el Tratado de extradición del 21 de agosto de 1912 entre Bélgica y Colombia.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firman la presente Convención y la autorizan con sus sellos.

Hecho en doble ejemplar en Bogotá, el veintiuno de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

(S.) Roberto URDANETA ARBELÁEZ.

(S.) R.-L. VAN MEERBEKE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4209. — ADDITIONAL CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND COLOMBIA REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY OF AUGUST 21ST, 1912, BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BOGOTA, NOVEMBER 21ST, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA,

Deeming it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, in respect of which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, the Extradition Treaty between Belgium and Colombia of August 21st, 1912, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. René-L. VAN MEERBEKE, Belgian Chargé d'Affaires in Colombia ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

M. Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and Colombia of August 21st, 1912, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi.

Article II.

The requisition for the extradition of a person who has taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through the diplomatic or consular channel. This procedure shall be followed in every case in which it is prescribed by the Extradition Treaty of August 21st, 1912 ; nevertheless, in the urgent cases referred to in Article 8 of that Treaty a request for the provisional arrest of the person concerned may be addressed direct to the Minister of the Interior of Colombia by the Governor-General of the Belgian Congo, and *vice versa*.

Article III.

For the purposes of the Treaty of August 21st, 1912, and of the present Convention :

(1) The term " Belgian nationals " shall be held to mean Belgian citizens and nationals (*ressortissants*) of the Belgian Congo ; the nationals (*ressortissants*) of Ruanda-Urundi shall be assimilated thereto ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(2) Offences against the penal laws of the Belgian Congo or of Ruanda-Urundi punishable with more than five years' penal servitude shall be deemed to be crimes, and those punishable with more than two years' penal servitude shall be deemed to be delicts.

(3) The penal servitude provided for by the legislation of the Belgian Congo and of Ruanda-Urundi shall be assimilated to imprisonment.

Article IV.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties and shall remain in force for the same period as the Extradition Treaty of August 21st, 1912, between Belgium and Colombia.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bogota, this twenty-first day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

(Signed) Roberto URDANETA ARBELÁEZ.

(Signed) R.-L. VAN MEERBEKE.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE
ET INDE, ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance des brevets de pilote et de navigateur d'aviation comme tenant lieu de passeports nationaux. Oslo, le 11 octobre 1937.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
AUSTRALIA,
NEW ZEALAND AND INDIA
AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Acceptance of Aircraft Pilots' and Navigators' Certificates in lieu of National Passports. Oslo, October 11th, 1937.

No. 4210. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, AND IN NEW ZEALAND, AND THE GOVERNMENT OF INDIA, AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT, CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING ACCEPTANCE OF AIRCRAFT PILOTS' AND NAVIGATORS' CERTIFICATES IN LIEU OF NATIONAL PASSPORTS. OSLO, OCTOBER 11TH, 1937.

Nº 4210. — NOTEVEKSLING¹ MELLEM DEN NORSKE OG HANS BRITANNISKE MAJESTETS REGJERINGER I DET FORENTE KONGERIKE STORBRITANNIA OG NORDIRLAND, I AUSTRALSAMBANDET OG I NEW ZEALAND SAMT INDIAS REGJERING, ANGAAENDE OVERENSKOMST OM GODTAGELSE AV TRAFIKKFÖRERCERTIFIKAT ELLER NAVIGATÖRCERTIFIKAT FOR FLYVERE ISTEDENFØR NASJONALE PASS. OSLO, DEN 11. OKTOBER 1937.

English and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 8th, 1937.

Textes officiels anglais et norvégien communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 novembre 1937.

I.

BRITISH LEGATION.
No. 151.

OSLO, October 11th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to state, on behalf of His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, in the Commonwealth of Australia, and in New Zealand, and of the Government of India, that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis between them and the Government of Norway :

(1) As from the date of this note, all Norwegian subjects arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular Norwegian air lines and registered in Norway may enter the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand, and India, upon the production, in lieu of national passports, of a pilot's certificate or a navigator's certificate in the form of which specimens are hereto attached.²

¹ Came into force October 11th, 1937.

² Not reproduced.

¹ Entré en vigueur le 11 octobre 1937.

(2) The above provision is regarded as also applying to Newfoundland, to all British colonies and to all territories under the protection of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and to the following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by him, namely, Palestine (including Trans-Jordan), Tanganyika, the Cameroons under British mandate, and Togoland under British mandate (administered by His Majesty's Government in the United Kingdom), New Guinea (administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (administered by His Majesty's Government in New Zealand), and Nauru (at present administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia).

(3) As from the date of this note, all British subjects or British protected persons arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular British air lines, and registered in any of the territories under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, referred to in paragraph 1 and 2 above, may enter Norway, upon the production, in lieu of national passports, of certificates of competency and licences in the form of which specimens are hereto attached.¹ (The specimens attached are of certificates issued in the United Kingdom. The certificates and licences issued in the Commonwealth of Australia, New Zealand, India, Newfoundland and in the British Colonies, Protectorates and Mandated Territories concerned are in the standard form prescribed in Annex E to the International Air Navigation Convention, and are thus similar in form to those issued in the United Kingdom. They contain, however, appropriate variations in matters of detail.)

(4) The present Agreement shall not affect existing requirements in respect of visas for entry into the territories concerned.

(5) The provisions of the Agreement do not absolve holders of certificates in either of the forms hereto annexed from compliance with the immigration regulations in force at the place of arrival.

(6) The pilots' and navigators' certificates referred to in provision (1) and the certificates of competency and licences referred to in provision (3) shall be exempt from stamping on entry and departure.

2. The operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants in the terms of the Immigration Regulations in force at the place of arrival.

3. The present note and Your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(s.) Cecil DORMER.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 3 novembre 1937.

*Le Directeur p. i. des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

¹ Not reproduced.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 11. oktober 1937.
2 bilag.

HERR SENDEMANN,

Idet jeg erkjenner mottagelsen av Deres skrivelse nr. 151 av idag har jeg den ære å bekrefte at Hans Majestets Regjering er enig i at følgende bestemmelser vedtas som en gjensidig avtale mellom den norske og Hans Britanniske Majestets regjeringer i det Forente Kongerike Storbritannia og Nord-Irland, i Austral-Sambandet og i New Zealand samt Indias regjering.

(1) Fra denne skrivelseres dato skal alle norske borgere der kommer luftveien som medlemmer av en flyvemaskins besetning, ansatt ved regulære norske flyveruter og registrert i Norge, komme inn i det Forente Kongerike Storbritannia og Nordirland, Austral-Sambandet, New Zealand og India mot istedenfor nasjonale pass å forevise trafikkförcertifikat eller navigatörcertifikat, hvorav eksemplarer vedlegges.

(2) Den nevnte bestemmelse gjelder likeledes New Foundland, alle britiske kolonier og alle landområder som er under beskyttelse av Hans Majestet Kongen av Storbritannia, Irland og de britiske oversjøiske Dominions, Keiseren av India, og følgende landområder som på vegne av Folkeforbundet av Ham er overtatt som mandater, nemlig Palestina (iberegnet Transjordania), Tanganyika, Kamerun under britisk mandat og Togoland under britisk mandat (styrt av Hans Britanniske Majestets Regjering i det Forente Kongerike), Ny Guinea (styrt av Hans Britanniske Majestets Regjering i Austral-Sambandet), Vest-Samoa (styrt av Hans Britanniske Majestets Regjering i New Zealand) og

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.THE ROYAL NORWEGIAN MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, October 11th, 1937.

M. LE MINISTRE,

In acknowledging the receipt of your note of to-day's date I have the honour to confirm that His Majesty's Government agrees to the following provisions being accepted as a reciprocal Agreement between the Norwegian Government and His Britannic Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, in the Commonwealth of Australia, and in New Zealand and the Government of India :

(1) As from the date of this note, all Norwegian subjects arriving by air as members of the crew of aircraft employed on regular Norwegian air lines and registered in Norway may enter the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand and India, upon the production, in lieu of national passports, of a pilot's certificate or a navigator's certificate, of which specimens are enclosed.

(2) The above provision applies also to Newfoundland, to all British colonies and to all territories under the protection of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and to the following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by him, namely, Palestine (including Trans-Jordan), Tanganyika, the Cameroons under British mandate, and Togoland under British mandate (administered by His Majesty's Government in the United Kingdom), New Guinea (administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (administered

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Nauru (f. t. styrt av Hans Britanniske Majestets Regjering i Austral-Sambandet).

(3) Fra denne skrivelses dato kan alle britiske borgere eller personer under britisk proteksjon som kommer luftveien som medlemmer av en flyvemaskins besetning, ansatt ved regulære britiske flyveruter og registrert i hvilket som helst av de territorier som er omtalt ovenfor i avsnitt 1 og 2 og som står under suverenitet, beskyttelse, overhøihet eller mandat av Hans Majestet Kongen av Storbritannia, Irland og de britiske oversjøiske Dominions, Keiseren av India, komme inn i Norge mot istedenfor nasjonale pass å forevise kompetanse-certifikater og patenter i den form som de med Deres skrivelse oversendte eksemplarer viser. (De oversendte eksemplarer er av certifikater som utstedes i Det Forente Kongerike. De certifikater og patenter som er utstedt i Austral-Sambandet, New Zealand, India, New Foundland og de britiske kolonier, protektorater og vedkommende mandatland er i den standardform som er foreskrevet i bilag E til den Internasjonale Luftfartskonvensjon og ligner således i formen dem som er utstedt i Det Forente Kongerike. De inneholder dog fornødne endringer hvad angår detaljer).

(4) Nærværende avtale berører ikke bestemmelser som er gjeldende vedrørende visa for innreise i de omhandlede land-områder.

(5) Bestemmelsene i nærværende avtale fritar ikke innehaveren av certifikater som de vedlagte fra å følge innvandringsbestemmelser som er ikraft på ankomststedet.

(6) Trafikkførercertifikater og navigatørcertifikater som omhandlet under (1) og kompetansecertifikater og patenter omhandlet under (3) skal være fritatt for stempeling ved ankomst og avreise.

2. Avtalens bestemmelser er i alle tilfelle begrenset til å gjelde personer som ikke er forbudt å innvandre ifølge innvandringsbestemmelser gjeldende på ankomststedet.

3. Nærværende svarnote og Deres note av samme dato av tilsvarende innhold skal betrak-

by His Majesty's Government in New Zealand), and Nauru (at present administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia).

(3) As from the date of this note, all British subjects or British-protected persons who arrive by air as members of the crew of an aircraft employed on regular British air lines and registered in any of the territories referred to above in sections (1) and (2), and who are under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may enter Norway, upon the production, in lieu of national passports, of certificates of competency and licences in the form of the specimens transmitted with your note. (The specimens forwarded are of certificates issued in the United Kingdom. The certificates and licences issued in the Commonwealth of Australia, New Zealand, India, Newfoundland and in the British Colonies, Protectorates and Mandated Territories concerned are in the standard form prescribed in Annex E to the International Air Navigation Convention, and are thus similar in form to those issued in the United Kingdom. They contain, however, appropriate variations in matters of detail.)

(4) The present Agreement shall not affect existing requirements in respect of visas for entry into the territories concerned.

(5) The provisions of the present Agreement do not absolve holders of certificates in the form of those enclosed from compliance with the immigration regulations in force at the place of arrival.

(6) The pilots' and navigators' certificates referred to in provision (1) and the certificates of competency and licences referred to in provision (3) shall be exempt from stamping on entry and departure.

2. The provisions of the Agreement are limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants in the terms of the Immigration Regulations in force at the place of arrival.

3. The present reply and your note of the same date in a similar sense shall be regarded

tes som en skriftfesting av den avtale som man er blitt enig om i denne sak.

Jeg benytter anledningen til overfor Dem, Herr Sendemann, å gjenta forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

(u.) Trygve LIE.

Sir Cecil Dormer,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

as placing on record the understanding arrived at in this matter.

I avail, etc.

(Signed) Trygve LIE.

Sir Cecil Dormer,
His Britannic Majesty's Minister,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 3 novembre 1937.

*Le Directeur p. i. des Affaires
de la Société des Nations,*

Rolf Andersen.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4210. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE DES BREVETS DE PILOTE ET DE NAVIGATEUR D'AVIATION COMME TENANT LIEU DE PASSEPORTS NATIONAUX. OSLO, LE 11 OCTOBRE 1937.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 151.

OSLO, le 11 octobre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de déclarer, au nom des Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'au nom du Gouvernement de l'Inde, qu'ils acceptent les dispositions suivantes comme constituant un accord, sur la base de la réciprocité, entre eux et le Gouvernement de Norvège :

1^o A partir de la date de la présente note, tous les ressortissants norvégiens arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage des aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières norvégiennes et immatriculés en Norvège, pourront pénétrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Inde, sur présentation, en lieu et place des passeports nationaux, d'un certificat de pilote ou d'un certificat de navigateur, établis sur le modèle de ceux dont des spécimens sont joints².

2^o Cette disposition est considérée comme s'appliquant également à Terre-Neuve, à toutes les colonies britanniques et à tous les territoires placés sous la protection de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ainsi qu'aux territoires suivants, sur lesquels Sa Majesté a accepté d'exercer un mandat au nom de la Société des Nations, à savoir : la Palestine (y compris la Transjordanie), le Tanganyika, le Cameroun sous mandat britannique, le Togo sous mandat britannique (administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni), la Nouvelle-Guinée (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), le Samoa occidental (administré par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande) et Nauru (actuellement administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Non reproduits.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° A partir de la date de la présente note, tous les sujets ou protégés britanniques, arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage des aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières britanniques et immatriculés dans l'un quelconque des territoires placés sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, pourront pénétrer en Norvège sur présentation, en lieu et place des passeports nationaux, de certificats d'aptitude et de licences établis sur le modèle de ceux dont des spécimens sont joints¹. (Les spécimens ci-annexés sont ceux de certificats délivrés dans le Royaume-Uni. Les certificats et licences délivrés dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Inde, à Terre-Neuve et dans les colonies et protectorats britanniques, ainsi que dans les territoires sous mandat britannique, sont du modèle-type prescrit dans l'annexe E de la Convention internationale de navigation aérienne, et sont donc analogues, quant à la forme, à ceux qui sont délivrés dans le Royaume-Uni. Ils comportent toutefois les variantes nécessaires en ce qui concerne les points de détail.)

4° Le présent accord ne modifiera en rien les conditions exigées en ce qui concerne les visas d'entrée dans les territoires en question.

5° Les détenteurs de certificats de l'un ou de l'autre des modèles annexés restent soumis aux règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

6° Les certificats de pilote et de navigateur mentionnés au point 1°, et les certificats d'aptitude et licences mentionnés au point 3°, seront exemptés de l'estampillage à l'arrivée et au départ.

2. Le présent accord ne s'appliquera, dans tous les cas, qu'aux personnes non visées par l'interdiction d'immigration prévue par les règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

3. La présente note et la réponse de Votre Excellence, en date du même jour et de teneur similaire, seront considérées comme consacrant l'accord intervenu en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Cecil DORMER.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Oslo.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 11 octobre 1937.
2 annexes.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception de votre lettre N° 151 de ce jour, j'ai l'honneur de confirmer que le Gouvernement de Sa Majesté accepte que les dispositions suivantes soient considérées comme constituant un accord sur la base de la réciprocité entre le Gouvernement norvégien d'une part et les Gouvernements de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que le Gouvernement de l'Inde, d'autre part :

1° A partir de la date de la présente note, tous les ressortissants norvégiens arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage des aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières norvégiennes et immatriculés en Norvège, pourront pénétrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Inde, sur présentation, en lieu et place des

¹ Non reproduits.

passports nationaux, d'un certificat de pilote ou d'un certificat de navigateur, établis sur le modèle de ceux dont des spécimens sont joints.

2° Cette disposition est considérée comme s'appliquant également à Terre-Neuve, à toutes les colonies britanniques et à tous les territoires placés sous la protection de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ainsi qu'aux territoires suivants, sur lesquels Sa Majesté a accepté d'exercer un mandat au nom de la Société des Nations, à savoir : la Palestine (y compris la Transjordanie), le Tanganyika, le Cameroun sous mandat britannique, le Togo sous mandat britannique (administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni), la Nouvelle-Guinée (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), le Samoa occidental (administré par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande) et Nauru (actuellement administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie).

3° A partir de la date de la présente note, tous les sujets ou protégés britanniques, arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage des aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières britanniques et immatriculés dans l'un quelconque des territoires placés sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, pourront pénétrer en Norvège sur présentation, en lieu et place des passeports nationaux, de certificats d'aptitude et de licences établis sur le modèle des spécimens transmis par votre note. (Les spécimens transmis sont ceux de certificats délivrés dans le Royaume-Uni. Les certificats et licences délivrés dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Inde, à Terre-Neuve et dans les colonies et protectorats britanniques, ainsi que dans les territoires sous mandat britannique, sont du modèle-type prescrit dans l'annexe E de la Convention internationale de navigation aérienne, et sont donc analogues, quant à la forme, à ceux qui sont délivrés dans le Royaume-Uni. Ils comportent toutefois les variantes nécessaires en ce qui concerne les points de détail).

4° Le présent accord ne modifiera en rien les conditions exigées en ce qui concerne les visas d'entrée dans les territoires en question.

5° Les détenteurs de certificats de l'un ou de l'autre des modèles annexés restent soumis aux règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

6° Les certificats de pilote et de navigateur mentionnés au point 1°, et les certificats d'aptitude et licences mentionnés au point 3°, seront exemptés de l'estampillage à l'arrivée et au départ.

2. Le présent accord ne s'appliquera, dans tous les cas, qu'aux personnes non visées par l'interdiction d'immigration prévue par les règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

3. La présente réponse ainsi que votre note, datée du même jour et de teneur similaire, seront considérées comme consacrant l'accord intervenu en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Trygve LIE.

Sir Cecil Dormer,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

N° 4211.

BULGARIE ET DANEMARK

Traité de conciliation, d'arbitrage et
de règlement judiciaire. Signé à
Sofia, le 7 décembre 1935.

BULGARIA AND DENMARK

Treaty of Conciliation, Arbitration
and Judicial Settlement. Signed
at Sofia, December 7th, 1935.

N^o 42II. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE
RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA BULGARIE ET LE DANEMARK.
SIGNÉ A SOFIA, LE 7 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la Bulgarie et du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 novembre 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES

et

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans un traité leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence Monsieur Georges KIOSSEIVANOV, président du Conseil des ministres,
ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Son Excellence Monsieur Erik Andreas Mathias BIERING, envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire à Sofia ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 21 octobre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4211. — TREATY ² OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN BULGARIA AND DENMARK. SIGNED AT SOFIA, DECEMBER 7TH, 1935.

French official text communicated by the Permanent Delegates of Bulgaria and of Denmark to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 9th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS
and

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND,

Inspired by the friendly relations existing between their respective nations ;

Sincerely desirous of bringing about, by peaceful methods, the settlement of any differences that may arise between their countries ;

Observing that it is obligatory upon international tribunals to respect rights established by treaty or resulting from international law ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified except with its consent ;

Considering that the faithful observance, under the auspices of the League of Nations, of methods of pacific settlement renders possible the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation of the Assembly of the League of Nations in its resolution dated September 26th, 1928, that all States should conclude conventions for the pacific settlement of international disputes ;

Have decided to embody their common intention in a Treaty, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency Monsieur Georges KIOSSEIVANOV, President of the Council of Ministers,
Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

His Excellency Monsieur Erik Andreas Mathias BIERING, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary at Sofia ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Sofia, October 21st, 1937.

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre la Bulgarie et le Danemark, et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par le présent traité, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon le cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Article 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions. Toutefois, si une solution du différend n'intervenait pas par application de cette procédure, les dispositions du présent traité relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent traité avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention²

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; et vol. CLXXXI, page 346, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 1.

Disputes of every kind which may arise between Bulgaria and Denmark and which it may not have been possible to settle by diplomacy shall be submitted, under the conditions laid down in the present Treaty, to judicial settlement or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of such conventions. Nevertheless, should the settlement of the dispute not be achieved by application of such procedure, the provisions of the present Treaty concerning arbitration or judicial settlement shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Treaty until a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent authority.

2. In such a case, the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice unless the Parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an Arbitral Tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an Arbitral Tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18th,

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; Vol. CLXXVII, page 382; and Vol. CLXXXI, page 346, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par le présent traité.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III

DE LA CONCILIATION.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La commission comprendra trois membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le troisième commissaire sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance. Ce dernier ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Il assumera la présidence de la commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Le commissaire nommé en commun pourra être remplacé au cours de son mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the Tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article or fail to appoint arbitrators, either Party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the Parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Treaty.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the Arbitral Tribunal referred to in Article 5, before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the Parties.

Article 10.

On a request to that effect being made by one of the High Contracting Parties to the other Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

Article 11.

Unless the Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

1. The Commission shall be composed of three members. The High Contracting Parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The third commissioner shall be appointed by agreement from among the nationals of a third Power. The last-mentioned commissioner must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. He shall act as President of the Commission.

2. The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioner appointed jointly may be replaced during his term of office by agreement between the Parties. Either of the High Contracting Parties may, moreover, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall remain in office until the termination of the proceedings in hand.

3. Any vacancies which occur as a result of death, resignation, or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une Commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 13.

Si la nomination du commissaire à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder à sa nomination sera confié au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

Article 14.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours, à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the Parties is in existence, a special Commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date at which a request to that effect is made by one of the Parties to the other Party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

If the appointment of the commissioner to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the duty of appointing him shall be entrusted to the President-in-Office of the Council of the League of Nations.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in default thereof, by either Party.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain a request to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the Parties, the other Party shall without delay be notified by it.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before a Permanent Conciliation Commission either Party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall, in such case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et en particulier à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 20.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement that seem to it suitable and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the *procès-verbal* of whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's *procès-verbal* shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPITRE IV

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée dans les articles précédents, les Parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un Tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

Le Tribunal arbitral comprendra trois membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le sur-arbitre sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance. Il ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

Si, dans un délai de trois mois, les Parties n'ont pu tomber d'accord sur le choix du sur-arbitre, sa nomination sera faite par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou de l'autre des Parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera *ex æquo et bono*.

CHAPTER IV.

SETTLEMENT BY ARBITRATION.

Article 24.

If the Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission mentioned in the previous Articles, the question shall be brought before an Arbitral Tribunal which, unless the Parties agree otherwise, shall be constituted in the manner indicated below.

Article 25.

The Arbitral Tribunal shall consist of three members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of a third Power. He must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties.

Article 26.

If, within a period of three months, the Parties have been unable to reach an agreement as to the choice of a Chairman, he shall be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the nomination shall be made by the Vice-President. If the latter is unable to act, or is a national of one of the Parties, the appointment shall be made by the oldest member of the Court who is not a national of either Party.

Article 27.

Any vacancies which occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of procedure.

Article 29.

Failing adequate stipulations in the special agreement with regard to the points mentioned in the preceding Article, the procedure followed shall, as far as possible, be that laid down in the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute may be brought before the Tribunal on the application of either Party.

Article 31.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. If there are no such rules applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 32.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 33.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé, par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée une satisfaction équitable.

Article 34.

1. Le présent traité sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 35.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent traité, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 36.

Le présent traité, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 32.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before the Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The Parties undertake to refrain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to refrain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 33.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment delivered or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute is, wholly or in part, contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of such judgment or measure to be annulled, the High Contracting Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 34.

1. The present Treaty shall be applicable as between the High Contracting Parties even though a third Power has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure, the Parties may agree to invite such third Power to intervene.

3. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature that may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the Arbitral Tribunal a request to intervene.

The Court or the Tribunal shall decide.

4. Whenever the interpretation of a convention to which States other than those concerned in the case are Parties is in question, the Registry of the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal shall notify all such States forthwith.

Each State so notified shall have the right to intervene in the proceedings but, if it avails itself of that right, the interpretation contained in the decision shall be binding upon it.

Article 35.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Treaty, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 36.

The present Treaty, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take, at any time, whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 37.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Sofia.

Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

2. Le traité est conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce temps, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Sofia, le sept décembre 1935, en deux exemplaires.

(L. S.) (s) G. KIOSSEIVANOV.

(L. S.) (s) E. BIERING.

Copie certifiée conforme :

Copenhague, le 21 décembre 1937.

Georg Cohn,

*Chef du Département
au Ministère des Affaires étrangères.*

Article 37.

1. The present Treaty shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Sofia.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Treaty is concluded for a period of five years, dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

Notwithstanding denunciation by one of the Contracting Parties, the proceedings pending at the expiration of the current period of the Treaty shall be duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Sofia, this 7th day of December, 1935.

(L. S.) (Signed) G. KIOSSEIVANOV.

(L. S.) (Signed) E. BIERING.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 7 décembre 1928 et à l'Accord relatif à l'échange réciproque des marchandises du 4 janvier 1935 entre les deux pays, signé à Tallinn, le 24 octobre 1937, et échange de notes y relatif de la même date.

GERMANY AND ESTONIA

Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of December 7th, 1928, and to the Agreement regarding the Reciprocal Exchange of Goods of January 4th, 1935, between the Two Countries, signed at Tallinn, October 24th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 4212. — ¹ LISAKOKKULEPE KAUBANDUS- JA LAEVANDUSLEPINGULE 7 DETSEMBRIST 1928 EESTI VABARIIGI JA SAKSA RIIGI VAHEL JA EESTISAKSA VASTASTIKUSE KAUBAVAHE- TUSE KOKKULEPPELE 4 JAANUARIST 1935. TALLINNAS, 24 OKTOOBRIIL 1937.

*Textes officiels allemand et estonien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 novembre 1937.*

ALLAKIRJUTANUD EESTI ja SAKSA valitsuse täisvolinikud sõlmisid Kaubandus-, ja Laevanduslepingule Eesti Vabariigi ja Saksa Riigi vahel 7. detsembrist 1928² ja Eesti-Saksa vastastikuse kaubavahetuse kokkuleppele 4. jaanuarist 1935 järgneva lisakokkuleppe :

Artikkel 1.

Eesti Vabariigi ja Saksa Riigi vahelise Kaubanduse- ja Laevanduselepingu lisad B ja C, samuti lisad A ja B Eesti-Saksa vastastikuse kaubavahetuse kokkuleppele 4. jaanuarist 1935 sõnastuses 29. novembrist 1935 ja 2 novembrist 1936 asetatakse lisadega A¹ ja B¹.

Artikkel 2.

Käesolev lisakokkulepe ratifitseeritakse ning ta jõustub 15. päeval pärast ratifikatsioonikirjade vahetamist, mis toimub Berliinis.

Mõlemad valitsused leppisid aga kokku selles, et käesolev lisakokkulepe võetakse esialgselt käsitamisele juba enne ratifikatsioonikirjade vahetamist alates 8. novembrist 1937.

Tehtud kahes eksemplaris eesti ja saksa keeles Tallinnas 24. oktoobril 1937.

K. SELTER.
E. VIRGO.

H. FROHWEIN.
H. FORKEL.

¹ Entré en vigueur le 8 novembre 1937.

² Vol. XCIX, page 259, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4212. — ZUSATZABKOMMEN ¹ ZUM HANDELS- UND SCHIFFAHRTS-
VERTRAG VOM 7. DEZEMBER 1928 ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN
REICH UND DER REPUBLIK ESTLAND UND ZUM DEUTSCH-
ESTNISCHEN ABKOMMEN VOM 4. JANUAR 1935 ÜBER DEN
GEGENSEITIGEN WARENVERKEHR. GEZEICHNET IN TAL-
LINN, AM 24. OKTOBER 1937.

*Estonian and German official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The
registration of this Agreement took place November 13th, 1937.*

Die unterzeichneten Bevollmächtigten DER ESTNISCHEN UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG
haben folgendes Zusatzabkommen zum Handels- und Schifffahrtsvertrag² zwischen der Republik
Estland und dem Deutschen Reich vom 7. Dezember 1928 und zum Estnisch-Deutschen Abkommen
über den gegenseitigen Warenverkehr vom 4. Januar 1935 getroffen :

Artikel 1.

Die Anlagen B und C zum Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen der Republik Estland
und dem Deutschen Reich sowie die Anlagen A und B zum Estnisch-Deutschen Abkommen über
den gegenseitigen Warenverkehr vom 4. Januar 1935 in der Fassung vom 29. November 1935
und 2. November 1936 werden durch die Anlagen A¹ und B¹ ersetzt.

Artikel 2.

Dieses Zusatzabkommen soll ratifiziert werden und tritt am 15. Tage nach dem Austausch
der Ratifikationsurkunden, der in Berlin erfolgen soll, in Kraft.

Die beiden Regierungen sind sich indess darüber einig, dass dieses Zusatzabkommen bereits
vor dem Austausch der Ratifikationsurkunden vom 8. November 1937 ab vorläufig angewendet
werden soll.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in estnischer und deutscher Sprache zu Tallinn, am
24. Oktober 1937.

K. SELTER.
E. WIRGO.

H. FROHWEIN.
H. FORKEL.

¹ Came into force November 8th, 1937.

² Vol. XCIX, page 259, of this Series.

LISA A I.

Tollitariifi nr.	Kauba nimetus	Tollimäär doppelzentnerilt Riigi markades
Ex § 115	Koha, elus ja elutu, värsked, ka külmutatud, koguses mitte üle 600 dz kalendriaastas <i>Märkus</i> : Tollivabadus on maksev tingimusel, et seda võib nõuda 400 dz ületavale kogusele ainult sel juhul, kui see lisakvantum veetakse sisse külmutatud seisukorras.	tollita
Ex 219	Kilud ja heeringad (elava kala pikkus ei ületa 16 sm), sisse tehtud soolaga, loorberiga, suhkruga ja vürtsidega, õhukindlalt suletud nõudes . . .	45
Ex 625	Toolipõhjad ja tooliseljad kasepuust : töötlemata töötletud <i>Märkus</i> : Kokkuleppes ettenähtud tollimäärad on maksvad ainult koguse kohta, mis kalendriaasta kohta vastaks 165 protsendile Saksa ametliku statistika järgi 1933 aastal tariifi nr. 625 all Eestist Saksa tollipiirkonda sisseveetud kaupadest.	8 12
Ex 639	Toored, vormimata tükid, toored lõigatud või tõmmatud lehed, pakud, plaadid, torud või pulgakesed, kaseiin-kunstsarvest, ilma täiteaineta, koguses mitte üle 750 dz kalendriaastas	35

K. S.

F.

E. V.

F.

LISA B I.

Tollitariifi nr.	Kaupade nimetus	Alus	Toll eesti kroonides
Ex § 4 p. 3 a Ex <i>Märkus</i> Ex § 18 ex p. 2 <i>Märkus</i>	Kartuli ja tapioka jahu ja teised taimesaadused : riisitärklis Riisitärklis väikestes kuni 2 kg. rasketes pakkides Kohv : igasugused kohvi aseained (ka linnased) peenendatult, olgugi tükikideks pressitult Eelnimetatud kaubad kuni 2 kg rasketes pakkides tollitakse ühes pakisega. Keedusool : kivisool töötlemata kivisool, jahvatatud	1 kg n. 1 kg br. 1 kg n. — —	0,10 0,10 0,75 tollita tollita

ANLAGE A¹.

Tarifnummer	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppel- zentner RM
aus 115	Zander, lebend und nicht lebend, frisch, auch gefroren, in einer Höchstmenge von 600 dz im Kalenderjahr	frei
	<i>Anmerkung</i> : Die Zollfreiheit gilt mit der Massgabe, dass sie für die 400 dz übersteigenden Mengen im Rahmen des Zollkontingents nur in Anspruch genommen werden kann, wenn diese Mehrmengen in gefrorenem Zustand eingeführt werden.	
aus 219	Brislinge und Heringe (Länge des lebenden Fisches nicht über 16 cm), mit Salz, Lorbeer, Zucker und Gewürzen zubereitet, in luftdicht verschlossenen Behältnissen	45
aus 625	Stuhlsitze und Stuhllehnen aus Birkenholz : roh bearbeitet	8 12
	<i>Anmerkung</i> : Die Vertragszollsätze gelten nur für eine Gesamtmenge in einem Kalenderjahr, die 165 v. H. derjenigen Menge an Waren der Tarifnr. 625 entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Jahre 1933 aus Estland in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist.	
aus 639	Rohe, ungeformte Stücke, rohe geschnittene oder gezogene Blätter, Blöcke, Platten, Röhren oder Stäbe aus Kaseinkunsthorn ohne Füllstoff in einer Höchstmenge von 750 dz im Kalenderjahr	35
	K. S. E. V.	F. F.

ANLAGE B¹.

Tarifnummer	Warenbenennung	Massstab	Zollsatz in Kronen
Ex § 4 P. 3 a	Kartoffel- und Tapiokamehl und andere Pflanzenerzeugnisse:		
	Reisstärke	1 kg n.	0,10
Ex <i>Anmerkung</i>	Reisstärke in kleinen bis zu 2 kg schweren Packungen. . .	1 kg br.	0,10
Ex § 18	Kaffee :		
ex P. 2	aller Art Kaffee-Ersatzstoffe (auch Malz) zerkleinert, wenn auch zu Stücken gepresst	1 kg n.	0,75
	<i>Anmerkung</i> Die oben genannten Waren in Packungen bis zu 2 kg schwer, werden mit der Verpackung zusammen verzollt.		
Ex § 33	Kochsalz :		
ex P. 1	Steinsalz, unverarbeitet	—	zollfrei
ex P. 2	Steinsalz, gemahlen	—	zollfrei

Tollitariifi nr.	Kaupade nimetus	Alus	Toll eesti kroonides
Ex § 43 p. 1	Liim ja želatiin : kalaliim ja želatiin igasugune peale p. 3 nimetatu, tahvli- tena, kangidena, teradena, pulbrina jne	1 kg n.	1,20
Ex § 55 p. 4 p. 5	Nahad pargitud, ka värvitud : ševroo ja ševrett, igasugune seemis- ja lakknahk igasugune ja igas suuruses ; glasee- nahk ; igasugused eraldi nimetamata nahad igas suuru- ses, pressitud või trükitud mustritega, välja arvatud loomulikkude nahkade järelaimamised (imitatsioonid).	1 kg. n	6,00
p. 6	nahad igasugused ja igas suuruses, pronksitud, hõbetatud või kullatud ; kala-, kahepaiksete- ja roomajate nahad ; nahad ilustatud lõike või vooliga	1 kg n.	15,00
Ex § 56 ex p. 2 p. 2 b	Karusnahad : mets- ja kodujäneste nahad ning imitatsioonid nendest : pargitud või värvitud	1 kg n.	15,00
Ex § 68 ex p. 4	Pärlmutter, kilbis ja muud kallihinnalised ained, samuti nende järelaimamised : mööbli käepidemed, nupud, lukuaugu katted, nurgad ja säärased kunstvaigust	1 kg n.	2,00
Ex § 76 p. 1	Portselanteosed : eraldi nimetamata, valged ja ühevärvilised, ka värviliste, hõbetatud või kullatud joontega äärtel, servadel, sanga- del või suudel (nibudel), kuid muude ilustusteta, ka ühenduses lihtsate materjalidega	1 kg n.	0,20
p. 4	teosed hoonete, eluruumide või laua kaunistamiseks ja säärased, mitmevärvilised, maaliga, hõbetatud, kullatud või ühenduses teiste lihtsate materjalidega ; kunstlikud lilled ja taimed portselanist, samuti nendest valmistatud, teosed, nagu : pärjad, lillekimbud ja säärased, valged, värvilised, ka lihtsast materjalist osadega	1 kg n.	2,50
Ex § 77 ex p. 1	Klaaskaup : nõud vedelikkude ja muude kaupade mahutamiseks ja alalhoidmiseks, nagu : igakujulised lihtsad pudelid, pudelikesed ja purgid, lihvimata ja poleerimata, ka valatud, puhutud või pressitud tähtede, pealkirjade ja märkidega :		
p. 1 c α	konserveerimispurgid (n.n. « Weckpurgid »), ka ühen- duses nende osadega	1 kg n.	0,18
ex p. 2	eraldi nimetamata teosed, valgest või poolvalgest klaasist või loomulikku värvi pudeliklaasist, lihvimata, poleeri- mata, ka lihvitud või töötletud põhjade, äärte, kaelte, korkidega või kaantega ja valatud, puhutud või pressitud märkide, pealkirjade ja mustritega, kuid muude ilustusteta :		
ex p. 2 a p. 2 a β	pressitud või valatud : kõik teised	1 kg n.	0,20
Ex § 88 ex p. 1 p. 1 b	Kautšuk ja guttapertš, töötletud : pehme kummi : lõngana, sulatisena, või lahuna ; teosed eraldi nimeta- mata, kiudainete lisandita ; igasugused arstlised ja hügieenilised tarbeasjad	1 kg n.	0,80

Tarifnummer	Warenbenennung	Massstab	Zollsatz in Kronen
Ex § 43 P. 1	Leim und Gelatine :		
	Fischleim und Gelatine aller Art, ausser den in P. 3 genannten, in Tafeln, Stangen, Körnern, Pulvern usw..	1 kg n.	1,20
Ex § 55 P. 4 P. 5	Häute gegerbt, auch gefärbt (Leder) :		
	Chevreau und Chevrette, aller Art	1 kg n.	6,00.
	Sämisch- und Lackleder aller Art und jeder Grösse ; Handschuh-(Glacé)leder ; nicht besonders genanntes Leder aller Art, jeder Grösse, mit eingepressten oder gedruckten Mustern, ausgenommen Nachahmungen von natürlichen Häuten (Imitationen)	1 kg n.	15,00
P. 6	Leder aller Art und jeder Grösse, bronziert, versilbert oder vergoldet ; Fisch-, Amphibien- und Kriechtierhäute ; Leder mit ausgeschnittenen oder eingeschnitzten Verzierungen	1 kg n.	8,00
Ex § 56 ex P. 2 P. 2 b	Rauchwaren :		
	Hasen- und Kaninchenfelle und Nachahmungen daraus : gegerbt oder gefärbt	1 kg n.	15,00
Ex § 68 ex P. 4	Perlmutter, Schildpatt und andere kostbare Stoffe, desgl. deren Nachahmungen : Möbelbeschläge aus Kunstharz	1 kg n.	2,00
Ex § 76 P. 1 P. 4	Porzellanerzeugnisse :		
	nicht besonders genannte, weisse und einfarbige, auch mit farbigen, versilberten oder vergoldeten Linien an den Rändern, Kanten, Henkeln oder Schnäbeln, jedoch ohne andere Verzierungen, auch in Verbindung mit einfachen Materialien	1 kg n.	0,20
	Erzeugnisse zum Schmuck von Gebäuden und Wohnräumen oder Tafelschmuck und dergl., mehrfarbige, mit Malerei, versilberte, vergoldete oder in Verbindung mit anderen einfachen Materialien ; künstliche Blumen und Pflanzen aus Porzellan, desgleichen aus diesen hergestellte Erzeugnisse wie : Kränze, Blumensträusse und dergl., weisse, farbige, auch mit Teilen aus einfachem Material	1 kg n.	2,50
Ex § 77 ex P. 1 P. 1 c α	Glaswaren :		
	Gefässe, die zur Aufnahme und zum Aufbewahren von Flüssigkeiten und anderen Waren dienen wie : einfache Flaschen, Fläschchen und Burken in jeder Form, ungeschliffen und unpoliert, auch mit gegossenen, geblasenen oder gepressten Buchstaben, Inschriften und Zeichen : Konservengläser (s. g. « Weckkonservenburken ») auch in Verbindung mit deren Teilen	1 kg n.	0,18
Ex P. 2	Waren nicht besonders genannt, aus weissem oder halbweissem Glas oder aus naturfarbigem Flaschenglas, nicht abgeschliffen, nicht poliert, auch mit abgeschliffenen oder bearbeiteten Böden, Rändern, Halsen, Stöpseln oder Deckeln und mit gegossenen, geblasenen oder gepressten Marken, Inschriften und Mustern, jedoch ohne andere Verzierungen :		
ex P. 2 a P. 2 a β	gepresst oder gegossen :		
	alle anderen	1 kg n.	0,20
Ex § 88 ex P. 1 P. 1 b	Kautschuk und Guttapercha, bearbeitet :		
	Weichgummi :		
	in Fäden, Schmelzung oder Lösung ; Gegenstände nicht besonders genannt, ohne Zusatz von Faserstoffen ; aller Art medizinische und hygienische Bedarfsartikel	1 kg n.	0,80

Tarifnummer	Warenbenennung	Massstab	Zollsatz in Kronen
Ex § 96 ex P. 2 Ex § 113 ex P. 2	Baryt (spathum ponderosum) oder schwefelsaures Baryum : Baryt, gemahlen Zusammengesetzte Arzneien und dosierte medizinische Präparate, Heilpflaster, Bakterienpräparate und Sera : nachstehende pharmazeutische Präparate, dosiert, als Heilmittel : Ichthyol-Gesellschaft Cordes, Hermann u. Co., Ham- burg : Ichthyol ; I. G. Farbenindustrie : Campolon-Ampullen, Evipan- Natrium-Ampullen, Evipan-Tabletten, Hypophysin- Ampullen, Luminaletten, Optarson-Ampullen, Padutin- Lösung, Padutin-Ampullen, Phanodorm-Tabletten, Pha- nodorm-Calcium-Tabletten, Prolan-Ampullen, Prolan- Dragées, Rivanol-Tabletten, Prominal-Tabletten, Vigan- tol - Öl ; E. Merk, Darmstadt : Eumenol-Tabletten, Ephetonin- Tabletten und -Ampullen, Helminal-Tabletten, Vigantol, Prominal-Tabletten, Phanodorm-Tabletten, Eupaverin- Tabletten und -Ampullen, Eukodal-Tabletten und Ampullen nachstehende Heilsera : I. G. Farbenindustrie : Neuro-Yatren, Gono-Yatren, Staphylo-Yatren	1 kg n.	0,01
ex P. 4	Blei-, Zink- und Sulfobleiweiss ; Lithopon und weisser Antimonoxyd : Zinkweiss	1 kg br.	3,00
Ex § 131 P. 2 Ex § 150 P. 3	Gusseisenerzeugnisse : ermalliertes Geschirr (auch mit den zu ihm gehörigen, jedoch gesondert verpackten Deckeln) ; Ermaillewannen Erzeugnisse aus Stahl und Eisen, genietet oder geschweisst, wenn auch gefärbt oder mit einfachen Metallen bedeckt : Stahlkonstruktionen	— 1 kg n.	zollfrei 0,03
Ex § 152 ex P. 4 Ex § 157 ex P. 1	Nadelwaren aus einfachem Metall : Nähnadeln, desgl. alle anderen nicht besonders genannten Nadeln Segel-, Sattler-, Pack- und Schnürnadeln ; Strick- und Sticknadeln, desgl. Häkelhaken aller Art, auch mit Griffen aus einfachem Material	1 kg n. 1 kg n.	0,10 0,10
Ex § 158 P. 1 a ex P. 2	Messerwaren ausser solchen, die unter andere §§ des Tarifs fallen und ausser Maschinenmessern : Schafscheren Tischmesser und -gabeln, sofern sie nicht unter den Begriff der im P. 4 dieses § genannten Waren fallen, in fertigem Zustande	1 kg n. 1 kg n.	2,20 1,45
Ex § 167 P. 8 P. 9 P. 10 Ex § 168 P. 2 a Ex § 169	Maschinen und Apparate, vollständig oder unvollständig zusammengestellt oder in Bestandteile zerlegt : Messapparate für Gas, Wasser und andere Flüssigkeiten (ausser den im § 169 genannten), auch deren Teile . . Schreibmaschinen, deren Bestandteile, Bänder und Futterale Nähmaschinen aller Art, deren Bestandteile und Futterale Waagen, deren Bestandteile und Zubehör : Sprungfederwaagen aller Art Instrumente, Apparate und Geräte für astronomische, opti- sche, akustische, feinmechanische (Linier- und Mess- apparate), elektrotechnische, chemische, photo- und helio- graphische, medizinische und chirurgische Zwecke, auch	1 kg n. 1 kg n. 1 kg n. 1 kg n.	0,75 3,00 0,30 0,50

Tollitariifi nr.	Kaupade nimetus	Alus	Toll eesti kroonides
p. 3	otstarveteks, ka ühenduses kallismetallidega, samuti niisuguste instrumentide ja aparaatide osad; elektro-tehnilised tarbed : elektriaparaadid ja -tarbed eraldi nimetamata, selle hulgas ka elektrisoendus-, kuivatis-, signaliseerimis-, ja sääraseid aparaadid; elektritriikraud ja mootori süüteküünlad	1 kg n.	1,00
ex p. 10	raadioaparaadid ja valjuhääldajad, ka mitte täielikud, kaaluga üle 16 kg	1 kg n.	3,00
p. 11	raadioaparaatide ja valjuhääldajate osad	1 kg n.	2,00
Ex § 173	Sõidu- ja veoriistad ja eraldi nimetamata liikumisvahendid, tervikutena või osadeks lahti võetult :		
p. 7 b	jalgrataste osad, eraldi nimetamata, valmis kujul; jalg- ja mootorrataste käepidemed, signaalsarved ja -kellad, laternad, pakihoijad, pumbad, kaitseõrgud metallosadega; automobiilide suunanäitajad ja laternad ning nende osad	1 kg n.	1,80
Ex § 177	Paberikaup :		
ex p. 1	papp, paberi pressmass (papier-maché) ja vulkaanfibre :		
ex p. 1 i	põranda- ja seintekatted papist, trükitud (linoleumi-aseaine)	1 kg n.	0,90
ex p. 2	paber :		
p. 2 h a	paber värviline, mitte massif värvitud; paber kriidi, sõe või muude sääraste ainetega kaetud; paber riidele kleebitud; paber- ja lõuendkalka	1 kg n.	0,35
p. 2 i	marmor- ja muareepaber; pressimise või värvimise teel naha, puu või riidekoole järelaimatud paber	1 kg n.	0,75
ex p. 3	teosed paberist, papist, vulkaanfibrast, presspanist ja pressmassist (papier-maché) :		
p. 3 d	paberipesu, ka riidega kaetud, kuid õmbluseta	1 kg n.	0,50
Ex § 184	Lõng § 179 p.p. 2, 3 ja 4 nimetatud taimekiudest (inglise numeratsiooni järgi) :		
p. 1	kuni nr. 70 incl.	1 kg n.	1,50
Ex § 189	Puuvillased samet- ja plüüskangad :		
p. 1	kõik peale p. 2 nimetatute	1 kg n.	10,00
Ex § 192	Kangad džuidist, linast, kanepist ja muudest § 179 p.p. 3 ja 4 nimetatud kiudainetest, peale §§ 191 ja 193 alla kuuluvate kangaste :		
p. 3	mustriliselt koetud kangad laudlinade, salvrätikute ja käterätikute jaoks ja igal viisil koetud kangad taskurätikute jaoks ning teised eraldi nimetamata kangad.	1 kg n.	7,50
Ex § 215	Laste mänguasjad, tervikutena või nende üksikud osad :		
ex p. 2 a	alumiiniumist, sarvest, harilikust luust, puust, portselanist, klaasist, papist, paberist, merevahust, valaskalaluust, gagaadist (džetist), tselluloidist, kunstsarvest, laavast või muust sarnasest odavast materjalist	1 kg n.	8,75
ex p. 3 a	mitte kallismetallidest (peale alumiiniumi ja kullatud või hõbetatud metallide) muu materjalidega ühendamata.	1 kg n.	2,95
Ex § 216	Kirjutus-, joonistus- ja maalimisvahendid, eraldi nimetamata:		
p. 1 a	pliiatsid	1 kg n.	3,00

K. S.

F.

E. V.

F.

Tarifnummer	Warenbenennung	Massstab	Zollsatz in Kronen
P. 3	in Verbindung mit Edelmetallen, desgl. Bestandteile solcher Instrumente und Apparate; elektrotechnisches Zubehör :		
ex P. 10	Elektroapparate und Zubehör, nicht besonders genannt, darunter elektrische Wärm-, Trocken-, Signalisations- und ähnliche Apparate; elektrische Bügeleisen und Zündkerzen für Motoren	1 kg n.	1,00
P. 11	Radioapparate und Lautsprecher, auch nicht vollständige, bei einem Gewicht über 16 kg.	1 kg n.	3,00
Ex § 173	Bestandteile für Radioapparate und Lautsprecher . . .	1 kg n.	2,00
P. 7 b	Personen- und Lastwagen und nicht besonders genannte Verkehrsmittel, als Ganzes oder in Teile zerlegt :		
Ex § 177	Teile von Fahrrädern, nicht besonders genannt, in fertigem Zustande : Griffe, Signalhupen und -glocken, Laternen, Gepäckträger, Pumpen, Schutznetze mit Metallteilen für Fahr- und Motorräder; Richtungszeiger und Laternen für Automobile und deren Teile	1 kg n.	1,80
ex P. 1	Papierwaren :		
ex P. 1 i	Pappe, gepresste Papiermasse (Papiermaché) und Vulkanfaser :		
ex P. 2	Fussboden- und Wandbelag aus Pappe, bedruckt (Linoleumersatz)	1 kg n.	0,90
P. 2 h a	Papier :		
P. 2 i	Papier, farbiges, nicht in der Masse gefärbt; Papier mit Kreide, Kohle oder ähnlichen Stoffen bedeckt; Papier auf Gewebe geklebt; Pauspapier und Pausleinwand .	1 kg n.	0,35
ex P. 3	Marmor- und Moirépapier; Papier mit eingepressten oder gefärbten Nachahmungen von Leder, Holz oder Geweben	1 kg n.	0,75
P. 3 d	Erzeugnisse aus Papier, Pappe, Vulkanfaser, Pressspan und gepresster Papiermasse (Papiermaché) :		
Ex § 184	Papierwäsche, auch mit Geweben überzogen, jedoch ohne Naht	1 kg n.	0,50
P. 1	Garn aus den im § 179 P.P. 2, 3 und 4 genannten Pflanzenfasern (nach englischer Numerierung) :		
Ex § 189	bis Nr. 70 incl.	1 kg n.	1,50
P. 1	Baumwollene Samt- und Plüschgewebe :		
Ex § 192	alle, ausser den in P. 2 genannten	1 kg n.	10,00
P. 3	Gewebe aus Jute, Flachs, Hanf und anderen im § 179 P.P. 3 und 4 genannten Spinnstoffen, ausser Geweben, die unter §§ 191 und 193 fallen :		
Ex § 215	gemustert gewebte Gewebe für Tischdecken, Mund- und Handtücher und auf jede Art gewebte Stoffe für Taschentücher, sowie andere nicht besonders genannte Gewebe.	1 kg n.	7,50
ex P. 2 a	Kinderspielzeug, vollständig oder dessen einzelne Teile :		
ex P. 3 a	aus Aluminium, Horn, gewöhnlichem Bein, Holz, Porzellan, Glas, Pappe, Papier, Meerscham, Fischbein, Gagat (Jet), Zelluloid, Kunsthorn, Lava oder aus anderem dergleichen billigen Material	1 kg n.	8,75
Ex § 216	aus unedlen Metallen (ausser Aluminium und vergoldeten oder versilberten Metallen), nicht in Verbindung mit anderen Materialien	1 kg n.	2,95
P. 1 a	Schreib-, Zeichen- und Malbedarf, nicht besonders genannt : Bleistifte	1 kg n.	3,00

K. S.

E. V.

F.

F.

I.

EESTI DELEGATSIOONI
ESIMEES.

TALLINN, 24. oktoobril 1937.

HÄRRA ESIMEES !

7. detsembril 1928 sõlmitud Eesti Vabariigi ja Saksa Riigi vahelise Kaubandus- ja laevanduslepingu artikli 17 lõikele 4 toetudes on mul au Teile teatada, et me leppisime kokku järgnevas :

Päritolutunnistusi võivad välja anda Saksa Riigis ka Talunikkude maakondlikkude kogude Peaosakond II, Väliskaubanduse asutised või Käsitöökojad, Eestis ka Majandusministeerium, Põllutööministeerium, Tolliametid, Põllumajanduse saaduste väljaveo kontrolljaamad, Kaubandus- ja Tööstuskoja osakonnad või Põllutöökoda.

Kasutan käesolevat juhust, et Teile, Härra Esimees, uuendada minu suurima lugupidamise avaldust.

E. VIRGO.

Saksa Delegatsiooni Esimehele
Härra Ministeriaalnõunik Forkel'ile
a. a. Tallinnas.

II.

SAKSA DELEGATSIOONI
ESIMEES.

TALLINN, 24. oktoobril 1937.

HÄRRA ESIMEES !

7. detsembril 1928 sõlmitud Saksa Riigi ja Eesti Vabariigi vahelise Kaubandus- ja laevanduslepingu artikli 17 lõikele 4 toetudes on mul au Teile teatada, et me leppisime kokku järgnevas :

Päritolutunnistusi võivad välja anda Saksa Riigis ka Talunikkude maakondlikkude kogude Peaosakond II, Väliskaubanduse asutised või Käsitöökojad, Eestis ka Majandusministeerium, Põllutööministeerium, Tolliametid, Põllumajanduse saaduste väljaveo kontrolljaamad, Kaubandus- ja Tööstuskoja osakonnad või Põllutöökoda.

Kasutan käesolevat juhust, et Teile, Härra Esimees, uuendada oma suurima lugupidamise avaldust.

H. FORKEL.

Eesti Delegatsiooni Esimehele
Härra Ministeriaaldirektor Virgo'le,
Tallinnas.

I.

DER VORSITZENDE
DER ESTNISCHEN DELEGATION.

TALLINN, den 24. Oktober 1937.

HERR VORSITZENDER !

Unter Beziehung auf Artikel 17 Absatz 4 des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen der Republik Estland und dem Deutschen Reich vom 7. Dezember 1928 beehre ich mich ihnen mitzuteilen, dass wir folgendes vereinbart haben :

Die Ursprungszeugnisse können im Deutschen Reich auch von der Hauptabteilung II der Landesbauernschaften, den Aussenhandelsstellen oder den Handwerkskammern, in Estland auch vom Wirtschaftsministerium, vom Landwirtschaftsministerium, von den Zollbehörden, von den Kontrollstellen für die Ausfuhr von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, von den Filialen der Handels- und Industriekammer oder von der Landwirtschaftskammer ausgestellt werden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

E. VIRGO.

An den Vorsitzenden der Deutschen Delegation,
Herrn Ministerialrat Forkel,
z. Zt. Tallinn.

II.

DER VORSITZENDE
DER DEUTSCHEN DELEGATION.

TALLINN, den 24. Oktober 1937.

HERR VORSITZENDER !

Unter Beziehung auf Artikel 17 Absatz 4 des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Estland vom 7. Dezember 1928 beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass wir folgendes vereinbart haben :

Die Ursprungszeugnisse können im Deutschen Reich auch von der Hauptabteilung II der Landesbauernschaften, den Aussenhandelsstellen oder den Handwerkskammern, in Estland auch vom Wirtschaftsministerium, vom Landwirtschaftsministerium, von den Zollbehörden, von den Kontrollstellen für die Ausfuhr von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, von den Filialen der Handels- und Industriekammer oder von der Landwirtschaftskammer ausgestellt werden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

H. FORKEL,

An den Vorsitzenden der Estnischen Delegation,
Herrn Ministerialdirektor Wirgo,
Tallinn.

¹ TRADUCTION.

N^o 4212. — ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 7 DÉCEMBRE 1928 ET A L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE RÉCIPROQUE DES MARCHANDISES DU 4 JANVIER 1935 ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A TALLINN, LE 24 OCTOBRE 1937.

Les plénipotentiaires soussignés DU GOUVERNEMENT ESTONIEN et DU GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus de conclure l'avenant ci-après au Traité de commerce et de navigation entre la République d'Estonie et le Reich allemand du 7 décembre 1928, et à l'Accord du 4 janvier 1935, entre l'Estonie et l'Allemagne, concernant les échanges réciproques de marchandises.

Article premier.

Les annexes B et C au Traité de commerce et de navigation entre la République d'Estonie et le Reich allemand, ainsi que les annexes A et B à l'Accord du 4 janvier 1935 entre l'Estonie et l'Allemagne concernant les échanges réciproques de marchandises, dans la rédaction du 29 novembre 1935 et du 2 novembre 1936, sont remplacées par les annexes A¹ et B¹.

Article 2.

Le présent avenant sera ratifié et entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berlin.

Les deux gouvernements acceptent de mettre le présent avenant provisoirement en vigueur à partir du 8 novembre 1937, avant l'échange des instruments de ratification.

Fait en double expédition, en langue estonienne et en langue allemande, à Tallinn, le 24 octobre 1937.

K. SELTER.
E. VIRGO.

H. FROHWEIN.
H. FORKEL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4212. — ADDITIONAL AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF ESTONIA TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF DECEMBER 7TH, 1928, AND TO THE AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF GOODS OF JANUARY 4TH, 1935, BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT TALLINN, OCTOBER 24TH, 1937.

The undersigned Plenipotentiaries of THE ESTONIAN and GERMAN GOVERNMENTS have reached the following Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation between the Estonian Republic and the German Reich of December 7th, 1928, and to the Estonian-German Agreement regarding the reciprocal exchange of goods of January 4th, 1935.

Article 1.

Annexes B and C to the Treaty of Commerce and Navigation between the Estonian Republic and the German Reich and Annexes A and B to the Estonian-German Agreement regarding the reciprocal exchange of goods of January 4th, 1935, as amended November 29th, 1935, and November 2nd, 1936, are replaced by Annexes A¹ and B¹.

Article 2.

The present Additional Agreement shall be ratified and shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications, which shall take place in Berlin.

The two Governments are, however, agreed that the present Additional Agreement shall be provisionally applied before the exchange of ratifications as from November 8th, 1937.

Done in duplicate, in the Estonian and German languages, at Tallinn, this 24th day of October, 1937.

K. SELTER.

H. FROHWEIN.

E. VIRGO.

H. FORKEL.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEXE A1.

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en RM.
Ex 115	Brochets-perches (sandres) vivants ou non, frais, même congelés, pour une quantité maximum de 600 quintaux au cours d'une année civile. <i>Note</i> : La franchise ne s'applique aux quantités dépassant 400 quintaux dans le cadre du contingentement douanier que si ces quantités supplémentaires sont importées à l'état congelé.	Libres
Ex 219	Esports et harengs (le poisson vivant ne mesurant pas plus de 16 cm.) préparés avec du sel, du laurier, du sucre et des épices, en récipients hermétiquement fermés	45
Ex 625	Sièges de chaises et dossiers de chaises en bouleau : Bruts Ouvrés	8 12
	<i>Note</i> : Les droits conventionnels ne seront applicables qu'à une quantité totale, au cours d'une année civile, équivalant à 165 % de la quantité de marchandises du N° 625 qui, d'après la statistique officielle des importations allemandes, a été importée en 1933 dans le territoire douanier allemand en provenance d'Estonie.	
Ex 639	Morceaux bruts, non façonnés, feuilles, blocs, plaques, tuyaux et barres taillés ou étirés, bruts, en corne artificielle de caséine, sans matière de remplissage, pour une quantité maximum de 750 quintaux au cours d'une année civile	35
	K. S. E. V.	F. F.

ANNEXE B1.

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité de mesure	Droits de douane en couronnes
Ex § 4	Fécules de pommes de terre et de tapioca, et autres produits végétaux :		
p. 3 a)	Amidon de riz	1 kg. n.	0,10
Ex Remarque	Amidon de riz en petits emballages de 2 kg. et moins . . .	1 kg. br.	0,10
Ex § 18	Café :		
Ex p. 2	Succédanés de café de toute sorte, y compris le malt, moulus ou pressés en blocs	1 kg. n.	0,75
Remarque	Les marchandises ci-dessus, en contenants pesant jusqu'à 2 kg., sont taxées y compris le poids de l'emballage.		
Ex § 33	Sel de cuisine :		
Ex p. 1	Sel de roche brut	—	Libre
Ex p. 2	Sel de roche moulu	—	Libre

ANNEX AI.

Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal in R.M.
ex 115	Pike-perch, living or dead, fresh or frozen, in quantities not exceeding 600 metric quintals per calendar year	Free
	<i>Note</i> : Freedom from Customs duties may be granted for quantities exceeding 400 metric quintals coming within the present Customs quota only on condition that the excess quantity is imported in a frozen condition.	
ex 219	Brislings and herrings (length of live fish not exceeding 16 cm.) prepared with salt, bay, sugar and spices, in airtight receptacles	45
ex 625	Chair-seats and chair-backs of birchwood : Rough Wrought	8 12
	<i>Note</i> : The conventional duties only apply to a total quantity in one calendar year corresponding to 165% of the amount of goods coming under No. 625 of the tariff shown in the German official import statistics for the year 1933 as imported from Estonia to the German Customs territory.	
ex 639	Pieces, rough, unshaped, sheets, blocks, plates, tubes, or bars, rough carved or drawn, of artificial horn from casein, without filling material, up to a maximum quantity of 750 metric quintals per calendar year.	35
	K. S. E. V.	F. F.

ANNEX BI.

Tariff No.	Description of Goods	Unit	Duties in Kronen
ex § 4	Potato and tapioca meal and other vegetable products :		
sub-item 3 (a)	Rice starch	1 kg. net	0.10
ex <i>Note</i>	Rice starch in small packages up to 2 kg.	1 kg. gross	0.10
ex § 18	Coffee :		
ex sub-item 2	All kinds of coffee substitutes (including malt), ground, also pressed into blocks	1 kg. net	0.75
<i>Note</i>	When imported in receptacles weighing up to 2 kg., the above-mentioned goods are dutiable, including the weight of the packing.		
ex § 33	Cooking salt :		
ex sub-item 1	Rock salt, not worked	—	free
ex sub-item 2	Rock salt, ground.	—	free

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité de mesure	Droits de douane en couronnes
Ex § 43 p. 1	Colles et gélatines : Colle de poisson et gélatine de toute sorte, à l'exception des colles et gélatines figurant au p. 3, en plaques, en barres, en grains, en poudre, etc.	1 kg. n.	1,20
Ex § 55 p. 4 p. 5	Peaux tannées, même teintées (cuir) : Chevreau et chevrete de toute sorte Cuir chamoisé et verni de toute sorte et de toute dimension ; peaux pour gants (cuir glacé) ; cuir non spécialement dénommé de toute sorte et de toute dimension, avec dessins estampés ou imprimés, à l'exception des imitations de peau naturelle	1 kg. n. 1 kg. n.	6,00 15,00
p. 6	Cuirs de toute sorte et de toute dimension, bronzés, argentés ou dorés, peaux de poissons, d'amphibies ou de reptiles, cuirs avec ornements découpés ou repoussés	1 kg. n.	8,00
Ex § 56 Ex p. 2 p. 2 b)	Pelletteries : Peaux de lapin et de lièvre, ainsi que leurs imitations : Tannées ou teintées	1 kg. n.	15,00
Ex § 68 Ex p. 4 Ex § 76 p. 1	Nacre, écaille et autres matières précieuses, ainsi que leurs imitations : Garnitures de meubles en résine artificielle Ouvrages en porcelaine : Non spécialement dénommés, blancs et unicolores, même avec rayures colorées, argentées ou dorées aux bords, côtés, anses ou becs, mais sans autres ornements, même combinés avec des matières communes	1 kg. n. 1 kg. n.	2,00 0,20
p. 4	Objets pour orner les édifices, appartements ou tables et similaires, multicolores, avec peinture, argenteure ou dorure, ou combinés avec d'autres matières communes ; fleurs et plantes en porcelaine, ainsi qu'objets composés de ces fleurs et plantes, tels que : couronnes, bouquets et articles similaires, blancs, de couleur, même avec parties en matières communes	1 kg. n.	2,50
Ex § 77 Ex p. 1	Ouvrages en verre : Récipients destinés à contenir ou conserver des liquides ou d'autres marchandises, tels que : bouteilles, flacons et pots ordinaires de toute forme, non taillés ni polis, même avec lettres, inscriptions ou marques, coulées, soufflées ou moulées : Bocaux à conserver (dits bocaux Weck), même combinés avec leurs éléments constitutifs	1 kg. n.	0,18
p. 1 c) α	Ouvrages non spécialement dénommés en verre blanc, demi-blanc ou en verre à bouteilles naturel, non adoucis, non polis, même avec fonds, bords, goulots, bouchons ou couvercles adoucis ou retouchés, ainsi qu'avec marques, inscriptions ou dessins, coulés, soufflés ou moulés, mais sans autres ornements : Pressés ou moulés : Tous autres ouvrages	1 kg. n.	0,20
Ex p. 2	Caoutchouc et gutta-percha ouvrés : Caoutchouc souple : En fils, émulsion ou dissolution ; ouvrages non spécialement dénommés, sans addition de matières textiles ; articles médicaux et hygiéniques de toute sorte . .	1 kg. n.	0,80
Ex p. 2 a) p. 2 a) β Ex § 88 Ex p. 1 p. 1 b)	Baryte (<i>spatum ponderosum</i>) ou sulfate de baryum : Baryte moulue	1 kg. n.	0,01

Tariff No.	Description of Goods	Unit	Duties in Kronen
ex § 43 sub-item 1	Glue and gelatine : Fish glue and gelatine of all kinds, except those mentioned in sub-item 3, in plates, bars, grains, powder, etc. . . .	1 kg. net	1.20
ex § 55 sub-item 4 sub-item 5	Hides and skins, tanned, also dyed (leather) : Kid and chevrette of all kinds Chamois skins and patent leather of all kinds and of any size; glacé leather; leather of all kinds and of any size not specially mentioned, with stamped or printed designs, except imitations of natural skins	1 kg. net 1 kg. net	6.00 15.00
sub-item 6	Leather of all kinds and of any size, bronzed, silvered or gilt; skins of fishes, amphibians and reptiles : leather with ornaments cut out or incised	1 kg. net	8.00
ex § 56 ex sub-item 2 sub-item 2 (b)	Fur skins : Rabbit and hare skins and imitations thereof : Tanned or dyed.	1 kg. net	15.00
ex § 68 ex sub-item 4	Mother-of-pearl, tortoise-shell and other precious materials, also imitations thereof : Furniture mounting of artificial resin	1 kg. net	2.00
ex § 76 sub-item 1 sub-item 4	Porcelain wares : Wares not specially mentioned, white or of one colour, with or without coloured, silvered or gilt lines on the rims, edges, handles or spouts, but not otherwise orna- mented, also in combination with simple materials : Articles for the decoration of buildings and dwelling rooms, or for table decoration and the like, multicolored, with painting, silvered, gilt, or combined with other common materials; artificial flowers and plants made of porcelain and articles made therefrom such as crowns, bouquets and the like, white or coloured, also with parts of common materials	1 kg. net 1 kg. net	0.20 2.50
ex § 77 ex sub-item 1 sub-item 1 (c) α ex sub-item 2	Glassware : Receptacles intended for receiving and keeping liquids and other merchandise, such as common bottles, jars, pots of all shapes, non-ground and unpolished, also with cast, blown or stamped letters, inscriptions or marks : Conserve bottles (so-called "Weck" conserve bottles), also in combination with their parts Articles not specially mentioned of white or half-white glass or of natural bottle-glass, non-ground, unpolished, with or without ground or worked bottoms, edges, necks, stoppers or lids, also with cast, blown or stamped marks, inscriptions or patterns but without any other ornaments : Pressed or cast : All other kinds	1 kg. net 1 kg. net	0.18 0.20
ex § 88 ex sub-item 1 sub-item 1 (b)	Rubber and gutta-percha, manufactured : Soft rubber : In threads, emulsions or solutions; manufactures not specially mentioned, without admixture of textile materials; all kinds of medical and hygienic articles	1 kg. net	0.80
ex § 96 ex sub-item 2	Barytes (<i>spathum ponderosum</i>) or sulphate of barium : Barytes, ground.	1 kg. net	0.01

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité de mesure	Droits de douane en couronnes
Ex § 113	Médicaments composés et préparations médicinales dosées, emplâtres médicamenteux, préparations bactériologiques et sérums :		
Ex p. 2	Préparations pharmaceutiques ci-après dosées et importées comme médicaments : Ichtyol-Gesellschaft Cordes, Hermanni & Co., Hambourg : Ichtyol ; I. G. Farbenindustrie : Ampoules de campolon, ampoules d'évipan-sodium, comprimés d'évipan, ampoules d'hypophysine, Luminalettes, ampoules d'optarson, solution de padutine, ampoules de padutine, comprimés de phanodorme, comprimés de phanodorme-calcium, ampoules de prolan, dragées de prolan, pastilles de rivanol, comprimés de prominal, huile de vigantol ; E. Merk, Darmstadt : comprimés d'euménol, comprimés et ampoules d'éphétonine, comprimés d'helminal, vigantol, comprimés de prominal, comprimés de phanodorme, comprimés et ampoules d'eupavérine, comprimés et ampoules d'eucodal	1 kg. br.	3,00
Ex p. 4	Sérums médicamenteux ci-après : I. G. Farbenindustrie : neuro-yatrène, gono-yatrène, staphylo-yatrène	—	Libres
Ex § 131	Blanc de plomb, de zinc et de sulfo-plomb ; lithopon et oxyde blanc d'antimoine :		
p. 2	Blanc de zinc	1 kg. n.	0,03
Ex § 150	Ouvrages en fonte :		
p. 3	Vaisselle émaillée (y compris les couvercles emballés à part) ; baignoires émaillées	1 kg. n.	0,10
Ex § 152	Ouvrages en fer ou en acier, rivés ou soudés, même peints ou recouverts de métaux ordinaires :		
Ex p. 4	Structures en acier	1 kg. n.	0,10
Ex § 157	Aiguilles en métaux communs :		
Ex p. 1	Aiguilles à coudre, ainsi que toutes les autres aiguilles non spécialement dénommées	1 kg. n.	2,20
p. 2	Aiguilles de voilier, de sellier, d'emballer et passe-lacets ; aiguilles à tricoter et à broder ainsi que crochets à broder de toute sorte, même avec manches en matières communes	1 kg. n.	1,45
Ex § 158	Coutellerie, à l'exception des articles rangés sous d'autres numéros du tarif et des couteaux pour machines :		
p. 1 a)	Tondeuses pour moutons	1 kg. n.	0,50
Ex p. 2	Couteaux et fourchettes de table finis, s'ils ne sont pas compris dans le p. 4 du présent numéro	1 kg. n.	0,36
Ex § 167	Machines et appareils complets ou non, montés ou non :		
p. 8	Compteurs à gaz, à eau, ou pour tout autre liquide (à l'exception des compteurs dénommés au N° 169), ainsi que leurs pièces détachées	1 kg. n.	0,75
p. 9	Machines à écrire, leurs parties, rubans et coffrets. . .	1 kg. n.	3,00
p. 10	Machines à coudre de toute sorte, leurs parties et coffrets.	1 kg. n.	0,30
Ex § 168	Balances, ainsi que leurs parties et accessoires :		
p. 2 a)	Balances à ressort de toute sorte	1 kg. n.	0,50
Ex § 169	Instruments et appareils d'astronomie, d'optique, d'acoustique, de mécanique de précision (appareils de dessin linéaire et appareils à mesurer), d'électrotechnie, de chimie, de photographie et d'héliographie, de médecine		

Tariff No.	Description of Goods	Unit	Duties in Kronen
ex § 113	Compound medicaments and medicinal preparations in dose form, medicinal plasters, bacteriological preparations and sera :		
ex sub-item 2	The following pharmaceutical preparations in dose form as remedies : Ichthyol-Gesellschaft Cordes, Hermann & Co., Hamburg : Ichthyol ; I. G. Farbenindustrie : campolon ampoules, evipan-sodium ampoules, evipan tablets, hypophysin ampoules, luminaettes, optarson ampoules, padutin solution, padutin ampoules, phanodorm tablets, phanodorm-calcium tablets, prolan ampoules, prolan pills, rivanol tablets, prominal tablets, vigantol oil ;		
	E. Merk, Darmstadt : eumenol tablets, ephetonin tablets and ampoules, helminal tablets, vigantol, prominal tablets, phanodorm tablets, eupaverin tablets and ampoules, eucodal tablets and ampoules	1 kg. gross	3.00
ex sub-item 4	The following medicinal sera : I. G. Farbenindustrie : neuro-yatren, gono-yatren, staphylo-yatren	—	free
ex § 131	White lead, zinc white and sulpho lead white ; lithopone and white oxide of antimony :		
sub-item 2	Zinc white	1 kg. net	0.03
ex § 150	Cast-iron manufactures :		
sub-item 3	Enamelled hollow ware (including lids belonging thereto but packed separately) ; enamel baths	1 kg. net	0.10
ex § 152	Iron or steel manufactures, rivetted or welded, even if painted or coated with common metals :		
ex sub-item 4	Steel constructions	1 kg. net	0.10
ex § 157	Needles and pins of base metals :		
ex sub-item 1	Sewing needles and all other needles not specially mentioned	1 kg. net	2.20
sub-item 2	Sail-makers', saddlers' and packers' needles, also bodkins ; knitting and embroidery needles, also crochet hooks of all kinds, even with handles of common materials. .	1 kg. net	1.45
ex § 158	Cutlery, except articles coming under other tariff numbers and except machine knives :		
sub-item 1 (a)	Sheep shears	1 kg. net	0.50
ex sub-item 2	Table knives and forks, in so far as they are not included under sub-item 4 of this number, in finished condition	1 kg. net	0.36
ex § 167	Machines and apparatus, complete or not, fitted together or not:		
sub-item 8	Gas, water and other liquid metres (except those mentioned in No. 169), and parts thereof	1 kg. net	0.75
sub-item 9	Typewriters, parts thereof, ribbons and covers	1 kg. net	3.00
sub-item 10	Sewing machines of all kinds, parts thereof and covers.	1 kg. net	0.30
ex § 168	Scales, parts thereof and accessories :		
sub-item 2 (a)	Spring scales of all kinds	1 kg. net	0.50
ex § 169	Instruments, apparatus and appliances : astronomical, optical, acoustic, mechanical precision (line drawing and measuring apparatus), electro-technical, chemical, photographic, heliographic, medical and surgical, even combined		

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité de mesure	Droits de douane en couronnes
p. 3	et de chirurgie, même combinés avec des métaux précieux, ainsi que leurs pièces détachées ; accessoires électro-techniques :		
Ex p. 10	Articles et accessoires électriques non spécialement dénommés, y compris les appareils électriques de chauffage, de séchage, de signalisation et similaires ; fers à repasser électriques et bougies pour moteurs	1 kg. n.	1,00
p. 11	Appareils de T.S.F. et haut-parleurs, même incomplets, pesant plus de 16 kg.	1 kg. n.	3,00
Ex § 173	Pièces détachées d'appareils de T.S.F. et de haut-parleurs	1 kg. n.	2,00
p. 7 b)	Voitures pour le transport de personnes, camions et véhicules non spécialement dénommés, montés ou non :		
	Pièces détachées de bicyclettes non spécialement dénommées, finies : poignées, trompettes et timbres de signalisation, lanternes, porte-bagages, pompes, filets comportant des parties métalliques, pour bicyclettes et motocyclettes ; indicateurs de direction et lanternes pour automobiles, ainsi que leurs pièces détachées . .	1 kg. n.	1,80
Ex § 177	Articles de papeterie :		
Ex p. 1	Carton, papier mâché et fibre vulcanisée :		
Ex p. 1 i)	Recouvrements de sol et de murailles en carton imprimé (succédané de linoléum)	1 kg. n.	0,90
Ex p. 2	Papier :		
p. 2 h) α	Papier de couleur, non coloré en pâte ; papier enduit de craie, de charbon ou d'autres substances similaires ; papier collé sur tissus ; papier et toile à calquer . .	1 kg. n.	0,35
p. 2 i)	Papier marbré et moiré, papier imitant, par suite d'estampage ou de coloration, le cuir, le bois ou les tissus.	1 kg. n.	0,75
Ex p. 3	Articles de papier, de carton, de fibre vulcanisée, de carton comprimé et de papier mâché :		
p. 3 d)	Lingerie en papier, même recouverte de tissus, mais non cousue	1 kg. n.	0,50
Ex § 184	Filés de fibres végétales dénommées aux p. 2, 3 et 4 du N° 179 (numérotage anglais) :		
p. 1	Jusqu'au N° 70 inclusivement	1 kg. n.	1,50
Ex § 189	Velours et peluches de coton :		
p. 1	De toute sorte, autres que ceux dénommés au p. 2 . . .	1 kg. n.	10,00
Ex § 192	Tissus de jute, lin, chanvre et autres matières textiles dénommées aux p. 3 et 4 du N° 179, à l'exception des tissus rangés sous les N°s 191 et 193 :		
p. 3	Tissus à dessins pour nappes, serviettes, essuie-mains, et tissus pour mouchoirs, tissés de toute manière, ainsi qu'autres tissus non spécialement dénommés.	1 kg. n.	7,50
Ex § 215	Jouets montés ou en pièces détachées :		
Ex p. 2 a)	Articles en aluminium, corne, os ordinaire, bois, porcelaine, verre, carton, papier, écume de mer, fanon de baleine, jais, celluloid, corne artificielle, lave ou autres matières ordinaires similaires	1 kg. n.	8,75
Ex p. 3 a)	Articles en métaux communs (à l'exception de l'aluminium et des métaux dorés ou argentés) non combinés avec d'autres matières	1 kg. n.	2,95
Ex § 216	Fournitures de bureau, de dessin et de peinture non spécialement dénommées :		
p. 1 a)	Crayons	1 kg. n.	3,00

K. S.

F.

E. V.

F.

Tariff No.	Description of Goods	Unit	Duties in Kronen
	with precious metals, also parts of such instruments and apparatus ; electro-technical accessories :		
sub-item 3	Electric apparatus and accessories not specially mentioned, including electric heating, drying, signalling, and similar apparatus ; electric irons and sparking plugs for motors.	1 kg. net	1.00
ex sub-item 10	Wireless apparatus and loud-speakers, even if incomplete, weighing over 16 kg.	1 kg. net	3.00
sub-item 11	Parts of wireless apparatus and loud-speakers	1 kg. net	2.00
ex § 173	Passenger and goods vehicles and means of communication not specially mentioned, fitted or not :		
sub-item 7 (b)	Parts of cycles not specially mentioned, finished : handles, hooters and bells, lamps, carriers, pumps, nets with metal parts for cycles and motor-cycles ; steering indicators and lamps for motor-cars and parts thereof .	1 kg. net	1.80
ex § 177	Paper goods :		
ex sub-item 1	Cardboard, papier maché and vulcanised fibre :		
ex sub-item 1 (i)	Floor and wall coverings of cardboard, printed (linoleum substitute)	1 kg. net	0.90
ex sub-item 2	Paper :		
sub-item 2 (h) α	Coloured paper, not coloured in the pulp ; paper coated with chalk, charcoal or similar materials ; paper pasted on fabrics ; tracing paper and tracing cloth.	1 kg. net	0.35
sub-item 2 (i)	Marbled or moiré paper ; paper stamped or coloured in imitation of leather, wood or fabrics.	1 kg. net	0.75
ex sub-item 3	Articles of paper, cardboard, vulcanised fibre, presspahn and papier maché :		
sub-item 3 (d)	Paper linen, even covered with fabric, but not sewn.	1 kg. net	0.50
ex § 184	Yarn made of the vegetable fibres mentioned under No. 179, sub-items 2, 3 and 4 (English count) :		
sub-item 1	Up to No. 70 inclusive	1 kg. net	1.50
ex § 189	Cotton velvet and plush :		
sub-item 1	All kinds other than those mentioned under sub-item 2	1 kg. net	10.00
ex § 192	Fabrics of jute, flax, hemp and other textiles mentioned in No. 179, sub-items 3 and 4, with the exception of fabrics classed under Nos. 191 and 193 :		
sub-item 3	Figured fabrics for table-cloths, napkins and towels and materials woven in any manner for handkerchiefs, also other fabrics not specially mentioned	1 kg. net	7.50
ex § 215	Children's toys, complete or parts thereof :		
ex sub-item 2 (a)	Of aluminium, horn, ordinary bone, wood, porcelain, glass, cardboard, paper, meerschaum, whalebone, jet, celluloid, artificial horn, lava or of other similar cheap materials	1 kg. net	8.75
ex sub-item 3 (a)	Of non-precious metals (other than aluminium and gilded or silvered metals) not combined with other materials.	1 kg. net	2.95
ex § 216	Writing, drawing and painting requisites, not specially mentioned :		
sub-item 1 (a)	Pencils	1 kg. net	3.00

K. S.

F.

E. V.

F.

I.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ESTONIENNE.

TALLINN, le 24 octobre 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant à l'alinéa 4 de l'article 17 du Traité de commerce et de navigation du 7 décembre 1928 entre la République d'Estonie et le Reich allemand, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que nous sommes convenus de ce qui suit :

Les certificats d'origine pourront être également délivrés : dans le Reich allemand, par le Service central II des coopératives agricoles nationales, par les Services du commerce extérieur ou par les Chambres d'industrie ; en Estonie par le Ministère de l'Economie nationale, par le Ministère de l'Agriculture, par les autorités douanières, par les Services de contrôle de l'exportation des produits agricoles, par les bureaux régionaux des Chambres de commerce et d'industrie ou par la Chambre d'agriculture.

Je saisis cette occasion, etc.

E. VIRGO.

Monsieur Forkel,
Conseiller ministériel,
Président de la Délégation allemande,
actuellement à Tallinn.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

TALLINN, le 24 octobre 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant à l'alinéa 4 de l'article 17 du Traité de commerce et de navigation du 7 décembre 1928 entre le Reich allemand et la République d'Estonie, j'ai l'honneur de vous informer que nous sommes convenus de ce qui suit :

Les certificats d'origine pourront être aussi délivrés : dans le Reich allemand, par le Service central II des coopératives agricoles nationales, par les Services du commerce extérieur ou par les Chambres d'industrie ; en Estonie, par le Ministère de l'Economie nationale, par le Ministère de l'Agriculture, par les autorités douanières, par les Services de contrôle de l'exportation des produits agricoles, par les bureaux régionaux des Chambres de commerce et d'industrie ou par la Chambre d'agriculture.

Je saisis cette occasion, etc.

H. FORKEL.

Monsieur Virgo,
Directeur ministériel,
Président de la Délégation estonienne,
Tallinn.

I.

THE CHAIRMAN
OF THE ESTONIAN DELEGATION.

TALLINN, October 24th, 1937.

SIR,

With reference to Article 17, paragraph 4, of the Treaty of Commerce and Navigation of December 7th, 1928, between the Estonian Republic and the German Reich, I have the honour to notify you of our agreement on the following provision :

The certificates of origin may also be made out, in the German Reich, by Central Section II of Regional Associations of the Estate of Agriculture (*Landesbauernschaften*), Foreign Trade Offices (*Aussenhandelsstellen*) and Chambers of Handicrafts (*Handwerkskammern*) and, in Estonia, by the Ministry of Economic Affairs, the Ministry of Agriculture, the Customs authorities, Agricultural Products Export Control Offices, branches of the Chambers of Commerce and Industry and the Chamber of Agriculture.

I avail myself of this opportunity, etc.

E. VIRGO.

Monsieur Forkel,
Ministerial Counsellor,
Chairman of the German Delegation,
Tallinn.

II.

THE CHAIRMAN
OF THE GERMAN DELEGATION.

TALLINN, October 24th, 1937.

SIR,

With reference to Article 17, paragraph 4, of the Treaty of Commerce and Navigation of December 7th, 1928, between the German Reich and the Estonian Republic, I have the honour to notify you of our agreement on the following provision :

The certificates of origin may also be made out, in the German Reich, by Central Section II of Regional Associations of the Estate of Agriculture (*Landesbauernschaften*), Foreign Trade Offices (*Aussenhandelsstellen*) and Chambers of Handicrafts (*Handwerkskammern*) and, in Estonia, by the Ministry of Economic Affairs, the Ministry of Agriculture, the Customs authorities, Agricultural Products Export Control Offices, branches of the Chambers of Commerce and Industry and the Chamber of Agriculture.

I avail myself of this opportunity, etc.

H. FORKEL.

Monsieur Virgo,
Ministerial Director,
Chairman of the Estonian Delegation,
Tallinn.

N° 4213.

PAYS-BAS ET TURQUIE

Accord concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, avec annexes, protocole de signature et protocole, signés à Ankara, le 27 février 1937, et échange de notes y relatif de la même date.

THE NETHERLANDS AND TURKEY

Agreement regarding the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries, with Annexes, Protocol of Signature and Protocol, signed at Ankara, February 27th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N° 4213. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ANKARA, LE 27 FÉVRIER 1937.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 15 novembre 1937.*

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT TURC, désireux de régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les Pays-Bas et la Turquie se fera par voie de clearing ou de compensation privée, conformément aux dispositions des articles suivants.

Article 2.

1. Les sommes dues pour achats de marchandises originaires des Pays-Bas, ainsi que de marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer à régler suivant les dispositions du présent accord, importées en Turquie, seront versées en livres turques à la Banque centrale de la République de Turquie, qui les portera, après conversion en florins néerlandais, au jour du versement, au crédit d'un compte global en florins néerlandais, non productif d'intérêts, ouvert auprès de ladite banque, au nom du Nederlandsch Clearinginstituut.

2. La conversion des livres turques en florins néerlandais se fera sur base du cours officiel de la Banque centrale de la République de Turquie.

3. Lorsque la somme due est libellée en une autre monnaie que le florin néerlandais ou la livre turque, elle sera convertie en florins néerlandais, d'après le dernier cours connu de Londres.

Article 3.

1. Les sommes dues pour achats de marchandises originaires de la Turquie, importées aux Pays-Bas, seront versées en florins néerlandais au Nederlandsch Clearinginstituut.

2. Lorsque la somme due est libellée en livres turques, elle sera convertie en florins néerlandais, sur base du dernier cours de la livre turque communiqué par la Banque centrale de la République de Turquie au Nederlandsch Clearinginstituut.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NO. 4213. — AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE REPUBLIC OF TURKEY REGARDING THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ANKARA, FEBRUARY 27TH, 1937.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 15th, 1937.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE TURKISH GOVERNMENT, desirous of regulating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Payments in respect of goods transactions between the Netherlands and Turkey shall be effected by way of clearing or private compensation in accordance with the provisions of the following Articles.

Article 2.

1. Payments for goods of Netherlands origin, or goods having their origin in Netherlands oversea territories, imported into Turkey under the provisions of the present Agreement shall be made in Turkish pounds to the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası (Central Bank of the Turkish Republic), which shall convert them into Netherlands guilders as on the date of payment, and credit them to a pooled account in Netherlands guilders, not carrying interest, to be opened in its books in favour of the Nederlandsch Clearinginstituut (Netherlands Clearing Institution).

2. The conversion of the Turkish pounds into Netherlands guilders shall be at the official rate of the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası.

3. Where the sum owing is expressed in a currency other than the Netherlands guilder or Turkish pound, it shall be converted into Netherlands guilders at the latest available London rate.

Article 3.

1. Payments for goods of Turkish origin imported into the Netherlands shall be made in Netherlands guilders to the Nederlandsch Clearinginstituut.

2. Where the sum owing is expressed in Turkish pounds, it shall be converted into Netherlands guilders at the latest rate of the Turkish pound as communicated to the Nederlandsch Clearinginstituut by the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Lorsque la somme due est libellée en une autre monnaie que le florin néerlandais ou la livre turque, elle sera convertie en florins néerlandais, en appliquant le cours moyen coté pour la monnaie en cause à la séance de la Bourse d'Amsterdam qui précède le jour du versement.

Article 4.

1. Le Nederlandsch Clearinginstituut répartira les sommes versées au crédit des comptes suivants en florins néerlandais, non productifs d'intérêts, ouverts au nom de la Banque centrale de la République de Turquie, comme suit :

- a) 50 % au crédit du compte global,
- b) 30 % au crédit du compte devises libres,
- c) 20 % au crédit d'un compte spécial.

2. Les avoirs du compte global serviront à la liquidation des créances en règlement desquelles des versements ont eu lieu au compte global du Nederlandsch Clearinginstituut auprès de la Banque centrale de la République de Turquie, conformément aux dispositions du présent accord.

3. En ce qui concerne les créances résultant de l'achat de marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer, importées en Turquie, après la mise en vigueur du présent accord, leur règlement sera effectué par le débit du compte global, jusqu'à concurrence des 20 % de ce compte.

4. Les avoirs du compte « devises libres » seront à la libre disposition de la Banque centrale de la République de Turquie.

5. Les avoirs du compte spécial serviront à la liquidation d'une partie des créances résultant de l'importation en Turquie de marchandises originaires du Royaume des Pays-Bas, effectuée avant la mise en vigueur du présent accord. La liste de ces créances sera communiquée par le Nederlandsch Clearinginstituut à la Banque centrale de la République de Turquie.

6. Dès que les créances visées au paragraphe précédent auront été liquidées, le compte spécial sera fermé et le pourcentage des versements destinés au compte global sera porté à 70 %.

Article 5.

Les soldes en florins néerlandais qui à l'entrée en vigueur du présent accord se trouvent au débit et au crédit des comptes globaux auprès des deux Institutions de clearing prévus aux articles 2 et 3 de la Convention de clearing turco-néerlandaise du 23 septembre 1934, seront transférés aux comptes globaux prévus à l'article 2 et à l'article 4 paragraphe 1 (a) du présent accord, abstraction faite des créances visées à l'article 4 paragraphe 5.

Article 6.

1. Les frais et commissions dus par les exportateurs néerlandais à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants aux Pays-Bas, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays, seront réglés par voie de clearing, pour autant qu'ils sont usuels et économiquement justifiés.

2. Les deux Institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 7.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque centrale de la République de Turquie s'engagent à accepter tout paiement conforme aux clauses du présent accord. Ils ne pourront en aucun cas subordonner leur acceptation à des conditions qui ne sont pas mentionnées au présent accord.

3. Where the sum owing is expressed in a currency other than the Netherlands guilder or Turkish pound, it shall be converted into Netherlands guilders at the middle rate quoted for the currency in question on the Amsterdam Stock Exchange on the last stock exchange day preceding the date of payment.

Article 4.

1. The Nederlandsch Clearinginstituut shall credit the sums received to the following accounts in Netherlands guilders, not carrying interest, to be opened in its books in favour of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi, in the following proportions, that is to say :

- (a) As to 50 per cent, to the pooled account,
- (b) As to 30 per cent, to the free foreign exchange account,
- (c) As to 20 per cent, to a special account.

2. The pooled account shall be used for the liquidation of the debts, on settlement whereof payments have been made into the pooled account of the Nederlandsch Clearinginstituut at the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi under the provisions of the present Agreement.

3. Debts in respect of goods having their origin in Netherlands oversea territories, imported into Turkey after the entry into force of the present Agreement, shall be settled by debiting the pooled account to an amount not exceeding 20 per cent of the total of the said account.

4. The free foreign exchange account shall be at the free disposal of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi.

5. The special account shall be used for the liquidation of a part of the debts in respect of goods having their origin in the Kingdom of the Netherlands, imported into Turkey before the entry into force of the present Agreement. A list of such debts shall be communicated to the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi by the Nederlandsch Clearinginstituut.

6. On the completion of the liquidation of the debts to which the preceding paragraph relates, the special account shall be closed, and the percentage of payments into the pooled account shall be increased to 70 per cent.

Article 5.

The guilder balances, as at the entry into force of the present Agreement, to debit or credit of the pooled accounts at the two clearing institutions for which provision is made in Articles 2 and 3 of the Clearing Agreement between Turkey and the Netherlands of September 23rd, 1934, shall be transferred to the pooled accounts for which Article 2 and Article 4, paragraph 1 (a), of the present Agreement provides, less the amount of the debts to which Article 4, paragraph 5, relates.

Article 6.

1. Payment of customary and reasonable costs and commissions due by Netherlands exporters to their representatives in Turkey, or by Turkish exporters to their representatives in the Netherlands, in respect of goods transactions between the two countries shall be made through the clearing.

2. The two clearing institutions reserve the right to check the character and control the use of the sums so paid, and to satisfy themselves that they represent the true value of the costs and commissions aforesaid.

Article 7.

The Nederlandsch Clearinginstituut and the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi undertake to accept all payments made under the provisions of the present Agreement ; and such acceptance shall not be made contingent in any case on the fulfilment of conditions for which the present Agreement does not provide.

Article 8.

Les deux Institutions de clearing s'aviseront au jour le jour des versements opérés. L'avis mentionnera pour chaque versement le montant en florins néerlandais, celui dans la monnaie dans laquelle la créance a été libellée, le nom du donneur d'ordre, le nom du bénéficiaire dans l'autre pays, ainsi que les indications nécessaires pour identifier la créance.

Article 9.

1. Les paiements aux créanciers aux Pays-Bas par le Nederlandsch Clearinginstituut et en Turquie par la Banque centrale de la République de Turquie seront effectués dans l'ordre chronologique des versements et dans les limites des disponibilités du compte global ou spécial en cause.

2. Les paiements en Turquie seront effectués en livres turques sur la base du cours de change officiel de la Banque centrale de la République de Turquie, au jour du paiement.

Article 10.

1. Toute exportation vers la Turquie de marchandises originaires des Pays-Bas ainsi que de marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer à régler selon les dispositions du présent accord, et toute exportation de marchandises originaires de la Turquie vers les Pays-Bas, devra être accompagnée d'un certificat d'origine en double exemplaire établi conformément aux modèles annexés au présent accord. Ces certificats seront délivrés conformément aux dispositions générales en vigueur pendant la durée du présent accord, dans chacun des deux pays.

2. L'exemplaire B de ces certificats sera estampillé par les douanes du pays importateur pour certifier l'importation et sera rendu par leurs soins à l'Institution auprès de laquelle le versement devra être effectué. Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque centrale de la République de Turquie se transmettront réciproquement, le plus tôt possible, les exemplaires B des certificats, dûment estampillés.

Article 11.

1. Les opérations de compensation privée concernant les marchandises originaires de Turquie et les marchandises originaires des Pays-Bas ne pourront être effectuées que conformément aux dispositions en vigueur dans chacun des deux pays.

2. Les produits d'origine turque à l'exception des raisins secs, des figues sèches, des noix et noisettes, pourront faire l'objet d'opérations de compensation privée avec des produits néerlandais. Les deux gouvernements se réservent de reviser la liste de ces produits par échange de notes.

3. Toute importation aux Pays-Bas de marchandises originaires de Turquie, à régler par voie de compensation privée, devra être supérieure en valeur à l'importation en Turquie de marchandises originaires des Pays-Bas, de façon qu'un excédent représentant les 35 % de la valeur totale de l'importation aux Pays-Bas soit réglé hors du système de compensation privée. L'excédent jusqu'à concurrence de 30 % sera porté au crédit du compte « devises libres » de la Banque centrale de la République de Turquie, et le restant au crédit du compte global.

4. Les détenteurs de créances à régler par débit du compte spécial auront le droit de liquider leurs créances en dehors de l'ordre chronologique moyennant des opérations de compensation privée, conformément aux dispositions du présent article, étant entendu que dans ce cas l'excédent mentionné au paragraphe précédent sera porté à 45 %.

5. Le règlement des transactions de compensation privée se fera par l'entremise du Nederlandsch Clearinginstituut et de la Banque centrale de la République de Turquie, le débiteur étant tenu de verser la somme due auprès de l'Institution du clearing de son pays.

Article 8.

The two clearing institutions shall advise one another from day to day of all payments received. The advice notes shall specify in the case of each payment the amount in Netherlands guilders, the amount in the currency in which the debt was expressed, the name of the party from whom the order for payment proceeds, the name of the payee in the other country, and any other particulars required for the establishment of the claim.

Article 9.

1. Payments-out to creditors shall be made in the Netherlands by the Nederlandsch Clearinginstituut, and in Turkey by the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, in the chronological order of the payments received, as and when the necessary funds are available in the pooled account or special account as the case may be.

2. Payments-out in Turkey shall be made in Turkish pounds at the official rate of the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası on the date of payment.

Article 10.

1. All exports under the provisions of the present Agreement of goods of Netherlands origin or of goods having their origin in Netherlands oversea territories to Turkey, and all exports of goods of Turkish origin to the Netherlands, must be accompanied by a certificate of origin in duplicate drawn up in accordance with the specimens annexed to the present Agreement. The said certificates shall be issued in accordance with the general regulations prevailing in the two countries during the period covered by the present Agreement.

2. The B duplicates of the certificates shall be stamped by the Customs authorities of the importing country in attestation of the import, and shall be forwarded by them to the clearing institution to which the payment is to be made. The two clearing institutions shall forward the B duplicates of the certificates, duly stamped, to one another as quickly as possible.

Article 11.

1. Private compensation transactions in goods of Turkish or Netherlands origin shall be permissible only in accordance with the regulations prevailing in the country concerned.

2. Products of Turkish origin other than currants, dried figs and nuts may be traded by way of private compensation against Netherlands products. The two Governments reserve the right to revise the lists of such products by means of an exchange of notes.

3. Imports into the Netherlands by way of private compensation of goods of Turkish origin must be of greater value than the corresponding imports into Turkey of goods of Netherlands origin to such an extent as to leave a balance of 35 per cent of the total value of the imports into the Netherlands to be settled otherwise than by private compensation. The said balance shall be credited, as to 30 per cent to the free foreign exchange account, and as to the remainder to the pooled account, of the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası.

4. Creditors with claims for settlement by debit of the special account shall be entitled to liquidate the same by way of private compensation under the provisions of the present Article, without regard to the chronological order of the claims, on the understanding that in such case the balance for which the previous paragraph provides shall be increased to 45 per cent.

5. Private compensation transactions shall be settled through the clearing. It shall be obligatory for debtors to make payment for the purpose into the clearing institutions of their respective countries.

Article 12.

Chacun des deux gouvernements prendra en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs à respecter les dispositions du présent accord.

Article 13.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque centrale de la République de Turquie se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du présent accord.

Article 14.

La contre-valeur des produits originaires de l'un des pays contractants, exposés et vendus dans les foires et expositions tenues sur le territoire de l'autre pays sera réglée par voie de clearing, sans être assujettie à l'ordre chronologique des versements, pour autant que l'entrée et la vente de ces articles soient autorisées par les dispositions légales du pays où ces foires et expositions seront tenues.

Article 15.

1. Si à l'expiration du présent accord un solde actif subsiste auprès de l'Institution de clearing de l'un des deux pays, les importateurs de l'autre pays devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations à leur Institution de clearing, jusqu'à l'amortissement des créances en question.

2. De même, la contre-valeur des marchandises importées à crédit continuera à être réglée conformément aux dispositions du présent accord.

3. Les opérations de compensation privée entreprises pendant la durée de l'accord et non achevées à la date de son expiration devront être exécutées suivant les dispositions de cet accord, dans un délai de six mois à partir de la date de son expiration.

Article 16.

Si, à la suite de circonstances exceptionnelles, le fonctionnement normal du présent accord se trouvait affecté, chaque gouvernement aura le droit de demander l'ouverture de nouvelles négociations afin d'y porter remède et au cas où ces négociations n'auraient pas abouti à un accord, de dénoncer le présent accord à la fin de 31 jours à compter de la date du commencement des négociations.

En cas de dénonciation, les marchandises flottantes, ainsi que celles mises à bord au plus tard le lendemain de la dénonciation, seront réciproquement admises à l'importation sous les dispositions de l'accord dénoncé. Toutefois les délais ainsi admis ne peuvent dépasser 60 jours et les marchandises en question devront être dédouanées dans les 10 jours à compter de la date de leur arrivée au port du pays importateur. Les marchandises en question seront soumises aux droits d'entrée en vigueur au moment de leur importation.

Article 17.

Le présent accord aura une durée de douze mois et entrera en vigueur à partir du premier mars 1937. Il sera renouvelé pour les mêmes durées par tacite reconduction, chaque fois qu'il ne sera pas dénoncé avec un préavis de deux mois.

Article 12.

The two Governments shall take the necessary steps to compel their respective importers to comply with the provisions of the present Agreement.

Article 13.

The Nederlandsch Clearinginstituut and the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi shall concert together as to the technical measures required for the regular operation of the present Agreement.

Article 14.

Claims in respect of products having their origin in one of the contracting countries, which are exhibited and sold in fairs or exhibitions in the territory of the other country (the import and sale of such articles being authorised by the laws and regulations of the country in which the fairs or exhibitions are held), shall be settled through the clearing, without regard to the chronological order of the payments received.

Article 15.

1. If on the expiry of the present Agreement there should be a balance in favour of the clearing institution of one of the two countries, the importers of the other country shall continue to make payment for their imports to the clearing institution of their own country, until such time as the whole of the claims represented by the said balance are liquidated.

2. Similarly, payment for goods imported on credit shall continue to be made in accordance with the provisions of the present Agreement.

3. Payments in connection with private compensation transactions initiated during the period covered by the present Agreement and not completed by the expiry of the same shall continue to be made in accordance with the provisions of the present Agreement for a period of six months from the date of its expiry.

Article 16.

In the event of exceptional circumstances affecting the normal operation of the present Agreement, either Government shall be entitled to demand the opening of fresh negotiations with a view to a remedy and, in the event of such negotiations not resulting in an agreement, to denounce the present Agreement as from thirty-one days after the commencement of the said negotiations.

In the event of denunciation, goods already afloat and goods shipped not later than the day after denunciation shall be admitted to import by both countries under the provisions of the Agreement denounced, provided the period of grace thus accorded does not exceed sixty days, and the Customs duties on the goods concerned are paid within ten days of the date of their arrival in the port of the importing country. The goods in question shall be liable to the import dues in force at the time of their import.

Article 17.

The present Agreement shall come into force on March 1st, 1937, and shall remain in force for twelve months. It shall be renewed for successive periods of twelve months by tacit assent, failing two months' notice of denunciation.

Article 18.

Cet accord remplace la Convention en date du 23 septembre 1934, qui aura cessé de produire ses effets dès l'entrée en vigueur du présent accord.

Fait à Ankara, le 27 février 1937.

(L. S.) B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

(L. S.) Faik KURDOGLU.

ANNEXE.

EXEMPLAIRE A

CERTIFICAT D'ORIGINE.

Expéditeur :	Destinataire :
Nom	Nom
Domicile	Domicile
Rue	Rue

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre des colis :

Marques N° :

Poids { Brut kg.

Net kg.

Valeur :

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-néerlandais du

ANNEXE.

EXEMPLAIRE B

(Cet exemplaire portera le même numéro que l'exemplaire A, sera estampillé par les douanes, et par celles-ci, remis à la banque où s'effectuera le versement.)

Expéditeur :	Destinataire :
Nom	Nom
Domicile	Domicile
Rue	Rue

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre des colis :

Marques N° :

Poids { Brut kg.

Net kg.

Valeur :

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-néerlandais du

Article 18.

The present Agreement replaces the Agreement dated September 23rd, 1934, which shall cease to be in force as from the entry into force of the present Agreement.

Done at Ankara, this 27th day of February, 1937.

(L. S.) B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

(L. S.) Faik KURDOGLU.

ANNEX.

DUPLICATE A.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor :

Consignee :

Name	Name
Address	Address
Street	Street

Nature of goods :

Manner of packing :

Number of parcels :

Marks No. :

Weight	{	Gross	kg.
		Net	kg.

Value :

Per :

This is to certify that the goods specified above are of origin, and the present certificate of origin has been issued in accordance with the provisions of the Commercial Agreement between Turkey and the Netherlands of

ANNEX.

DUPLICATE B.

(The present copy shall bear the same number as Duplicate A and shall be stamped by the Customs authorities and forwarded by them to the bank to which the payment is to be made.)

Consignor :

Consignee :

Name	Name
Address	Address
Street	Street

Nature of goods :

Manner of packing :

Number of parcels :

Marks No. :

Weight	{	Gross	kg.
		Net	kg.

Value :

Per :

This is to certify that the goods specified above are of origin, and the present certificate of origin has been issued in accordance with the provisions of the Commercial Agreement between Turkey and the Netherlands of

PROTOCOLE DE SIGNATURE

RELATIF A L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS.

Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement turc ont constaté ce qui suit :

Le Royaume des Pays-Bas comprend les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao.

Partout où dans le présent accord figure l'expression « Pays-Bas » le territoire situé en Europe est seul visé.

Fait à Ankara, le 27 février 1937.

B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.
Faik KURDOGLU.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

ANKARA, le 27 février 1937.

MONSIEUR LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Au moment de signer le présent accord et me référant au paragraphe premier de l'article 10, j'ai l'honneur de vous faire savoir que conformément aux dispositions en question, en vigueur dans le Royaume des Pays-Bas, tout certificat d'origine visé à l'article 10 de l'accord et relatif à des marchandises néerlandaises, devra être visé par les autorités néerlandaises compétentes ou bien être accompagné d'un certificat d'exportation délivré par ces autorités.

L'autorité actuellement chargée de cette compétence est le Crisis Uitvoer Bureau à La Haye.

Veuillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, les assurances de ma haute considération.

B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

Monsieur Faik Kurdoglu,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère de l'Economie nationale de Turquie,
Ankara.

II.

ANKARA, le 27 février 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Au moment de signer le présent accord et me référant au paragraphe premier de l'article 10, j'ai l'honneur de vous faire savoir que conformément aux dispositions en question, en vigueur au Royaume des Pays-Bas, tout certificat d'origine visé à l'article 10

PROTOCOL OF SIGNATURE

RELATING TO THE AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE
REPUBLIC OF TURKEY CONCERNING THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH
GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES.

The Netherlands Government and the Turkish Government hereby record that :

The expression " Kingdom of the Netherlands " shall be deemed to include the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Wherever the expression " the Netherlands " is found in the present Agreement, it shall be deemed to refer to the Netherlands territory in Europe only.

Done at Ankara, this 27th day of February, 1937.

B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.
Faik KURDOGLU.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

ANKARA, *February 27th*, 1937.

SIR,

At the moment of signing the present Agreement, I have the honour to inform you, with reference to paragraph 1 of Article 10, that under the regulations prevailing in the Kingdom of the Netherlands all certificates of origin of Netherlands goods of the kind to which Article 10 of the Agreement relates require to be visaed by the competent Netherlands authority or to be accompanied by an export certificate issued by the said authority.

The authority at present competent for the purpose is the Crisis Uitvoer Bureau (Crisis Export Bureau) at The Hague.

I have the honour to be, etc.

B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

Monsieur Faik Kurdoglu,
Under-Secretary of State,
Turkish Ministry of National Economy,
Ankara.

II.

ANKARA, *February 27th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date in the following terms :

" At the moment of signing the present Agreement, I have the honour to inform you, with reference to paragraph 1 of Article 10, that under the regulations prevailing in the Kingdom of the Netherlands all certificates of origin of Netherlands goods of the

de l'accord et relatif à des marchandises néerlandaises, devra être visé par les autorités néerlandaises compétentes ou bien être accompagné d'un certificat d'exportation délivré par ces autorités.

L'autorité actuellement chargée de cette compétence est le Crisis Uitvoer Bureau à La Haye. »

Je m'empresse de vous informer que je suis d'accord avec les termes de cette lettre et vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Faïk KURDOGLU.

Monsieur le Baron B. Ph. van Harinxma thoe Slooten,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
Ankara.

PROTOCOLE

Au moment de signer l'accord en date de ce jour entre le Royaume des Pays-Bas et la République turque concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, les deux gouvernements sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux gouvernements poursuivront l'étude des livraisons et travaux à exécuter sous l'application du présent protocole et de l'élargissement des moyens pour assurer les transferts y relatifs, jusqu'à concurrence de 35.000.000 de florins néerlandais.

Il est entendu qu'il s'agit de :

- a) Construction de postes de T.S.F. et exécution de travaux de P.T.T. ;
- b) Construction et équipement des ports de Gölcük, d'Eregli, de Samsun et de Trabzun ;
- c) Construction de navires ;
- d) Livraisons de café originaire des territoires néerlandais d'outre-mer ;
- e) Livraisons au Gouvernement turc et exécution de travaux rentrant dans le plan industriel et de travaux publics de l'Etat turc.

Cette liste ainsi que la somme de 35.000.000 de florins néerlandais mentionnée ci-haut peuvent être modifiées d'un commun accord par les deux gouvernements.

Article 2.

Le transfert des annuités aux intéressés, durant une période maximum de huit ans, sera effectué conformément aux stipulations des contrats y relatifs et dans le cadre des articles ci-après :

Article 3.

Les annuités en question pourront être transférées aux Pays-Bas moyennant l'importation de marchandises turques :

- a) Soit par ventes directes effectuées par les autorités turques sur les marchés néerlandais ;
- b) Soit par importations faites aux Pays-Bas par les firmes néerlandaises, sur base d'opérations de compensation privée.

Il sera laissé aux autorités turques le soin de déterminer dans leurs contrats avec les intéressés néerlandais le mode de transfert à adopter.

kind to which Article 10 of the Agreement relates require to be visaed by the competent Netherlands authority or to be accompanied by an export certificate issued by the said authority.

" The authority at present competent for the purpose is the Crisis Uitvoer Bureau (Crisis Export Bureau) at The Hague. "

I beg to inform you that I am in agreement with the terms of the above letter.

I have the honour to be, etc.

Faik KURDOGLU.

Baron B. Ph. van Harinxma thoe Slooten,
Netherlands Chargé d'Affaires,
Ankara.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Agreement of today's date between the Kingdom of the Netherlands and the Turkish Republic concerning the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the two countries, the two Governments are agreed as follows :

Article 1.

The two Governments shall continue the study of the deliveries and works to be effected under the present Protocol, and the extension of the arrangements for the transfer of the sums required in this connection to an amount not exceeding 35,000,000 Netherlands guilders.

It is understood that the deliveries and works in question are the following :

- (a) Construction of wireless stations and works for the Postal, Telegraph and Telephone Services ;
- (b) Construction and equipment of the ports of Gölcük, Ereğli, Samsun and Trabzun (Trebizond) ;
- (c) Shipbuilding ;
- (d) Deliveries of coffee having its origin in Netherlands oversea territories ;
- (e) Deliveries to the Turkish Government and execution of works under the Industrial Plan and public works for the Turkish State.

The above list, as also the amount of 35,000,000 Netherlands guilders above mentioned, may be modified by the two Governments by common accord.

Article 2.

The annual transfers to the parties concerned over a period not exceeding eight years shall be effected under the provisions of the contracts concerned, and in accordance with the following articles :

Article 3.

The annual transfers to the Netherlands may be made by the export of Turkish goods, viz. :

- (a) Either by direct sales by the Turkish authorities in Netherlands markets ;
- (b) Or by imports into the Netherlands by Netherlands firms by way of private compensation transactions.

The form of transfer shall be determined by the Turkish authorities in their contracts with the Netherlands parties concerned.

Article 4.

Dans le cas où le Gouvernement turc se serait engagé à faire des ventes directes sur les marchés néerlandais, en vue de faire face aux échéances de ces contrats, le Gouvernement néerlandais s'engage de son côté à ce que les permis d'importation nécessaires pour réaliser ces ventes soient accordés sans réserve.

Les deux gouvernements sont d'accord en outre, que la contre-valeur des ventes en question soit remise au Nederlandsch Clearinginstituut. Les 30 % de ces montants seront mis à libre disposition de la Banque centrale de la République de Turquie et les 70 % sur un compte « Travaux et Livraisons ».

Dans le cas où les avoirs du compte « Travaux et Livraisons » ne suffiraient pas au règlement intégral de l'annuité ainsi due à une firme néerlandaise, le Gouvernement turc s'engage à fournir la différence au compte susdit en devises libres à l'échéance.

Article 5.

Dans le cas où les firmes néerlandaises passeraient des contrats sur base de compensation privée, les dispositions de l'article 4 relatives aux permis d'importation seront également appliquées, étant entendu que dans ce cas la contre-valeur des importations en question sera entièrement réservée pour satisfaire aux échéances à couvrir.

Il reste entendu que le règlement de ces opérations de compensation privée se fera par l'entremise de la Banque centrale de la République de Turquie et du Nederlandsch Clearinginstituut, qui fixeront d'un commun accord les modalités techniques à appliquer.

Article 6.

Les produits turcs pouvant servir de base aux ventes directes à effectuer par le Gouvernement turc ainsi qu'aux opérations de compensation privée de firmes néerlandaises, prévues aux articles 4 et 5 du présent protocole, sont les suivants :

Le blé, l'orge, le millet (dari), l'alpiste, l'opium — y compris l'opium fourni à la Régie des Indes néerlandaises, à condition qu'il soit vendu par l'intermédiaire des firmes néerlandaises en question —, le mohair, le coton, les vins, les spiritueux et le marbre et tous autres produits d'origine turque pour autant que le caractère additionnel de l'importation aux Pays-Bas ait été reconnu par les deux gouvernements.

Il reste entendu que les marchandises mentionnées ci-dessus peuvent également être importées par voie de clearing ou par voie de compensation privée non visée au présent protocole, jusqu'à la date de signature des contrats en cause, ainsi que pour les quantités dépassant celles nécessaires pour faire face aux annuités découlant de ces contrats.

Article 7.

1. En ce qui concerne le blé, le Gouvernement turc s'engage à réserver chaque année, pour les opérations de compensation privée visées au précédent article, des quantités suffisantes pour faire face aux échéances relatives aux engagements en cours.

2. Si pour cause de sécheresse ou d'autres conditions climatiques défavorables et imprévues, la récolte en Turquie du blé restait au-dessous des 50 % de la moyenne des 5 années précédentes les deux Parties se mettront immédiatement d'accord pour fixer la livraison d'autres produits turcs en remplacement du blé, ainsi que les prix à appliquer à ces produits, dans le cadre prévu au paragraphe 4.

3. Dans le cas où le Gouvernement turc ne se trouve pas à même de placer à la disposition des intéressés ou des acheteurs néerlandais désignés par eux la quantité nécessaire de blé, ou dans le cas visé au paragraphe précédent des produits remplaçant le blé, le Gouvernement turc s'engage

Article 4.

Should the Turkish Government take steps with a view to direct sales in Netherlands markets in payment of sums due under the contracts, the Netherlands Government undertakes to make the necessary import permits available without qualifications with a view to such sales.

The two Governments are further agreed that the proceeds of the sales in question shall be paid in to the Nederlandsch Clearinginstituut. 30 per cent of the sums in question shall be placed at the disposal of the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, and 70 per cent shall be credited to a Works and Deliveries account.

Should the balance of the Works and Deliveries account not suffice to make up the full amount of the annual payments due to any particular Netherlands firm, the Turkish Government undertakes to make good the difference in free foreign exchange as and when due.

Article 5.

Should Netherlands firms conclude private compensation contracts, the provisions of Article 4 relating to import permits shall also be applicable, on the understanding that in such case the payments for the imports in question shall be reserved in their entirety for meeting the payments due.

It is understood that such private compensation transactions shall be settled through the intermediary of the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası and the Nederlandsch Clearinginstituut, which shall determine by common accord the technical arrangements required for the purpose.

Article 6.

The following are the Turkish products to which the provisions of Articles 4 and 5 of the present Protocol in regard to direct sale by the Turkish Government or for private compensation transactions by Netherlands firms shall apply :

Wheat, barley, millet (durra), alpist (canary seed), opium (including opium supplied to the Netherlands Indies Monopoly, on condition that it is sold through the medium of the Netherlands firms in question), mohair, cotton, wines, spirits, marble and any other products of Turkish origin, in so far as the additional character of the import into the Netherlands is acknowledged by the two Governments.

It is understood that the goods above mentioned may also be imported through the clearing or by private compensation transactions not covered by the present Protocol, up to the date of signature of the contracts concerned, as also in amounts exceeding those necessary to meet the annual payments required under the contracts concerned.

Article 7.

1. As regards wheat, the Turkish Government undertakes to reserve each year for the private compensation transactions to which the preceding Article relates sufficient amounts to meet the sums due in current obligations.

2. If, for reasons of drought or other unfavourable and unforeseen climatic conditions, the Turkish wheat harvest should be less than 50 per cent of the average for the five previous years, the two parties shall concert together forthwith as to the delivery of other Turkish products in lieu of wheat, and as to the prices payable for such products under the provisions of paragraph 4.

3. Should the Turkish Government not be in a position to place the necessary quantity of wheat, or (in the event to which the preceding paragraph relates) products in lieu of wheat, at the disposal of the parties concerned, or of the Netherlands buyers appointed by the latter, the

à mettre la différence en devises libras à la disposition des intéressés, à l'échéance, par l'entremise du Nederlandsch Clearinginstituut.

4. La livraison du blé mis à la disposition des intéressés néerlandais se fera F.O.B. Istanbul. Le prix F.O.B. Istanbul ne pourra pas surpasser la moyenne des prix cotés pour le blé de qualité analogue sur les marchés :

de Rotterdam (C.I.F.)
de Liverpool (C.I.F.)
d'Istanbul-Export (F.O.B.)

5. Toutefois la moyenne ainsi fixée ne pourra être supérieure, en aucun cas, à la moyenne des prix des marchés de Rotterdam et de Liverpool, plus 5 % de cette moyenne.

6. Les dates auxquelles les intéressés néerlandais seront tenus de prendre livraison de ces blés, ainsi que la durée des engagements du Gouvernement turc pour tenir ces blés à leur disposition, seront indiquées dans les contrats à passer.

7. Le type du contrat de vente à adopter, les détails de livraison d'ordre technique ainsi que la procédure à suivre pour le règlement des différends pouvant surgir entre autres au sujet de la qualité des blés livrés et pouvant avoir une répercussion sur les prix seront fixés par les contrats à passer entre les autorités turques et les intéressés néerlandais.

Article 8.

Les dispositions du présent protocole resteront en vigueur jusqu'au règlement intégral des annuités prévues dans les contrats.

Fait à Ankara, le 27 février 1937.

B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.
Faik KURDOGLU.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

Turkish Government undertakes to make the difference available in free foreign exchange at the disposal of the parties concerned, as and when due, through the intermediary of the Nederlandsch Clearinginstituut.

4. Wheat placed at the disposal of the Netherlands parties concerned shall be delivered f.o.b. Istanbul. The Istanbul f.o.b. price must not exceed the average of the prices quoted for wheat of similar quality on the markets :

Rotterdam (c.i.f.)

Liverpool (c.i.f.)

Istanbul-Export (f.o.b.).

5. Nevertheless, the average so determined must in no case be higher than the average of the prices of the Rotterdam and Liverpool markets plus five per cent.

6. The dates on which the Netherlands parties concerned shall be required to take delivery of such wheat, and the duration of the Turkish Government's undertaking to keep such wheat at their disposal, shall be specified in the contracts to be concluded.

7. The type of sales contract to be adopted, the technical details of delivery, and the procedure to be followed for the settlement of any disputes (for example, concerning the quality of wheat supplied) which may affect prices, shall be determined by the contracts to be concluded between the Turkish authorities and the Netherlands parties concerned.

Article 8.

The provisions of the present Protocol shall remain in force pending a comprehensive settlement in regard to the annual payments under the contracts.

Done at Ankara, this 27th day of February, 1937.

B. Ph. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

Faik KURDOGLU.

N° 4214.

**UNION SUD-AFRICAINNE
ET UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire.
Prétoria et Capetown, le 13 juillet 1937.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agreement.
Pretoria and Capetown,
July 13th, 1937.

No. 4214. — EXCHANGE OF NOTES ¹ CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG. PRETORIA AND CAPETOWN, JULY 13TH, 1937.

English official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 20th, 1937.

I.

UNION OF SOUTH AFRICA.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS.

P.M.10/1/49.

PRETORIA, July 13th, 1937.

SIR,

I have the honour to place on record that the Government of the Union of South Africa, and the Belgian Government acting for themselves as well as on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg by virtue of existing Agreements, agree to terminate the preliminary agreement which was concluded between them by an Exchange of Notes of the 2nd and 7th November, 1935, and subsequently extended to the 31st July, 1937, and to substitute therefor a further preliminary Commercial Agreement in the following terms :

1. Articles, the growth, produce or manufacture of the Union of South Africa, when imported therefrom into the territories of the Belgian-Luxemburg Economic Union, and articles, the growth, produce or manufacture of the Belgian-Luxemburg Economic Union, when imported therefrom into the territory of the Union of South Africa, shall, in respect of Customs duties and other taxes and charges levied on imports, and in all matters pertaining to the administration thereof, be treated not less favourably than like articles, the growth, produce or manufacture of any other country ; provided that Belgium and Luxemburg shall not be entitled to claim the privileges or favours flowing from preferential treatment already accorded, or in future to be accorded, by the Union of South Africa exclusively to any of the other members of the British Commonwealth of Nations or to any possession or territory to any of them belonging or to any territory under the jurisdiction of any such member either as a Protectorate or as a Mandated Territory.

2. In the event of either Contracting Party establishing or maintaining a system of licensing or quantitative regulation of imports, such system shall be so administered

¹ Came into force August 1st, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4214. — ÉCHANGE DE NOTES² COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE L'UNION SUD-AFRICAINE ET L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. PRÉTORIA ET CAPETOWN, LE 13 JUILLET 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 novembre 1937.

I.

UNION SUD-AFRICAINE.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES EXTÉRIEURES.

P.M.10/I/49.

PRÉTORIA, le 13 juillet 1937.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de l'Union sud-africaine et le Gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'accords existants, conviennent de mettre fin à l'Accord provisoire conclu entre eux par des échanges de notes les 2 et 7 novembre 1935, et prorogé ensuite jusqu'au 31 juillet 1937, et d'y substituer un nouvel accord commercial provisoire dans les termes suivants :

1. Les articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés dans l'Union sud-africaine et importés dans les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, et les articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise et importés dans le territoire de l'Union sud-africaine, ne seront pas traités moins favorablement, en ce qui concerne les droits de douane et autres taxes et charges perçues à l'importation et au point de vue des formalités y relatives, que les articles similaires, produits naturels, fabriqués ou manufacturés de n'importe quel autre pays. Il est entendu toutefois que l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne pourra pas réclamer les privilèges ou faveurs résultant d'un traitement préférentiel accordé ou qui pourrait être accordé par le Gouvernement de l'Union sud-africaine à l'un des autres membres de la Communauté des Nations britanniques ou bien à une possession ou à un territoire appartenant à l'un d'eux ou placé sous la juridiction de l'un d'eux en tant que protectorat ou territoire sous mandat.

2. Si l'une des Parties contractantes établissait ou maintenait un système de licences ou de contingentement des importations, ce système serait appliqué de manière à ne pas

¹ Traduction du Gouvernement belge

¹ Translation of the Belgian Government.

² Entré en vigueur le 1^{er} août 1937.

as not to discriminate against articles grown, produced or manufactured in the territory of the other Contracting Party, and the conditions under which licences or permits may be issued or obtained for the importation of such articles shall be not less favourable than those applied in the case of like articles, grown, produced or manufactured in any other country.

3. In the event of one of the Contracting Parties establishing exchange or payment restrictions, such Party shall apply, in respect of these matters, towards the other Party, the treatment of the most-favoured nation.

4. The most-favoured-nation treatment shall apply also to taxes or charges levied in connection with the internal distribution and sale of imported articles.

5. Notwithstanding the provisions of this Agreement, either of the Contracting Parties may, where for any reason it is deemed necessary, prohibit or restrict the importation of any article by the imposition of special duties or otherwise, provided that no such prohibition or restriction shall be imposed or maintained on articles grown, produced or manufactured in the territory of the other Contracting Party, unless such prohibition or restriction is imposed or maintained on like articles imported from any other country in regard to which like grounds for the application of such measures exist.

6. The provisions of this Agreement shall not extend to favours actually granted, or which may hereafter be granted, by the Union of South Africa to Northern Rhodesia or to any State or territory adjoining the Union of South Africa.

7. It is understood that wherever the term " Union of South Africa " is used in the present Agreement, it shall be deemed to include the Mandated Territory of South West Africa.

8. This Agreement shall come into force fourteen days after the date of this Note provided that it shall lapse if not ratified by resolution of both Houses of Parliament of the Union of South Africa during its next ensuing session ; and, if so ratified, it shall remain in force until the 30th June, 1938.

9. The Contracting Parties agree to enter, as soon as possible, into negotiations for the conclusion of a more comprehensive agreement between the Union of South Africa and the Belgian-Luxemburg Economic Union. In the event of it proving impossible to conclude such an agreement before the 30th June, 1938, the present Agreement shall remain in force until it is superseded by the proposed Agreement or until the expiration of three calendar months from the date on which notice shall have been given by either of the Contracting Parties of its intention to terminate the present Agreement.

10. This note, and your reply in similar terms, intimating the concurrence of the Belgian Government in the provision hereof, will be regarded as an Agreement between our Governments in this matter.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

(Sd.) P. M. BOTHA.

Acting Secretary for External Affairs.

The Consul-General of Belgium,
Capetown.

faire de distinction au détriment des articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés sur le territoire de l'autre Partie contractante. Les conditions auxquelles serait subordonnée l'obtention des licences ou permis d'importation de ces articles ne seraient pas moins favorables que les conditions applicables aux articles similaires, produits naturels, fabriqués ou manufacturés de n'importe quel autre pays.

3. Si l'une des Parties contractantes établissait des restrictions de change ou de paiement, elle appliquerait en ces matières à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée.

4. Le traitement de la nation la plus favorisée sera appliqué également aux taxes et charges perçues relativement à la distribution intérieure et à la vente des marchandises importées.

5. Nonobstant les dispositions du présent accord, chacune des Parties contractantes pourra, lorsqu'elle le jugera nécessaire pour l'une ou l'autre raison, interdire ou restreindre l'importation d'une marchandise déterminée, en la grevant de droits spéciaux ou autrement; mais aucune interdiction ou restriction de ce genre ne sera établie ou maintenue pour des articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés du territoire de l'autre Partie contractante, à moins que cette interdiction ou restriction soit établie ou maintenue pour des articles similaires importés de n'importe quel autre pays à l'égard duquel existent des raisons analogues d'appliquer lesdites mesures.

6. Les dispositions du présent accord ne seront pas applicables aux faveurs accordées actuellement ou qui pourraient être accordées dans la suite par l'Union sud-africaine, à la Rhodésie du Nord ou à un Etat ou territoire limitrophe de l'Union sud-africaine.

7. Il est entendu que partout où elle est employée dans le présent accord, l'expression « Union sud-africaine » est censée comprendre le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain.

8. Le présent accord entrera en vigueur quatorze jours après la date de la présente note. Il deviendra caduc s'il n'est pas ratifié par une décision que les deux Chambres du Parlement de l'Union sud-africaine prendront au cours de la session prochaine. S'il est ainsi ratifié, il restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1938.

9. Les Parties contractantes conviennent d'entrer le plus tôt possible en négociations en vue de la conclusion d'une convention plus étendue entre l'Union sud-africaine et l'Union économique belgo-luxembourgeoise. S'il se révélait impossible de conclure pareil accord avant le 30 juin 1938, le présent accord resterait en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par la convention précitée ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois, compté à partir de la date de l'avis donné par l'une des Parties contractantes de son intention de mettre fin au présent accord.

10. La présente note, et votre réponse conçue en termes similaires comportant l'approbation par le Gouvernement belge des dispositions ci-dessus, seront considérées comme constituant un accord entre nos deux gouvernements en la matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul général, l'assurance de ma considération très distinguée

(S.) P.-M. BOTHA,

Secrétaire ff. du Département des Affaires extérieures.

Monsieur le Consul général de Belgique,
à Capetown.

II.

CONSULAT GÉNÉRAL
DE BELGIQUE.

No. 732.
DOSSIER 1716.

CAPETOWN, *July 13th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of the 13th instant, P.M.10/1/49 and to confirm to you that the Belgian Government acting for themselves as well as on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg, by virtue of existing agreement, agree to terminate the preliminary agreement concluded with the Government of the Union of South Africa by an Exchange of Notes of the 2nd and 7th November, 1935, and subsequently extended to the 31st July, 1937, and to substitute therefor a further preliminary Commercial Agreement in the following terms :

1. Articles, the growth, produce or manufacture of the Union of South Africa, when imported therefrom into the territories of the Belgian-Luxemburg Economic Union, and articles, the growth, produce or manufacture of the Belgian-Luxemburg Economic Union, when imported therefrom into the territory of the Union of South Africa shall, in respect of Customs duties and other taxes and charges levied on imports, and in all matters pertaining to the administration thereof, be treated not less favourably than like articles, the growth, produce or manufacture of any other country ; provided that Belgium and Luxemburg shall not be entitled to claim the privileges or favours flowing from preferential treatment already accorded, or in future to be accorded by the Union of South Africa exclusively to any of the other members of the British Commonwealth of Nations or to any possession or territory to any of them belonging or to any territory under the jurisdiction of any such member either as a Protectorate or as a Mandated Territory.
2. In the event of either Contracting Party establishing or maintaining a system of licensing or quantitative regulation of imports, such system shall be so administered as not to discriminate against articles, grown, produced or manufactured in the territory of the other Contracting Party, and the conditions under which licenses or permits may be issued or obtained for the importation of such articles shall be not less favourable than those applied in the case of like articles, grown, produced or manufactured in any other country.
3. In the event of one of the Contracting Parties establishing exchange or payment restrictions, such Party shall apply, in respect of these matters, towards the other Party, the treatment of the most-favoured nation.
4. The most-favoured-nation treatment shall apply also to taxes or charges levied in connection with the internal distribution and sale of imported articles.
5. Notwithstanding the provisions of this Agreement, either of the Contracting Parties may, where for any reason it is deemed necessary, prohibit or restrict the importation of any article by the imposition of special duties or otherwise, provided that no such prohibition or restriction shall be imposed or maintained on articles grown, produced or manufactured in the territory of the other Contracting Party, unless such prohibition or restriction is imposed or maintained on like articles imported from any other country in regard to which like grounds for the application of such measures exist.
6. The provisions of this Agreement shall not extend to favours actually granted, or which may hereafter be granted by the Union of South Africa to Northern Rhodesia, or to any State or territory adjoining the Union of South Africa.

II.

CONSULAT GÉNÉRAL
DE BELGIQUE.

N° 732.
DOSSIER 1716.

CAPETOWN, le 13 juillet 1937.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre du 13 courant, N° P. M. 10/1/49, et de vous confirmer que le Gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants, et le Gouvernement de l'Union sud-africaine, conviennent de mettre fin à l'Accord provisoire conclu entre eux par des échanges de notes les 2 et 7 novembre 1935, et prorogé ensuite jusqu'au 31 juillet 1937, et d'y substituer un nouvel accord commercial provisoire dans les termes suivants :

1. Les articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise et importés dans les territoires de l'Union sud-africaine et les articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés dans l'Union sud-africaine et importés dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ne seront pas traités moins favorablement, en ce qui concerne les droits de douane et autres taxes et charges perçues à l'importation et au point de vue des formalités y relatives, que les articles similaires, produits naturels, fabriqués ou manufacturés de n'importe quel autre pays. Il est entendu toutefois que l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne pourra pas réclamer les privilèges ou faveurs résultant d'un traitement préférentiel accordé ou qui pourrait être accordé par le Gouvernement de l'Union sud-africaine à l'un des autres membres de la Communauté des Nations britanniques ou bien à une possession ou à un territoire appartenant à l'un d'eux ou placé sous la juridiction de l'un d'eux en tant que protectorat ou territoire sous mandat.

2. Si l'une des Parties contractantes établissait ou maintenait un système de licences ou de contingentement des importations, ce système serait appliqué de manière à ne pas faire de distinction au détriment des articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés sur le territoire de l'autre Partie contractante. Les conditions auxquelles serait subordonnée l'obtention des licences ou permis d'importation de ces articles ne seraient pas moins favorables que les conditions applicables aux articles similaires, produits naturels, fabriqués ou manufacturés de n'importe quel autre pays.

3. Si l'une des Parties contractantes établissait des restrictions de change ou de paiement, elle appliquerait en ces matières à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée.

4. Le traitement de la nation la plus favorisée sera appliqué également aux taxes et charges perçues relativement à la distribution intérieure et à la vente des marchandises importées.

5. Nonobstant les dispositions du présent accord, chacune des Parties contractantes pourra, lorsqu'elle le jugera nécessaire pour l'une ou l'autre raison, interdire ou restreindre l'importation d'une marchandise déterminée, en la grevant de droits spéciaux ou autrement ; mais aucune interdiction ou restriction de ce genre ne sera établie ou maintenue pour des articles, produits naturels, fabriqués ou manufacturés du territoire de l'autre Partie contractante, à moins que cette interdiction ou restriction soit établie ou maintenue pour des articles similaires importés de n'importe quel autre pays à l'égard duquel existent des raisons analogues d'appliquer lesdites mesures.

6. Les dispositions du présent accord ne seront pas applicables aux faveurs accordées actuellement ou qui pourraient être accordées dans la suite par l'Union sud-africaine, à la Rhodésie du Nord ou à un Etat ou territoire limitrophe de l'Union sud-africaine.

7. It is understood that wherever the term " Union of South Africa " is used in the present Agreement, it shall be deemed to include the Mandated Territory of South West Africa.

8. This Agreement shall come into force fourteen days after the date of this Note, provided that it shall lapse if not ratified by resolution of both Houses of Parliament of the Union of South Africa during its next ensuing session ; and, if so ratified, it shall remain in force until the 30th June, 1938.

9. The Contracting Parties agree to enter, as soon as possible, into negotiations for the conclusion of a more comprehensive agreement between the Union of South Africa and the Belgian-Luxemburg Economic Union. In the event of it proving impossible to conclude such an agreement before the 30th June, 1938, the present Agreement shall remain in force until it is superseded by the proposed Agreement or until the expiration of three calendar months from the date on which notice shall have been given by either of the Contracting Parties of its intention to terminate the present Agreement.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

(Sd.) G. VAN SCHENDEL,
Consul General of Belgium.

The Acting Secretary for External Affairs,
Department of External Affairs,
Pretoria.

7. Il est entendu que partout où elle est employée dans le présent accord, l'expression « Union sud-africaine » est censée comprendre le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain.

8. Le présent accord entrera en vigueur quatorze jours après la date de la présente note. Il deviendra caduc s'il n'est pas ratifié par une décision que les deux Chambres du Parlement de l'Union sud-africaine prendront au cours de la session prochaine. S'il est ainsi ratifié, il restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1938.

9. Les Parties contractantes conviennent d'entrer le plus tôt possible en négociations en vue de la conclusion d'une convention plus étendue entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Union sud-africaine. S'il se révélait impossible de conclure pareil accord avant le 30 juin 1938, le présent accord resterait en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par la convention précitée ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois, compté à partir de la date de l'avis donné par l'une des Parties contractantes de son intention de mettre fin au présent accord.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

(S.) G. VAN SCHENDEL,
Consul général de Belgique.

Monsieur le Secrétaire p. i.
du Département des Affaires extérieures,
à Prétoria.

N° 4215.

SIAM ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord prévoyant la prorogation pour une période de quatre mois au maximum des droits dont ont joui jusqu'ici les ressortissants de chacun des deux Etats dans le territoire de l'autre. Stockholm, le 5 novembre 1937.

SIAM AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement renewing for a Period not exceeding Four Months the Rights hitherto enjoyed by the Nationals of Each State in the Territory of the Other. Stockholm, November 5th, 1937.

No. 4215. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SIAMESE AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RENEWING FOR A PERIOD NOT EXCEEDING FOUR MONTHS THE RIGHTS HITHERTO ENJOYED BY THE NATIONALS OF EACH STATE IN THE TERRITORY OF THE OTHER. STOCKHOLM, NOVEMBER 5TH, 1937.

English official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 22nd, 1937.

I.

SIAMESE LEGATION.

STOCKHOLM, *November 5th*, 1937.

SIR,

Referring to the negotiations which have led to the conclusion, this day, of a new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Siam and Sweden, I have the honour to inform you that pending the coming into force of this Treaty, the Siamese Government will see to it that the rights hitherto enjoyed by Swedish nationals in Siam will be safeguarded until the Treaty comes into force but not later than four months from the 4th November, 1937.

I shall be obliged if you would be good enough to inform me whether the Swedish Government for their part are willing to give the same undertaking as regards the rights of Siamese nationals in Sweden and to consider the exchange of this note and your reply thereto as an agreement between our two Governments.

I have the honour to be, Sir, with the highest consideration, Your obedient Servant,

(Signed) Phya RAJAWANGSAN.

His Excellency Richard Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 20 novembre 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4215. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS SIAMOIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD PRÉVOYANT LA PROROGATION POUR UNE PÉRIODE DE QUATRE MOIS AU MAXIMUM DES DROITS DONT ONT JOUI JUSQU'ICI LES RESSORTISSANTS DE CHACUN DES DEUX ÉTATS DANS LE TERRITOIRE DE L'AUTRE. STOCKHOLM, LE 5 NOVEMBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 novembre 1937.

I.

LÉGATION DE SIAM.

STOCKHOLM, le 5 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont précédé la conclusion, en date de ce jour, d'un nouveau traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et la Suède, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant l'entrée en vigueur dudit traité, le Gouvernement siamois veillera à ce que les droits dont ont joui jusqu'ici les ressortissants suédois au Siam soient sauvegardés jusqu'à l'entrée en vigueur du traité pendant une période de quatre mois au maximum à dater du 4 novembre 1937.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement suédois est disposé, pour sa part, à prendre le même engagement en ce qui concerne les droits des ressortissants siamois en Suède et à considérer la présente note et votre réponse comme un accord intervenu entre nos deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Phya RAJAWANGSAN.

Son Excellence Rickard Sandler
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *November 5th*, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date by which you have informed me that pending the coming into force of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Sweden and Siam, signed this day, the Siamese Government for their part will see to it that the rights hitherto enjoyed by Swedish nationals in Siam will be safeguarded until the Treaty comes into force but not later than four months from the 4th November, 1937.

In reply, I have the honour to inform you that the Swedish Government for their part are willing to give the same undertaking as regards the rights of Siamese nationals in Sweden and to consider the exchange of your note and this reply thereto as an agreement between our two Governments.

I have the honour to be, Sir, with the highest consideration, Your obedient Servant,

(Signed) Rickard SANDLER.

Phya Rajawangsan,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Siam,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 20 novembre 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 5 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour par laquelle vous portez à ma connaissance qu'en attendant l'entrée en vigueur du traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Suède et le Siam, signé aujourd'hui même, le Gouvernement siamois veillera pour sa part à ce que les droits dont ont joui jusqu'ici les ressortissants suédois au Siam soient sauvegardés jusqu'à l'entrée en vigueur dudit traité pendant une période de quatre mois au maximum, à dater du 4 novembre 1937.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suédois est disposé, pour sa part, à prendre le même engagement en ce qui concerne les droits des ressortissants siamois en Suède et à considérer votre note et la présente réponse comme un accord intervenu entre nos deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Rickard SANDLER.

Phya Rajawangsan,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Siam,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 4216.

**AFGHANISTAN,
UNION SUD-AFRICAINE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BELGIQUE, CHILI, etc.**

**Déclaration concernant l'enseigne-
ment de l'histoire (revision des
manuels scolaires). Ouverte à la
signature à Genève, le 2 octobre
1937.**

**AFGHANISTAN,
UNION OF SOUTH AFRICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BELGIUM, CHILE, etc.**

**Declaration regarding the Teaching
of History (Revision of School
Text-books). Opened for Signa-
ture at Geneva, October 2nd, 1937.**

N^o 4216. — DÉCLARATION CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE (REVISION DES MANUELS SCOLAIRES). OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE, LE 2 OCTOBRE 1937.

Textes officiels en français et en anglais. Cette déclaration a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son paragraphe 5, le 24 novembre 1937, date de son entrée en vigueur.

Les plénipotentiaires soussignés, au nom de leurs gouvernements respectifs :
Désireux de resserrer et de développer les bonnes relations qui les unissent aux autres pays ;
Convaincus que ces relations s'affermiront davantage si, dans chaque pays, les nouvelles générations reçoivent des notions plus étendues de l'histoire des autres nations ;
Reconnaissant la nécessité de conjurer les dangers qui peuvent résulter d'une présentation tendancieuse de certains événements historiques dans les manuels scolaires ;

Se déclarent d'accord, chacun en ce qui le concerne, sur les principes suivants :

1. Il conviendrait que l'attention des autorités compétentes dans chaque pays ainsi que celle des auteurs de manuels scolaires fût appelée sur l'opportunité :

- a) D'assurer une part aussi large que possible à l'histoire des autres nations ;
- b) De faire ressortir dans l'enseignement de l'histoire universelle les éléments de nature à faire comprendre l'interdépendance des nations.

2. Il conviendrait que chaque gouvernement recherchât par quels moyens, en ce qui concerne particulièrement le choix des livres de classe, la jeunesse scolaire pourrait être mise en garde contre toutes allégations ou interprétations risquant d'éveiller d'injustes préventions à l'égard des autres nations.

3. Il conviendrait que l'on créât dans chaque pays — par les soins de la Commission nationale de coopération intellectuelle là où il en existe une, et avec la collaboration éventuelle d'autres organismes qualifiés — un comité composé de membres du corps enseignant et comprenant des professeurs d'histoire.

Les comités ainsi constitués auraient la faculté de coopérer entre eux et auraient en tout cas la mission d'étudier les questions envisagées dans la présente déclaration et de proposer des solutions aux autorités ou organisations nationales compétentes. Ils auraient notamment la faculté, dans le cas où des revisions de manuels scolaires leur paraîtraient nécessaires, de s'inspirer de la procédure prévue dans la résolution adoptée le 29 juillet 1925 par la Commission internationale de coopération intellectuelle sur la proposition de M. Casares et dont les recommandations ont été confirmées et complétées en 1932 et 1933 par la Commission internationale de coopération intellectuelle et approuvées par l'Assemblée de la Société des Nations.

4. La présente déclaration, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera ouverte à la signature au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le projet de ladite déclaration avait été communiqué.

5. La présente déclaration sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations quand elle aura reçu deux signatures, date à laquelle elle entrera en vigueur.

6. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 4 les signatures reçues.

No. 4216. — DECLARATION REGARDING THE TEACHING OF HISTORY (REVISION OF SCHOOL TEXT-BOOKS). OPENED FOR SIGNATURE AT GENEVA, OCTOBER 2ND, 1937.

Official texts in French and English. This Declaration was registered with the Secretariat, in accordance with its Paragraph 5, on November 24th, 1937, the date of its entry into force.

The undersigned Plenipotentiaries in the name of their respective Governments :

Desirous of strengthening and developing the good relations uniting them with other countries ;

Convinced that those relations will be further strengthened if the younger generation in every country is given a wider knowledge of the history of other nations ;

Realising the necessity of obviating the dangers that may arise through the tendentious presentation of certain historical events in school text-books ;

Declare that they agree, each for its own part, upon the following principles :

1. It is desirable that the attention of the competent authorities in every country, and of authors of school text-books, should be drawn to the expediency :

(a) Of assigning as large a place as possible to the history of other nations ;

(b) Of giving prominence, in the teaching of world history, to facts calculated to bring about a realisation of the interdependence of nations.

2. It is desirable that every Government should endeavour to ascertain by what means, more especially in connection with the choice of school-books, school-children may be put on their guard against all such allegations and interpretations as might arouse unjust prejudices against other nations.

3. It is desirable that in every country a committee composed of members of the teaching profession, including history teachers, should be set up by the National Committee on Intellectual Co-operation, where such exists, in collaboration with other qualified bodies.

The committees so constituted would be empowered to co-operate among themselves, and it would in any case be their function to study the questions contemplated in the present Declaration and to suggest solutions to the competent national authorities or organisations. They would, in particular, be empowered, should they think the revision of school text-books necessary, to follow the procedure provided for in the resolution adopted on July 29th, 1925, by the International Committee on Intellectual Co-operation on the proposal of M. Casares, the recommendations of which were confirmed and amplified in 1932 and 1933 by the International Committee on Intellectual Co-operation and approved by the Assembly of the League of Nations.

4. The present Declaration, the French and English texts of which are equally authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-member State to which a draft of the said Declaration has been communicated.

5. The present Declaration shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations when it has received two signatures, on which date it shall come into force.

6. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the Members of the League of Nations and the non-member States mentioned in paragraph 4 of the signatures received.

Fait à Genève, le deux octobre mil neuf cent trente-sept, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 4.

Done at Geneva on the second day of October, one thousand nine hundred and thirty-seven, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified true copies shall be delivered to all the Members of the League of Nations and to the non-member States mentioned in paragraph 4.

Afghanistan :

M. HAÏDAR.

Le 24 février 1938.

Union Sud-Africaine :

H. T. ANDREWS.

January 24th, 1938

République Argentine :

Enrique RUIZ-GUIÑAZÚ.

Le 20 juillet 1938.

Belgique :

BOURQUIN.

24 novembre 1937.

Chili :

Enrique J. GAJARDO V.

6 janvier 1938.

Colombie :

Luis CANO.

2 juin 1938.

République Dominicaine :

Ch. ACKERMANN.

5 novembre 1937.

Egypte :

Aly CHAMSI.

1^{er} mars 1938.

Estonie :

J. KÕDAR.

8 mars 1938.

Grèce :

S. POLYCHRONIADIS.

6 avril 1938.

Iran :

Abdollah BAHRAMY.

Le 27 avril 1938.

Norvège :

Einar MASENG.

5 février 1938.

Pays-Bas :

Pour les Pays-Bas, y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao ¹.

A. LOUDON.

25 janvier 1938.

Suède :

K. I. WESTMAN.

25 février 1938.

Afghanistan :

Union of South Africa :

Argentine Republic :

Belgium :

Chile :

Colombia :

Dominican Republic :

Egypt :

Estonia :

Greece :

Iran :

Norway :

The Netherlands :

Sweden :

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :

For the Netherlands, including Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

N° 4217.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité concernant les cours d'eau
frontières dans le secteur saxon
et le secteur bavarois de la fron-
tière et un échange de territoires
à la frontière, avec protocole final
et cartes annexées. Signés à Bad
Elster, le 27 septembre 1935.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty concerning Frontier Water-
ways in the Saxon and Bavarian
Sectors of the Frontier and an
Exchange of Territories at the
Frontier, with Final Protocol and
Maps annexed thereto. Signed at
Bad Elster, September 27th, 1935.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 4217. — SMLOUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A NĚMECKOU ŘÍŠÍ O HRANIČNÍCH TOCÍCH V SASKÉM A BAVORSKÉM ÚSEKU HRANIC A O VÝMĚNĚ ČÁSTÍ ÚZEMÍ NA HRANICÍCH. PODEPSANÁ V BAD ELSTER DNE 27. ZÁŘÍ 1935.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la légation de la République tchécoslovaque à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 novembre 1937.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ

^a
NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ KANCLÉŘ

dohodli se, že uplatní zásady o poloze a pohyblivosti hranic v tocích, jak byly sjednány smlouvou² mezi republikou Československou a Německou Říší o hraničních vodních tocích a o výměně částí území v pruském dílu československo-německé hranice podepsanou 31. ledna 1930, také v saském a bavorském úseku hranic a že kromě toho doplní zmíněnou smlouvu výměnou dalších částí území.

K smluvní úpravě těchto věcí jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

československého komisaře pro věci hraniční pana Ing. Dra h. c. Václava ROUBÍKA
^a

NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ KANCLÉŘ :

vyslance pana Dra Pavla ECKARDTA.

Zmocněnci, sdělivše si navzájem své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, sjednali toto :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 7 octobre 1937.

² Vol. CXLV, page 51, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4217. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER GRENZWASSERLÄUFE AUF DER SÄCHSISCHEN UND DER BAYERISCHEN STRECKE DER GRENZE SOWIE ÜBER EINEN GEBIETSAUSTAUSCH AN DER GRENZE. GEZEICHNET IN BAD ELSTER, AM 27. SEPTEMBER 1935.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Legation of the Czechoslovak Republic at Berne. The registration of this Treaty took place November 26th, 1937.

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER
und

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK
sind übereingekommen, die sich auf Lage und Beweglichkeit der Grenze in Wasserläufen beziehenden Grundsätze des am 31. Januar 1930 unterzeichneten Vertrages² zwischen dem Deutschen Reich und der Tschechoslowakischen Republik über Grenzwasserläufe und Gebietsaustausch an der preussischen Strecke der deutsch-tschechoslowakischen Grenze auch auf die sächsische und die bayerische Strecke anzuwenden und ausserdem in Ergänzung des vorbezeichneten Vertrages einen weiteren Gebietsaustausch vorzunehmen.

Um eine vertragliche Regelung hierüber herbeizuführen, haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

den Gesandten Herrn Dr. Paul ECKARDT ; und

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

den tschechoslowakischen Kommissar für Grenzangelegenheiten Herrn Ing. Dr. h. c.
Václav ROUBÍK.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie ihre Vollmachten einander mitgeteilt und in guter und gehöriger Form befunden haben, Nachstehendes vereinbart :

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, October 7th, 1937.

² Vol. CXLV, page 51, of this Series.

A. USTANOVENÍ O POLOZE A POHYBLIVOSTI HRANIC V TOCÍCH V SASKÉM A BAVORSKÉM ÚSEKU HRANIC.*Článek 1.*

O poloze a pohyblivosti hranic v tocích v saském a bavorském úseku hranic platí s výjimkou Labe, Schönwaldského potoka a Ohře obdobně ustanovení článku 1, odstavce 1, článku 2, odstavce 1 a článku 3 smlouvy mezi republikou Československou a Německou Říší o hraničních vodních tocích a o výměně částí území v pruském dílu československo-německé hranice, podepsané 31. ledna 1930.

Článek 2.

(1) V Labi hranice, jakožto pohyblivé hranice, probíhají středem koryta, sloužícího průběžné plavbě po vodě. Toto plavební koryto se určuje co 60 m široký, vyrovnaný pruh dna podle příčných řezů naposledy s obou stran uznaných.

(2) Hranice určené podle odstavce 1 sledují povlovné přirozené změny plavebního koryta a jeho umělé změny, způsobené za souhlasu příslušných úřadů smluvních států, pokud takové změny jsou zjištěny označenými úřady. V roce 1941 a pak v desetiletých obdobích přezkouší se poloha plavebního koryta, a bude-li potřeba, určí se znova hranice podle zásad odstavce 1. Při značných změnách plavebního koryta může býti žádáno také v mezidobí nové určení hranic. Žádosti je vyhověti do roka.

Článek 3.

Hranice v Schönwaldském potoce a v Ohři jsou hranice nepohyblivé a probíhají tak, jak se jeví v hraničním dokumentárním díle započatém roku 1927.

B. VÝMĚNA ÚZEMÍ.*Článek 4.*

K účelnějšímu vedení hranic dohodly se smluvní státy na těchto územních směnách :

A. BESTIMMUNGEN ÜBER LAGE UND BEWEGLICHKEIT DER GRENZE IN WASSERLÄUFEN
AUF DER SÄCHSISCHEN UND DER BAYERISCHEN STRECKE DER GRENZE.

Artikel 1.

Für die Lage und Beweglichkeit der Grenze in Wasserläufen auf der sächsischen und der bayerischen Strecke der Grenze gelten mit Ausnahme der Elbe, des Schönwalder Baches und der Eger die Bestimmungen im Artikel 1, Absatz 1, im Artikel 2, Absatz 1 und im Artikel 3 des am 31. Januar 1930 unterzeichneten Vertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Tschechoslowakischen Republik über Grenzwasserläufe und Gebietsaustausch an der preussischen Strecke der deutsch-tschechoslowakischen Grenze entsprechend.

Artikel 2.

(1) Die Grenze in der Elbe verläuft als bewegliche Grenze in der Mitte der Rinne für die durchgehende Talschiffahrt. Diese Schiffahrtsrinne wird nach den beiderseits zuletzt anerkannten Querschnitten als ein 60 m breiter ausgeglichener Sohlenstreifen festgestellt.

(2) Die nach Absatz 1 bestimmte Grenze folgt den allmählichen natürlichen und den im Einvernehmen der zuständigen Behörden der vertragschliessenden Staaten bewirkten künstlichen Veränderungen der Schiffahrtsrinne, soweit die Veränderungen von den bezeichneten Behörden festgestellt sind. Im Jahre 1941 und sodann in zehnjährigen Zeitabschnitten ist die Lage der Schiffahrtsrinne nachzuprüfen und nötigenfalls die Grenze nach den Grundsätzen des Absatz 1 neu zu bestimmen. Bei beträchtlichen Veränderungen der Schiffahrtsrinne kann auch in der Zwischenzeit eine Neubestimmung der Grenze beantragt werden. Dem Antrag ist innerhalb Jahresfrist Folge zu geben.

Artikel 3.

Die Grenze im Schönwalder Bach und in der Eger verläuft als unbewegliche Grenze so, wie sie aus dem im Jahre 1927 begonnenen Grenzurkundenwerk hervorgeht.

B. GEBIETSAUSTAUSCH.

Artikel 4.

Zwischen den vertragschliessenden Staaten wird zur Erlangung einer zweckmässigeren Grenzführung der nachstehende Gebietsaustausch vereinbart :

Pořadové číslo	Hraniční úsek	Označení polohy	Připadají						Příloha list	Poznámka						
			republiky Československé			Německé Říši										
			v přílohách													
			čárkováním			tečkováním										
			označené plochy													
ha						a		m²		ha		a		m²		
a) V PRUSKÉM ÚSEKU HRANIC.																
1	VII	na Olešnici (celkem) . . .	2	58	17	—	—	—	1	přeložení hranic k vyrovnání území						
2	VIII	pozemky Heinersdorfské pily v Bernarticích (celkem)	—	—	—	2	58	17	2	přeložení hranic k ulehčení činnosti pily						
b) V SASKÉM ÚSEKU HRANIC.																
3	II	na potoce Erlichtu (celkem)	—	—	53	—	—	11	1	přeložení hranic do středu upraveného toku						
4		na Oldřichovském potoce (celkem)	—	—	24	—	—	11		přeložení hranic do středu toku						
5	III	na Nise (celkem).	1	22	37	2	48	02	2	přeložení hranic do středu upraveného toku						
6	V	na hraničním příkopě mezi mezníky $\frac{3}{1}$ — $\frac{3}{4}$ (celkem)	—	—	15	—	—	29	3	změna dosavadních mokrých hranic v suché						
7		na Sprévě u Filipova (celkem)	—	5	39	—	6	92		přeložení hranic do středu toku						
8		na nádraží v Georgswalde (celkem)	—	16	16	—	71	13		přeložení hranic k ulehčení provozu dráhy						
9	VI	na Sprévě u Fukova (celkem)	—	52	25	1	03	57	4	změna dosavadních mokrých hranic v suché a přeložení hranic do středu upraveného toku						

Laufende Nr.	Grenzabschnitt	Bezeichnung der Lage	Es gehen über						Anlage Blatt	Bemerkung				
			an das Deutsche Reich			an die Tschechoslowakische Republik								
			die in den Anlagen											
			durch Punktraster			durch Strichraster								
			bezeichneten Flächen											
ha			a			m² ha			a			m²		
a) AN DER PREUSSISCHEN STRECKE DER GRENZE.														
1	VII	an der Elsnitz (insgesamt)	—	—	—	2	58	17	1	Verlegung der Grenze zwecks Gebietsausgleichs				
2	VIII	Grundstücke der Heinersdorfer Brettsäge in Barzdorf (insgesamt)	2	58	17	—	—	—	2	Verlegung der Grenze zur Erleichterung des Brettsägebetriebes				
b) AN DER SÄCHSISCHEN STRECKE DER GRENZE.														
3	II	an Erlichtbach (insgesamt)	—	—	11	—	—	53	1	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes				
4		am Ullersbach (insgesamt)	—	—	11	—	—	24		Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes				
5	III	an der Neisse (insgesamt).	2	48	02	1	22	37	2	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes				
6	V	am Grenzgraben zwischen den Grenzsteinen $\frac{3}{1} - \frac{3}{4}$ (insgesamt)	—	—	29	—	—	15	3	Verwandlung von bisher nasser Grenze in trockene				
7		an der Spree bei Ebersbach (insgesamt)	—	6	92	—	5	39		Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes				
8		am Bahnhof Ebersbach (insgesamt)	—	71	13	—	16	16		Verlegung der Grenze zur Erleichterung des Bahnbetriebes				
9	VI	an der Spree bei Fugau (insgesamt)	1	03	57	—	52	25	4	Verwandlung von bisher nasser Grenze in trockene und Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes				

Pořadové číslo	Hraniční úsek	Označení polohy	Připadají						Příloha list	Poznámka
			republiky Československé			Německé Říši				
			v přílohách							
			čárkováním			tečkováním				
			označené plochy							
ha	a	m²	ha	a	m²					
10	VI	na potoce Schebichu (celkem)	—	—	10	—	—	—	5	změna dosavadních mokrých hranic v suché
11	VII	na potoce Frohnbachu mezi mezníky $\frac{14}{50}$ — 15 (celkem)	—	—	34	—	—	22		
12	VIII	na Sebnickém potoce (celkem)	—	8	47	—	—	41		přeložení hranic do středu upraveného toku
13		na Hraničním potoce mezi mezníky $\frac{16}{9}$ — $\frac{16}{11}$ (celkem)	—	—	91	—	—	—		přeložení hranic do středu toku
14		na potoce Heidelbachu (celkem)	—	—	—	—	—	44		
15		na Bílém potoce (celkem)	—	1	18	—	—	57		
16	X	na cestě do Eilandu mezi mezníky $\frac{19}{11}$ — 20 (celkem)	—	1	89	—	—	79	6	přeložení hranic do středu cesty
17		na cestě do Rájce mezi mezníky $\frac{21}{20}$ — $\frac{22}{2}$ (celkem) .	—	—	—	—	1	40		přeložení hranic v důsledku vybudování silnice
18		na potoce Lužném (celkem)	—	4	35	—	15	34		přeložení hranic do středu toku
19		na Petrovickém potoce (celkem)	—	1	01	—	—	—		
20	XI	na potoce Mordgrundbachu (celkem)	—	—	90	—	—	97	7	přeložení hranic do středu toku
21		na Hraničním potoce mezi mezníky $\frac{6}{21}$ — $\frac{6}{47}$ (celkem)	—	1	89	—	—	82		přeložení hranic do středu upraveného toku
22		na Kotlavě (celkem) . . .	—	29	10	—	74	34		

Laufende Nr.	Grenzabschnitt	Bezeichnung der Lage	Es gehen über						Anlage Blatt	Bemerkung
			an das Deutsche Reich			an die Tschechoslowakische Republik				
			die in den Anlagen							
			durch Punktraster			durch Strichraster				
			bezeichneten Flächen							
ha	a	m ²	ha	a	m ²					
10	VI	am Schebichbach (insgesamt).	—	—	—	—	—	10	5	Verwandlung von bisher nasser Grenze in trockene
11	VII	am Frohnbach zwischen den Grenzsteinen $\frac{14}{50}$ — 15 (insgesamt)	—	—	22	—	—	34		
12	VIII	an der Sebnitz (insgesamt)	—	—	41	—	8	47	6	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
13		am Grenzbach zwischen den Grenzsteinen $\frac{16}{9}$ — $\frac{16}{11}$ (insgesamt)	—	—	—	—	—	91		
14		am Heidelbach (insgesamt)	—	—	44	—	—	—		
15		am Weissbach (insgesamt)	—	—	57	—	1	18		
16	X	am Eilander Weg zwischen den Grenzsteinen $\frac{19}{11}$ — 20 (insgesamt)	—	—	79	—	1	89	7	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
17		an der Eisenstrasse zwischen den Grenzsteinen $\frac{21}{20}$ — $\frac{22}{2}$ (insgesamt)	—	1	40	—	—	—		
18		am Loschebach (insgesamt)	—	15	34	—	4	35		
19		an der Bahra (insgesamt).	—	—	—	—	1	01		
20	XI	am Mordgrundbach (insgesamt).	—	—	97	—	—	90	7	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
21		am Grenzbach zwischen den Grenzsteinen $\frac{6}{21}$ — $\frac{6}{47}$ (insgesamt)	—	—	82	—	1	89		
22		an der Gottleuba (insgesamt).	—	74	34	—	29	10		

Pořadové číslo	Hraniční úsek	Označení polohy	Připadají						Příloha list	Poznámka
			republiky Českoslo- venské			Německé Ríši				
			v přílohách							
			čárkováním			tečkováním				
			označené plochy							
			ha	a	m²	ha	a	m²		
23	XI	na Schönwaldském hranič- ním potoce (celkem) . .	—	—	97	—	I	16	7	přeložení hranic do středu toku a změ- na dosavadních po- hyblivých hranic v nepohyblivé .
24		na Černém potoce (celkem)	—	9	16	—	6	05		přeložení hranic do středu toku
25	XII	na Mohelnickém potoce (celkem)	—	32	30	—	29	76	8	přeložení hranic do středu upraveného toku
26		na potoce Velkém Warm- bachu (celkem) . . .	—	—	61	—	I	12		přeložení hranic do středu toku
27		na Bystřici (celkem) . . .	—	I	19	—	4	68		
28		na nádraží v Moldavě (cel- kem)	—	15	72	—	—	—		přeložení hranic k zaokrouhlení po- zemku dráhy
29	XIII	na potoce Hirschbachu (celkem)	—	6	15	—	—	4	9	přeložení hranic do středu toku
30		na potoce Rauschenbachu (celkem)	—	7	98	—	I	95		
31	XIV	na potoce Wernsbachu (cel- kem)	—	4	39	—	II	09	10	přeložení hranic do středu toku
32		na Svídnici mezi mezníky $\frac{11}{12}$ — $\frac{15}{4}$ (celkem) . .	—	4	65	—	14	55		
33	XV	na Svídnici u nádraží Deutschneudorf (celkem)	—	6	97	—	9	53	11	přeložení hranic do středu upraveného toku
34		na Fláji (celkem)	—	3	69	—	I	94		přeložení hranic do středu toku

Laufende Nr.	Grenzabschnitt	Bezeichnung der Lage	Es gehen über						Anlage Blatt	Bemerkung
			an das Deutsche Reich			an die Tschechoslowakische Republik				
			die in den Anlagen							
			durch Punktraster			durch Strichraster				
			bezeichneten Flächen							
			ha	a	m²	ha	a	m²		
23	XI	am Schönwalder Bach (insgesamt).	—	I	16	—	—	97	7	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes und Ver wandlung der bisher beweglichen in feste Grenze
24		am Schwarzbach (insgesamt).	—	6	05	—	9	16		Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
25	XII	an der Weissen Müglitz (insgesamt)	—	29	76	—	32	30	8	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
26		am Grossen Warmbach (insgesamt)	—	I	12	—	—	61		Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
27		an der Wilden Weisseritz (insgesamt)	—	4	68	—	I	19		
28		am Bahnhof Moldau (insgesamt).	—	—	—	—	15	72		Verlegung der Grenze zur Abrundung des Bahnhofsgeländes
29	XIII	am Hirschbach (insgesamt)	—	—	4	—	6	15	9	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
30		am Rauschenbach (insgesamt).	—	I	95	—	7	98		
31	XIV	am Wernsbach (insgesamt)	—	II	09	—	4	39	10	
32		an der Schweinitz zwischen den Grenzsteinen $\frac{11}{12}$ — $\frac{15}{4}$ (insgesamt)	—	14	55	—	4	65		
33	XV	an der Schweinitz bei dem Bahnhofs Deutschneudorf (insgesamt)	—	9	53	—	6	97	11	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
34		an der Flöha (insgesamt) .	—	I	94	—	3	69		Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes

Pořadové číslo	Hraniční úsek	Označení polohy	Připadají						Příloha list	Poznámka
			republique Československé			Německé Říši				
			v přílohách							
			čárkováním			tečkováním				
			označené plochy							
			ha	a	m²	ha	a	m²		
35	XV	na Načetínském potoce (celkem)	—	I	16	—	15	94	II	přeložení hranic do středu upraveného toku
36	XVI	na hraničním příkopě mezi mezníky $\frac{6}{12} - \frac{6}{14}$ (celkem)	—	—	—	—	—	91		přeložení hranic do středu toku
37		na Černé Pokavě (celkem)	—	25	94	—	29	62	12	
38	XVII	na potoce Beilbachu (celkem)	—	—	70	—	—	14	13	
39	XVIII	na potoce Pöhle (celkem) .	—	88	11	I	09	29	14	přeložení hranic do středu upraveného toku
40	XX	na potocích Breitenbachu, Jugelbachu a Pechöfener Bachu (celkem)	—	3	08	—	6	20	15	
41		hraniční cesta mezi mezníky $\frac{8}{18} - \frac{9}{3}$ (celkem)	—	I	27	—	14	87		
42	XXI	ve státním revíru Rautenkranz (celkem).	96	46	08	—	—	—	16	přeložení hranic k vyrovnání ploch vyměňovaných území
43		na Svatavě (celkem) . . .	—	17	13	I	49	29	17	přeložení hranic do středu upraveného toku
44	XXII	hraniční cesta mezi mezníky $\frac{1}{17} - \frac{1}{27}$ (celkem)	—	8	51	—	2	05	18	přeložení hranic do středu cesty
45	XXIII	na Hennebachu (celkem) .	—	4	22	—	3	14		přeložení hranic do středu upraveného toku
46		u Geipelovy továrny v Plesné (celkem)	—	98	45	—	—	—		

Laufende Nr.	Grenzabschnitt	Bezeichnung der Lage	Es gehen über						Anlage Blatt	Bemerkung
			an das Deutsche Reich			an die Tschechoslowakische Republik				
			die in den Anlagen							
			durch Punktraster			durch Strichraster				
			bezeichneten Flächen							
ha	a	m²	ha	a	m²					
35	XV	an der Natzschung (insgesamt).	—	15	94	—	1	16	II	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
36	XVI	am Grenzgraben zwischen den Grenzsteinen $\frac{6}{12} - \frac{6}{14}$ (insgesamt)	—	—	91	—	—	—		Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
37		an der Schwarzen Pockau (insgesamt)	—	29	62	—	25	94	12	
38	XVII	am Beilbach (insgesamt) .	—	—	14	—	—	70	13	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
39	XVIII	an der Pöhla (insgesamt) .	1	09	29	—	88	11	14	
40	XX	am Breitenbach, Jugelbach und Pechöfener Bach (insgesamt)	—	6	20	—	3	08	15	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
41		am Grenzweg zwischen den Grenzsteinen $\frac{8}{18} - \frac{9}{3}$ (insgesamt)	—	14	87	—	1	27		Verlegung der Grenze in die Mitte des Weges
42	XXI	im Staatsforstrevier Rautenkrantz (insgesamt) . .	—	—	—	96	46	08	16	Verlegung der Grenze zum Flächenausgleich infolge des Gebietsaustausches
43		an der Zwota (insgesamt). .	1	49	29	—	17	13	17	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
44	XXII	am Grenzweg zwischen den Grenzsteinen $\frac{1}{17} - \frac{1}{27}$ (insgesamt)	—	2	05	—	8	51	18	Verlegung der Grenze in die Mitte des Weges
45	XXIII	am Hennebach (insgesamt)	—	3	14	—	4	22		Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
46		bei der Fabrik Geipel in Plesná (insgesamt) . . .	—	—	—	—	98	45		Verlegung der Grenze zur Erleichterung des Fabrikbetriebes

Pořadové číslo	Hraniční úsek	Označení polohy	Připadají						Příloha list	Poznámka
			republiky Českoslo- venské			Německé Říši				
			v přílohách							
			čárkováním			tečkováním				
			označené plochy							
			ha	a	m²	ha	a	m²		
47	XXIII	na Scheidebachu (celkem).	—	4	56	—	—	41	18	přeložení hranic do středu upraveného toku
48		na Röthenbachu (celkem).	—	—	8	—	3	57	19	
49	XXIV	Poloexklava u Dolního Reu- thu (celkem)	—	—	—	92	99	13	20	přeložení hranic do středu potoka k zjednodušení prů- běhu hranic
50	XXV	na potoce Lazaru (celkem)	—	4	77	—	1	61	21	přeložení hranic do středu upraveného toku
51		na Wolfsbachu (celkem) .	—	6	10	—	7	42		
52		na Furthbächlu (celkem) .	—	—	36	—	—	62		

c) V BAVORSKÉM ÚSEKU HRANIC.

53	I	na potoce Regnitz (celkem)	—	3	41	—	4	76	1	přeložení hranic do středu toku
54		na potoce Höllbachu (cel- kem)	—	1	40	—	2	37		přeložení hranic do středu upraveného toku
55	II	na potoce Röderbachu (cel- kem)	—	2	94	—	5	81	2	přeložení hranic do středu toku
56		na Reslavě (celkem)	—	6	69	—	12	44		
57	III	na Bukovém potoce (cel- kem)	—	—	—	—	—	60	3	přeložení hranic do středu toku
58		na potoce Hundsbachu (celkem)	—	—	70	—	—	98		
59		na Stebnickém potoce (celkem)	—	—	—	—	11	06		přeložení hranic do středu železničního propustku
60		na Odravě (celkem)	—	41	63	—	41	63		vyrovnání hranic

Laufende Nr.	Grenzabschnitt	Bezeichnung der Lage	Es gehen über						Anlage Blatt	Bemerkung
			an das Deutsche Reich			an die Tschechoslowakische Republik				
			die in den Anlagen							
			durch Punktraster			durch Strichraster				
			bezeichneten Flächen							
			ha	a	m²	ha	a	m²		
47	XXIII	am Scheidebach (insgesamt)	—	—	41	—	4	56	18	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
48		am Röthenbach (insgesamt)	—	3	57	—	—	8	19	
49	XXIV	die Halbenklave Niederreuth (insgesamt) . . .	92	99	13	—	—	—	20	Verlegung der Grenze in die Mitte des Grenz-baches zur Vereinfachung der Grenzföhrung
50	XXV	am Lazarbach (insgesamt)	—	1	61	—	4	77	21	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
51		am Wolfsbach (insgesamt)	—	7	42	—	6	10		
52		am Furthbächel (insgesamt).	—	—	62	—	—	36		
c) AN DER BAYERISCHEN STRECKE DER GRENZE.										
53	I	an der Regnitz (insgesamt)	—	4	76	—	3	41	1	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
54		am Höllbach (insgesamt) .	—	2	37	—	1	40		Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
55	II	am Röderbächel (insgesamt).	—	5	81	—	2	94	2	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
56		an der Röslau (insgesamt)	—	12	44	—	6	69		
57	III	am Buchbrunnenbach (insgesamt)	—	—	60	—	—	—	3	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
58		am Hundsbach (insgesamt)	—	—	98	—	—	70		
59		am Stäbnitzbach (insgesamt).	—	11	06	—	—	—		Verlegung der Grenze in die Mitte des Eisenbahndurchlasses
60		an der Wondreb (insgesamt).	—	41	63	—	41	63		

Pořadové číslo	Hraniční úsek	Označení polohy	Připadají						Příloha list	Poznámka
			republika Českoslo- venské			Německé Ríši				
			v přílohách							
			čárkováním			tečkováním				
			označené plochy							
ha	a	m²	ha	a	m²					
61	IV	na potoce Reichenbachu (celkem)	—	—	—	—	3	67	3	přeložení hranic do středu toku
62	V	na potoce Zottbachu (cel- kem)	—	3	14	—	—	48	4	přeložení hranic do středu upraveného toku
63		na potoce Fressbächlu (celkem)	—	4	46	—	4	23		
64		na potoce Rehlingu (cel- kem)	—	76	29	—	94	96	5—6	přeložení hranic do středu toku
65	VI	na potoce Neč (celkem) . .	—	36	89	—	25	73	7	přeložení hranic do středu upraveného toku
66		na silnici Pleš—Schönsee (celkem)	—	5	58	—	—	I		přeložení hranic v důsledku vybudo- vání silnice
67	VII	na Svarcavě (celkem) . .	—	13	25	—	8	14	8	přeložení hranic do středu upraveného toku
68		na Bobřím potoce (celkem)	—	I	98	—	I	90		
69	VIII	jižně od silnice Haselbach— Waldmünchen (celkem) .	—	—	—	—	75	48		přeložení hranic k vyrovnání ploch vyměňovaných území
70		na Mnichovském potoce (celkem)	—	I	74	—	—	63	9	přeložení hranic do středu toku
71		na Myslivském potoce (celkem)	—	—	70	—	—	70		vyrovnání hranic
72	IX	na Černém potoce (celkem)	—	3	04	—	2	23	10	přeložení hranic do středu toku
73		na Chodské Úhlavě (celkem)	—	—	90	—	—	—		
74	XII	na potoce Wolfaubachu (celkem)	—	I	65	—	8	04	11	

Laufende Nr.	Grenzabschnitt	Bezeichnung der Lage	Es gehen über						Anlage Blatt	Bemerkung	
			an das Deutsche Reich			an die Tschechoslowakische Republik					
			die in den Anlagen								
			durch Punktraster			durch Strichraster					
			bezeichneten Flächen								
ha	a	m²	ha	a	m²						
61	IV	am Reichenbach (insgesamt).	—	3	67	—	—	—	3	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes	
62	V	am Zottbach (insgesamt).	—	—	48	—	3	14	4		Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes
63		am Fressbächel (insgesamt)	—	4	23	—	4	46			
64		am Rehlingbach (insgesamt).	—	94	96	—	76	29	5—6	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes	
65	VI	am Netschbach (insgesamt)	—	25	73	—	36	89	7	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes	
66		an der Strasse Schönsee—Pleß (insgesamt)	—	—	1	—	5	58		Verlegung der Grenze infolge Strassenausbaues	
67	VII	an der Schwarzach (insgesamt).	—	8	14	—	13	25	8	Verlegung der Grenze in die Mitte des regulierten Wasserlaufes	
68		am Biberbach (insgesamt)	—	1	90	—	1	98		Verlegung der Grenze zum Flächenausgleich infolge des Gebietsaustausches	
69	VIII	südlich der Strasse Waldmünchen Haselbach (insgesamt)	—	75	48	—	—	—			9
70		am Einsiedelbach (insgesamt).	—	—	63	—	1	74	Geradlegung der Grenze		
71		am Schneiderbach (insgesamt).	—	—	70	—	—	70		Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes	
72	IX	am Pichelbach (insgesamt)	—	2	23	—	3	04	10		
73		am Angelbach (insgesamt)	—	—	—	—	—	90			
74	XII	am Wolfaubach (insgesamt)	—	8	04	—	1	65	11		

Pořadové číslo	Hraniční úsek	Označení polohy	Případají						Příloha list	Poznámka
			republiky Československé			Německé Říši				
			v přílohách							
			čárkováním			tečkováním				
			označené plochy							
			ha	a	m ²	ha	a	m ²		
75	XII	na Harlanském potoce (celkem)	—	7	65	—	—	—	11	přeložení hranic do středu toku
76		na Köchlauerbachu (celkem)	—	13	96	—	—	—	12	
77		na Studené Vltavě (celkem)	—	64	44	—	—	—	13	
78		na Ruthenbachu (celkem).	—	13	18	—	—	—	14	
79		na Světlé (celkem). . . .	—	—	—	—	1	08		
80		na potoce Merchenseuchbachu (celkem)	—	1	31	—	—	—		
		Úhrnem . . .	108	16	63	108	16	63		

Článek 5.

Články 5 až 9 smlouvy mezi republikou Československou a Německou Říší o hraničních vodních tocích a o výměně částí území v pruském dílu československo-německé hranice, podepsané 31. ledna 1930 platí s tím, že předání pozemkových knih a pozemkového katastru, na které je pamatováno v článku 6 odstavce 1 věta 2 zmíněné smlouvy, uskuteční zúčastněné ústřední úřady nebo úřady jimi zmocněné přímo mezi sebou.

C. ZÁVĚREČNÁ USTANOVENÍ.

Článek 6.

Tato smlouva byla vyhotovena ve dvou prvopisech v jazyku československém a německém. Obě znění mají stejnou platnost.

Článek 7.

Smlouva se závěrečným zápisem bude co nejdříve ratifikována. Ratifikační listiny budou vyměněny v Praze. Smlouva nabude účinnosti patnáctý den po dni, kdy byly vyměněny ratifikační listiny.

Čemuž na svědomí podepsali oba zmocněnci tuto smlouvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Bad Elster 27. září 1935.

(L. S.) Ing. Dr. h. c. V. ROUBÍK.

(L. S.) Dr. P. ECKARDT.

Laufende Nr.	Grenzabschnitt	Bezeichnung der Lage	Es gehen über						Anlage Blatt	Bemerkung
			an das Deutsche Reich			an die Tschechoslowakische Republik				
			die in den Anlagen							
			durch Punktraster			durch Strichraster				
			bezeichneten Flächen							
			ha	a	m²	ha	a	m²		
75	XII	am Harlandbach (insgesamt).	—	—	—	—	7	65	II	Verlegung der Grenze in die Mitte des Wasserlaufes
76		am Köchlauerbach (insgesamt).	—	—	—	—	13	96	12	
77		an der Kalten Moldau (insgesamt).	—	—	—	—	64	44	13	
78		am Ruthenbächel (insgesamt).	—	—	—	—	13	18		
79		am Lichtwasser (insgesamt)	—	I	08	—	—	—	14	
80		am Merchenseuchbach (insgesamt)	—	—	—	—	I	31		
		Im Ganzen . . .	108	16	63	108	16	63		

Artikel 5.

Die Artikel 5 bis 9 des am 31. Januar 1930 unterzeichneten Vertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Tschechoslowakischen Republik über Grenzwasserläufe und Gebietsaustausch an der preussischen Strecke der deutsch-tschechoslowakischen Grenze finden mit der Massgabe Anwendung, dass die im Artikel 6 Absatz 1 Satz 2 des vorbezeichneten Vertrages vorgesehene Übergabe der Grundbücher und Kataster durch die beteiligten Zentralbehörden oder die von ihnen ermächtigten Stellen im unmittelbaren Geschäftsverkehr erfolgt.

C. SCHLUSSBESTIMMUNG.

Artikel 6.

Dieser Vertrag ist in doppelter Urschrift in deutscher und in tschechoslowakischer Sprache ausgefertigt. Die beiden Wortlaute haben gleiche Geltung.

Artikel 7.

Der Vertrag soll nebst dem Schlussprotokoll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Prag ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt am fünfzehnten Tage nach Ablauf des Tages in Kraft, an dem die Ratifikationsurkunden ausgetauscht worden sind.

Zu Urkund dessen haben die beiden Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Bad Elster am 27. September 1935.

(L. S.) Dr. P. ECKARDT.

(L. S.) Ing. Dr. h. c. V. ROUBÍK.

ZÁVĚREČNÝ ZÁPIS.

Při podpisu smlouvy mezi republikou Československou a Německou Říší o hraničních tocích v saském a bavorském úseku hranic a o výměně částí území na hranicích, prohlásili podepsaní zmocněnci, že se shodují v tomto :

*K článku 4 :**a) Pruský úsek hranic :*

1. Cesta vedoucí pilou v Heinersdorfu od d po a (příloha list 2) se ruší. Pokračování této cesty od a až k příjezdné silnici k nádraží v Heinersdorfu u f smí se používat k účelům pily a jejich návštěvníků ve styku přes československé státní území stejně jako cesty hraniční podle článků 7 a 9 smlouvy¹ mezi republikou Československou a Německou Říší o úpravě pohraničních poměrů na státní hranici, popsané v článku 83 Versaillské smlouvy z 28. června 1919, podepsané 3. února 1927.

2. Cesty od d přes c po b, která zůstane úplně na československém území, i s jejím pokračováním až k hranicím u f, smí používat stejně jako hraniční cesty ve smyslu smlouvy z 3. února 1927 obyvatelé obce Heinersdorfu k ohospodařování svých pozemků a dále vozidla užívaná při silnějším dovozu dříví do pily od německého celního úřadu v Heinersdorfu a k němu.

3. Smluvní státy poskytnou k udržování cest uvedených pod čís. 1 a 2, příslušícímu pile v Heinersdorfu, veškerých úlev, přípustných podle svých zákonodárství.

b) Saský úsek hranic :

1. Československá vláda nebude brániti vývozními zákazy vývozu výtěžků, které saská zemská lesní správa bude v budoucnosti míti ze svého majetku na československém území, patřícího lesnímu revíru Rautenkranz (článek 4, pořadové číslo 42). Vývozní povolení, jichž snad bude třeba pro tyto výtěžky, budou udělována usnadněným a urychleným řízením. Tyto úlevy platí obdobně také pro vývoz výtěžků z majetku patřícího československým obyvatelům v částech území odstouplých z československé obce Dolní Reuth Německé Říše (článek 4, pořadové číslo 49).

2. Smluvní státy se zavazují, že na vzájemně vyměněných částech území lesního revíru Rautenkranz a obce Dolní Reuth (článek 4, pořadová čísla 42 a 49) nadále povolí samostatné vykonávání honitby těmi, kdo až dosud k výkonu honitby jsou oprávněni tak dlouho, pokud souvislá plocha nejméně 75 ha bude v jedné rukou a bude svým tvarem způsobila k samostatnému výkonu honitby.

BAD ELSTER 27. září 1935.

Ing. Dr. h. c. V. ROUBÍK.
Dr. P. ECKARDT.

(Mapové přílohy z důvodů technických zmenšeny oproti originálu v poměru 4 : 3.)

Copie certifiée conforme :
Praha, le 25 octobre 1937.

Dr. Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ Vol. CIX, page 219, de ce recueil.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des Vertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Tschechoslowakischen Republik über Grenzwasserläufe auf der sächsischen und der bayerischen Strecke der Grenze sowie über einen Gebietsaustausch an der Grenze haben die beiden Bevollmächtigten noch über folgendes ihr Einverständnis erklärt :

*Zu Artikel 4.**a) Preussische Strecke der Grenze.*

1. Der durch das Sägewerk Heinersdorf führende Weg von d bis a (Anlage Blatt 2) ist einzuziehen. Die Fortsetzung dieses Weges von a bis zur Zufahrtsstrasse zum Bahnhof Heinersdorf bei f darf bei dem Verkehr durch tschechoslowakisches Staatsgebiet für die Zwecke des Sägewerkes und seiner Besucher in der gleichen Weise wie ein Grenzweg im Sinne der Artikel 7 und 9 des am 3. Februar 1927 unterzeichneten Vertrages¹ zwischen dem Deutschen Reich und der Tschechoslowakischen Republik zur Regelung der Grenzverhältnisse an der im Artikel 83 des Vertrages von Versailles vom 28. Juni 1919 beschriebenen Staatsgrenze benutzt werden.

2. Der Weg von d über c bis b, der ganz auf tschechoslowakischem Staatsgebiete verbleibt, nebst seiner Fortsetzung bis zur Grenze bei f darf von den Bewohnern der Gemeinde Heinersdorf zur Bewirtschaftung ihrer Grundstücke und ferner bei stärkerer Holzzufuhr auch für den Verkehr der zur Holzbeförderung nach dem Sägewerk verwendeten Fahrzeuge von und zum deutschen Zollamt Heinersdorf in der gleichen Weise wie ein Grenzweg im Sinne des Vertrages vom 3. Februar 1927 benutzt werden.

3. Die vertragschliessenden Staaten werden für die Unterhaltung der unter Nr. 1 und 2 aufgeführten Wege, die dem Sägewerk Heinersdorf obliegt, alle nach ihrer Gesetzgebung zulässigen Erleichterungen gewähren.

b) Sächsische Strecke der Grenze.

1. Die Ausfuhr der Erträge, welche die sächsische Landesforstverwaltung aus ihrem auf tschechoslowakischem Staatsgebiete liegenden, zum Forstrevier Rautenkranz gehörigen Besitz (Artikel 4 laufende Nr. 42) künftig bezieht, wird von der tschechoslowakischen Regierung durch Ausfuhrverbote nicht behindert werden. Etwa erforderliche Ausfuhrbewilligungen für diese Erträge werden in einem erleichterten und beschleunigten Verfahren erteilt werden. Die vorstehenden Vergünstigungen gelten sinngemäss auch für die Ausfuhr der Erträge von dem den tschechoslowakischen Einwohnern gehörigen Besitz in dem an das Deutsche Reich abgetretenen Gebietsteile der tschechoslowakischen Gemeinde Niederreuth (Artikel 4 laufende Nr. 49).

2. Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, auf den gegeneinander ausgetauschten Gebietsteilen des Forstreviers Rautenkranz und der Gemeinde Niederreuth (Artikel 4 laufende Nr. 42 und 49) die selbständige Jagdausübung von seiten der bisher Jagdausübungsberechtigten weiterhin zuzulassen, sofern und solange eine zusammenhängende Fläche von mindestens 75 ha sich in einer Hand befindet und ihrer Form nach zur selbständigen Jagdausübung geeignet ist.

BAD ELSTER, den 27. September 1935.

Dr. P. ECKARDT.

Ing. Dr. h. c. V. ROUBÍK.

(Die Kartenbeilagen sind aus technischen Gründen gegenüber dem Originale im Verhältnisse 4 : 3 verkleinert.)

Copie certifiée conforme :
Praha, le 25 octobre 1937.

Dr. Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ Vol. CIX, page 219, of this Series.

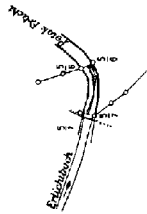
CARTES — MAPS

List 1
 (Sasko)

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.
 Blatt 1
 (Sachsen)

D
 Amtshauptmannschaft Zittau
 Gemeinde Märkersdorf
 Grenzabschnitt II



Hraníční úsek II
 Obec Heřmanice
 Okres Frydlant
 Š

1:2500

D
 Amtshauptmannschaft Zittau
 Gemeinde Oberullersdorf
 Grenzabschnitt II
 Hraníční úsek II
 Obec Oldřichov na Hraních
 Okres Liberec
 Š

D
 Amtshauptmannschaft Zittau
 Gemeinde Oberullersdorf
 Grenzabschnitt II



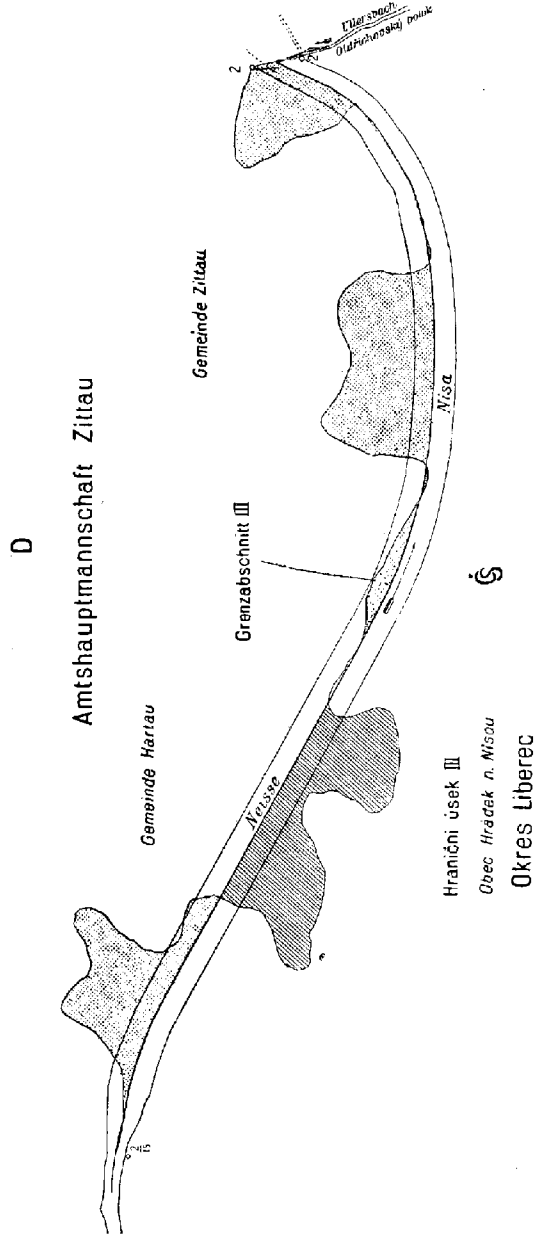
Hraníční úsek II
 Obec Oldřichov na Hraních
 Okres Liberec
 Š

List 2
Sasko

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935.

Blatt 2
Sachsen

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.

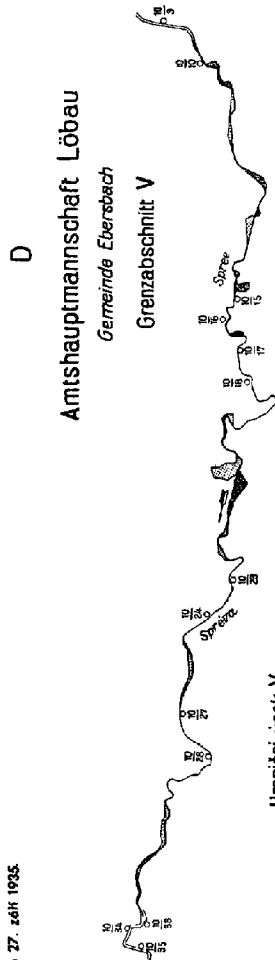


List 3
(Sasko)

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935.

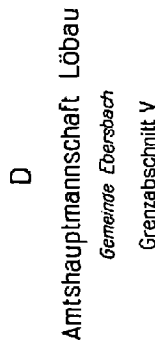
Blatt 3
(Sachsen)

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.



Hraniční úsek V
Obec Filipov
Okres Šluknov

1:2500



Hraniční úsek V
Obec Georgswalde
Okres Šluknov

D

Amtshauptmannschaft Zittau

Gemeinde Seiffenriedsdorf

Grenzabschnitt V



Hraniční úsek V

Obec Horní Jindřichov

Okres Rumburk

Š

List 4
(Sasko)

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935.

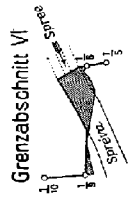
Gemeinde Taubenheim

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935. Blatt 4
(Sachsen)

D

Amtshauptmannschaft Löbau
Gemeinde Neusalza - Spremberg

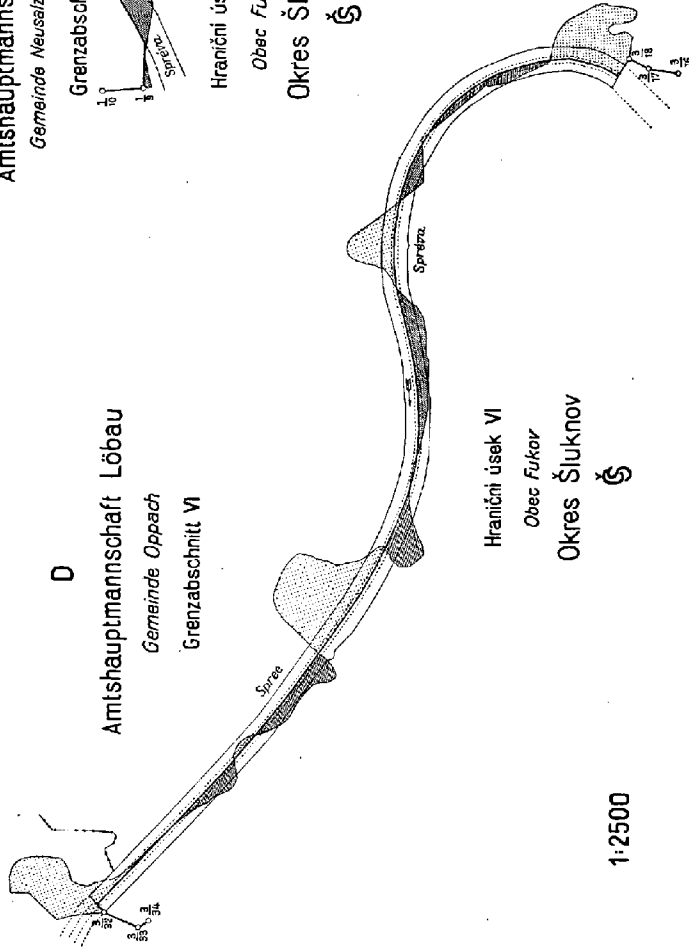
D
Amtshauptmannschaft Löbau
Gemeinde Oppach
Grenzabschnitt VI



Hraniční úsek VI
Obec Fukov
Okres Šluknov
§

Hraniční úsek VI
Obec Fukov
Okres Šluknov
§

1:2500



List 5
(Sasko)

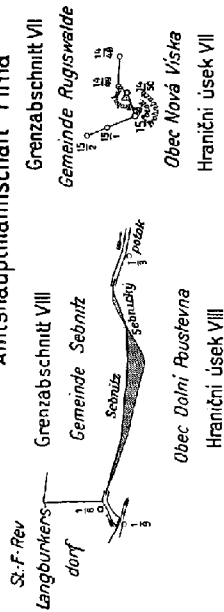
Příloha smlouvy ze dne 27. září 1933.

Blatt 5
(Sachsen)

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.

D

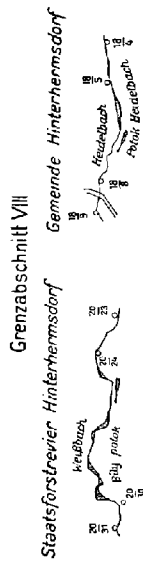
Amtshauptmannschaft Pima



Okres Šluknov
§

D

Amtshauptmannschaft Pirna

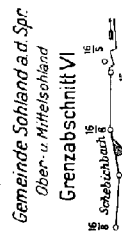


1:2500

§

D

Amtshauptmannschaft Bautzen



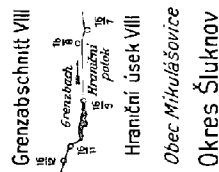
Okres Šluknov
§

1:1000

D

Amtshauptmannschaft Pima

Gemeinde Hinterhermsdorf



§

List 6
(Sasko)

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1933.

Blatt 6
(Sachsen)
Anlage zum Vertrage vom 27. September 1933.

D

Amtshauptmannschaft Pirna

Gemeinde Hellendorf



Hraniční úsek X

Obec Petrovice

Okres Ústí n. Lab

§

D

Amtshauptmannschaft Pirna

Gemeinde Hellendorf



Hraniční úsek X

Obec Petrovice

Okres Ústí n. Lab

§

D

Amtshauptmannschaft Pirna

Staatsforstrevier Markersbach



Hraniční úsek X

Obec Tisá

Okres Děčín

§

D

Amtshauptmannschaft Pirna

Gemeinde Hellendorf



Hraniční úsek X

Obec Petrovice

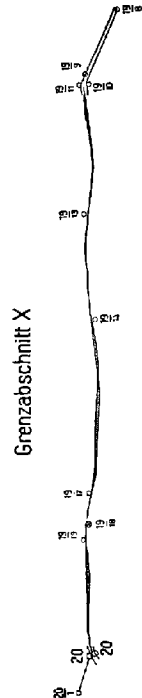
Okres Ústí n. Lab

§

D

Amtshauptmannschaft Pirna

Staatsforstrevier Reichstein



Hraniční úsek X

Obec Sněžník

Okres Děčín.

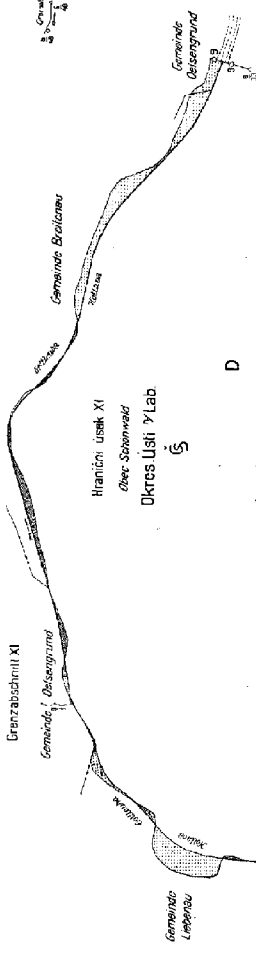
§

List 7
(Sasko)

Prüfungsskizzen 1:1 bis 2:1 vom 27. September 1923.

Anlage zum Verzeichn. vom 27. September 1923. Blatt 7
(Sachsen)

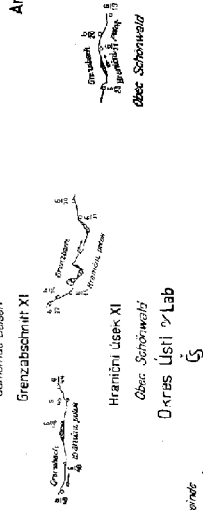
D
Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Grenzabschnitt XI



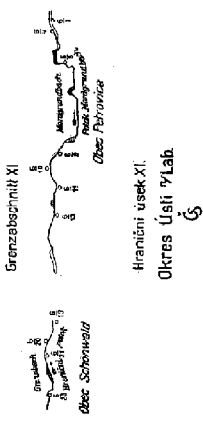
D
Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Gemeinde Fürsteneiche
Grenzabschnitt XI



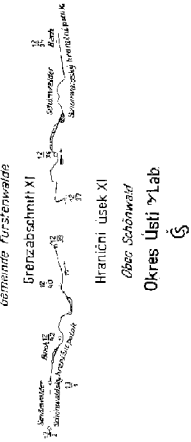
D
Amtshauptmannschaft Pirna
Gemeinde Delsen
Grenzabschnitt XI



D
Amtshauptmannschaft Pirna
Gemeinde Delsen
Grenzabschnitt XI



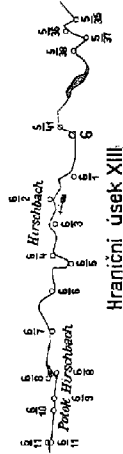
D
Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Gemeinde Fürsteneiche
Grenzabschnitt XI



Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Staatsforstrevier Bienenmühle

D

Grenzabschnitt XIII



Hraniční úsek XIII
Obec Fläje

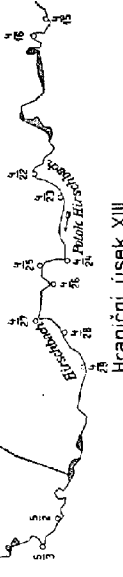
Okres Teplice-Šanov

ČS

Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Grenzabschnitt XIII

D

Gemeinde Hermsdorf
Staatsforstrevier Bärenfels



Hraniční úsek XIII
Obec Moldava

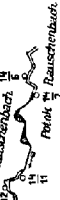
Okres Teplice-Šanov

ČS

Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Staatsforstrevier Bienenmühle

D

Grenzabschnitt XIII



Hraniční úsek XIII
Obec Český Jiřetín

Okres Most

ČS

Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Staatsforstrevier Bienenmühle

D

Grenzabschnitt XIII



Hraniční úsek XIII
Obec Český Jiřetín

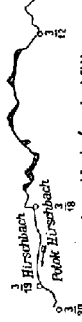
Okres Most

ČS

Amtshauptmannschaft Dippoldiswalde
Staatsforstrevier Bärenfels

D

Grenzabschnitt XIII

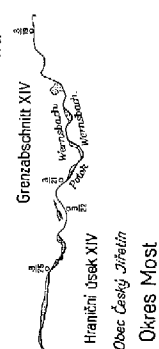


Hraniční úsek XIII
Obec Moldava

Okres Teplice-Šanov

ČS

Amtschauptmannschaft Freiberg
Staatsförstrevier Deutschensiedel



§

D

Amtschauptmannschaft Freiberg
Gemeinde Deutschneudorf

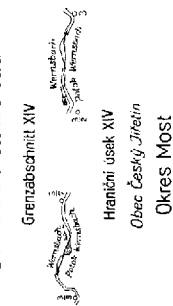


1:2500

§

D

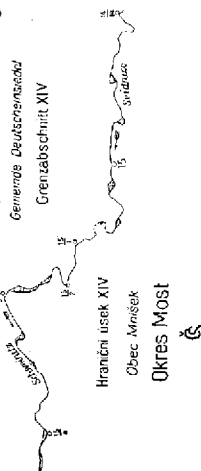
Amtschauptmannschaft Freiberg
Staatsförstrevier Deutschensiedel



§

D

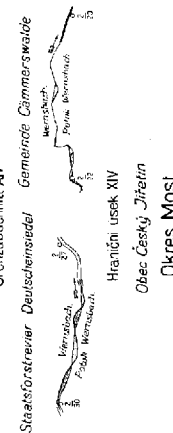
Amtschauptmannschaft Freiberg
Gemeinde Deutschensiedel



§

D

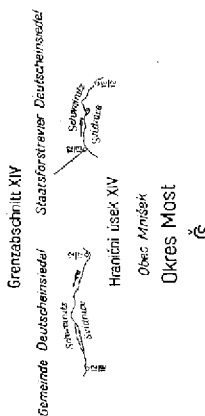
Amtschauptmannschaft Freiberg
Grenzabschnitt XIV



§

D

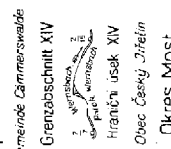
Amtschauptmannschaft Freiberg
Grenzabschnitt XIV



§

D

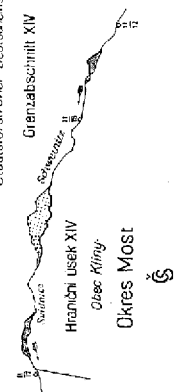
Amtschauptmannschaft Freiberg
Gemeinde Cämmerswalde



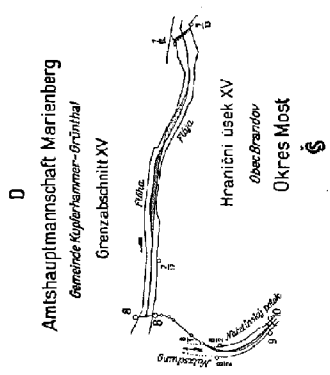
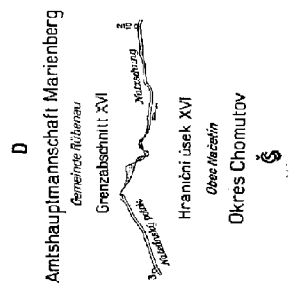
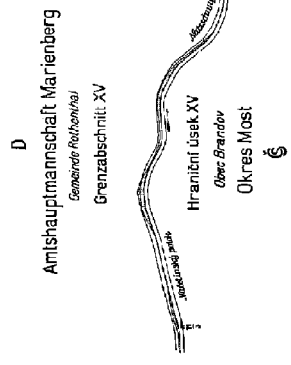
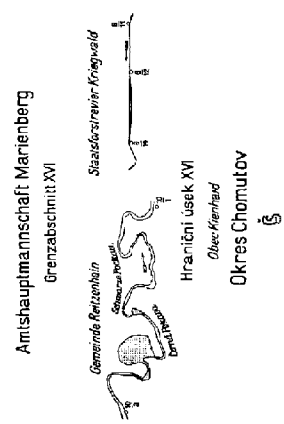
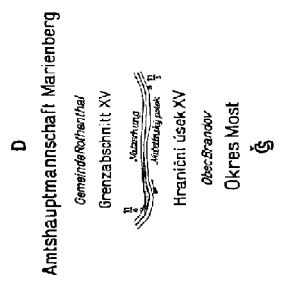
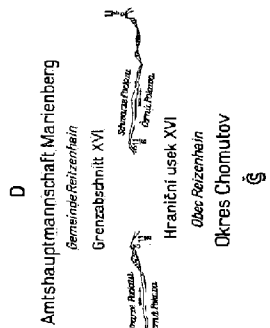
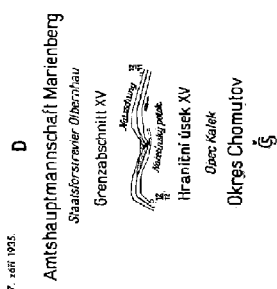
§

D

Amtschauptmannschaft Freiberg
Staatsförstrevier Deutschensiedel



§



Amtshauptmannschaft Marienberg
Staatsforstrevier Reitzenhain

Grenzabschnitt XVI



Hraniční úsek XVI

Obec Ulmbach

Okres Chomutov

Amtshauptmannschaft Marienberg
Gemeinde Salzung

Grenzabschnitt XVI



Hraniční úsek XVI

Obec Ulmbach

Okres Chomutov

Amtshauptmannschaft Marienberg
Gemeinde Reitzenhain

Grenzabschnitt XVI



Hraniční úsek XVI

Obec Reitzenhain

Okres Chomutov

Amtshauptmannschaft Marienberg
Staatsforstrevier Reitzenhain

Grenzabschnitt XVI



Hraniční úsek XVI

Obec Ulmbach

Okres Chomutov

Amtshauptmannschaft Marienberg
Gemeinde Reitzenhain

Grenzabschnitt XVI



Hraniční úsek XVI

Obec Reitzenhain

Okres Chomutov

Amtshauptmannschaft Marienberg
Staatsforstrevier Reitzenhain

Grenzabschnitt XVII



Hraniční úsek XVI

Obec Ulmbach

Okres Chomutov

Amtshauptmannschaft Marienberg
Gemeinde Reitzenhain

Grenzabschnitt XVII



Hraniční úsek XVI

Obec Reitzenhain

Okres Chomutov

List 13
 (Sasko)

Anlage zum Verlage vom 27. September 1935.

Blatt 13
(Sachsen)

Amtshauptmannschaft Marienberg

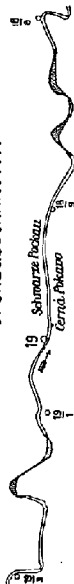
Amtshauptmannschaft Marienberg

Gemeinde Satzung

Gemeinde Satzung

Grenzabschnitt XVI

Grenzabschnitt XVI



Hraniční úsek XVI

DAY 45: THE HUB

Obec Ulimbach

Ober Ulmbach

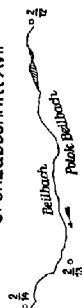
Okres Chomutov

Okres Chomutov

Amtshauptmannschaft Annaberg

StaatsforstrevierSteinbach

Grenzabschnitt XVI!



Hraniční úsek XVII

Obec Kryštofovy Hamry

Okres Přísečnice

•

Okres Chomutov

1:2500

1

Amtshauptmannschaft Marienberg

Amtshauptmannschaft Marienberg

Gemeinde Satzung

Gemeinde Satzung

CONFIDENTIAL

Grenzabschnitt XVI



Hraniční úsek XVI

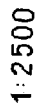
Obec Ulmbach

Obec Ulmbach

Okres Chomutov

how

5



List 15 (Sasko)

Priloha snímky zo dne 27. z.č. 1935

Blatt 15
(Sachsen)

Anlage zum Vertrag vom 27. September 1935.

D

Amtshauptmannschaft Schwarzenberg

Gemeinde Johanngeorgenstadt

Grenzabschnitt XX

Gem. Wittigsthal

Postk. Breitenbach

Breitenbach

Hraniční úsek XX

Obec Breitenbach

Okres Nejdek

D

Amtshauptmannschaft Schwarzenberg

Staatsforstrevier Wildenthal

Grenzabschnitt XX

1:2500

Grasweg

Hraniční úsek XX

Obec Hirschenstand

Okres Nejdek

Obec Sauerzack

§

Hrančí cesta

Juggraben
Postk. Breitenbach
Postk. Breitenbach
Postk. Breitenbach

Postk. Breitenbach
Postk. Breitenbach

List 16 (Sasko)

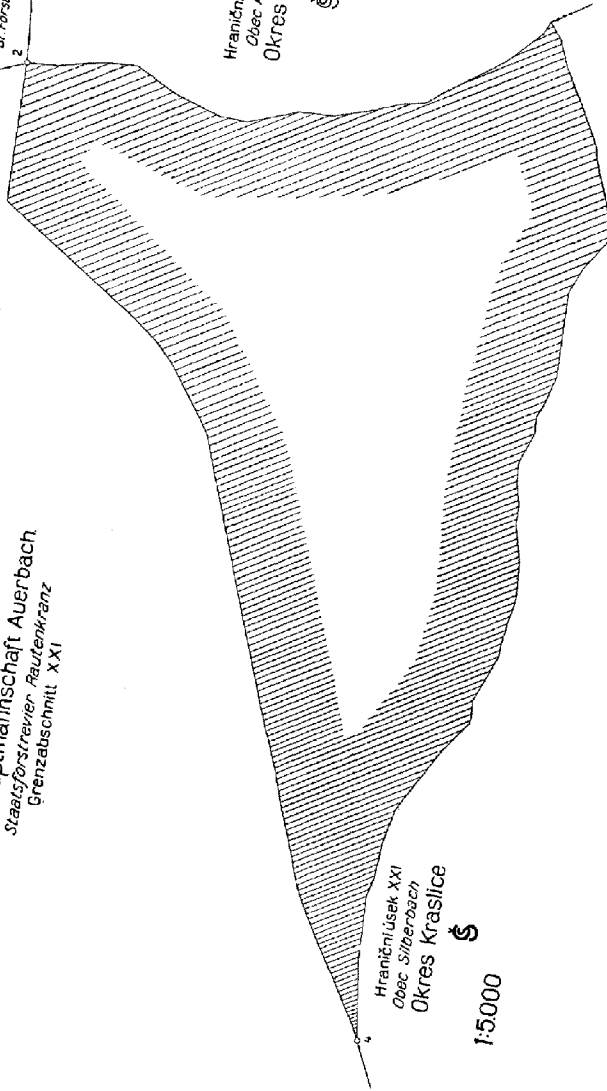
Priloha snímku ze dne 27. září 1935.

Ausgabe zum Verträge vom 27. September 1935.

Blatt 16 (Sachsen)
Amtshauptmannschaft
Schwarzenberg
St. Forstrev. Geringsfeld

D

Amtshauptmannschaft Auerbach
Staatsförstrevier Rautenkranz
Grenzabschnitt XXI



Hraniční úsek XXI
Okres Nejdek
§

Hraniční úsek XXI
Okres Silberbach
Okres Kraslice
§

1:5000

List 17
(Sasko)

Přehled mapy ze dne 27. září 1935.

Blatt 17
(Sachsen)

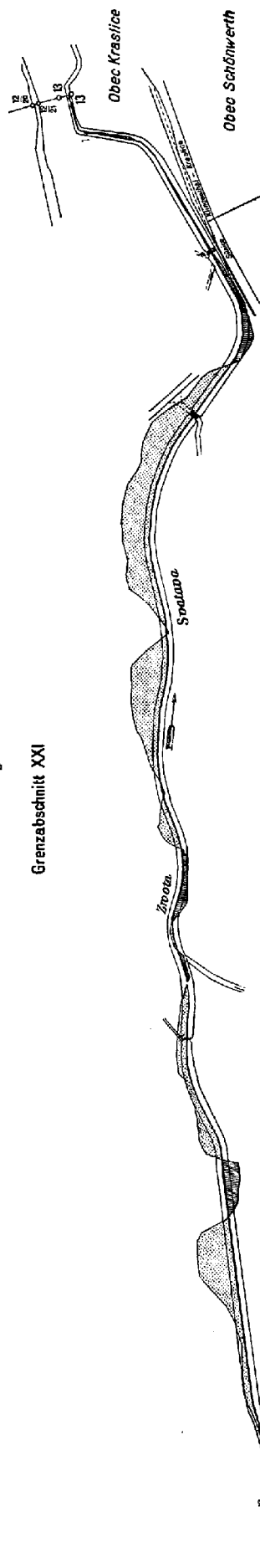
Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.

D

Amtshauptmannschaft Auerbach

Gemeinde Klingenthal

Grenzabschnitt XXI



Hraníční úsek XXI

Obec Markhausen

Okres Kraslice



1:2500

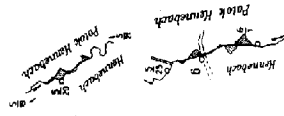
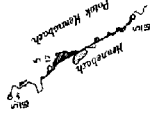
Amtshauptmannschaft Auerbach

Staatsforstrevier Erlbach

Grenzabschnitt XXII

Hranční úsek XXII
Obec Markhausen

Okres Kraslice



Amtshauptmannschaft

Ölsnitz

Gemeinde Bohrdach

Grenzabschnitt XXIII

Obec Bohrdach

Obec Dürrengrün

Okres Cheb

Hranční úsek XXIII

Obec Dürrengrün

Amtshauptmannschaft Ölsnitz

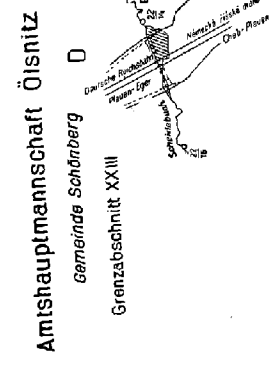
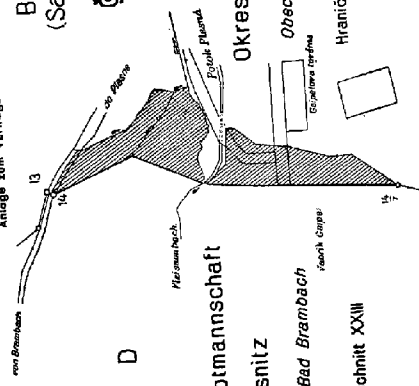
Gemeinde Schönberg

Grenzabschnitt XXIII

Obec Erbesgrün

Hranční úsek XXIII
Obec Kojanov

Okres Cheb

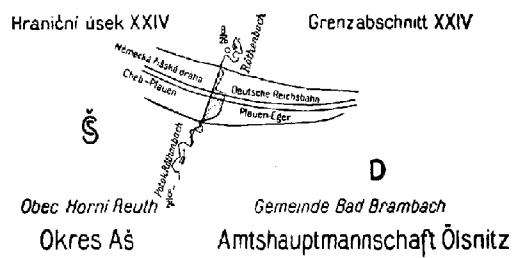


List 19(Sasko)

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935

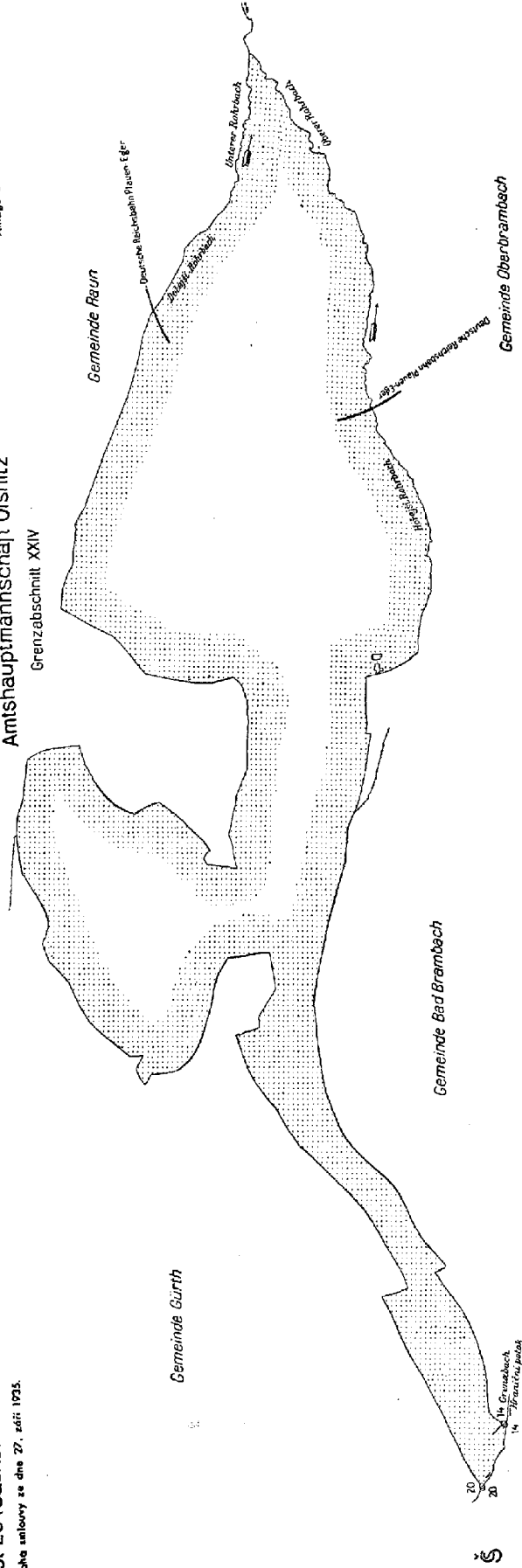
Blatt 19(Sachsen)

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.



1:2500

D
Amtshauptmannschaft Ölsnitz
Grenzabschnitt XXIV



Š

Hraničnísek XXIV
Obec Dolní Reuth
Okres Aš

1:5000

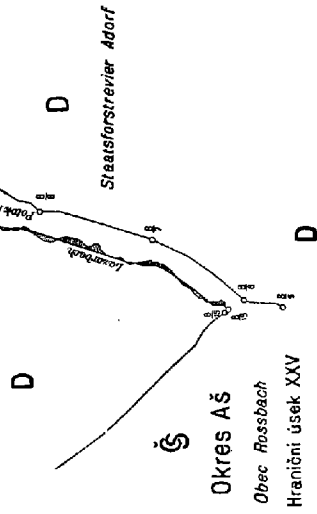
List 21 (Sasko)

Příloha k mapě ze dne 27. září 1935

Amtshauptmannschaft Ölsnitz

Gemeinde Untergutengrün

Grenzabschnitt XXV



Okres Aš

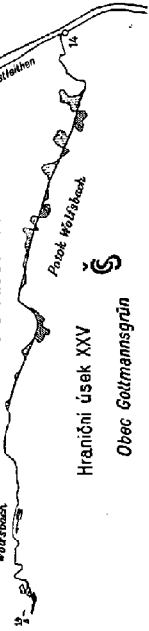
Obec Rosbach

Hraniční úsek XXV

Amtshauptmannschaft Ölsnitz

Gemeinde Pabstheim

Grenzabschnitt XXV



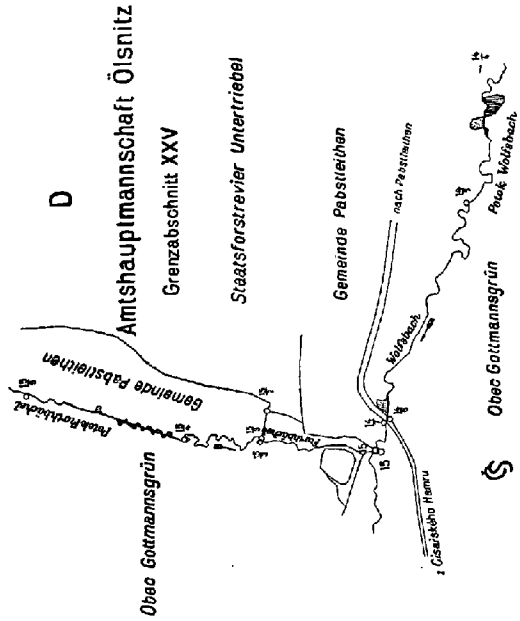
Hraniční úsek XXV

Obec Gottmannsgrün

Okres Aš

Blatt 21 (Sachsen)

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.



Amtshauptmannschaft Ölsnitz

Grenzabschnitt XXV

Staatsforstrevier Untertriebel

Gemeinde Pabstheim

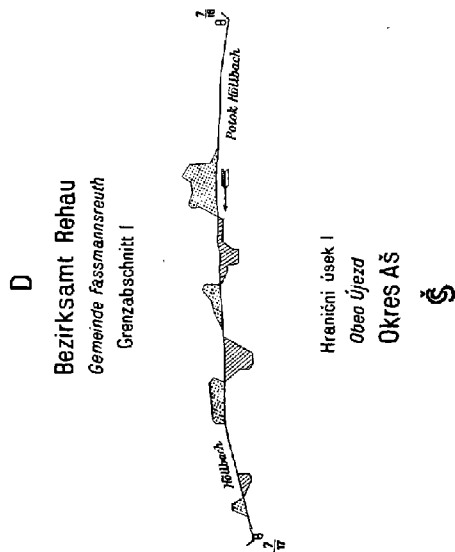
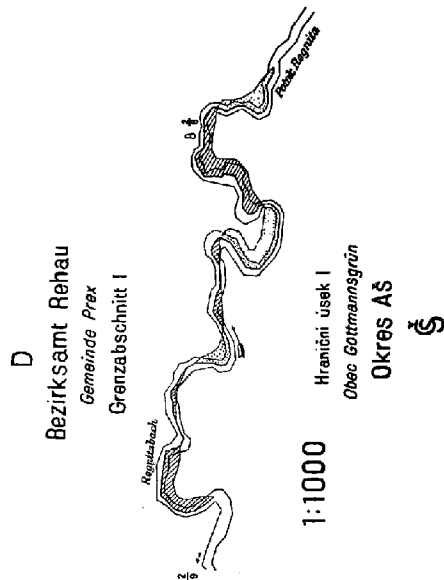
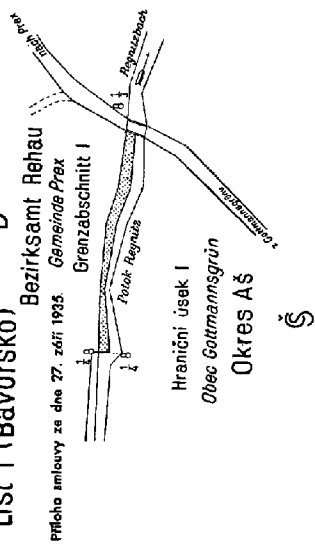
Grenzabschnitt XXV

Okres Aš

Obec Gottmannsgrün

Hraniční úsek XXV

List 1 (Bavorsko) **D** Blatt 1 (Bayern)
 Anlage zum Verlage vom 27. September 1935.



List 2 (Bavorsko)

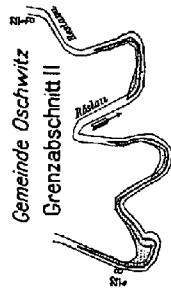
Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935.

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935

Blatt 2 (Bayern)

D

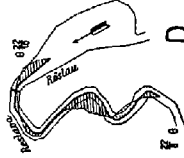
Bezirksamt Wunsiedel



Hraniční úsek II
Obec Markhausen
Okres Cheb

§

Okres Cheb
Obec Markhausen
Hraniční úsek II



Grenzabschnitt II
Gemeinde Oschwitz

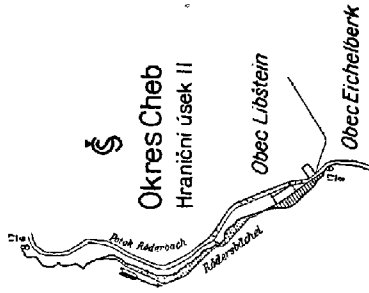
Bezirksamt Wunsiedel

D

Bezirksamt Rehau

Gemeinde Neuhaus

Grenzabschnitt II



§

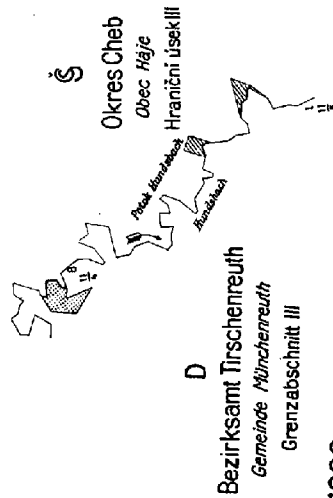
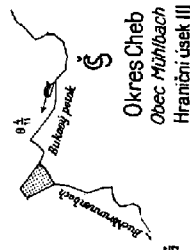
Okres Cheb
Hraniční úsek II

Obec Libstein

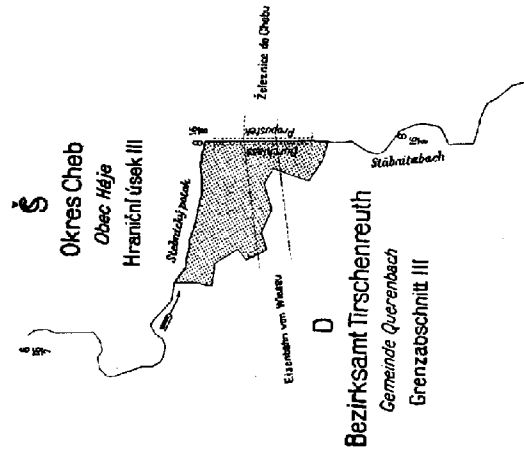
Obec Eichelberk

1:2500

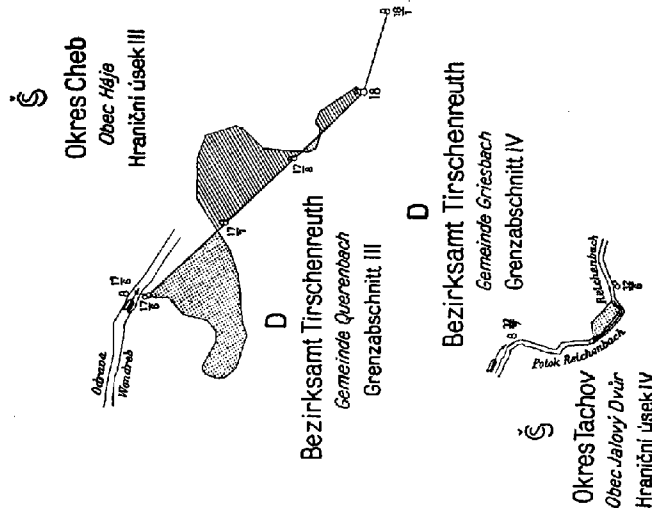
D
Bezirksamt Wunsiedel
Forstbezirk Arzberg
Grenzabschnitt III



1:1000



1:1000



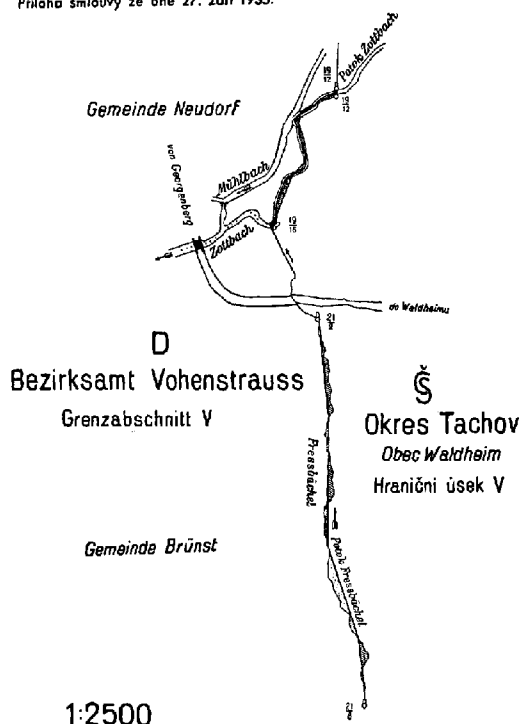
1:2500

List 4 (Bavorsko)

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935.

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.

Blatt 4 (Bayern)



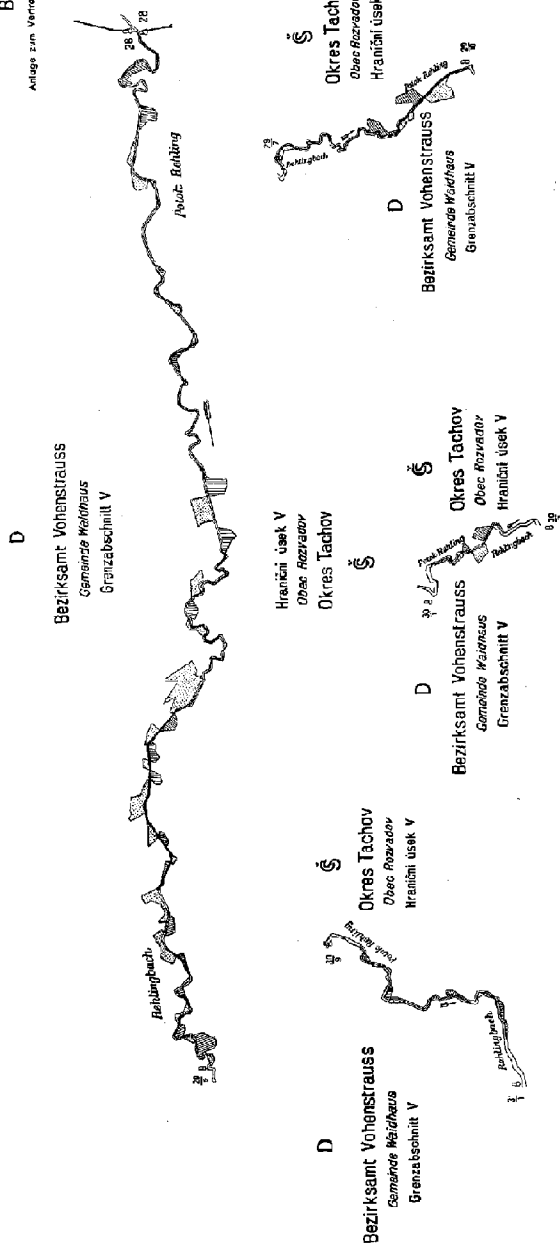
Príloha smlouvy zo dne 27. září 1935

Príloha smlouvy zo dne 27. září 1935



Blatt 5 (Bayern)

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.

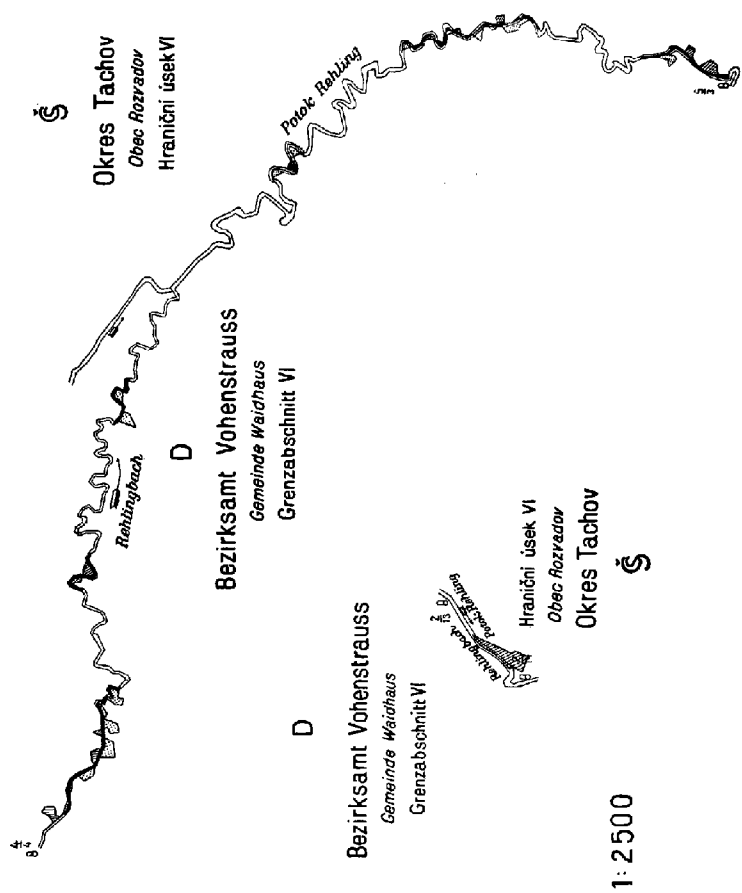


List 6 (Bavorsko)

Přiloha zmluvy ze dne 27. zří. 1935.

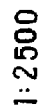
Blatt 6 (Bayern)

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.

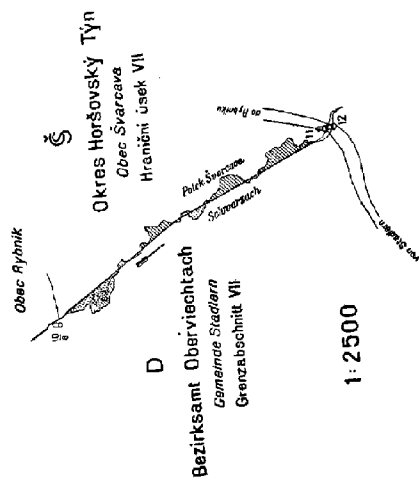
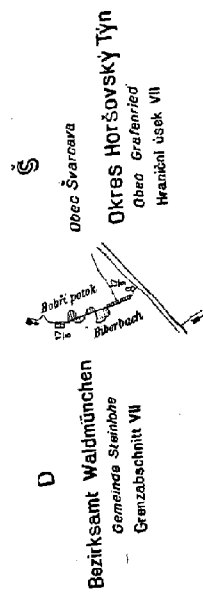
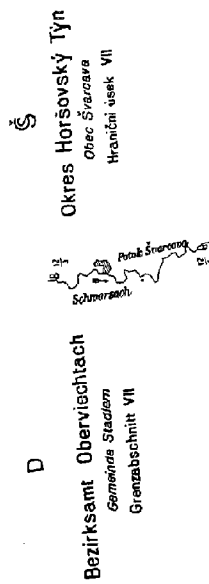
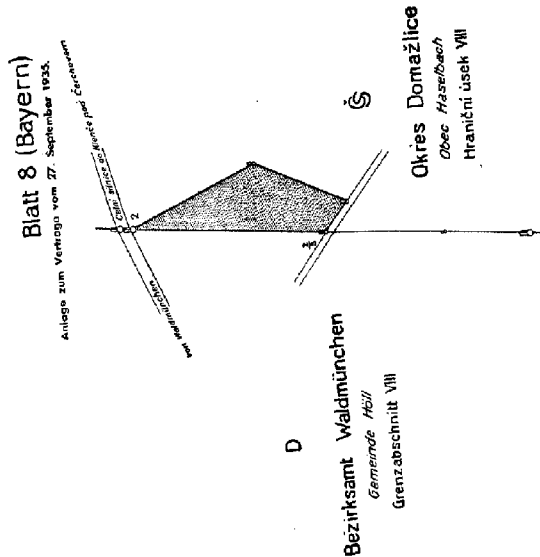


Blatt 7 (Bayern)

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.



List 8 (Bavorsko)
 Příloha součiny ze dne 27. září 1935.

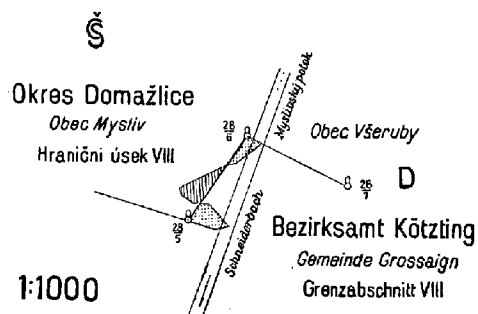
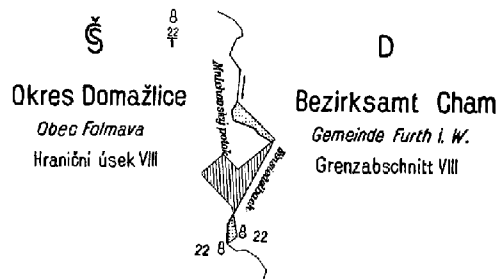


1:2500

Přísaha smlouvy ze dne 27. září 1935. Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.

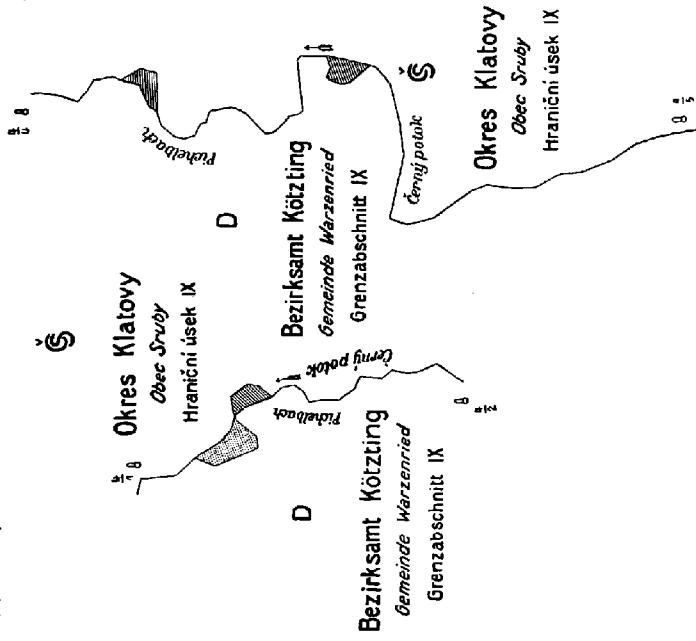
List 9 (Bavorsko)

Blatt 9 (Bayern)



List 10 (Bavorsko)

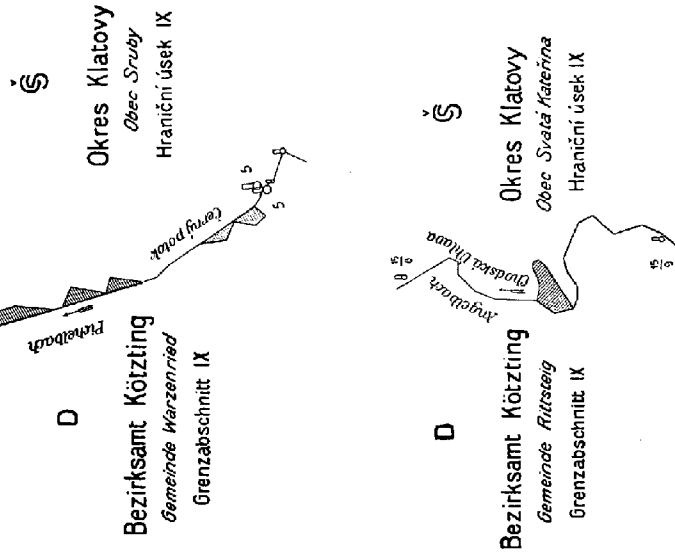
Přehled smlouvy ze dne 27. září 1935.



1:1000

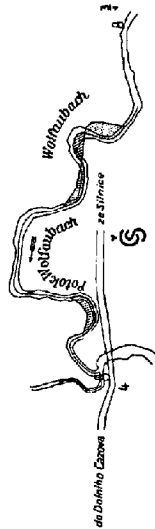
Blatt 10 (Bayern)

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.



D

Bezirksamt Wolfstein
Gemeinde Leinoldsdreut
Grenzabschnitt XII



D

Bezirksamt Wolfstein
Gemeinde Leinoldsdreut
Grenzabschnitt XII

Okres Prachatz
Obec Kunžvart
Hraniční úsek XII

Hartlandbach
Hartanský potok



Okres Prachatz
Obec České Žleby
Hraniční úsek XII

List 12 (Bavorsko)

Průběh smlouvy ze dne 27. září 1935.

D

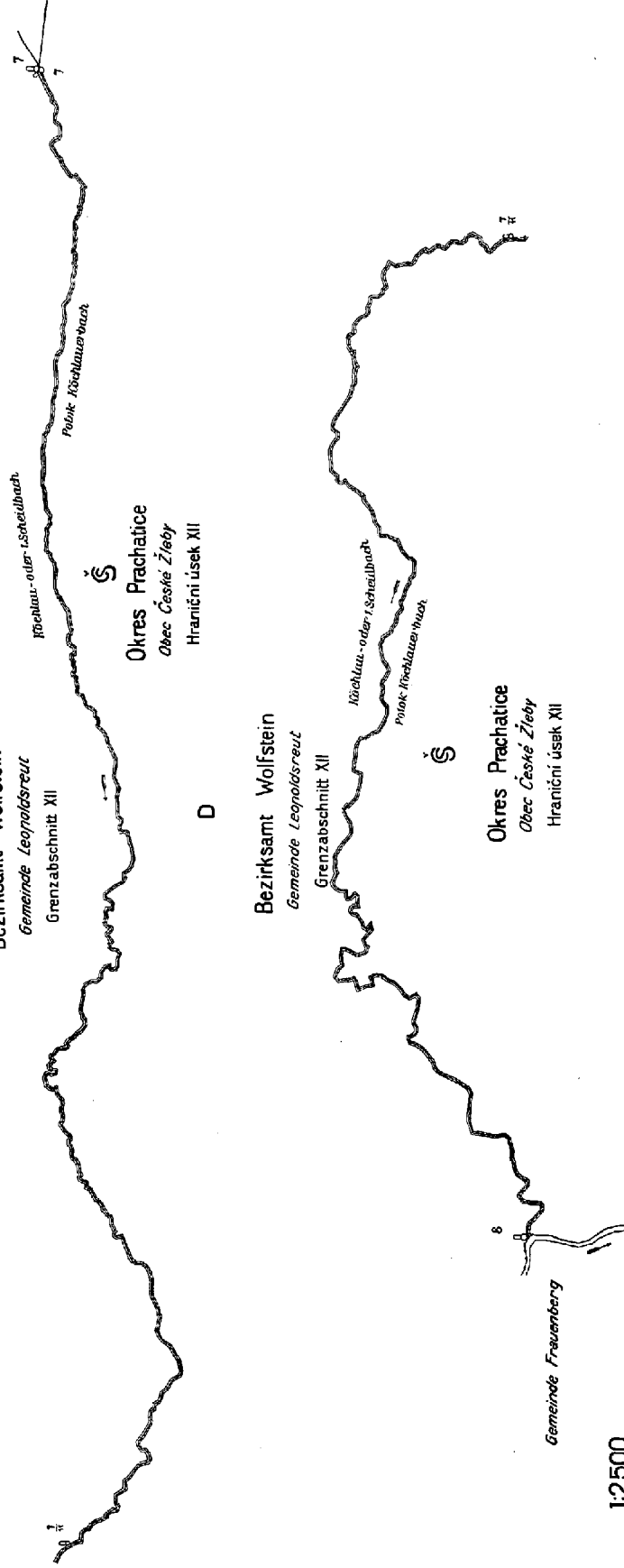
Bezirksamt Wolfstein

Gemeinde Leopoldsdreut

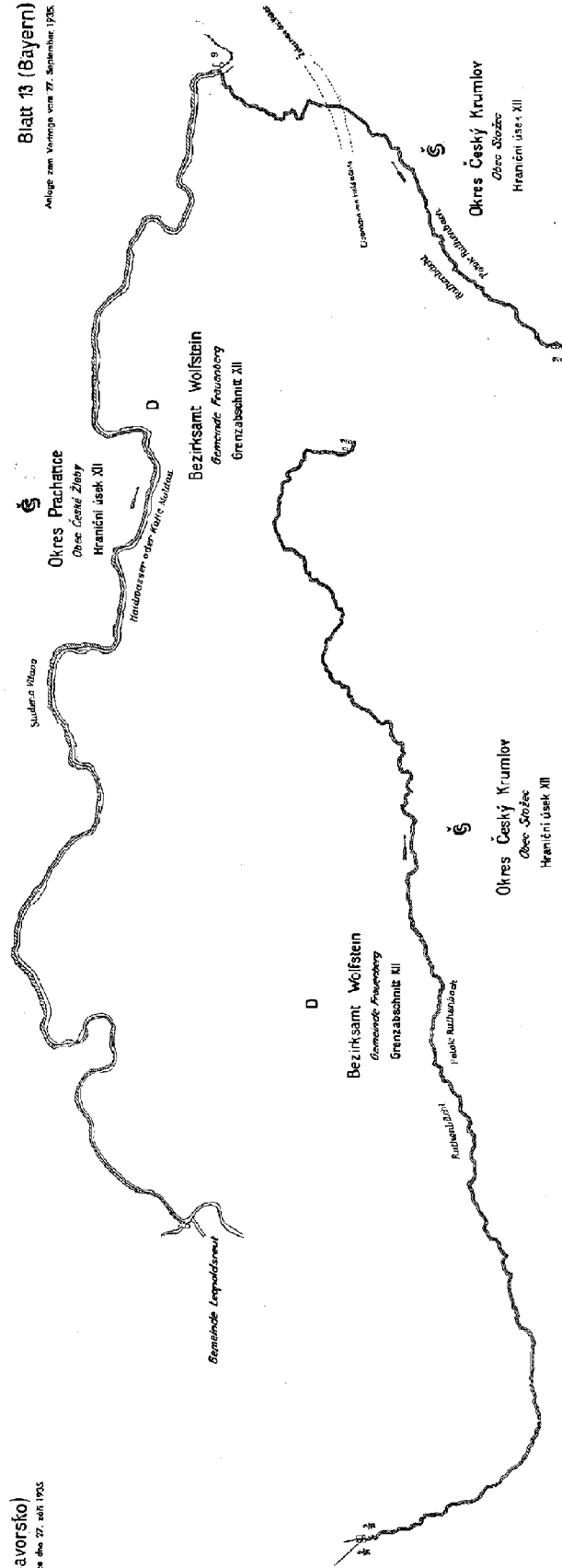
Grenzabschnitt XII

Blatt 12 (Bayern)

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935.



1:2500

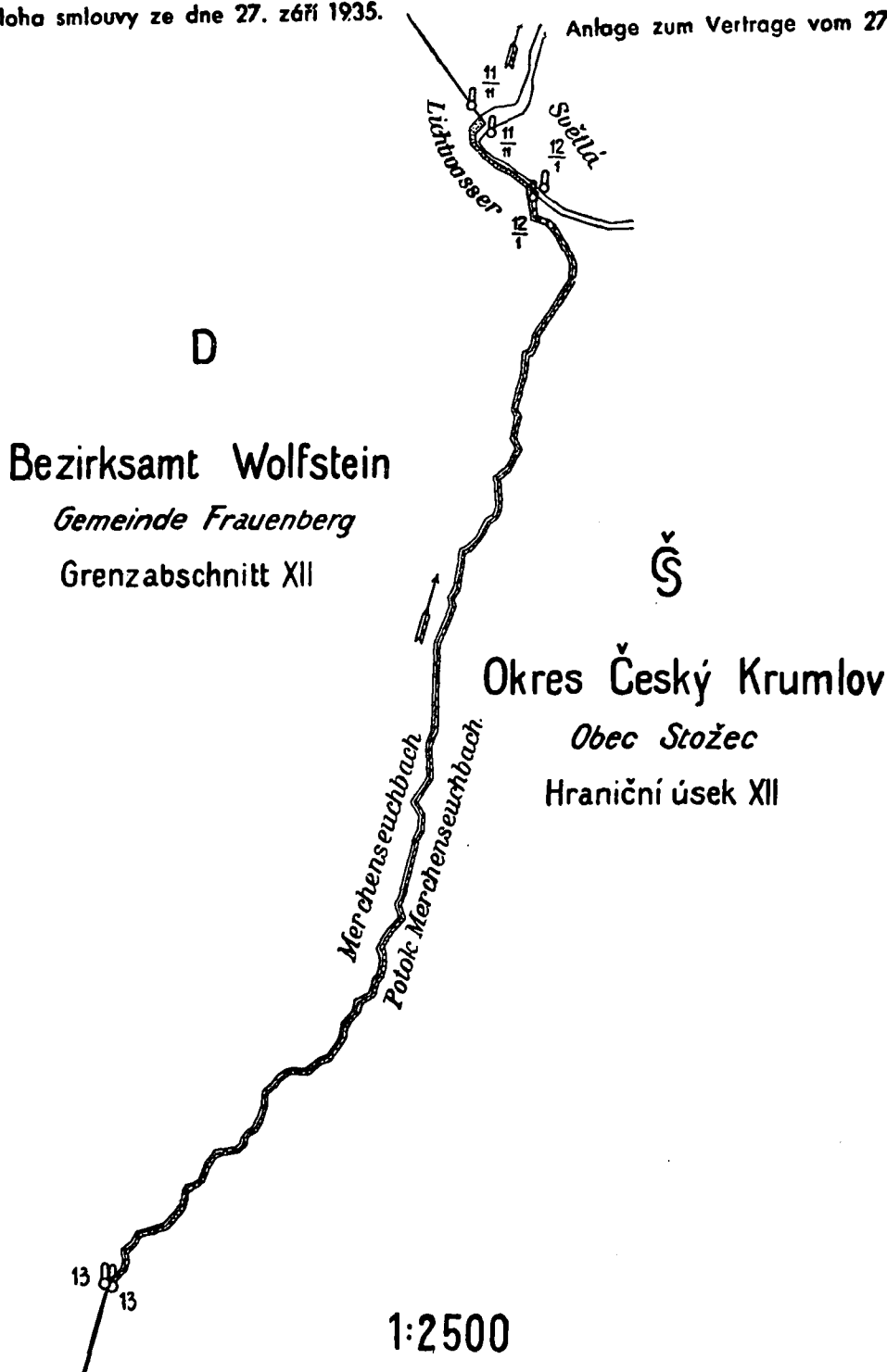


List 14 (Bavorsko)

Blatt 14 (Bayern)

Príloha smlouvy ze dne 27. z6ří 1935.

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.

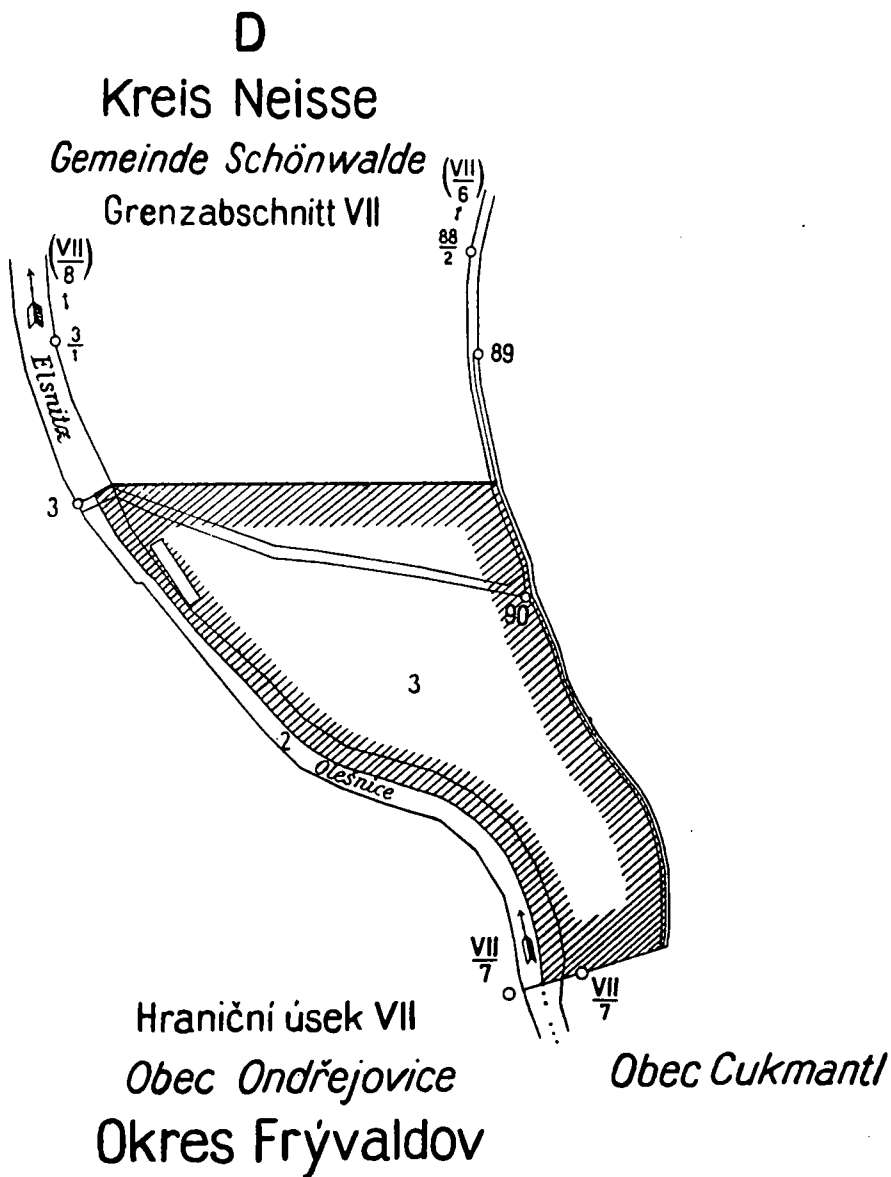


List 1(Prusko)

Blatt 1 (Preussen)

Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.



1:2500

Š

List 2 (Prusko)

Blatt 2 (Preussen)

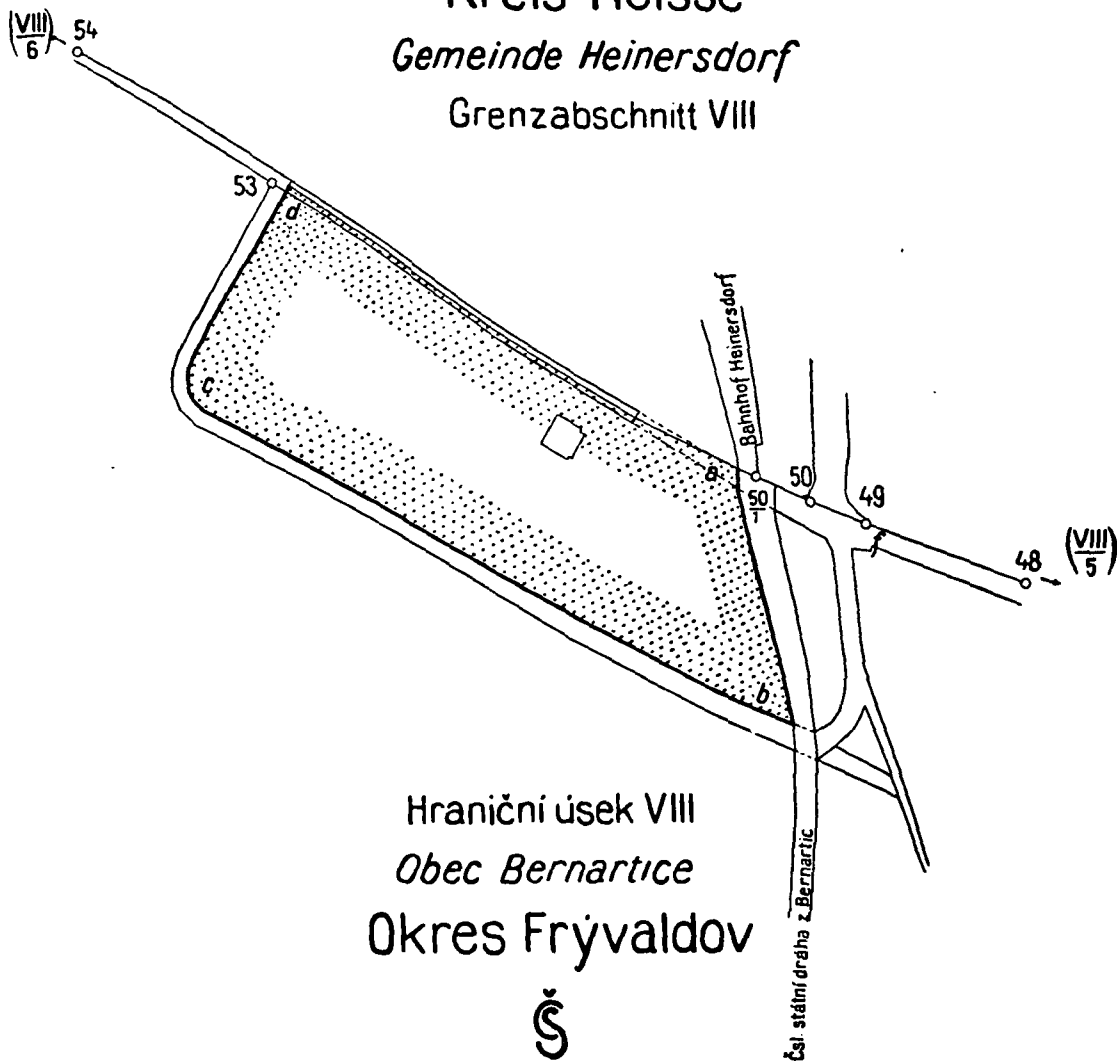
Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935 · Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935.

D

Kreis Neisse

Gemeinde Heinersdorf

Grenzabschnitt VIII



Hraniční úsek VIII

Obec Bernartice

Okres Frývaldov

§

1:2500

TRADUCTION — TRANSLATION

¹ TRADUCTION.

N^o 4217. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LES COURS D'EAU FRONTIÈRES DANS LE SECTEUR SAXON ET LE SECTEUR BAVAROIS DE LA FRONTIÈRE ET UN ÉCHANGE DE TERRITOIRES A LA FRONTIÈRE. SIGNÉ A BAD ELSTER, LE 27 SEPTEMBRE 1935.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
sont convenus d'étendre au secteur saxon et au secteur bavarois les dispositions concernant le tracé et la mobilité de la frontière dans les cours d'eau du Traité conclu le 31 janvier 1930 entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque concernant les cours d'eau frontières et l'échange de territoires dans le secteur prussien de la frontière germano-tchécoslovaque, et de procéder, en outre, pour compléter ledit traité à un nouvel échange de territoires.

Désireux de conclure un traité à cet effet, ils ont désigné comme plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Monsieur le D^r Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur le D^r Václav ROUBÍK, ingénieur, commissaire tchécoslovaque pour les questions de frontières;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

A. DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRACÉ ET LA MOBILITÉ DE LA FRONTIÈRE DANS LES COURS D'EAU DU SECTEUR SAXON ET DU SECTEUR BAVAROIS DE LA FRONTIÈRE.

Article premier.

En ce qui concerne le tracé et la mobilité des frontières dans les cours d'eau du secteur saxon et du secteur bavarois de la frontière, il sera fait application, sauf pour l'Elbe, le Schönwalder Bach et l'Eger, des dispositions de l'alinéa 1 de l'article premier, de l'alinéa 1 de l'article 2, et de l'article 3 du Traité conclu le 31 janvier 1930, entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque, concernant les cours d'eau frontières et l'échange de territoires dans le secteur prussien de la frontière germano-tchécoslovaque.

Article 2.

1. Sur l'Elbe, la frontière, qui est une frontière mobile, suit la ligne médiane du chenal de navigation servant aux navires qui descendent le fleuve sans s'arrêter. Conformément aux profils les plus récents reconnus de part et d'autre, ce chenal de navigation est considéré comme étant une bande du lit du fleuve, égalisée, de 60 mètres de large.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4217. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING FRONTIER WATERWAYS IN THE SAXON AND BAVARIAN SECTORS OF THE FRONTIER AND AN EXCHANGE OF TERRITORIES AT THE FRONTIER. SIGNED AT BAD ELSTER, SEPTEMBER 27TH, 1935.

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH
and

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC

have agreed to extend to the Saxon and Bavarian sectors of the frontier the provisions with regard to the position and movability of the frontier along waterways, contained in the Treaty concluded between the German Reich and the Czechoslovak Republic on January 31st, 1930, concerning frontier waterways and the exchange of territories in the Prussian sector of the German-Czechoslovak frontier; they have agreed, moreover, to supplement the said Treaty by a further exchange of territories.

Desirous of concluding a Treaty for this purpose, they have appointed as their Plenipotentiaries:

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH:

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary; and

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC:

Dr. Václav ROUBÍK, Engineer, Czechoslovak Commissioner for Frontier Affairs;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

A. PROVISIONS CONCERNING THE POSITION AND MOVABILITY OF THE FRONTIER ALONG WATERWAYS
IN THE SAXON AND BAVARIAN SECTORS OF THE FRONTIER.

Article 1.

The provisions of Article 1, paragraph 1, Article 2, paragraph 1, and Article 3 of the Treaty concluded between the German Reich and the Czechoslovak Republic on January 31st, 1930, concerning frontier waterways and the exchange of territories in the Prussian sector of the German-Czechoslovak frontier shall apply as regards the position and movability of the frontier along waterways in the Saxon and Bavarian sectors of the frontier, with the exception of the Elbe, the Schönerwalder Bach and the Eger.

Article 2.

(1) The Elbe frontier, which is a movable frontier, shall follow the median line of the channel of navigation used by traffic proceeding uninterruptedly downstream. The aforesaid channel of navigation shall consist, in accordance with the most recent surveys accepted by both Parties, of a strip 60 metres in width of the levelled river-bed.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La frontière délimitée conformément au paragraphe 1 suit les changements naturels et lents du chenal de navigation, ainsi que les changements artificiellement apportés à ce chenal après accord entre les autorités compétentes des Etats contractants, à condition que les changements soient constatés par les autorités précitées. En 1941 et, par la suite, à intervalles de dix ans, le tracé du chenal de navigation sera vérifié, et, le cas échéant, la frontière fera l'objet d'une nouvelle détermination conformément aux principes énoncés au paragraphe 1. En cas de changement notable du chenal de navigation, il pourra être également demandé, dans l'intervalle, une nouvelle détermination de la frontière. Il devra être donné suite à cette demande dans le délai d'un an.

Article 3.

La frontière sur le Schönwalder Bach et sur l'Eger, frontière immobile, suit le tracé indiqué dans le Recueil des documents relatifs au tracé de la frontière, qui a été commencé en 1927.

B. ECHANGE DE TERRITOIRES.

Article 4.

En vue d'obtenir un tracé plus pratique, les Parties contractantes conviennent de procéder à l'échange de territoires ci-après :

Numéro d'ordre	Secteur de frontière	Désignation de la situation	Sont transférées						Folio de l'annexe	Observations	
			au Reich allemand			à la République tchécoslovaque					
			les superficies indiquées dans les annexes								
			en pointillé			en hachures					
ha.	a.	m ²	ha.	a.	m ²						
a) DANS LE SECTEUR PRUSSIEN DE LA FRONTIÈRE.											
1	VII	Sur l'Elsnitz (au total) . .	—	—	—	2	58	17	I	Transfert de la frontière aux fins de compensation territoriale	
2	VIII	Terrains de la scierie de Heinersdorf, à Barzdorf (au total)	2	58	17	—	—	—	2	Transfert de la frontière pour faciliter l'exploitation de la scierie	
b) DANS LE SECTEUR SAXON DE LA FRONTIÈRE.											
3	II	Sur l'Erlichtbach (au total)	—	—	II	—	—	53	I	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
4		Sur l'Ullersbach (au total)	—	—	II	—	—	24		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau	

(2) The frontier fixed in accordance with paragraph (1) shall follow the gradual natural changes in the channel of navigation and such artificial changes as may be made by agreement between the competent authorities of the contracting States, in so far as these changes are acknowledged by the said authorities. In 1941 and every ten years thereafter, the position of the channel of navigation shall be examined, and the frontier shall if necessary be adjusted in accordance with the principles laid down in paragraph (1). In the event of a considerable change in the channel of navigation, a further delimitation of the frontier may be proposed within this period. Such proposal must be acted on within one year.

Article 3.

The frontier in the Schönwalder Bach and the Eger, which is an immovable frontier, shall follow the line fixed in the frontier survey begun in 1927.

B. EXCHANGE OF TERRITORIES.

Article 4.

With a view to obtaining a more practical frontier line, the Contracting Parties agree to the following exchange of territories :

Serial Number	Frontier Section	Description of Place	To be transferred						Annex No.	Remarks
			To the German Reich			To the Czechoslovak Republic				
			the areas indicated in the Annexes							
			by dots			by hatching				
ha	a	m ²	ha	a	m ²					
(a) IN THE PRUSSIAN SECTOR OF THE FRONTIER.										
1	VII	On the Elsnitz (total). .	—	—	—	2	58	17	1	Transfer of frontier for the purpose of territorial equalisation
2	VIII	Land belonging to the Heinersdorf sawmills, Barzdorf (total)	2	58	17	—	—	—	2	Transfer of frontier to facilitate the work of the sawmills
(b) IN THE SAXON SECTOR OF THE FRONTIER.										
3	II	On the Erlichtbach (total)	—	—	11	—	—	53	I	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
4		On the Ullersbach (total).	—	—	11	—	—	24		Transfer of frontier to the middle of the waterway

Numéro d'ordre	Secteur de frontière	Désignation de la situation	Sont transférées						Folio de l'annexe	Observations
			au Reich allemand			à la République tchécoslovaque				
			les superficies indiquées dans les annexes							
			en pointillé			en hachures				
			ha.	a.	m²	ha.	a.	m²		
5	III	Sur la Neisse (au total) .	2	48	02	1	22	37	2	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
6	V	Sur le fossé frontière, entre les bornes $\frac{3}{1} - \frac{3}{4}$ (au total)	—	—	29	—	—	15	3	Transformation de la frontière fluviale en frontière terrestre
7		Sur la Sprée à Ebersbach (au total)	—	6	92	—	5	39		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
8		A la gare d'Ebersbach (au total)	—	71	13	—	16	16		Transfert de la frontière pour faciliter l'exploitation du chemin de fer
9	VI	Sur la Sprée, à Fugau (au total)	1	03	57	—	52	25	4	Transformation de la frontière jusqu'ici fluviale en une frontière terrestre et transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
10	VII	Sur le Schebichbach (au total)	—	—	—	—	—	10	5	Transformation de la frontière fluviale en frontière terrestre
11		Sur le Frohnbach, entre les bornes $\frac{14}{50} - 15$ (au total)	—	—	22	—	—	34		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
12		Sur la Sebnitz (au total) .	—	—	41	—	8	47		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
13	VIII	Sur le ruisseau frontière entre les bornes $\frac{16}{9} - \frac{16}{11}$ (au total)	—	—	—	—	—	91		
14	Sur le Heidelbach (au total)	—	—	44	—	—	—			
15		Sur le Weissbach (au total)	—	—	57	—	1	18		

Serial Number	Frontier Section	Description of Place	To be transferred						Annex No.	Remarks
			To the German Reich			To the Czechoslovak Republic				
			the areas indicated in the Annexes							
			by dots			by hatching				
ha	a	m²	ha	a	m²					
5	III	On the Neisse (total) . .	2	48	02	1	22	37	2	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
6	V	On the frontier ditch between frontier pillars $\frac{3}{1} - \frac{3}{4}$ (total)	—	—	29	—	—	15	3	Change from former water frontier to land frontier
7		On the Spree at Ebersbach (total)	—	6	92	—	5	39		Transfer of frontier to the middle of the waterway
8		At Ebersbach station (total)	—	71	13	—	16	16		Transfer of frontier to facilitate rail traffic
9	VI	On the Spree at Fugau (total)	1	03	57	—	52	25	4	Change from former water frontier to land frontier and transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
10		On the Schebichbach (total)	—	—	—	—	—	10	5	Change from former water frontier to land frontier
11	VII	On the Frohnbach between frontier pillars $\frac{14}{50} - 15$ (total)	—	—	22	—	—	34		Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
12	VIII	On the Sebnitz (total) . .	—	—	41	—	8	47		Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
13		On the frontier stream between frontier pillars $\frac{16}{9} - \frac{16}{11}$ (total)	—	—	—	—	—	91		Transfer of frontier to the middle of the waterway
14		On the Heidelbach (total)	—	—	44	—	—	—		
15		On the Weissbach (total).	—	—	57	—	1	18		

Numéro d'ordre	Secteur de frontière	Désignation de la situation	Sont transférées						Folio de l'annexe	Observations	
			au Reich allemand			à la République tchécoslovaque					
			les superficies indiquées dans les annexes								
			en pointillé			en hachures					
			ha.	a.	m²	ha.	a.	m²			
16	X	Sur le chemin d'Eiland, entre les bornes $\frac{19}{11}$ — 20 (au total)	—	—	79	—	I	89	6	Transfert de la frontière au milieu du chemin	
17		Sur l'Eisenstrasse, entre les bornes $\frac{21}{20}$ — $\frac{22}{2}$ (au total)	—	I	40	—	—	—		Transfert de la frontière par suite des travaux de réfection de la route	
18		Sur le Loschebach (au total)	—	15	34	—	4	35		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau	
19		Sur la Bahra (au total) . .	—	—	—	—	I	01			
20	XI	Sur le Mordgrundbach (au total)	—	—	97	—	—	90	7		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
21		Sur le ruisseau frontière entre les bornes $\frac{6}{21}$ — $\frac{6}{47}$ (au total)	—	—	82	—	I	89			
22		Sur la Gottleuba (au total)	—	74	34	—	29	10		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
23		Sur le Schönwalder Bach (au total)	—	I	16	—	—	97		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau et transformation de la frontière jusqu'ici mobile en une frontière fixe	
24		Sur le Schwarzbach (au total)	—	6	05	—	9	16		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau	
25	XII	Sur la Weisse Müglitz (au total)	—	29	76	—	32	30	8	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
26		Sur le Grosser Warmbach (au total)	—	I	12	—	—	61		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau	
27		Sur la Wilde Weisseritz (au total)	—	4	68	—	I	19			

Serial Number	Frontier Section	Description of Place	To be transferred						Annex No.	Remarks	
			To the German Reich			To the Czechoslovak Republic					
			the areas indicated in the Annexes								
			by dots			by hatching					
ha	a	m²	ha	a	m²						
16	X	On the Eiland lane between frontier pillars $\frac{19}{11}$ — 20 (total)	—	—	79	—	1	89	6	Transfer of frontier to the middle of the lane	
17		On the Eisenstrasse between frontier pillars $\frac{21}{20}$ — $\frac{22}{2}$ (total)	—	1	40	—	—	—		Transfer of frontier by reason of road repairs	
18		On the Loschebach (total)	—	15	34	—	4	35		Transfer of frontier to the middle of the waterway	
19		On the Bahra (total). . .	—	—	—	—	1	01			
20	XI	On the Mordgrundbach (total)	—	—	97	—	—	90	7		Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
21		On the frontier stream between frontier pillars $\frac{6}{21}$ — $\frac{6}{47}$ (total)	—	—	82	—	1	89			
22		On the Gottleuba (total).	—	74	34	—	29	10		Transfer of frontier to the middle of the waterway and change from the former movable frontier to immovable frontier	
23		On the Schönwalder Bach (total)	—	1	16	—	—	97			
24		On the Schwarzbach (total)	—	6	05	—	9	16			Transfer of frontier to the middle of the waterway
25	XII	On the Weisse Müglitz (total)	—	29	76	—	32	30	8	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway	
26		On the Grosser Warmbach (total)	—	1	12	—	—	61		Transfer of frontier to the middle of the waterway	
27		On the Wilde Weisseritz (total)	—	4	68	—	1	19			

Numéro d'ordre	Secteur de frontière	Désignation de la situation	Sont transférées						Folio de l'annexe	Observations
			au Reich allemand			à la République tchécoslovaque				
			les superficies indiquées dans les annexes							
			en pointillé			en hachures				
			ha.	a.	m²	ha.	a.	m²		
28	XII	Près de la gare de Moldau (au total)	—	—	—	—	15	72	8	Transfert de la frontière pour arrondir le terrain de la gare
29	XIII	Sur le Hirschbach (au total)	—	—	4	—	6	15	9	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
30		Sur le Rauschenbach (au total)	—	I	95	—	7	98		
31	XIV	Sur le Wernsbach (au total)	—	II	09	—	4	39	10	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
32		Sur la Schweinitz, entre les bornes $\frac{11}{12} - \frac{15}{4}$ (au total)	—	14	55	—	4	65		
33	XV	Sur la Schweinitz, près de la gare de Deutschneudorf (au total)	—	9	53	—	6	97	11	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
34		Sur la Flöha (au total) . .	—	I	94	—	3	69		
35		Sur la Natzschung (au total)	—	15	94	—	I	16		
36	XVI	Sur le fossé frontière entre les bornes $\frac{6}{12} - \frac{6}{14}$ (au total)	—	—	91	—	—	—	12	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
37		Sur la Schwarze Pockau (au total)	—	29	62	—	25	94		
38	XVII	Sur le Beilbach (au total)	—	—	14	—	—	70	13	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
39	XVIII	Sur la Pöhla (au total) . .	I	09	29	—	88	11	14	
40	XX	Sur le Breitenbach, sur le Jugelbach et le Pechöfener Bach (au total) . .	—	6	20	—	3	08	15	
41		Sur le chemin frontière, entre les bornes $\frac{8}{18} - \frac{9}{3}$ (au total)	—	14	87	—	I	27		

Serial Number	Frontier Section	Description of Place	To be transferred						Annex No.	Remarks
			To the German Reich			To the Czechoslovak Republic				
			the areas indicated in the Annexes							
			by dots			by hatching				
ha	a	m²	ha	a	m²					
28	XII	At Moldau station (total).	—	—	—	—	15	72	8	Transfer of frontier to round off station premises
29	XIII	On the Hirschbach (total)	—	—	4	—	6	15	9	Transfer of frontier to the middle of the waterway
30		On the Rauschenbach (total)	—	I	95	—	7	98		
31	XIV	On the Wernsbach (total)	—	II	09	—	4	39	10	
32		On the Schweinitz between frontier pillars $\frac{11}{12}$ — $\frac{15}{4}$ (total)	—	14	55	—	4	65		
33	XV	On the Schweinitz near Deutschneudorf station (total)	—	9	53	—	6	97	11	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
34		On the Flöha (total) . . .	—	I	94	—	3	69		Transfer of frontier to the middle of the waterway
35		On the Natzschung (total)	—	15	94	—	I	16	12	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
36	XVI	On the frontier ditch between frontier pillars $\frac{6}{12}$ — $\frac{6}{14}$ (total)	—	—	91	—	—	15		Transfer of frontier to the middle of the waterway
37		On the Schwarze Pockau (total)	—	29	62	—	25		94	
38	XVII	On the Beilbach (total) .	—	—	14	—	—	70	13	
39	XVIII	On the Pöhla (total) . . .	I	09	29	—	88	11	14	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
40	XX	On the Breitenbach, Jugelbach and Pechöfener Bach (total)	—	6	20	—	3	08	15	
41		On the frontier lane between frontier pillars $\frac{8}{18}$ — $\frac{9}{3}$ (total)	—	14	87	—	I	27		Transfer of frontier to the middle of the lane

Numéro d'ordre	Secteur de frontière	Désignation de la situation	Sont transférées						Folio de l'annexe	Observations	
			au Reich allemand			à la République tchécoslovaque					
			les superficies indiquées dans les annexes								
			en pointillé			en hachures					
			ha.	a.	m²	ha.	a.	m²			
42	XXI	Dans le cantonnement forestier domanial de Rautenkranz (au total) . . .	—	—	—	96	46	08	16	Transfert de la frontière en vue d'une compensation territoriale rendue nécessaire par l'échange de territoires	
43		Sur la Zwota (au total) . .	1	49	29	—	17	13	17	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
44	XXII	Sur le chemin frontière entre les bornes $\frac{1}{17}$ — $\frac{1}{27}$ (au total)	—	2	05	—	8	51	18	Transfert de la frontière au milieu du chemin	
45	XXIII	Sur le Hennebach (au total)	—	3	14	—	4	22		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
46		Près de la fabrique Geipel, à Plesná (au total) . .	—	—	—	—	98	45		Transfert de la frontière pour faciliter l'exploitation de la fabrique	
47		Sur le Scheidebach (au total)	—	—	41	—	4	56		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
48	XXIV	Sur le Röthenbach (au total)	—	3	57	—	—	8	19	Transfert de la frontière au milieu du ruisseau frontière pour simplifier le tracé	
49		Mi-enclave de Niederreuth (au total)	92	99	13	—	—	—	20	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
50	XXV	Sur le Lazarbach (au total)	—	1	61	—	4	77	21	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé	
51		Sur le Wolfsbach (au total)	—	7	42	—	6	10			
52		Sur le Furthbächel (au total)	—	—	62	—	—	36			
c) DANS LE SECTEUR BAVAROIS DE LA FRONTIÈRE.											
53	I	Sur la Regnitz (au total) .	—	4	76	—	3	41	I	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau	

Serial Number	Frontier Section	Description of Place	To be transferred						Annex No.	Remarks	
			To the German Reich			To the Czechoslovak Republic					
			the areas indicated in the Annexes								
			by dots			by hatching					
ha	a	m²	ha	a	m²						
42	XXI	In the Rautenkranz State forestry area (total) . .	—	—	—	96	46	08	16	Transfer of frontier for the purpose of territorial equalisation rendered necessary by the exchange of territories	
43		On the Zwota (total). . .	1	49	29	—	17	13	17	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway	
44	XXII	On the frontier lane between frontier pillars $\frac{1}{17} - \frac{1}{27}$ (total)	—	2	05	—	8	51	18	Transfer of frontier to the middle of the lane	
45	XXIII	On the Hennebach (total)	—	3	14	—	4	22		Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway	
46		Near the Geipel factory, Plesná (total)	—	—	—	—	98	45		Transfer of frontier to facilitate the work of the factory	
47		On the Scheidebach (total)	—	—	41	—	4	56		Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway	
48	XXIV	On the Röthenbach (total)	—	3	57	—	—	8	19	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway	
49		Semi-enclave of Niederreuth (total).	92	99	13	—	—	—	20	Transfer of frontier to the middle of the frontier stream to simplify the line	
50	XXV	On the Lazarbach (total).	—	1	61	—	4	77	21	Transfer of the frontier to the middle of the regularised waterway	
51		On the Wolfsbach (total).	—	7	42	—	6	10			
52		On the Furthbächel (total)	—	—	62	—	—	36			
(c) IN THE BAVARIAN SECTOR OF THE FRONTIER.											
53	I	On the Regnitz (total) . .	—	4	76	—	3	41	I	Transfer of frontier to the middle of the waterway	

Numéro d'ordre	Secteur de frontière	Désignation de la situation	Sont transférées						Folio de l'annexe	Observations
			au Reich allemand			à la République tchécoslovaque				
			les superficies indiquées dans les annexes							
			en pointillé			en hachures				
			ha.	a.	m²	ha.	a.	m²		
54	I	Sur le Höllbach (au total)	—	2	37	—	1	40	1	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
55	II	Sur le Röderbächel (au total)	—	5	81	—	2	94	2	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
56		Sur la Röslau (au total).	—	12	44	—	6	69		
57	III	Sur le Buchbrunnenbach (au total)	—	—	60	—	—	—	3	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
58		Sur le Hundsbach (au total)	—	—	98	—	—	70		Transfert de la frontière au milieu du passage du chemin de fer
59		Sur le Stäbnitzbach (au total)	—	11	06	—	—	—		
60		Sur la Wondreb (au total)	—	41	63	—	41	63		Alignement de la frontière
61	IV	Sur le Reichenbach (au total)	—	3	67	—	—	—	4	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
62	V	Sur le Zottbach (au total)	—	—	48	—	3	14		Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
63		Sur le Fressbächel (au total)	—	4	23	—	4	46		
64		Sur le Rehlingbach (au total)	—	94	96	—	76	29	5—6	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
65	VI	Sur le Netschbach (au total)	—	25	73	—	36	89	7	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
66		Sur la route de Schönsee à Pleš (au total)	—	—	1	—	5	58		Transfert de la frontière par suite de la réfection de la route

Serial Number	Frontier Section	Description of Place	To be transferred						Annex No.	Remarks
			To the German Reich			To the Czechoslovak Republic				
			the areas indicated in the Annexes							
			by dots			by hatching				
ha	a	m²	ha	a	m²					
54	I	On the Höllbach (total) .	—	2	37	—	1	40	1	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
55	II	On the Röderbächel (total)	—	5	81	—	2	94	2	Transfer of frontier to the middle of the waterway
56		On the Röslau (total) . .	—	12	44	—	6	69		
57	III	On the Buchbrunnenbach (total)	—	—	60	—	—	—	3	Transfer of frontier to the middle of the waterway
58		On the Hundsbach (total)	—	—	98	—	—	70		
59		On the Stäbnitzbach (total)	—	11	06	—	—	—		Transfer of frontier to the middle of the railway crossing
60		On the Wondreb (total) .	—	41	63	—	41	63		
61	IV	On the Reichenbach (total)	—	3	67	—	—	—	4	Alignment of the frontier
62	V	On the Zottbach (total) .	—	—	48	—	3	14		Transfer of frontier to the middle of the waterway
63		On the Fressbächel (total)	—	4	23	—	4	46	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway	
64		On the Rehlingbach (total)	—	94	96	—	76	29		5—6
65	VI	On the Netschbach (total)	—	25	73	—	36	89	7	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
66		On the Schönsee-Pleš main road (total)	—	—	1	—	5	58		Transfer of frontier by reason of road repairs

Numéro d'ordre	Secteur de frontière	Désignation de la situation	Sont transférées						Folio de l'annexe	Observations
			au Reich allemand			à la République tchécoslovaque				
			les superficies indiquées dans les annexes							
			en pointillé			en hachures				
			ha.	a.	m²	ha.	a.	m²		
67	VII	Sur la Schwarzach (au total)	—	8	14	—	13	25	8	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau régularisé
68		Sur le Biberbach (au total)	—	1	90	—	1	98		
69	VIII	Au sud de la route de Waldmünchen à Haselbach (au total)	—	75	48	—	—	—	9	Transfert de la frontière en vue d'une compensation territoriale rendue nécessaire par l'échange de territoires
70		Sur le Einsiedelbach (au total)	—	—	63	—	1	74		
71	IX	Sur le Schneiderbach (au total)	—	—	70	—	—	70	10	Alignement de la frontière
72		Sur le Pichelbach (au total)	—	2	23	—	3	04		
73	XII	Sur l'Angelbach (au total)	—	—	—	—	—	90	11	Transfert de la frontière au milieu du cours d'eau
74		Sur le Wolfaubach (au total)	—	8	04	—	1	65		
75		Sur le Harlandbach (au total)	—	—	—	—	7	65		
76		Sur le Köchlauerbach (au total)	—	—	—	—	13	96		
77		Sur la Kalte Moldau (au total)	—	—	—	—	64	44		
78		Sur le Ruthenbächel (au total)	—	—	—	—	13	18		
79		Sur le Lichtwasser (au total)	—	1	08	—	—	—		
80		Sur le Merchenseuchbach (au total)	—	—	—	—	1	31	14	
		Total . . .	108	16	63	108	16	63		

Serial Number	Frontier Section	Description of Place	To be transferred						Annex No.	Remarks
			To the German Reich			To the Czechoslovak Republic				
			the areas indicated in the Annexes							
			by dots			by hatching				
			ha	a	m²	ha	a	m²		
67	VII	On the Schwarzach (total)	—	8	14	—	13	25	8	Transfer of frontier to the middle of the regularised waterway
68		On the Biberbach (total).	—	1	90	—	1	98		
69	VIII	South of the Waldmünchen-Haselbach main road (total)	—	75	48	—	—	—	9	Transfer of the frontier for the purpose of territorial equalisation rendered necessary by the exchange of territories
70		On the Einsiedelbach (total)	—	—	63	—	1	74		
71		On the Schneiderbach (total)	—	—	70	—	—	70		
72	IX	On the Pichelbach (total).	—	2	23	—	3	04	10	Transfer of frontier to the middle of the waterway
73		On the Angelbach (total).	—	—	—	—	—	90		
74	XII	On the Wolfaubach (total)	—	8	04	—	1	65	11	
75		On the Harlandbach (total)	—	—	—	—	7	65		
76		On the Köchlauerbach (total)	—	—	—	—	13	96	12	
77		On the Kalte Moldau (total)	—	—	—	—	64	44		
78		On the Ruthenbächel (total)	—	—	—	—	13	18		
79		On the Lichtwasser (total)	—	1	08	—	—	—	14	
80		On the Merchenseuchbach (total)	—	—	—	—	1	31		
		Grand Total . . .	108	16	63	108	16	63		

Article 5.

Il sera fait application des articles 5 à 9 du Traité conclu le 31 janvier 1930 entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque concernant les cours d'eau frontières et l'échange de territoires dans le secteur prussien de la frontière germano-tchécoslovaque, étant toutefois entendu que la remise des livres fonciers et des registres du cadastre, prévue à la phrase 2 du paragraphe 1 de l'article 6 dudit traité, s'effectuera directement entre les autorités centrales intéressées ou entre les services qu'elles habiliteront à cet effet.

C. DISPOSITIONS FINALES.

Article 6.

Le présent traité est établi en double original, en langue allemande et en langue tchécoslovaque. Les deux textes font également foi.

Article 7.

Le présent traité ainsi que le protocole final seront ratifiés. Les instruments de ratification seront échangés à Prague, et le traité entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra celui de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Bad Elster, le 27 septembre 1935.

(L. S.) Dr P. ECKARDT.

(L. S.) Dr V. ROUBÍK, *Ingénieur.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer le traité conclu entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque concernant les cours d'eau du secteur saxon et du secteur bavarois de la frontière ainsi qu'un échange de territoires à la frontière, les deux plénipotentiaires se sont encore déclarés d'accord sur les points ci-après :

*Ad Article 4.**a) Secteur prussien de la frontière.*

1. Le chemin qui passe par la scierie de Heinersdorf de *d)* à *a)* (annexe, folio 2), sera supprimé. La prolongation de ce chemin de *a)* jusqu'à la voie d'accès à la gare de Heinersdorf en *f)* peut être utilisée pour la circulation à travers le territoire tchécoslovaque pour les besoins de la scierie et des personnes qui s'y rendent, de la même manière qu'un chemin frontière au sens des articles 7 et 9 du Traité conclu le 3 février 1927 entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque pour régler les questions frontalières sur les frontières nationales délimitées par l'article 83 du Traité de Versailles du 28 juin 1919.

2. Le chemin qui va de *d)* à *b)* en passant par *c)* et qui reste tout entier en territoire tchécoslovaque, ainsi que sa prolongation jusqu'à la frontière en *f)*, peut être utilisé par les habitants de la commune de Heinersdorf pour l'exploitation de leurs terres et, en outre, en cas de gros arrivages de bois, pour la circulation des véhicules transportant le bois à la scierie, à partir du poste douanier

Article 5.

Articles 5 to 9 of the Treaty concluded on January 31st, 1930, between the German Reich and the Czechoslovak Republic concerning frontier waterways and the exchange of territories in the Prussian sector of the German-Czechoslovak frontier shall apply, on the understanding, however, that the land tenure registers and cadastral surveys referred to in the second sentence of Article 6, paragraph 1, of the said Treaty shall be handed over to each other direct by the central authorities concerned or by the services designated as competent for this purpose.

C. FINAL PROVISIONS.

Article 6.

The present Treaty has been drawn up in duplicate in the German and Czechoslovak languages. Both texts are equally authentic.

Article 7.

The present Treaty, together with the Final Protocol, shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Prague. The Treaty shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the two Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Bad Elster, this 27th day of September, 1935.

(L. S.) Dr. P. ECKARDT.

(L. S.) Dr. V. ROUBÍK, *Engineer.*

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded between the German Reich and the Czechoslovak Republic concerning waterways on the Saxon and Bavarian sectors of the frontier and an exchange of territories at the frontier, the two Plenipotentiaries further declared that they were agreed on the following points :

*Ad Article 4.**(a) Prussian Sector of the Frontier.*

(1) The lane passing through the Heinersdorf sawmills from *(d)* to *(a)* (Annex No. 2) shall be closed. The continuation of this lane from *(a)* to the road leading to Heinersdorf station at *(f)* may be used for traffic across Czechoslovak territory for the purposes of the sawmills and by persons proceeding to the said sawmills, in accordance with the regulations for frontier roads and paths laid down in Articles 7 and 9 of the Treaty concluded on February 3rd, 1927, between the German Reich and the Czechoslovak Republic regulating frontier relations on the national frontiers described in Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28th, 1919.

(2) The lane from *(d)* to *(b)* via *(c)*, the whole of which remains in Czechoslovak territory, together with its continuation to the frontier at *(f)*, may be used by the inhabitants of the commune of Heinersdorf for the cultivation of their land and also, in the event of large deliveries of timber, by vehicles transporting the said timber to the sawmills, from and to the German Customs office

allemand de Heinersdorf et *vice versa*, de la même manière qu'un chemin frontière au sens du Traité du 3 février 1927.

3. Les Etats contractants s'accorderont, pour l'entretien — qui incombe à la scierie de Heinersdorf — des chemins indiqués aux numéros 1 et 2, toutes les facilités permises par leur législation.

b) *Secteur saxon de la frontière.*

1. Le Gouvernement tchécoslovaque n'entravera pas, par des interdictions d'exportation, l'exportation des produits que l'administration forestière saxonne tirera ultérieurement de ses propriétés sises en territoire tchécoslovaque et appartenant au cantonnement forestier de Rautenkranz (article 4, numéro d'ordre 42). Les formalités concernant l'octroi des autorisations qui pourraient être nécessaires pour l'exportation de ces produits seront simplifiées et accélérées. Les avantages ci-dessus s'appliqueront par analogie à l'exportation des produits des propriétés appartenant aux habitants tchécoslovaques et sises dans la partie cédée au Reich allemand du territoire de la commune tchécoslovaque de Niederreuth (article 4, numéro d'ordre 49).

2. Dans les territoires échangés du cantonnement forestier de Rautenkranz et de la commune de Niederreuth (article 4, numéros d'ordre 42 et 49), les Parties contractantes s'engagent à permettre aux propriétaires antérieurement autorisés à chasser sur leurs terres, de continuer à jouir de ce droit, à condition que la chasse ait lieu sur une pièce de terre d'un seul tenant, de 75 hectares au minimum, appartenant au même propriétaire et que la configuration de ce terrain s'y prête.

BAD ELSTER, le 27 septembre 1935.

D^r P. ECKARDT.

D^r V. ROUBÍK, *Ingénieur.*

CARTES ANNEXÉES

(insérées après la page 287).

Note explicative du Secrétariat de la Société des Nations.

Les cartes jointes en annexes ont été, pour des raisons d'ordre technique, réduites, par rapport à l'original, dans le rapport de 4 à 3.

Les traductions ci-dessous ont été établies par le Secrétariat en vue de faciliter la lecture des cartes.

Blatt	=	Folio
Preussen	=	Prusse
Sachsen	=	Saxe
Bayern	=	Bavière

List	=	Folio
Prusko	=	Prusse
Sasko	=	Saxe
Bavorsko	=	Bavière

Anlage zum Vertrage vom 27. September 1935 } = Annexe au Traité du 27 septembre 1935
 Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935 }

D	=	Allemagne
Kreis	}	= District
Amtshauptmannschaft		
Bezirksamt		
Gemeinde	=	Commune
Grenzabschnitt	=	Secteur de frontière
Staatsforstrevier	=	Cantonement forestier
Forstbezirk	=	Canton forestier

ČS	=	Tchécoslovaquie
Okres	=	District
Obec	=	Commune
Hraniční úsek	=	Secteur de frontière

at Heinersdorf, in accordance with the regulations for frontier roads and paths laid down in the Treaty of February 3rd, 1927.

(3) The contracting States shall grant all the facilities provided in their legislations for the maintenance of the roads marked 1 and 2, for which the Heinersdorf sawmills shall be responsible.

(b) *Saxon Sector of the Frontier.*

(1) The Czechoslovak Government shall place no obstacles, in the form of export prohibitions, in the way of the export of the products obtained by the Saxon forestry department from its property situated in Czechoslovak territory and belonging to the Rautenkrantz forestry area (Article 4, Serial No. 42). The formalities for the granting of such permits as may be necessary for the export of these products shall be simplified and expedited. The above-mentioned facilities shall similarly be extended to the export of products from the property belonging to Czechoslovak inhabitants in the section transferred to the German Reich in the territory of the Czechoslovak commune of Niederreuth (Article 4, Serial No. 49).

(2) The Contracting Parties undertake to allow the persons previously authorised to hunt over their lands, in the territories exchanged in the Rautenkrantz forestry area and the commune of Niederreuth (Article 4, Serial Nos. 42 and 49), to continue to enjoy this right, provided that such hunting takes place on a single holding of not less than 75 hectares and that the configuration of the soil is suitable.

BAD ELSTER, September 27th, 1935.

Dr. P. ECKARDT.
Dr. V. ROUBÍK, *Engineer.*

ANNEXED MAPS
(inserted after page 287).

Explanatory Note by the Secretariat of the League of Nations.

The annexed maps have been reduced, for technical reasons, to the scale 4 : 3 of the original. The following translation is furnished by the Secretariat to facilitate a reading of the maps :

Blatt	=	Folio	List	=	Folio
Preussen	=	Prussia	Prusko	=	Prussia
Sachsen	=	Saxony	Sasko	=	Saxony
Bayern	=	Bavaria	Bavorsko	=	Bavaria

Anlage zum Verträge vom 27. September 1935 } = Annex to the Treaty of September 27th, 1935.
Příloha smlouvy ze dne 27. září 1935 }

D = Germany.
Kreis }
Amtshauptmannschaft } = District.
Bezirksamt }
Gemeinde = Commune.
Grenzabschnitt = Frontier Sector.
Staatsforstrevier }
Forstbezirk } = Forestry Area.

ČS = Czechoslovakia.
Okres = District.
Obec = Commune.
Hraniční úsek = Frontier Sector.

N° 4218.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ÉGYPTE**

Echange de notes comportant un accord concernant le contrôle des télécommunications à destination et en provenance de l'Égypte ou en Égypte. Alexandrie et Ramleh, le 12 août 1936.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Control of Telecommunications to and from or in Egypt. Alexandria and Ramleh, August 12th, 1936.

No. 4218. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE CONTROL OF TELECOMMUNICATIONS TO AND FROM OR IN EGYPT. ALEXANDRIA AND RAMLEH, AUGUST 12TH, 1936.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 26th, 1937.

I.

DÉLÉGATION OFFICIELLE ÉGYPTIENNE.

ANTONIADIS PALACE,

ALEXANDRIA, August 12th, 1936.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government are impressed with the importance of telecommunications to and from or in Egypt in connexion with their Alliance with the United Kingdom and the extent to which unforeseen changes with regard to these matters made in time of peace may affect plans made in time of war. They propose that both Governments should follow the principle that such communications should be in the hands of exclusively Egyptian or British or Anglo-Egyptian concerns.

I should be glad to know if His Majesty's Government in the United Kingdom are in agreement with this view and are willing on their part to follow a similar policy.

In that event the present note and Your Excellency's note to the above effect will be regarded as placing on record the Agreement between the two Governments in the matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

Moustapha EL-NAHAS,

President of the Council of Ministers.

His Excellency

Sir Miles W. Lampson, K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's High Commissioner,
The Residency,
Ramleh.

¹ Came into force August 12th, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4218. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LE CONTRÔLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS À DESTINATION ET EN PROVENANCE DE L'ÉGYPTÉ OU EN ÉGYPTÉ. ALEXANDRIE ET RAMLEH, LE 12 AOÛT 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 novembre 1937.

I.

DÉLÉGATION OFFICIELLE ÉGYPTIENNE.

PALAIS ANTONIADIS,

ALEXANDRIE, le 12 août 1936.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement égyptien est conscient de l'importance que présentent les télécommunications à destination et en provenance de l'Égypte, ou en Égypte, du point de vue de son alliance avec le Royaume-Uni, et se rend compte de la mesure dans laquelle des changements imprévus, introduits dans ce domaine en temps de paix, peuvent influencer les dispositions prises en temps de guerre. Il propose que les deux gouvernements adoptent le principe que ces communications devront être confiées exclusivement à des entreprises égyptiennes ou britanniques ou anglo-égyptiennes.

Je serais heureux de savoir si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni partage cette manière de voir et s'il est disposé, de son côté, à se conformer à ce principe.

Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence dans le sens indiqué ci-dessus seront considérées comme consacrant l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres.

Son Excellence

Sir Miles W. Lampson, K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique,
The Residency,
Ramleh.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 12 août 1936.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

THE RESIDENCY.

RAMLEH, *August 12th*, 1936.

SIR,

In reply to Your Excellency's note of today's date with regard to telecommunications, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are in agreement with the views of the Egyptian Government and are willing on their part to follow a policy similar to that stated in Your Excellency's note. Your Excellency's note and this reply is regarded as placing on record the Agreement between the two Governments in the matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

Miles W. LAMPSON,
High Commissioner.

His Excellency
Mustapha El-Nahas Pasha,
etc., etc., etc.,
President of the Council of Ministers,
Bulkeley.

II.

THE RESIDENCY.

RAMLEH, le 12 août 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour, relative aux télécommunications, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni partage la manière de voir du Gouvernement égyptien et est disposé, en ce qui le concerne, à se conformer au principe énoncé dans la note de Votre Excellence. La note de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme consacrant l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

Miles W. LAMPSON,
Haut Commissaire.

Son Excellence
Moustapha El-Nahas Pacha,
etc., etc., etc.,
Président du Conseil des ministres,
Bulkeley.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ÉGYPTE**

Echange de notes relatif aux pensions des fonctionnaires du gouvernement de nationalité étrangère en retraite et résidant hors d'Égypte. Ramleh et Alexandrie, le 12 août 1936, et Londres, les 31 août et 9 septembre 1936.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT**

Exchange of Notes regarding Pensions of Retired Government Officials of Foreign Nationality residing out of Egypt. Ramleh and Alexandria, August 12th, 1936, and London, August 31st and September 9th, 1936.

No. 4219. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT REGARDING PENSIONS OF RETIRED GOVERNMENT OFFICIALS OF FOREIGN NATIONALITY RESIDING OUT OF EGYPT. RAMLEH AND ALEXANDRIA, AUGUST 12TH, 1936, AND LONDON, AUGUST 31ST AND SEPTEMBER 9TH, 1936.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 26th, 1937.

I.

THE RESIDENCY.

RAMLEH, August 12th, 1936.

SIR,

In view of apprehensions which have been expressed, I should be grateful if Your Excellency would give me an assurance that the Egyptian Government does not intend now or in the future to subject the pensions of already retired Government Officials of foreign nationality residing out of Egypt, to Egyptian taxation or to any additional charges by way of Stamp Duty or otherwise over or above the amounts now payable in respect of such pensions.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my high consideration.

Miles W. LAMPSON,
High Commissioner.

His Excellency
Mustapha El-Nahas Pasha,
etc., etc., etc.,
President of the Council of Ministers,
Bulkeley.

II.

DÉLÉGATION OFFICIELLE ÉGYPTIENNE.

ANTONIADIS PALACE,
ALEXANDRIA, August 12th, 1936.

SIR,^j

In reply to Your Excellency's letter of to-day's date, I have the honour to confirm that it is not the intention of the Egyptian Government now or in the future to subject the pensions of

¹ Came into force September 9th, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4219. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN RELATIF AUX PENSIONS DES FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE EN RETRAITE ET RÉSIDANT HORS D'ÉGYPTE. RAMLEH ET ALEXANDRIE, LE 12 AOUT 1936, ET LONDRES, LES 31 AOUT ET 9 SEPTEMBRE 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 novembre 1937.

I.

THE RESIDENCY.

RAMLEH, le 12 août 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Etant donné les appréhensions qui ont été exprimées, je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me donner l'assurance que le Gouvernement égyptien n'a pas l'intention, ni actuellement ni pour l'avenir, d'assujettir les pensions des fonctionnaires du gouvernement, de nationalité étrangère, déjà en retraite et résidant hors d'Egypte, à des impôts égyptiens ou à des charges additionnelles, sous forme de droit de timbre ou autre, en sus des sommes actuellement payables au titre de ces pensions.

Je saisis cette occasion, etc.

Miles W. LAMPSON,
Haut Commissaire.

Son Excellence
Moustapha El-Nahas Pacha,
etc., etc., etc.,
Président du Conseil des ministres,
Bulkeley.

II.

DÉLÉGATION OFFICIELLE ÉGYPTIENNE.

PALAIS ANTONIADIS,
ALEXANDRIE, le 12 août 1936.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

En réponse à la lettre de Votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de confirmer que le Gouvernement égyptien n'a pas l'intention, ni actuellement ni pour l'avenir, d'assujettir les

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 9 septembre 1936.

already retired Government officials of foreign nationality residing out of Egypt to Egyptian taxation or to any additional charges by way of Stamp Duty or otherwise over or above the amounts now payable in respect of such pensions.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

His Excellency
Sir Miles W. Lampson, K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's High Commissioner,
The Residency,
Ramleh.

Moustapha EL-NAHAS,
President of the Council of Ministers.

III.

EGYPTIAN LEGATION.

LONDON, August 31st, 1936.

SIR,

I have the honour to confirm to Your Excellency that the assurance contained in my letter of the 12th August to His Excellency Sir Miles Lampson extends to officials who though they have not already retired have already qualified for pensions by completing their years of service, or are in process of qualifying for their pensions, and who after retiring live out of Egypt.

2. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

His Excellency
The Right Honourable Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

Moustapha EL-NAHAS,
President of the Council of Ministers.

IV.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

September 9th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of August 31st by which Your Excellency was so good as to confirm that the assurances contained in your letter of August 12th to Sir Miles Lampson extends to officials who, though they have not already retired, have already qualified for pensions by completing their years of service or are in process of qualifying for their pensions, and who after retiring live out of Egypt.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant,

Anthony EDEN.

Mustapha El-Nahas Pasha.

pensions des fonctionnaires du gouvernement, de nationalité étrangère, déjà en retraite et résidant hors d'Égypte, à des impôts égyptiens ou à des charges additionnelles, sous forme de droit de timbre ou autre, en sus des sommes déjà payables au titre de ces pensions.

Je saisis cette occasion, etc.

Son Excellence

Sir Miles W. Lampson, K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique,
The Residency,
Ramleh.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres.

III.

LÉGATION D'ÉGYPTÉ.

LONDRES, le 31 août 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que les assurances données dans ma lettre du 12 août à Son Excellence sir Miles Lampson visent également les fonctionnaires qui, bien que n'étant pas encore en retraite, ont déjà droit à une pension, en raison du fait qu'ils ont accompli le nombre d'années de service requis, ou sont en voie d'acquérir les titres nécessaires à l'obtention d'une pension, et qui, après leur retraite, résident hors d'Égypte.

2. Je saisis cette occasion, etc.

Son Excellence

le très honorable Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres.

IV.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

Le 9 septembre 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note du 31 août par laquelle Votre Excellence a bien voulu me confirmer que les assurances données dans sa lettre du 12 août à sir Miles Lampson visent également les fonctionnaires qui, bien que n'étant pas encore en retraite, ont déjà droit à une pension, en raison du fait qu'ils ont accompli le nombre d'années de service requis, ou sont en voie d'acquérir les titres nécessaires à l'obtention d'une pension, et qui, après leur retraite, résident hors d'Égypte.

Veuillez agréer, etc.

Anthony EDEN.

Moustapha El-Nahas Pacha.

N° 4220.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Traité relatif à un échange de territoires à la frontière germano-belge, avec annexe. Signés à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935.

GERMANY AND BELGIUM

Treaty regarding an Exchange of Territories at the German-Belgian Frontier, with Annex. Signed at Aix-la-Chapelle, May 10th, 1935.

N° 4220. — TRAITÉ¹ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE BELGIQUE RELATIF A UN ÉCHANGE DE TERRITOIRES A LA FRONTIÈRE GERMANO-BELGE. SIGNÉ A AIX-LA-CHAPELLE, LE 10 MAI 1935.

*Textes officiels allemand et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 30 novembre 1937.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
d'une part, et
LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND,
d'autre part,

Ayant jugé opportun, en vue de faciliter le trafic à la frontière belgo-allemande, de procéder à un échange de territoires et de conclure un traité à cet effet, ont nommé comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. LAVERS, directeur au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ;
et

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr ECKARDT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Ces plénipotentiaires, après vérification de leurs pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

La frontière entre le Royaume de Belgique et le Reich allemand, aux bornes 886 A et 886 B, ainsi qu'aux bornes 888 et 889, est déplacée conformément au tracé que l'on peut voir sur la carte ci-jointe qui fait partie intégrante du présent traité. En conséquence, la frontière existant suivant l'article 77 de l'Arrangement² du 7 novembre 1929 relatif à la frontière belgo-allemande, est modifiée aux endroits indiqués.

Article 2.

En vertu de la rectification de frontière qui est prévue à l'article premier, le Royaume de Belgique cède au Reich allemand les surfaces coloriées en jaune sur la carte ci-jointe, d'une superficie de 1.693 m² ; le Reich allemand cède au Royaume de Belgique les surfaces coloriées en carmin sur la carte ci-jointe, d'une superficie de 1.693 m² également.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 10 septembre 1937.

Entré en vigueur le 25 septembre 1937.

² Vol. CXXI, page 327, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 4220. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH BELGIEN ÜBER EINEN GEBIETSAUSTAUSCH AN DER DEUTSCH-BELGISCHEN GRENZE. GEZEICHNET IN AACHEN, AM 10. MAI 1935.

German and French official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place November 30th, 1937.

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER,
einerseits, und
SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER,
andererseits,

von dem Wunsche geleitet, zur Erleichterung des Verkehrs an der deutsch-belgischen Grenze einen Gebietsaustausch vorzunehmen und zu diesem Zweck einen Vertrag zu schliessen, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

Den Gesandten Herrn Dr. ECKARDT ;
und

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER :

Den Ministerialdirektor im Ministerium des Aussern und für Aussenhandel Herrn LAVERS.

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten Nachstehendes vereinbart :

Artikel 1.

Die Grenze zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Belgien bei den Grenzsteinen 886 A und 886 B sowie bei den Grenzsteinen 888 und 889 wird nach Massgabe der Darstellung verlegt, die aus der anliegenden, einen wesentlichen Bestandteil des Vertrages bildenden Grenzkarte zu ersehen ist. Dementsprechend ändert sich an den bezeichneten Stellen der nach Artikel 77 des Abkommens ² über die deutsch-belgische Grenze vom 7. November 1929 massgebende Grenzverlauf.

Artikel 2.

Auf Grund der im Artikel 1 vorgesehenen Verlegung der Grenze tritt das Deutsche Reich an das Königreich Belgien die auf der anliegenden Grenzkarte rot angelegten Flächen mit einem Flächeninhalt von 1,693 qm., das Königreich Belgien an das Deutsche Reich die auf der anliegenden Grenzkarte gelb angelegten Flächen gleichfalls mit einem Flächeninhalt von 1,693 qm. ab.

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, September 10th, 1937.
Came into force September 25th, 1937.

² Vol. CXXI, page 327, of this Series.

Article 3.

§ 1. Les registres fonciers et du cadastre relatifs aux terrains échangés, avec pièces à l'appui (documents, actes et cartes), seront remis en original ou, si ce n'est pas possible, en copie certifiée conforme par les tribunaux ou autorités qui, dans l'Etat cédant, ont tenu ces registres jusqu'à présent, aux tribunaux ou autres autorités compétentes de l'autre Etat. Les tribunaux et autorités se remettront directement ces documents.

§ 2. L'exécution de l'échange de terrains dans les registres fonciers et au cadastre sera effectuée d'office sans frais, sans timbres et sans taxes.

Article 4.

Les frais résultant de la modification de bornage devenue nécessaire suivant l'article premier, à la suite du déplacement de la frontière, seront supportés par moitié par les deux Etats contractants.

Article 5.

Le présent traité est fait en double original, en langue française et en langue allemande. Les deux textes ont la même valeur.

Article 6.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible, à Bruxelles. Le traité entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra celui de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935.

(Signé) LAVERS.

(Signé) ECKARDT.

ANNEXE

AU TRAITÉ SIGNÉ LE 10 MAI 1935 ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET LE REICH ALLEMAND CONCERNANT UN ÉCHANGE DE
TERRITOIRES A LA FRONTIÈRE GERMANO-BELGE.

Artikel 3.

(1) Die auf die Austauschflächen bezüglichen Grundbücher und Kataster nebst den dazu gehörenden Unterlagen (Urkunden, Schriften und Karten) sind von den Gerichten und Behörden, die das Grundbuch oder das Kataster in dem einen Staate bisher geführt haben, in Urschrift oder, soweit dies nicht tunlich ist, in beglaubigter Abschrift an die Gerichte oder die sonst zuständigen Behörden des anderen Staates zu übergeben. Die Übergabe erfolgt im unmittelbaren Geschäftsverkehr der beteiligten Gerichte und Behörden.

(2) Die Durchführung des Gebietsaustausches im Grundbuch und Kataster geschieht von Amts wegen kosten-, stempel- und gebührenfrei.

Artikel 4.

Die Kosten für die durch die Verlegung der deutsch-belgischen Grenze nach Artikel 1 erforderliche werdende Änderung der Vermarkung werden von den beiden vertragschliessenden Staaten je zur Hälfte getragen.

Artikel 5.

Dieser Vertrag ist in doppelter Urschrift in deutscher und in französischer Sprache ausgefertigt. Die beiden Wortlaute haben gleiche Geltung.

Artikel 6.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Brüssel ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt am fünfzehnten Tage nach Ablauf des Tages in Kraft, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden erfolgt ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Aachen am 10. Mai 1935.

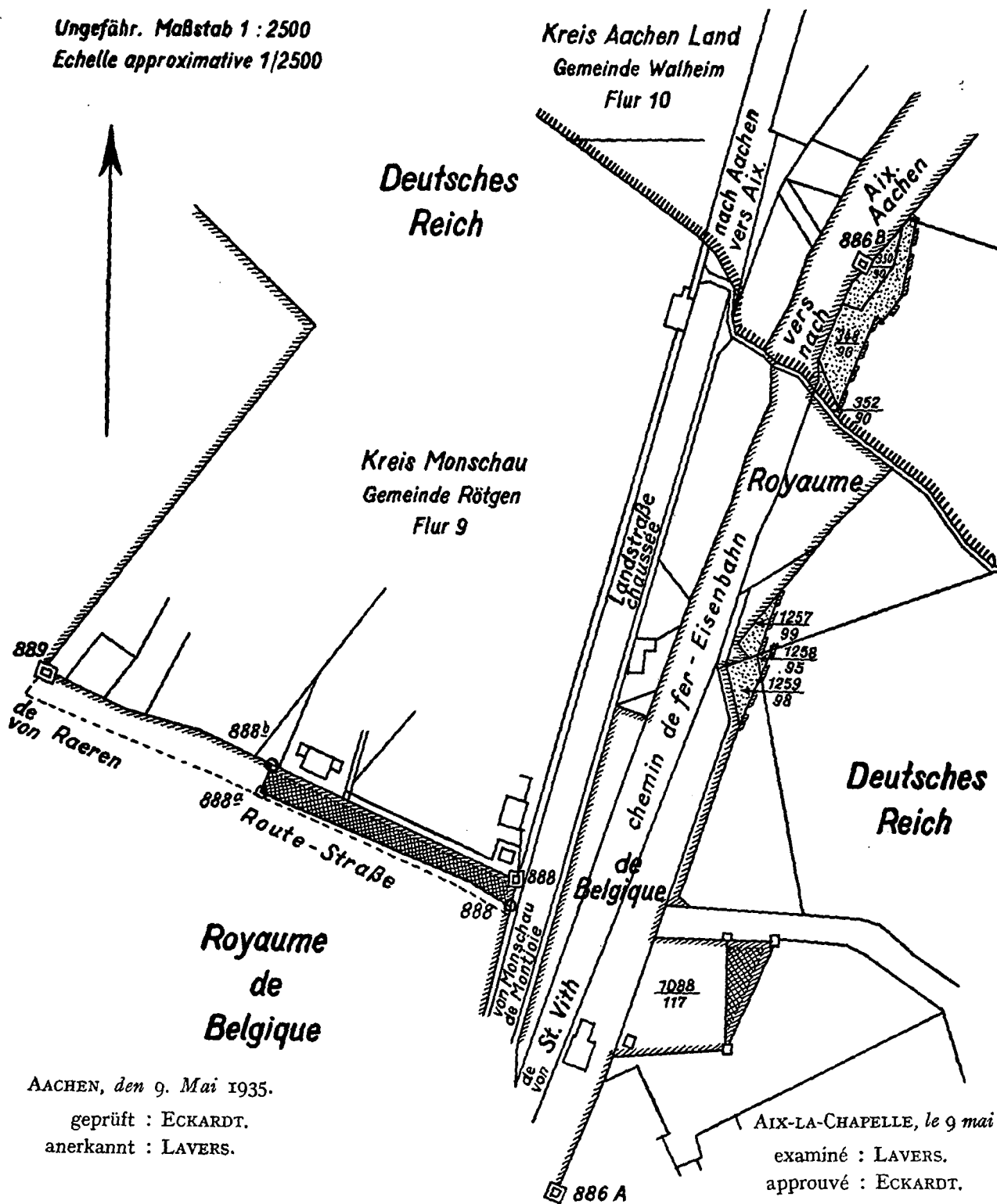
(Gez.) LAVERS.

(Gez.) ECKARDT.

ANLAGE

ZU DEM AM 10. MAI 1935 UNTERZEICHNETEN VERTRAGE ZWISCHEN DEM
DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH BELGIEN ÜBER EINEN
GEBIETSAUSTAUSCH AN DER DEUTSCH-BELGISCHEN GRENZE

Ungefähr. Maßstab 1 : 2500
Echelle approximative 1/2500



Note du Secrétariat de la Société des Nations :

	= Teinte jaune — Gelb gefärbt — Coloured yellow.		= Teinte verte — Grün gefärbt — Coloured green.
	= Teinte carmin — Rot gefärbt — Coloured red.		= Teinte rouge — Dunkelrot gefärbt — Coloured dark red.

Lfde. Nr. N° d'ordre	Bezeichnung der Lage Désignation des lieux	Es gehen über Il est cédé			
		an das Deutsche Reich au Reich allemand (gelb gefärbt — teinte jaune)		an das Königreich Belgien au Royaume de Belgique (rot gefärbt — teinte carmin)	
		a.	m²	a.	m²
	Gemeinde — commune — Walheim Flur — section — 10 Parzelle — parcelle :				
1	350 90	—	—	3	29
2	348 90	—	—	8	28
3	352 90	—	—	1	51
	Gemeinde — commune — Roetgen Flur — section — 9 Parzelle — parcelle :				
4	1257 99	—	—	1	22
5	1258 95	—	—	—	18
6	1259 98	—	—	2	45
7	Gemeinde — commune — Raeren Flur — section — 8 Parzelle — parcelle : ohne Nummer (aus dem Weg von Roet- gen nach Raeren) sans numéro (de la route de Roetgen à Raeren).	12	30	—	—
8	Gemeinde — commune — Raeren Frühere Flur 9 von Roetgen — anciennement section 9 de Roetgen Aus Parzelle — de la parcelle : 1088 117	4	63	—	—
	Zusammen — ensemble . .	16	93	16	93

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4220. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF BELGIUM REGARDING AN EXCHANGE OF TERRITORIES AT THE GERMAN-BELGIAN FRONTIER. SIGNED AT AIX-LA-CHAPELLE, MAY 10TH, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,
of the one part,
and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH,
of the other part,

Having deemed it expedient, with a view to facilitating traffic on the frontier between Belgium and Germany, to proceed to an exchange of territory and to conclude a Treaty for that purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. LAVERS, Director at the Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade ; and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Dr. ECKARDT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The above-mentioned Plenipotentiaries, having verified their powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The frontier between the Kingdom of Belgium and the German Reich at boundary stones Nos. 886 *A* and 886 *B*, and at boundary stones Nos. 888 and 889, shall be displaced in conformity with the line marked on the map appended hereto, which shall form an integral part of the present Treaty. In consequence, the existing frontier, as described in Article 77 of the Agreement of November 7th, 1929, concerning the frontier between Belgium and Germany, shall be modified at the places indicated.

Article 2.

In virtue of the rectification of the frontier provided for in Article 1, the Kingdom of Belgium shall transfer to the German Reich the areas coloured yellow on the attached map, amounting to 1,693 square metres ; the German Reich shall transfer to the Kingdom of Belgium the areas coloured red on the attached map, likewise amounting to 1,693 square metres.

Article 3.

§ 1. The land and cadastral registers concerning the land exchanged, together with the papers relating thereto (documents, deeds and maps), shall be handed over in the original or, should this be impossible, in certified copies, by the courts or authorities which have hitherto

kept such registers in the State making the transfer, to the courts or other competent authorities of the other State. The courts and authorities shall hand over these documents to one another direct.

§ 2. The exchange of land in the land and cadastral registers shall be carried out *ex officio* free of charges and of stamp and other duties.

Article 4.

The expenses entailed by the modification of the boundary markings in conformity with Article 1, as a result of the displacement of the frontier, shall be divided equally between the two contracting States.

Article 5.

The present Treaty is done in duplicate French and German texts. Both texts shall be equally authentic.

Article 6.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible. The Treaty shall come into force on the fifteenth day following the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the two Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Aix-la-Chapelle, this 10th day of May, 1935.

(Signed) LAVERS.

(Signed) ECKARDT.

ANNEX

TO THE TREATY CONCLUDED ON MAY 10TH, 1935, BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM
AND THE GERMAN REICH RELATING TO AN EXCHANGE OF TERRITORIES AT THE FRONTIER
BETWEEN BELGIUM AND GERMANY.

(See map, page 328 of this Volume.)

Explanatory Note.

The following translation is furnished by the Secretariat to facilitate a reading of the map :

Ungefähr. Massstab 1 : 2500	}	= Approximate scale 1 : 2500.
Echelle approximative 1/2500		
Deutsches Reich = German Reich.		
Royaume de Belgique = Kingdom of Belgium.		
Gemeinde = Commune.		
Flur = Section		
Kreis = District		
Landstrasse	}	= Main Road
Chaussée		
von	}	= from
de		
Strasse	}	= Road
Route		
Eisenbahn	}	= Railway
Chemin de fer		
nach	}	= to
vers		

Serial No.	Description of Places	Transferred			
		to the German Reich (coloured yellow)		to the Kingdom of Belgium (coloured red)	
		a	m ²	a	m ²
	Commune — Walheim Section — 10 Plot :				
1	$\frac{350}{90}$	—	—	3	29
2	$\frac{348}{90}$	—	—	8	28
3	$\frac{352}{90}$	—	—	1	51
	Commune — Roetgen Section — 9 Plot :				
4	$\frac{1257}{99}$	—	—	1	22
5	$\frac{1258}{95}$	—	—	—	18
6	$\frac{1259}{98}$	—	—	2	45
	Commune — Raeren Section — 8 Plot :				
7	Unnumbered (on the Roetgen-Raeren road)	12	30	—	—
8	Commune — Raeren Formerly Roetgen Section 9 Ex plot :				
	$\frac{1088}{117}$	4	63	—	—
	Total	16	93	16	93

N° 4221.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Arrangement additionnel à l'Arrangement concernant la frontière commune aux deux pays du 7 novembre 1929, avec annexe et protocole de clôture. Signés à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935.

GERMANY AND BELGIUM

Additional Agreement to the Agreement of November 7th, 1929, concerning the Frontier between the Two Countries, with Annex and Final Protocol. Signed at Aix-la-Chapelle, May 10th, 1935.

N^o 4221. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE
ADDITIONNEL A L'ARRANGEMENT CONCERNANT LA FRON-
TIÈRE COMMUNE AUX DEUX PAYS DU 7 NOVEMBRE 1929.
SIGNÉ A AIX-LA-CHAPELLE, LE 10 MAI 1935.

*Textes officiels allemand et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cet arrangement additionnel a eu lieu le 30 novembre 1937.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
d'une part, et
LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND,
d'autre part,

Animés du désir de régler certaines questions relatives à la frontière belgo-allemande par un arrangement additionnel à l'Arrangement² concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne du 7 novembre 1929, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. LAVERS, directeur au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;
et

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r ECKART, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I.

La réglementation établie par le N^o 6 de l'annexe 2 de l'article 7, § 3, concernant les trains de marchandises passant par la courbe de Raeren, est aussi observée lorsqu'un train devant circuler entre Raeren et Kalterherberg, sans passer par la courbe, est forcé de faire en cours de route un arrêt imprévu. L'avertissement prescrit est adressé au poste de douane allemande le plus voisin par le chef de la première gare à atteindre dans la direction où le train se rend.

II.

L'article 27 est complété comme suit :

Lorsqu'une marchandise est remise au transport à une station de la ligne de chemin de fer de Raeren à Kalterherberg, pour être dirigée vers l'Allemagne, le service belge compétent doit veiller à ce que la lettre de voiture mentionne la provenance du produit à expédier.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 10 septembre 1937.
Entré en vigueur le 25 septembre 1937.

² Vol. CXXI, page 327, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4221. — ZUSATZABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND BELGIEN ZU DEM ABKOMMEN ÜBER DIE DEUTSCH-BELGISCHE GRENZE VOM 7. NOVEMBER 1929. GEZEICHNET IN AACHEN, AM 10. MAI 1935.

German and French official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Additional Agreement took place November 30th, 1937.

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER,
einerseits, und
SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER,
andererseits,

von dem Wunsche geleitet, verschiedene die deutsch-belgische Grenze betreffende Fragen durch ein Zusatzabkommen zu dem Abkommen² über die deutsch-belgische Grenze vom 7. November 1929 zu regeln, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

Den Gesandten Herrn Dr. ECKARDT,
und

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER :

Den Ministerialdirektor im Ministerium des Aussern und für Aussenhandel Herrn LAVERS.

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten Nachstehendes vereinbart :

I.

Die Vereinbarung in Nr. 6 der Anlage 2 zu § 3 des Artikel 7 für die über die Verbindungskurve von Raeren verkehrenden Güterzüge wird auch auf die Züge, die zwischen Raeren und Kalterherberg ohne Berührung der Verbindungskurve verkehren, im Falle eines unvorhergesehenen Aufenthalts angewendet. Die vorgesehene Benachrichtigung wird der nächsten deutschen Zollstelle erteilt, und zwar durch den Vorsteher des Bahnhofs, in dessen Richtung sich der Güterzug bewegt und den er als nächste Station berühren muss.

II.

Artikel 27 erhält folgenden Zusatz :

Wenn eine Ware zur Beförderung auf einer Station der Eisenbahn Raeren-Kalterherberg mit der Bestimmung nach Deutschland aufgegeben wird, so hat die zuständige belgische Dienststelle darüber zu wachen, dass der Frachtbrief die Herkunft der zu befördernden Ware angibt.

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, September 10th, 1937.
Came into force September 25th, 1937.

² Vol. CXXI, page 327, of this Series.

III.

1. Le tableau I (territoire allemand) mentionné à l'article 46 est complété par l'addition du nouveau chiffre 2 *a* suivant :

Numéro	Désignation des voies	Personnes autorisées à emprunter ces voies	Objets ou produits pouvant être transportés	Points où la frontière peut être franchie
1	2	3	4	5
2 <i>a</i>	Route de Raeren-Rötgen, de la borne 888 <i>A</i> (1) à la borne 888.	Les habitants des maisons situées en territoire belge, qui ont un accès normal sur cette route.	Tous objets et marchandises dont ces habitants ont besoin pour leur ménage ou pour leur commerce ou pour leur profession.	Accès direct sur le chemin en face des maisons.

(1) Après l'entrée en vigueur du Traité¹ concernant un échange de territoires à la frontière belgo-allemande du 10 mai 1935, la borne 888 *A* sera plantée à l'endroit désigné sous le chiffre 888 *a* sur la carte jointe au traité.

2. Les chiffres 1 et 2 du tableau I (territoire belge) mentionné à l'article 46 sont remplacés par le nouveau texte suivant :

Numéro	Indication des routes	Personnes autorisées	Objets et produits dont l'expédition est autorisée	Endroits où la frontière peut être franchie
1	2	3	4	5
1	La route dite « Atherstrasse », de la borne 987 à Langheide, et la route de Langheide vers Bildchen, jusqu'à la borne 990.	Personnes habitant le territoire allemand entre le chemin de fer et la route de Hergenrath à Bildchen.	Matériels et produits agricoles.	Aux bornes 988 et 990; en outre accès direct à la route auprès des maisons situées entre les bornes 987 et 988.
2	Route de Raeren-Rötgen, de la borne 889 à la borne 888 <i>B</i> (1).	Habitants du lieu dit « Kreuzerhof ».	Tous objets et marchandises que ces habitants utilisent pour leur ménage ou pour leur commerce ou pour leur profession.	Accès direct à la route en face des bâtiments.

(1) Après l'entrée en vigueur du Traité concernant un échange de territoires à la frontière belgo-allemande du 10 mai 1935, la borne 888 *B* sera plantée à l'endroit désigné sous le chiffre 888 *b* sur la carte jointe au traité.

¹ Page 323 de ce volume.

III.

1. Die im Artikel 46 erwähnte Tabelle I (Deutsches Gebiet), erhält folgende neue Ziffer 2 a :

Numer	Bezeichnung der Wege	Berechtigte Personen	Zur Beförderung zugelassene Gegenstände und Erzeugnisse	Grenzübergangsstellen
1	2	3	4	5
2 a	Strasse Raeren-Rötgen, vom Grenzstein 888A (*) bis zum Grenzstein 888.	Die Bewohner der auf belgischem Gebiete stehenden Gebäude, die einen normalen Zugang zu dieser Strasse haben.	Alle für den Haushalt, das Gewerbe und den Beruf dieser Personen erforderlichen Gegenstände und Waren.	Unmittelbarer Zugang zur Strasse von den Gebäuden.

(*) Der Grenzstein 888A wird nach Inkrafttreten des Vertrags¹ über einen Gebietsaustausch an der deutsch-belgischen Grenze vom 10. Mai 1935 an der Stelle eingesetzt werden, die in der dem Verträge beigefügten Karte mit 888 a bezeichnet ist.

2. Die Ziffern 1 und 2 der im Artikel 46 erwähnten Tabelle I (Belgisches Gebiet) erhalten folgende Neufassung :

Numer	Bezeichnung der Wege	Berechtigte Personen	Zur Beförderung zugelassene Gegenstände und Erzeugnisse	Grenzübergangsstellen
1	2	3	4	5
1	Atherstrasse vom Grenzstein 987 bis Langheide und Strasse von Langheide nach Bildchen bis zum Grenzstein 990.	Die auf dem deutschen Gebiete zwischen der Eisenbahn und der Strasse von Hergenrath nach Bildchen wohnenden Personen.	Landwirtschaftliches Material und landwirtschaftliche Erzeugnisse.	Bei den Grenzsteinen 988 und 990 ; ferner unmittelbarer Zugang zum Wege bei den zwischen den Grenzsteinen 987 und 988 gelegenen Häusern.
2	Strasse Raeren-Rötgen, vom Grenzstein 889 bis zum Grenzstein 888B (*).	Die Bewohner des Kreuzerhofes.	Alle für den Haushalt, das Gewerbe und den Beruf dieser Personen erforderlichen Gegenstände und Waren.	Unmittelbarer Zugang zur Strasse von den Gebäuden.

(*) Der Grenzstein 888B wird nach Inkrafttreten des Vertrags über einen Gebietsaustausch an der deutsch-belgischen Grenze vom 10. Mai 1935 an der Stelle eingesetzt werden, die in der dem Verträge beigefügten Karte mit 888 b bezeichnet ist.

¹ Page 323 of this Volume.

3. De plus, le tableau I (territoire belge) mentionné à l'article 46 est complété par l'addition du nouveau chiffre 3 *a* suivant :

Numéro	Indication des routes	Personnes autorisées	Objets et produits dont l'expédition est autorisée	Endroits où la frontière peut être franchie
1	2	3	4	5
3a	La partie, longue d'environ 550 m., de la route allant à travers le Hatzevenn, de Conzen à Mutzenich, de la borne 752 au point situé à mi-chemin des bornes 749 et 750.	a) Les habitants du Hatzevenn. b) Tous les ressortissants allemands qui se rendent à pied, en bicyclette ou en voiture hippomobile non chargée de Contzen à Mutzenich et <i>vice versa</i> .	a) Tous les objets et marchandises nécessaires à l'entretien, au métier ou à la profession de ces personnes. b) Sans marchandises.	A la borne 752 et à mi-chemin des bornes 749 et 750.

4. Le chiffre 4 du tableau III (territoire allemand) mentionné à l'article 48 est remplacé par le nouveau texte suivant :

Numéro	Désignation des voies	Fonctionnaires et agents autorisés à emprunter ces voies	Points où la frontière peut être franchie
1	2	3	4
4	Chemins de la borne 947 à la route Aix-la-Chapelle-Raeren au sud de « Schellartshof » et cette route jusqu'à la borne 914.	Les fonctionnaires des services publics, en civil ou en uniforme, avec leurs armes d'ordonnance.	A la borne 947 et entre les bornes 943 et 914, accès du territoire belge à la route, selon les nécessités du service.

3. Ferner erhält die im Artikel 40 erwähnte Tabelle I (Belgisches Gebiet) folgende neue Ziffer 3 a :

Numer 1	Bezeichnung der Wege 2	Berechtigte Personen 3	Zur Beförderung zugelassene Gegenstände und Erzeugnisse 4	Grenzübergangsstellen 5
3 a	Das ungefähr 550 m lange Wegestück des durch das Hatzevenn führenden Weges Conzen-Mützenich vom Grenzstein 752 bis in die Mitte zwischen den Grenzsteinen 749 und 750.	a) Die Bewohner des Hatzevenn. b) Alle deutschen Reichsangehörigen, die sich zu Fuss, mit Fahrrad oder unbeladenem Pferdewerk von Conzen nach Mützenich und umgekehrt begeben.	Zu a) Alle für den Haushalt, das Gewerbe und den Beruf dieser Personen erforderlichen Gegenstände und Waren. Zu b) Ohne Waren.	Bei Grenzstein 752 und in der Mitte zwischen den Grenzsteinen 749 und 750.

4. Die Ziffer 4 der im Artikel 48 erwähnten Tabelle III (Deutsches Gebiet) erhält folgende Neufassung :

Numer 1	Bezeichnung der Wege 2	Berechtigte Beamte und Angestellte 3	Grenzübergangsstellen 4
4	Weg vom Grenzstein 947 zur Strasse Aachen - Raeren (südlich Schellartshof) und diese Strasse bis zum Grenzstein 914.	Die Beamten und Angestellten des öffentlichen Dienstes in Dienst- und bürgerlicher Kleidung mit ihren Dienstwaffen.	Bei Grenzstein 947 sowie alle Zugänge vom belgischen Gebiete zur Strasse zwischen den Grenzsteinen 943 und 914 nach dem Bedürfnis des Dienstes.

5. Le tableau III (territoire belge) mentionné à l'article 48 est remplacé par le nouveau texte suivant :

Numéro	Désignation des voies	Fonctionnaires et agents autorisés à emprunter ces voies	Points où la frontière peut être franchie
1	2	3	4
1	a) Route Aix-la-Chapelle-Eynatten-Raeren. b) Route Lichtenbusch-Eynatten-Raeren. c) Route Sief-Meurisse-Raeren d) Route Rötgen-Petergensfeld-Raeren.	Les fonctionnaires du bureau des douanes de la gare de Raeren et les fonctionnaires chargés de les contrôler.	Routes autorisées aux bornes : a) 957. b) 939. c) 920. d) 888B.
2	La partie, longue d'environ 550 m. de la route allant à travers le Hatzevenn, de Conzen à Mutzenich, de la borne 752 au point situé à mi-chemin des bornes 749 et 750.	Les fonctionnaires des postes douaniers allemands voisins et les fonctionnaires chargés de les contrôler.	A la borne 752 et à mi-chemin entre les bornes 749 et 750.
3	Tronçon de route d'environ 100 m. qui sur le parcours du lieu dit « Ruitzhof », au village de Kalterherberg, longe, en Belgique, à une distance d'environ 20 m. la frontière formée par la Schwarzbach et traverse la voie ferrée à hauteur de la gare (de la borne 659, par la borne 657, à la borne 656A).	Les fonctionnaires et agents des services publics, en civil ou en uniforme, avec leurs armes d'ordonnance et avec dispense de toutes formalités belges de douane, de passeport et de police.	Aux bornes 659 et 656A.
4	Chemin du hameau de Deutsch-Leykoul à la station de Kalterherberg depuis la borne frontière 651, et tronçon de chemin qui, d'un point de la frontière situé à environ 100 m. à l'est de la borne 649, conduit à la borne 648.	Comme au N° 3.	A la borne 651 à un point de la frontière situé à environ 100 m. de la borne 649 et à la borne 648.
5	Route Rocherath-Wahlerscheid, de la borne 584 à la borne 572.	a) Les fonctionnaires du bureau et du poste des douanes de Wahlerscheid et les fonctionnaires chargés de les contrôler. b) Les agents forestiers de l'Etat et des communes ainsi que les fonctionnaires de l'administration forestière de l'Etat chargés de les contrôler.	Accès à la route autorisée suivant les nécessités du service.

5. Die im Artikel 48 erwähnte Tabelle III (Belgisches Gebiet) erhält folgende Neufassung :

Nummer 1	Bezeichnung der Wege 2	Berechtigte Beamte und Angestellte 3	Grenzübergangsstellen 4
1	a) Strasse Aachen-Eynatten-Raeren. b) Strasse Lichtenbusch-Eynatten-Raeren. c) Strasse Sief-Meurisse-Raeren. d) Strasse Rötgen-Petergensfeld-Raeren.	Die Beamten des Zollamts Bahnhof Raeren, sowie die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten.	Zollstrassen bei den Grenzsteinen : zu a) 957, zu b) 939, zu c) 920. zu d) 888B.
2	Das ungefähr 550 m lange Wegestück des durch das Hatzevenn führenden Weges Conzen-Mützenich vom Grenzstein 752 bis in die Mitte zwischen den Grenzsteinen 749 und 750.	Die Beamten der benachbarten deutschen Zollaufsichtsstellen und die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten.	Bei Grenzstein 752 und in der Mitte zwischen den Grenzsteinen 749 und 750.
3	Das ungefähr 100 m lange Wegestück, das auf dem Wege von Ruitzhof zum Dorf Kalterherberg auf belgischem Gebiet in einer Entfernung von ungefähr 20 m am Schwarzbach entlang führt und das Bahngeleis in der Höhe des Bahnhofs überquert (vom Grenzstein 659 über Grenzstein 657 bis zum Grenzstein 656A).	Die Beamten und Angestellten des öffentlichen Dienstes in Dienst- und bürgerlicher Kleidung mit ihren Dienstwaffen unter Befreiung von allen belgischen Zoll-, Pass- und Polizeiförmlichkeiten.	Bei den Grenzsteinen 659 und 656A.
4	Weg vom Gehöft Deutsch-Leykoul, und zwar vom Grenzstein 651 nach Bahnhof Kalterherberg und Wegestück, beginnend bei einem etwa 100 m östlich des Grenzsteins 649 gelegenen Grenzpunkt bis zum Grenzstein 648.	Wie zu Nr. 3.	Bei Grenzstein 651, 648 und bei einem etwa 100 m östlich des Grenzsteins 649 gelegenen Grenzpunkt.
5	Strasse Rocherath-Wahlerscheid, vom Grenzstein 584 bis zum Grenzstein 572.	a) Die Beamten des Zollamts und der Zollaufsichtsstelle Wahlerscheid, sowie die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten. b) Die Staats- und Gemeindeforstbediensteten, sowie die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten der staatlichen Forstverwaltung.	Zugänge zur Zollstrasse nach dem Bedürfnis des Dienstes.

Numéro	Désignation des voies	Fonctionnaires et agents autorisés à emprunter ces voies	Points où la frontière peut être franchie
1	2	3	4
6	Chemin du village à la gare de Losheimergraben et chemin de fer vers Losheim (Eifel).	Les fonctionnaires du bureau et du poste des douanes de Losheimergraben et les fonctionnaires chargés de les contrôler.	Route autorisée à la borne 477 et chemin de fer.
7	Route Losheimergraben-Lanzerath, des bornes 476 et 477 à la borne 471.	Les agents forestiers de l'Etat et des communes ainsi que les fonctionnaires de l'administration forestière de l'Etat chargés de les contrôler.	Accès à la route suivant les nécessités du service.
8	Routes : a) Losheimergraben - Lanzerath-Manderfeld-Auw. b) Station de Losheim (Eifel) - Bertherath - Manderfeld-Auw.	Les fonctionnaires chargés de contrôler les agents des douanes à la frontière depuis Losheimergraben jusqu'à Auw.	Route aux bornes : a) 476/477 et 313. b) 418 et 313.
9	Chemin de fer de Bleialf à Belgisch Steinebrück et la route de Belgisch Steinebrück à Deutsch Steinebrück.	Les fonctionnaires du bureau des douanes et du poste des douanes de Deutsch Steinebrück ainsi que les fonctionnaires chargés de les contrôler.	La ligne de chemin de fer et la route à la borne 168.
10	La route de Heckhalenfeld au Auelersteg, depuis la borne 143 jusqu'à la borne 148.	Les fonctionnaires du bureau des douanes de Heckhalenfeld ainsi que les fonctionnaires chargés de les contrôler.	Aux bornes 143 et 148.
11	Route de Lutzkampen-Weveler jusqu'au pont de l'Our et, de ce pont, la route vers Oberhausen, en quittant le territoire belge par les chemins vers Stupbach ou Welchenhausen.	Les fonctionnaires de la douane de Stupbach et de Welchenhausen et les fonctionnaires chargés de les contrôler.	Aux bornes 55 et 71 ; route autorisée à la borne 91.

IV.

La nouvelle disposition suivante est ajoutée comme § 7 à l'article 79 :

Tenant compte des nécessités d'exploitation de la ligne de chemin de fer de Raeren à Kalterherberg et de la situation spéciale des propriétés foncières situées à proximité de celle-ci, les autorités compétentes des Etats contractants pourront, de commun accord, sur les terrains situés en bordure de cette ligne, autoriser des exceptions aux défenses de construire prévues dans les §§ 1 à 3 du présent article.

Nummer 1	Bezeichnung der Wege 2	Berechtigte Beamte und Angestellte 3	Grenzübergangsstellen 4
6	Weg von dem Dorf zu dem Bahnhof Losheimergraben und Eisenbahn nach Losheim (Eifel).	Die Beamten des Zollamts und der Zollaufsichtsstelle Losheimergraben sowie die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten.	Zollstrasse bei Grenzstein 477 und Eisenbahn.
7	Strasse Losheimergraben-Lanzerath von den Grenzsteinen 476 und 477 bis zum Grenzstein 471.	Die Staats- und Gemeindeforstbediensteten, sowie die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten der staatlichen Forstverwaltung.	Zugänge zur Strasse nach dem Bedürfnis des Dienstes.
8	a) Strasse Losheimergraben-Lanzerath - Manderfeld - Auw. b) Strasse Bahnhof Losheim (Eifel) - Berterath - Manderfeld - Auw.	Die mit der Beaufsichtigung der Zollbeamten an der Grenze von Losheimergraben bis Auw betrauten Beamten.	Strassen bei den Grenzsteinen: zu a) 476/477 und 313, zu b) 418 und 313.
9	Eisenbahn von Bleialf nach Belgisch Steinebrück und Strasse von Belgisch Steinebrück nach Deutsch Steinebrück.	Die Beamten des Zollamtes und der Zollaufsichtsstelle in Deutsch Steinebrück, sowie die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten.	Eisenbahn und Zollstrasse bei Grenzstein 168.
10	Weg von Heckhalenfeld zum Auelersteg vom Grenzstein 143 bis zum Grenzstein 148.	Die Beamten der Zollaufsichtsstelle Heckhalenfeld und die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten.	Bei den Grenzsteinen 143 und 148.
11	Strasse Lützkampen-Weveler bis zur Ourbrücke und von dieser Brücke die Strasse nach Oberhausen zum Übertritt nach Stupbach oder Welchenhausen auf deutsches Gebiet.	Die Beamten der Zollaufsichtsstellen Stupbach und Welchenhausen, sowie die mit ihrer Beaufsichtigung betrauten Beamten.	Bei den Grenzsteinen 55 und 71; Zollstrasse bei Grenzstein 91.

IV.

In den Artikel 79 wird als § 7 folgende neue Bestimmung eingefügt :

Mit Rücksicht auf die Erfordernisse des Betriebes der Eisenbahn von Raeren nach Kalterherberg sowie mit Rücksicht auf die besondere Lage des in der Nähe dieser Eisenbahn gelegenen Grundeigentums können die zuständigen Behörden der vertragschliessenden Staaten in beiderseitigem Einverständnis an den am Rande der Eisenbahnlinie befindlichen Geländestreifen Ausnahmen von dem in den §§ 1 bis 3 dieses Artikels vorgesehenen Bauverbot zulassen.

V.

L'article 93 est remplacé par le nouveau texte suivant :

§ 1. Les administrations des douanes belges et allemandes, ainsi que les autres administrations compétentes des deux Etats se prêteront aide mutuellement pour découvrir et poursuivre les infractions aux prescriptions de douane, d'entrée, de sortie, de transit, d'impôts ou de police. Cette disposition est également applicable s'il arrive à la connaissance des agents belges du chemin de fer que des marchandises remises au transport à une station de la ligne de chemin de fer de Raeren à Kalterherberg et mentionnées dans la lettre de voiture comme étant de provenance allemande, sont en réalité de provenance belge. En pareil cas, lesdits agents devraient joindre à la lettre de voiture un avis destiné à prévenir la douane allemande que les marchandises sont de cette dernière provenance.

§ 2. En vue de combattre plus efficacement la fraude à la frontière, les dispositions reprises à l'annexe 3 ont été arrêtées.

VI.

Le présent arrangement additionnel a été rédigé en double original, en langues française et allemande. Les deux textes auront la même valeur.

VII.

§ 1. Le présent arrangement ainsi que son protocole de clôture seront ratifiés. Les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt que possible.

§ 2. L'arrangement entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra celui de l'échange des ratifications ; les dispositions du N° III, chiffres 1 et 2, en tant qu'elles se rapportent à la route Raeren-Rötgen, ne seront cependant pas applicables avant la date de la mise en vigueur du traité, également signé aujourd'hui, concernant la cession de territoires à la frontière belgo-allemande.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires ont signé le présent arrangement additionnel et y ont apposé leurs cachets.

AIX-LA CHAPELLE, le 10 mai 1935.

(Signé) LAVERS.

(Signé) ECKARDT.

ANNEXE 3

A L'ARRANGEMENT DU 7 NOVEMBRE 1929, ÉTABLIE EN VERTU DU N° V DE L'ARRANGEMENT ADDITIONNEL DU 10 MAI 1935.

Article premier.

§ 1. Dans la limite des dispositions ci-après, chacun des deux Etats s'engage à prêter son concours à l'autre Etat en vue de la recherche et de la répression des infractions aux lois douanières de celui-ci ou de l'application de mesures préventives contre ces infractions.

§ 2. Au sens de la présente annexe, on entend par lois douanières l'ensemble des prescriptions dont la douane assure l'observation à l'égard des marchandises (tant à l'importation, qu'à l'exportation et au transit), qu'il s'agisse de la perception de droits ou de taxes quelconques ou qu'il s'agisse de mesures de prohibition ou de contrôle.

V.

Artikel 93 erhält folgende Fassung :

§ 1. Die deutsche und die belgische Zollverwaltung sowie die sonst beteiligten beiderseitigen Verwaltungen werden sich zwecks Aufdeckung und Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen Zoll-, Einfuhr-, Ausfuhr-, Durchfuhr-, Steuer- oder Polizeivorschriften gegenseitig unterstützen. Diese Bestimmung findet auch Anwendung, wenn es zur Kenntnis der belgischen Eisenbahnangestellten gelangt, dass Waren, die von Stationen der Eisenbahn von Raeren nach Kalterherberg abgefertigt werden und nach dem Frachtbrief als von deutscher Herkunft bezeichnet sind, tatsächlich belgischer Herkunft sind. In einem solchen Falle sind die belgischen Eisenbahnangestellten gehalten, dem Frachtbrief einen für das deutsche Zollamt bestimmten Vermerk über die belgische Herkunft anzuheften.

§ 2. Zur wirksameren Bekämpfung des Schmuggelwesens an der Grenze sind die aus der Anlage 3 ersichtlichen Bestimmungen getroffen worden.

VI.

Dieses Zusatzabkommen ist in doppelter Urschrift in deutscher und in französischer Sprache ausgefertigt. Die beiden Wortlaute haben gleiche Geltung.

VII.

§ 1. Dieses Zusatzabkommen soll mit dem Schlussprotokoll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll sobald als möglich in Brüssel stattfinden.

§ 2. Das Abkommen tritt am fünfzehnten Tage nach Ablauf des Tages in Kraft, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden erfolgt ist ; die Bestimmungen unter Nr. III Ziffer 1 und 2, soweit sie sich auf die Strasse Raeren-Rötgen beziehen, treten jedoch nicht früher in Kraft als mit dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des gleichfalls am heutigen Tage unterzeichneten Vertrags über einen Gebietsaustausch an der deutsch-belgischen Grenze.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Aachen am 10. Mai 1935.

(Gez.) LAVERS.

(Gez.) ECKARDT.

ANLAGE 3

ZUM ABKOMMEN VOM 7. NOVEMBER 1929 IN DER FASSUNG UNTER NR. V DES ZUSATZABKOMMENS
VOM 10. MAI 1935.

Artikel 1.

§ 1. Jeder der beiden Staaten verpflichtet sich, bei Aufdeckung, Verhinderung und Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze des anderen Staates nach Massgabe der folgenden Bestimmungen mitzuwirken.

§ 2. Zollgesetze im Sinne dieser Anlage sind sämtliche für den Warenverkehr geltenden Bestimmungen, deren Beachtung zu sichern der Zollverwaltung obliegt, mag es sich hierbei um die Ein-, Aus- oder Durchfuhr oder um die Erhebung von Abgaben und Gebühren oder um Verbots- oder Überwachungsmaßnahmen handeln.

Article 2.

Les agents des services de la douane de chacun des deux Etats mettront les moyens dont ils disposent pour empêcher les infractions aux lois douanières de leur pays, en œuvre pour empêcher les infractions aux lois douanières de l'autre pays.

Article 3.

Les agents de la douane de l'un des deux Etats, qui apprennent qu'une infraction aux lois douanières de l'autre Etat a été commise ou qu'une tentative d'infraction à ces lois est à redouter, doivent le plus rapidement possible en aviser dans leur pays, s'il s'agit de la Belgique, le contrôleur divisionnaire des douanes, et s'il s'agit de l'Allemagne, le Bezirkszollkommissar. Sans retard, ceux-ci s'informent mutuellement des infractions ou des tentatives d'infractions aux lois douanières de l'autre Etat, dont ils parviennent à avoir connaissance et fournissent, en même temps, au sujet des faits signalés, tous les renseignements utiles ainsi que, le cas échéant, tous les documents ou pièces à conviction qu'il leur a été possible de recueillir.

Article 4.

Lorsque, pour la recherche d'infractions aux lois douanières de leur pays, il s'agit d'établir la réalité de faits signalés à charge de personnes déterminées, les fonctionnaires de la douane de l'un des deux Etats, habilités à cette fin et ayant au moins le grade de contrôleur divisionnaire des douanes en Belgique, de Bezirkszollkommissar en Allemagne, seront admis à se rendre aux offices douaniers frontaliers de l'autre Etat, à l'effet d'y recueillir des informations au vu des livres, documents et écritures de ces offices.

Article 5.

L'autorité douanière compétente de l'un des deux Etats engagera, à la demande de l'autorité douanière compétente de l'autre Etat, des négociations pour soumettre sur son territoire, dans le rayon douanier limitrophe, à un régime de surveillance renforcée, la circulation des espèces de marchandises connues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux important vers le pays voisin.

Article 6.

§ 1. A la demande de l'Administration douanière de l'un des deux Etats, l'Administration douanière de l'autre Etat fera, dans le rayon réservé de la douane et dans les limites de sa législation, surveiller :

- a) Les personnes soupçonnées d'enfreindre professionnellement ou habituellement les lois douanières du pays voisin ;
- b) Les bâtiments et lieux où des dépôts de marchandises dépassant les quantités normales sont constitués, laissant supposer que ces dépôts n'ont d'autre but que d'alimenter un trafic illicite d'importation dans le pays voisin.

§ 2. Aucune modification n'est apportée aux Accords du 7 novembre 1929 concernant l'exploitation des buffets et bibliothèques dans les gares du chemin de fer de Raeren à Kalterherberg et l'exploitation de certains débits à proximité de la frontière belgo-allemande.

Article 7.

Afin d'assurer, par une collaboration efficace des services douaniers, l'application des dispositions qui précèdent, les fonctionnaires habilités à cette fin par chacun des deux Etats

Artikel 2.

Die Bediensteten der Zollverwaltungen jedes der beiden Staaten haben Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze des anderen Staates mit denselben Mitteln zu verhindern, die ihnen zur Verhinderung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze des eigenen Staates zu Gebote stehen.

Artikel 3.

Die Zollbediensteten jedes der beiden Staaten werden bevorstehende oder bereits begangene Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze des anderen Staates der eigenen Zollbehörde (in Deutschland dem Bezirkszollkommissar, in Belgien dem Contrôleur divisionnaire des douanes) schleunigst anzeigen. Diese Beamten benachrichtigen sich unverzüglich von allen Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze des anderen Staates, die zu ihrer Kenntnis gelangen. Dabei haben sie über die in Betracht kommenden Tatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft zu erteilen und gegebenenfalls auch alle Urkunden und Beweisstücke, die sie zu erlangen in der Lage sind, zur Verfügung zu stellen.

Artikel 4.

Wenn es sich bei Aufklärung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollgesetze des eigenen Landes darum handelt, Tatsachen zu ermitteln, die bestimmten Personen zur Last gelegt werden, so dürfen sich die Beamten der Zollverwaltung des einen der beiden Staaten, die dazu ermächtigt sind und in Deutschland mindestens den Rang eines Bezirkszollkommissars, in Belgien mindestens den Rang eines Contrôleur divisionnaire des douanes haben, zu den Zollämtern des anderen Staates begeben, um durch Einsichtnahme der Bücher, Urkunden und Akten dieser Ämter Informationen zu sammeln.

Artikel 5.

Die zuständige Zollbehörde des einen der beiden Staaten wird auf Antrag der zuständigen Zollbehörde des anderen Staates in Verhandlungen eintreten, um im eigenen Zollgrenzbezirk den Verkehr mit solchen Warengattungen einer verstärkten Überwachung zu unterziehen, die erfahrungsgemäss den Gegenstand eines erheblichen Schleichhandels zum Nachbarland bilden.

Artikel 6.

§ 1. Auf Antrag der Zollbehörde des einen der beiden Staaten wird die Zollbehörde des anderen Staates im Zollgrenzbezirk im Rahmen der für sie massgebenden gesetzlichen Bestimmungen :

a) Solche Personen, die verdächtig sind, gewerbs- oder gewohnheitsmässig den Zollgesetzen des Nachbarlandes zuwiderzuhandeln ;

b) Solche Baulichkeiten und Grundstücke, auf denen Warenvorräte in einer den gewöhnlichen Bedarf übersteigenden Menge angehäuft werden und den Verdacht erwecken, dass sie in das Nachbarland geschmuggelt werden sollen, überwachen lassen.

§ 2. Unberührt bleiben die Bestimmungen der Vereinbarungen vom 7. November 1929 über den Betrieb von Bahnhofswirtschaften und Buchhandlungen auf den Bahnhöfen der Eisenbahnstrecke Raeren-Kalterherberg und über den Betrieb von Verkaufsstellen in der Nähe der deutsch-belgischen Grenze.

Artikel 7.

Um durch ein wirksames Zusammenarbeiten der Zollverwaltungen die Durchführung der vorstehenden Bestimmungen sicherzustellen, werden sich die hierzu ermächtigten Beamten der

s'entendront pour se rencontrer de temps à autre ou à l'occasion de circonstances spéciales. Ces fonctionnaires auront au moins le grade de contrôleur divisionnaire des douanes en Belgique, de Bezirkszollkommissar en Allemagne.

Article 8.

Aux fins indiquées dans les articles 4 et 7, les fonctionnaires compétents des douanes de chacun des deux Etats pourront se rendre dans le rayon limitrophe de l'autre Etat en uniforme avec leur équipement de service et le moyen de transport dont ils font usage.

Article 9.

§ 1. Dans les parties du territoire belge comprises entre la frontière belgo-allemande et la ligne idéale qui, du côté ouest longe la route allemande Rötgen-Fringshaus-Conzen, à une distance de 250 m., personne ne pourra plus ouvrir un débit ou constituer un dépôt de marchandises d'aucune sorte, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation de l'autorité belge compétente qui sera désignée à cette fin.

§ 2. Lorsque dans un tel débit ou un tel dépôt, qui aura été autorisé en vertu du § 1 ou qui, à la date de l'entrée en vigueur des présentes dispositions existait déjà, un abus aura été constaté par un procès-verbal de contravention ayant donné lieu à une condamnation judiciaire, l'autorité compétente qui sera désignée à cette fin pourra décréter la suppression de ce débit ou dépôt.

PROTOCOLE DE CLOTURE

DE L'ARRANGEMENT DU 10 MAI 1935 ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE ADDITIONNEL
A L'ARRANGEMENT CONCERNANT LA FRONTIÈRE COMMUNE AUX DEUX PAYS DU 7 NOVEMBRE 1929.

Au moment de signer l'Arrangement additionnel à l'Arrangement du 7 novembre 1929, concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, les plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

I.

Au N° IV : En raison de certaines difficultés auxquelles l'application des dispositions de l'article 79 de l'Arrangement du 7 novembre 1929, relatif à l'établissement de constructions ou de clôtures à proximité de la frontière a donné lieu dans le début, celles de ces constructions ou clôtures qui ont été érigées pendant la période du 1^{er} août 1931 jusqu'à la date du 30 avril 1935, en infraction auxdites dispositions, et dont la liste sera dressée de commun accord par les autorités compétentes des Etats contractants, pourront être maintenues.

II.

La Société nationale des Chemins de fer belges a, pour des motifs d'économie, manifesté le désir d'exploiter à simple voie la ligne de Raeren à Kalterherberg et, à cet effet, de supprimer la seconde voie. La délégation allemande a, à ce sujet, fait valoir que les intérêts du trafic et ceux de la douane allemande allaient à l'encontre de ce désir et qu'une telle mesure rendrait nécessaire une modification des dispositions de l'article 7, §§ 2 et 3, en corrélation avec l'annexe 2, chiffre 1, de l'Arrangement du 7 novembre 1929, attendu qu'il serait indispensable de prévoir un arrêt aux différents points de croisement. La délégation allemande a cependant marqué son accord pour une exploitation provisoire à simple voie, pendant une année, à condition que, durant l'exploitation

beiden Staaten darüber verständigen, von Zeit zu Zeit oder aus besonderem Anlass zusammenzukommen. Diese Beamten sollen auf deutscher Seite mindestens den Rang eines Bezirkszollkommissars, auf belgischer Seite mindestens den Rang eines Contrôleur divisionnaire des douanes haben.

Artikel 8.

Zu den in den Artikeln 4 und 7 vorgesehenen Zwecken können sich die zuständigen Zollbeamten des einen der beiden Staaten in den Zollgrenzbezirk des anderen Staates in Uniform sowie mit den dienstlichen Ausrüstungsgegenständen und den von ihnen benutzten Beförderungsmitteln begeben.

Artikel 9.

§ 1. In den belgischen Gebietsteilen, die zwischen der deutsch-belgischen Grenze und einer 250 m. westlich der deutschen Strasse Rötgen-Fringshaus-Conzen verlaufenden Linie liegen, darf ohne die Genehmigung der zu diesem Zweck bestellten zuständigen belgischen Behörde weder ein Verkaufsladen eröffnet noch ein Lager für Waren irgendwelcher Art eingerichtet werden.

§ 2. Wird in einem gemäss § 1 genehmigten oder bei Inkrafttreten dieser Bestimmungen bereits bestehenden Verkaufsladen oder Warenlager ein Missbrauch durch ein zur gerichtlichen Verurteilung führendes Protokoll festgestellt, so kann die dafür bestellte zuständige Behörde die Schliessung des Ladens oder Lagers anordnen.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM ZUSATZABKOMMEN VOM 10. MAI 1935 ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND BELGIEN
ZU DEM ABKOMMEN ÜBER DIE DEUTSCH-BELGISCHE GRENZE VOM 7. NOVEMBER 1929.

Bei Unterzeichnung des Zusatzabkommens zu dem Abkommen über die deutsch-belgische Grenze vom 7. November 1929 haben sich die beiderseitigen Bevollmächtigten noch über folgendes geeinigt :

I.

Zu Nr. IV : Mit Rücksicht darauf, dass die Anwendung der Bestimmungen des Artikel 79 des Abkommens vom 7. November 1929, der sich auf die Errichtung von Baulichkeiten und Einfriedigungen in der Nähe der Grenze bezieht, anfangs zu gewissen Schwierigkeiten Anlass gegeben hat, wird das Weiterbestehen der in der Zeit vom 1. August 1931 bis zum 30. April 1935 unter Verletzung der vorerwähnten Bestimmungen errichteten Baulichkeiten geduldet werden. Ein Verzeichnis dieser Baulichkeiten werden die zuständigen Behörden der vertragschliessenden Staaten gemeinsam aufstellen.

II.

Die belgische Eisenbahn-Verwaltung hat den Wunsch geäussert, die Linie Raeren-Kalterherberg aus Ersparnisgründen eingleisig zu betreiben und aus diesem Grunde das zweite Gleis der Strecke zu beseitigen. Die deutsche Delegation hat demgegenüber geltend gemacht, dass der Erfüllung dieses Wunsches die deutschen Verkehrs- und Zollinteressen entgegenständen und dass eine solche Regelung eine Abänderung der Bestimmungen des Artikel 7, §§ 2 und 3, in Verbindung mit Anlage 2, Ziffer 1, des Abkommens vom 7. November 1929 notwendig machen würde, da ein Aufenthalt an den Ausweichstellen erforderlich wäre. Sie hat sich indessen mit einer vorläufigen Einführung des eingleisigen Betriebes auf ein Jahr unter der Bedingung einverstanden erklärt, dass für die

à simple voie, le nombre et la vitesse des trains de voyageurs ne soient pas diminués, que la seconde voie non utilisée soit laissée en place et que, par modification de l'article 7, §§ 2 et 3, en corrélation avec l'annexe 2, chiffre 1, de l'Arrangement du 7 novembre 1929, les règles suivantes soient appliquées :

1. Les trains de marchandises devront circuler suivant un horaire déterminé et, pour autant qu'ils utilisent la courbe de raccordement, être annoncés en temps utile au bureau allemand des douanes à Raeren ;

2. Les croisements et les dépassements de trains ne pourront se faire que dans les gares ;

3. Le chargement et le déchargement pendant les arrêts seront défendus.

La délégation belge s'est déclarée d'accord sur cette réglementation.

A l'expiration de la période d'une année, les deux gouvernements se mettront en relations pour décider si le régime exposé ci-dessus pourra continuer à être appliqué.

AIX-LA-CHAPELLE, le 10 mai 1935.

(Signé) LAVERS.

(Signé) ECKARDT.

Dauer des eingleisigen Betriebs die Zahl der Personenzüge und ihre Geschwindigkeit nicht vermindert wird, dass das nichtbenutzte zweite Gleis an Ort und Stelle verbleibt und dass in Abweichung von Artikel 7, §§ 2 und 3, in Verbindung mit Anlage 2, Ziffer 1, des Abkommens vom 7. November 1929 die nachfolgenden Bestimmungen gelten :

1. Die Güterzüge müssen fahrplanmässig verkehren, und, soweit sie die Verbindungskurve benutzen, rechtzeitig dem deutschen Zollamt Raeren gemeldet werden.

2. Das Ausweichen und Überholen der Züge darf nur in den Bahnhöfen stattfinden.

3. Das Ein- und Ausladen während der Haltezeiten ist verboten.

Die belgische Delegation hat erklärt, dass sie dieser Regelung zustimmt.

Nach Ablauf der Frist von einem Jahre werden sich die beiden Regierungen darüber verständigen, ob die vorstehende Regelung weiterbestehen bleiben kann.

AACHEN, den 10. Mai 1935.

(Gez.) LAVERS.

(Gez.) ECKARDT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4221. — ADDITIONAL AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND BELGIUM TO THE AGREEMENT OF NOVEMBER 7TH, 1929, CONCERNING THE FRONTIER BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT AIX-LA-CHAPELLE, MAY 10TH, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,
of the one part, and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH,
of the other part,

Being desirous of regulating certain questions relating to the frontier between Belgium and Germany by an Agreement supplementary to the Agreement concerning the frontier between Belgium and Germany of November 7th, 1929, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. LAVERS, Director at the Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade ; and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Dr. ECKARDT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I.

The regulations laid down in Annex 2, No. 6, to Article 7, § 3, for goods trains running over the Raeren loop-line shall also apply when a train running between Raeren and Kalterherberg, without passing over the loop-line, is obliged to make an unexpected stop on the way. The station-master of the next station in the direction in which the train is travelling shall make the prescribed notification to the nearest German Customs office.

II.

Article 27 shall be supplemented as follows :

The competent Belgian service shall see that the waybill of goods handed in at a station on the Raeren-Kalterherberg railway line for despatch to Germany mentions the origin of the goods to be forwarded.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III.

I. Table I (German territory) referred to in Article 46 shall be supplemented by a new section No. 2 (a) as follows :

Number 1	Description of routes 2	Persons authorised to use routes 3	Articles and products which may be transported 4	Frontier crossing-points 5
2 (a)	Main road Raeren-Rötgen from boundary stone 888A* to boundary stone 888.	Inhabitants of houses situated in Belgian territory which have normal access to this road.	All objects and goods required by these inhabitants for their household, trade or profession.	Direct approach to road opposite the houses.

* After the entry into force of the Treaty relating to exchange of territory on the frontier between Belgium and Germany of May 10th, 1935, boundary stone 888A shall be placed at the spot marked 888 (a) on the map attached to the Treaty.

2. Nos. 1 and 2 of Table I (Belgian territory) referred to in Article 46 shall be replaced by the following new text :

Number 1	Description of routes 2	Persons authorised to use routes 3	Articles and products which may be transported 4	Frontier crossing-points 5
1	Atherstrasse from boundary stone 987 to Langheide and main road from Langheide to Bildchen as far as boundary stone 990.	Inhabitants of German territory between the railway and the main road from Hergenrath to Bildchen.	Agricultural material and products.	At boundary stones 988 and 990 ; also direct approach to road on which the houses between boundary stones 987 and 988 are situated.
2	Raeren-Rötgen main road from boundary stone 889 to boundary stone 888B*.	Inhabitants of the place called " Kreuzerhof ".	All objects and goods used by these inhabitants for their household, trade or profession.	Direct approach to road opposite the buildings.

* After the entry into force of the Treaty relating to an exchange of territory on the frontier between Belgium and Germany of May 10th, 1935, boundary stone 888B shall be placed at the spot marked 888 (b) on the map attached to the Treaty.

3. Furthermore, Table I (Belgian territory) referred to in Article 46 shall be supplemented by a new section No. 3 (a) as follows :

Number 1	Description of routes 2	Persons authorised to use routes 3	Articles and products which may be transported 4	Frontier crossing-points 5
3 (a)	Stretch of main road about 550 metres long passing through Hatzevenn from Conzen to Mutzenich, from boundary stone 752 to the point situated half-way between boundary stones 749 and 750.	(a) Inhabitants of Hatzevenn. (b) All German nationals proceeding on foot, bicycle or unloaded horse-drawn vehicle from Conzen to Mutzenich and <i>vice versa</i> .	(a) All objects and goods required for the maintenance, trade or profession of these persons. (b) No goods allowed.	At boundary stone 752 and half-way between boundary stones 749 and 750.

4. No. 4 of Table III (German territory) referred to in Article 48 shall be replaced by the following new text :

No. 1	Description of routes 2	Officials and employees authorised to use routes 3	Frontier crossing-points 4
4	Roads from boundary stone 947 to Aix-la-Chapelle-Raeren main road south of "Schellartshof" and this road as far as boundary stone 914.	Officials in public services, in plain clothes or in uniform, with their regulation equipment.	Access to the main road from Belgian territory at boundary stone 947 and between stones 943 and 914, according to service requirements.

5. Table III (Belgian territory) referred to in Article 48 shall be replaced by the following new text :

No.	Description of routes	Officials and employees authorised to use routes	Frontier crossing-points
1	2	3	4
1	(a) Aix-la-Chapelle - Eynatten-Raeren main road. (b) Lichtenbusch-Eynatten-Raeren main road. (c) Sief - Meurisse - Raeren main road. (d) Rötgen - Petergensfeld-Raeren main road.	Officials of the Customs office at Raeren Station and the officials entrusted with their supervision.	Authorised main roads at boundary stones : (a) 957 (b) 939 (c) 920 (d) 888 B.
2	Stretch of main road about 550 metres long passing through Hatzevenn from Conzen to Mutzenich, from boundary stone 752 to the point situated half-way between boundary stones 749 and 750.	Officials of the neighbouring German Customs offices and the officials entrusted with their supervision.	At boundary stone 752 and half-way between boundary stones 749 and 750.
3	Stretch of main road about 100 metres long on the way from the place called " Ruitzhof " to the village of Kalterherberg running parallel to and about 20 metres from the frontier formed by the Schwarzbach in Belgium and crossing the railway line by the station (from boundary stone 659 via stone 657 to stone 656 A).	Officials and employees of the public services in plain clothes or in uniform, with their regulation equipment, exempt from all Belgian Customs, passport and police formalities.	At boundary stones 659 and 656 A.
4	Road from the hamlet of Deutsch-Leykoul to Kalterherberg Station from boundary stone 651, and stretch of road leading from a point on the frontier about 100 metres east of boundary stone 649 to boundary stone 648.	As for No. 3.	At boundary stone 651, at a point on the frontier about 100 metres from boundary stone 649 and at boundary stone 648.
5	Rocherath - Wahlerscheid main road from boundary stone 584 to boundary stone 572.	(a) Officials of the Customs office and examining post at Wahlerscheid and officials entrusted with their supervision. (b) State and communal employees, including officials supervising them, in the Department of Woods and Forests.	Approaches to authorised main road, as required by service.

No.	Description of routes	Officials and employees authorised to use routes	Frontier crossing-points
1	2	3	4
6	Road from the village to the station at Losheimergraben and railway towards Losheim (Eifel).	Officials of the Customs office and examining post at Losheimergraben and officials entrusted with their supervision.	Authorised main road at boundary stone 477 and railway.
7	Losheimergraben - Lanzerath main road from boundary stones 476 and 477 to boundary stone 471.	State and communal employees, including officials entrusted with their supervision, in the Department of Woods and Forests.	Access to main road as required by the service.
8	Main roads : (a) Losheimergraben-Lanzerath-Manderfeld-Auw. (b) Losheim (Eifel) station-Bertherath - Manderfeld - Auw.	Officials entrusted with supervision of Customs officers at the frontier from Losheimergraben to Auw.	Main roads at boundary stones : (a) 476/477 and 313. (b) 418 and 313.
9	Railway from Bleialf to Belgisch Steinebrück and main road from Belgisch Steinebrück to Deutsch Steinebrück.	Officials of the Customs office and examining post of Deutsch Steinebrück and officials entrusted with their supervision.	Railway line and main road at boundary stone 168.
10	Main road from Heckhalenfeld to Auelersteg, from boundary stone 143 to boundary stone 148.	Officials of the Heckhalenfeld Customs office and officials entrusted with their supervision.	At boundary stones 143 and 148.
11	Main road from Lutzkampen-Weveler to the Our Bridge, and from thence the main road in the direction of Oberhausen, leaving Belgian territory by the roads running to Stupbach or Welchenhausen.	Customs officials of Stupbach and Welchenhausen and the officials entrusted with their supervision.	At boundary stones 55 and 71 ; authorised main road at boundary stone 91.

IV.

The following new provision shall be added as § 7 to Article 79 :

Having regard to the working requirements of the Raeren-Kalterherberg railway line and the special situation of landed property in proximity to the said line, the competent authorities of the contracting States may by agreement authorise exceptions to the prohibitions laid down in §§ 1-3 of the present Article in respect of building on land adjacent to this line.

V.

Article 93 shall be replaced by the following new text :

§ 1. The Belgian and German Customs authorities and the other competent administrations of both States shall assist each other in discovering and prosecuting

infringements of Customs, import, export, transit, taxation or police regulations. This provision shall also apply to cases in which it comes to the knowledge of Belgian railway employees that goods handed in for despatch at a station on the Raeren-Kalterherberg railway and described in the waybill as being of German origin are in fact of Belgian origin. In such cases, the said employees shall attach to the waybill a notice warning the German Customs office that the goods are of Belgian origin.

§ 2. The provisions set forth in Annex 3 have been laid down with a view to the more effective prevention of fraud at the frontier.

VI.

The present Supplementary Agreement is drawn up in duplicate French and German texts. Both texts are equally authentic.

VII.

§ 1. The present Agreement, together with its Final Protocol, shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

§ 2. The Agreement shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications; nevertheless, the provisions of Section III, Nos. 1 and 2, in so far as they relate to the Raeren-Rötgen main road, shall not apply before the date of the entry into force of the Treaty, likewise signed to-day, relating to the transfer of territory on the frontier between Belgium and Germany.

In faith whereof the two Plenipotentiaries have signed the present Supplementary Agreement and have thereto affixed their seals.

AIX-LA-CHAPELLE, *May 10th*, 1935.

(Signed) LAVERS.

(Signed) ECKARDT.

ANNEX 3

TO THE AGREEMENT OF NOVEMBER 7TH, 1929, DRAWN UP IN VIRTUE OF SECTION V OF THE
SUPPLEMENTARY AGREEMENT OF MAY 10TH, 1935.

Article 1.

§ 1. Within the limits laid down in the following provisions, each of the two States undertakes to assist the other State with a view to the discovery, prevention and prosecution of infringements of the Customs legislation of the said State.

§ 2. For the purposes of the present Annex, Customs legislation shall be deemed to include all regulations in respect of goods (both imported, exported and in transit) for the observance of which the Customs authorities are responsible, whether such regulations relate to the levying of duties or charges of any kind, or to measures of prohibition or supervision.

Article 2.

Customs employees of each of the two States shall use the means at their disposal for preventing infringements of the Customs legislation of their own country to prevent infringements of the Customs legislation of the other country.

Article 3.

Should the employees of the Customs authorities of either State learn that there has been an infringement of the Customs legislation of the other State or that such an infringement is to be attempted, they shall as soon as possible inform their own Customs authorities (the Divisional Inspector of Customs in Belgium and the District Customs Commissioner in Germany). The latter shall immediately advise one another of any infringements or attempted infringements of the Customs legislation of the other State which may be brought to their notice, and shall at the same time furnish all the necessary information with regard to the offences reported, together with any documents or evidence they have been able to obtain.

Article 4.

Should it be necessary, with a view to detecting infringements of the Customs legislation of their country, to obtain proof of charges against specific persons, the Customs officials of either State authorised for that purpose, whose rank shall be not lower than that of Divisional Inspector of Customs in Belgium and District Customs Commissioner in Germany, shall be permitted to visit the frontier Customs offices of the other State for the purpose of obtaining information from the books, documents and records of the said offices.

Article 5.

The competent Customs authorities of one of the two States shall, at the request of the competent Customs authorities of the other State, enter into negotiations with a view to the introduction, in its frontier Customs zone, of closer supervision over the movement of classes of commodities known to be the object of smuggling on a large scale into the neighbouring country.

Article 6.

§ 1. While remaining within the limits set by its own legislation, the Customs authorities of one of the two States shall, at the request of the Customs authorities of the other State, keep under observation, within the reserved Customs zone :

(a) Persons suspected of regularly or habitually infringing the Customs legislation of the neighbouring country ;

(b) Buildings and places where stocks of goods are constituted in excess of the normal quantities, when it may be supposed that such stocks are for the purpose of illicit import into the neighbouring country.

§ 2. The foregoing provisions shall not affect the Agreements of November 7th, 1929, concerning the management of restaurants and bookstalls in the stations of the Raeren-Kalterherberg railway, and the management of certain retail establishments in the proximity of the frontier between Belgium and Germany.

Article 7.

With a view to the application of the foregoing provisions by effective collaboration between the Customs services, the officials appointed for the purpose by each of the two States shall arrange to meet from time to time, or in special circumstances. These officials shall be of a rank not lower than that of Divisional Inspector of Customs in Belgium and District Commissioner of Customs in Germany.

Article 8.

For the purposes set forth in Articles 4 and 7, the competent Customs officials of each of the two States may visit the frontier zone of the other State in uniform, with their service equipment, and employing their usual means of transport.

Article 9.

§ 1. In future, persons wishing to open a retail shop or constitute a store of goods of any kind in the section of Belgian territory situated between the frontier between Belgium and Germany and an imaginary line 250 metres west of the Rötgen-Fringshaus-Conzen German main road, shall first obtain permission from the competent Belgian authorities appointed for this purpose.

§ 2. If, as a result of a police charge followed by a conviction, an offence is found to have been committed in a retail shop or store authorised in virtue of § 1 or already in existence on the date of the entry into force of the present provisions, the competent authority appointed for the purpose may order that the said retail shop or store be closed.

FINAL PROTOCOL

OF THE AGREEMENT OF MAY 10TH, 1935, BETWEEN GERMANY AND BELGIUM SUPPLEMENTARY TO THE AGREEMENT CONCERNING THE FRONTIER BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF NOVEMBER 7TH, 1929.

On proceeding to sign the Agreement supplementary to the Agreement concerning the frontier between Belgium and Germany of November 7th, 1929, the Plenipotentiaries have agreed as follows :

I.

Ad No. IV. In view of certain difficulties raised at the outset by the application of the provisions of Article 79 of the Agreement of November 7th, 1929, concerning the erection of buildings or enclosures in proximity to the frontier, such buildings or enclosures as were erected during the period August 1st, 1931, to April 30th, 1935, contrary to the said provisions, a list of which shall be drawn up by the competent authorities of the contracting States, may be maintained.

II.

The Belgian National Railway Company expressed the desire, for reasons of economy, to operate a single track line between Raeren and Kalterherberg, closing the second track. The German delegation pointed out that this was contrary to the interests of the traffic and of the German Customs, and that such a measure would entail the amendment of Article 7, §§ 2 and 3, together with Annex 2, No. 1, of the Agreement of November 7th, 1929, since it would be necessary to provide for stops at the various points where trains pass one another. Nevertheless, the German delegation agreed to the provisional operation of a single track line for one year, provided that during the operation of the said single track line there was no reduction in the number of passenger trains or in their speed, that the second unused track was not removed, and that by way of amendment to Article 7, §§ 2 and 3, and Annex 2, No. 1, of the Agreement of November 7th, 1929, the following regulations were observed :

1. Goods trains shall run to a specified time-table and in so far as they utilise the loop-line, the German Customs office at Raeren shall be duly notified.
2. Trains shall only pass each other or overtake at stations.
3. Loading and unloading shall be prohibited during halts.

The Belgian delegation declared that it agreed to these regulations.

On the expiration of a period of one year, the two Governments shall confer with a view to deciding whether the aforesaid arrangements shall remain in force.

AIX-LA-CHAPELLE, *May 10th*, 1935.

(Signed) LAVERS.

(Signed) ECKARDT.

PAYS-BAS ET ROUMANIE

Accord de paiements, signé à Bucarest, le 28 août 1936; *modus vivendi* prorogeant cet accord avec quelques modifications, signé à Bucarest, le 21 août 1937; et échange de notes comportant un arrangement relatif à la prolongation du *modus vivendi* susmentionné, Bucarest, le 28 décembre 1937.

THE NETHERLANDS AND ROUMANIA

Payments Agreement, signed at Bucharest, August 28th, 1936; *Modus Vivendi* renewing this Agreement with Certain Modifications, signed at Bucharest, August 21st, 1937; and Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Prolongation of the above-mentioned *Modus Vivendi*, Bucharest, December 28th, 1937.

N^o 4222. — ACCORD¹ DE PAIEMENTS ENTRE LE ROYAUME DES
PAYS-BAS ET LE ROYAUME DE ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST,
LE 28 AOUT 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 décembre 1937.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ROUMAIN désirant faciliter le règlement des paiements entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Roumanie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

(1) Les sommes dues pour tout achat de marchandises roumaines importées directement ou indirectement dans le territoire douanier du Royaume des Pays-Bas seront à l'échéance versées intégralement en florins néerlandais au crédit d'un compte global non productif d'intérêts, ouvert auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

(2) Pour autant que des frais de transport et d'autres frais payables en dehors de la Roumanie sont compris dans le prix d'achat, le Nederlandsch Clearinginstituut peut donner l'autorisation de déduire ces frais des sommes à verser au compte global, à condition que ces frais soient de caractère habituel et économiquement justifiés.

(3) Lorsque la somme due sera libellée en une autre devise que le florin néerlandais, elle sera versée en florins sur la base du cours moyen coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse d'Amsterdam qui précède le jour du versement.

(4) Le Nederlandsch Clearinginstituut avisera chaque jour la Banque nationale de Roumanie des versements ainsi opérés. L'avis de versement mentionnera pour chaque versement le nom du donneur d'ordre dans le Royaume des Pays-Bas, le nom du bénéficiaire en Roumanie, la nature de la marchandise et les indications nécessaires à identifier chaque envoi, ainsi que la répartition des sommes versées entre les comptes spéciaux, mentionnés à l'article 3 du présent accord.

Article 2.

La Banque nationale de Roumanie mettra la contre-valeur en lei des versements effectués auprès du Nederlandsch Clearinginstituut à la disposition des ayants droit en Roumanie conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie.

¹ Le présent accord, après avoir été dénoncé par la Roumanie à partir du 1^{er} août 1937, a été prorogé d'abord jusqu'au 15 et ensuite jusqu'au 21 août 1937, et a été ensuite maintenu en vigueur par le *Modus Vivendi* du 21 août 1937 jusqu'au 31 décembre 1937, et par l'échange de notes du 28 décembre 1937, jusqu'au 1^{er} mai 1938.

L'accord est également applicable aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4222. — PAYMENTS AGREEMENT ² BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 28TH, 1936.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 2nd, 1937.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE ROUMANIAN GOVERNMENT being desirous of facilitating the settlement of payments between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Roumania, the undersigned, duly authorised thereto, have agreed on the following provisions :

Article 1.

(1) All sums due in respect of purchases of Roumanian goods directly or indirectly imported into the Customs territory of the Kingdom of the Netherlands shall, as they fall due, be paid in full in Netherlands guilders into a non-interest-bearing pooled account to be opened at the Nederlandsch Clearinginstituut.

(2) In so far as transport costs and other expenses payable outside Roumania are included in the purchase price, the Nederlandsch Clearinginstituut may authorise the deduction of such costs from the sums to be paid into the pooled account, provided always that the said costs are in accordance with business practice and are commercially justified.

(3) Should the sum due be expressed in any currency other than the Netherlands guilder, it shall be paid in in guilders at the middle rate quoted for the currency concerned on the Amsterdam Stock Exchange on the last stock exchange day preceding the date of payment.

(4) The Nederlandsch Clearinginstituut shall each day advise the Banca Națională a României of the sums thus paid in. The advice note shall mention, in respect of each payment, the name of the person giving the order for payment in the Kingdom of the Netherlands, the name of the payee in Roumania and the nature of the goods, together with such particulars as may be necessary for the identification of each consignment, and shall indicate how the sums paid in are to be allocated between the special accounts mentioned in Article 3 of the present Agreement.

Article 2.

The Banca Națională a României shall place the exchange value in lei of the sums paid into the Nederlandsch Clearinginstituut at the disposal of the creditors in Roumania, in accordance with the provisions in force in that country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The present Agreement, after being denounced by Roumania as from August 1st, 1937, was renewed, first until August 15th, and then until August 21st, 1937, and was maintained in force by the *Modus Vivendi* of August 21st, 1937, until December 31st, 1937, and by an Exchange of Notes of December 28th, 1937, until May 1st, 1938.

The Agreement applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Article 3.

(1) Les montants en florins néerlandais, versés au crédit du compte global auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, seront répartis entre les comptes spéciaux, mentionnés ci-après, au nom de la Banque nationale de Roumanie :

a)	28 %	au compte spécial	A ;
b)	50 %	» » »	B ;
c)	5 %	» » »	C ;
d)	5 %	» » »	D ;
e)	12 %	» » »	E.

(2) Les avoirs du compte spécial A seront affectés dans l'ordre chronologique des échéances aux paiements des créanciers néerlandais de l'Etat roumain et des autorités roumaines et notamment au service de la dette publique ainsi qu'aux paiements de toutes les dettes des caisses autonomes et des collectivités publiques (y compris les dettes des municipalités et la quote-part de 5 % à la charge de la Roumanie pour les emprunts gérés par la Caisse commune des porteurs des dettes publiques autrichienne et hongroise émises avant la guerre) autres que celles afférentes aux livraisons de marchandises.

Sont considérées comme créanciers néerlandais les personnes physiques de nationalité néerlandaise et les personnes physiques ou morales domiciliées normalement dans le Royaume des Pays-Bas, représentant des intérêts néerlandais, pour autant qu'il est établi que les titres en cause leur appartenaient au 1^{er} juillet 1936 ou bien que dès cette date ces titres ont appartenu sans interruption à des personnes des mêmes catégories.

Il n'est porté atteinte ni aux contrats d'emprunts ni aux accords intervenus entre le Gouvernement roumain et les porteurs.

Si, pour la première fois au 31 décembre 1936 et ensuite à l'expiration de chaque période de six mois, le compte spécial A laisse un solde, après que, en surplus des sommes échues pendant cette période, une quote-part de la provision des coupons échéant dans les six mois suivants, à déterminer de commun accord entre le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie, aura été réservée, ce solde sera utilisé de la manière suivante :

I. Tant que les créances déjà échues à régler par prélèvement sur les comptes spéciaux A et C et les créances à régler par prélèvement sur le compte spécial D, ne seront pas liquidées entièrement, le solde, jusqu'à un maximum de 6 % du total des versements effectués au compte global au cours des six derniers mois, sera utilisé pour la moitié à la liquidation desdites créances de la façon à déterminer par le Nederlandsch Clearinginstituut, tandis que l'autre moitié sera portée au crédit du compte E.

II. Après la liquidation totale des créances visées sous I, la moitié destinée à cette liquidation sera également portée au crédit du compte E.

III. Au cas où le solde dépasserait les 6 % des versements au compte global, l'excédent sera porté au crédit du compte B, demeurant entendu que, tant que les créances visées sous I ne seront pas entièrement liquidées, l'excédent sera utilisé à ce but de la façon à déterminer par le Nederlandsch Clearinginstituut.

(3) Les avoirs du compte spécial B seront affectés au règlement à l'échéance des créances commerciales nouvelles, y compris celles qui résulteront de fournitures de toute sorte faites à l'Etat roumain ou aux caisses autonomes.

(4) Les avoirs du compte spécial C seront affectés au règlement des créances financières appartenant aux ressortissants néerlandais.

Le règlement des créances financières s'effectuera au marc le franc en apurant, tout d'abord les créances échues entre le 1^{er} janvier 1935 et la mise en vigueur du présent accord et ultérieurement celles échues au cours de chacune des périodes semestrielles suivantes, la première de ces périodes

Article 3.

(1) The amounts in Netherlands guilders paid into the pooled account at the Nederlandsch Clearinginstituut shall be allocated, in the manner indicated below, between the following special accounts to be opened in the name of the Banca Națională a României :

(a)	28	per cent	to	Special Account	A ;
(b)	50	"	"	"	B ;
(c)	5	"	"	"	C ;
(d)	5	"	"	"	D ;
(e)	12	"	"	"	E.

(2) The sums credited to Special Account A shall be used for payments, in the chronological order in which they fall due, to Netherlands creditors of the Roumanian State and Roumanian authorities and, in particular, for the service of the public debt and for the payment of all debts of autonomous funds and public bodies (including the debts of municipalities and the proportion of 5 per cent payable by Roumania in respect of the loans administered by the *Caisse commune* of holders of Austrian and Hungarian public debts issued before the war) other than those relating to deliveries of goods.

The term "Netherlands creditors" shall be deemed to mean individuals of Netherlands nationality and individuals or legal entities, normally domiciled in the Kingdom of the Netherlands, representing Netherlands interests, in so far as proof is furnished that the securities in question belonged to them on July 1st, 1936, or that from that date onwards such securities have belonged uninterruptedly to persons in the same categories.

Loan contracts and agreements concluded between the Roumanian Government and the holders shall be unaffected hereby.

If, as to the first occasion on December 31st, 1936, and subsequently at the end of each period of six months, Special Account A shows a credit balance after provision has been made for paying, in addition to the sums that have fallen due during that period, a proportion of the sums required to meet the coupons falling due during the following six months, such proportion to be determined by agreement between the Nederlandsch Clearinginstituut and the Banca Națională a României, the balance in question shall be utilised in the following manner :

(I) So long as the claims that have already fallen due for payment and that are to be settled by drawing upon Special Accounts A and C and the claims that are to be settled by drawing upon Special Account D have not been liquidated in full, the balance, up to a maximum of 6 per cent of the total amount of the sums paid into the pooled account during the last six months, shall be utilised as to one-half for the liquidation of the said claims in a manner to be determined by the Nederlandsch Clearinginstituut, whereas the other half shall be placed to the credit of Account E.

(II) After the liquidation of all the claims referred to under (I) above, the half intended for such liquidation shall also be placed to the credit of Account E.

(III) Should the balance exceed 6 per cent of the sums paid into the pooled account, the excess shall be placed to the credit of Account B, it being understood that, so long as the claims referred to under (I) above have not been liquidated in full, the excess shall be utilised for that purpose in a manner to be determined by the Nederlandsch Clearinginstituut.

(3) The sums credited to special Account B shall be used for the settlement, as they fall due, of new commercial claims, including those which arise in connection with supplies of any kind to the Roumanian State or to the autonomous funds.

(4) The sums credited to Special Account C shall be used for the settlement of financial claims possessed by Netherlands nationals.

The settlement of financial claims shall be effected *pro rata* by liquidating in the first place claims that have fallen due between January 1st, 1935, and the entry into force of the present Agreement and subsequently those falling due during each of the following half-yearly periods,

expirant au 31 décembre 1936. Aussitôt que le développement du compte spécial C le permet, le règlement des créances financières nouvelles se fera dans l'ordre des demandes de change.

Au cas où le compte C laisserait un solde après qu'une somme à établir de commun accord entre la Banque nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut aura été réservée, ce solde sera porté au crédit du compte B.

(5) Les avoirs du compte spécial D seront affectés aux paiements des créances commerciales arriérées.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie arrêteront de commun accord les modalités de recensement et de règlement au marc le franc des créances commerciales arriérées. La liste définitive des créances arriérées sera arrêtée de commun accord par les deux institutions. Dès que les créances commerciales arriérées auront été liquidées, le compte spécial D sera fermé ; le solde sera transféré au compte spécial B, et le pourcentage des versements au crédit du compte global à porter au compte spécial B sera augmenté à 55 %.

(6) Les avoirs du compte spécial E seront à la libre disposition de la Banque nationale de Roumanie. Le Nederlandsch Clearinginstituut assurera le libre transfert de ces disponibilités selon des instructions de la Banque nationale de Roumanie.

(7) Au cas où un débiteur roumain ne sera pas à même ou refusera de produire les documents exigés par la Banque nationale de Roumanie afin de constater l'existence d'une créance présentée en due forme par un créancier néerlandais, la Banque nationale de Roumanie prendra, sur demande du créancier faite par l'entremise du Nederlandsch Clearinginstituut toutes mesures nécessaires à la constatation de la dette, et procédera notamment à l'examen des livres du débiteur.

(8) Le Nederlandsch Clearinginstituut avisera immédiatement la Banque nationale de Roumanie de chaque transfert de montants d'un compte spécial à un autre compte spécial, visé dans les paragraphes précédents.

(9) Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie désignés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, envisageront de commun accord les modalités propres à rendre efficaces les dispositions du présent article et veilleront à leur exécution. Ils pourront également s'entendre sur des virements éventuels à effectuer d'un compte spécial à un autre.

Article 4.

(1) Sont considérées comme créances commerciales nouvelles : toute créance résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en Roumanie échéant à partir du 1^{er} septembre 1936.

(2) Sont considérées comme créances commerciales arriérées : toute créance résultant de l'importation de marchandises en Roumanie par une maison néerlandaise sans tenir compte de l'origine de la marchandise, pour autant que ces créances soient échues antérieurement au 1^{er} septembre 1936.

(3) Sont considérés comme créances financières :

a) Les intérêts à payer à l'étranger sur obligations ou sur dettes de toute nature, autres que ceux mentionnés à l'article 3, paragraphe 2, les bénéfices, dividendes et intérêts pour prêts et avance de fonds et toute autre dette non commerciale dans le sens du présent accord, dus par des personnes ou entreprises roumaines, pour autant que ces titres ou créances étaient en possession de créanciers néerlandais, comme définis à l'article 3, paragraphe 2, au moment de la mise en vigueur du présent accord ;

b) Les intérêts, bénéfices ou dividendes provenant de l'investissement de capitaux néerlandais en Roumanie dans les entreprises de nationalité autre que néerlandaise, proportionnellement à l'importance de la participation desdits capitaux dans ces entreprises ;

c) Les revenus nets provenant des investissements en Roumanie réalisés au moyen de la contre-valeur en lei de créances commerciales arriérées pour autant que ces investissements sont ou ont été effectués dans le cadre de la loi roumaine du 15 avril 1935.

the first of such periods expiring on December 31st, 1936. As soon as the state of Special Account C permits, the settlement of new financial claims shall be effected in the order of the applications for foreign exchange.

Should Account C show a balance after a sum to be determined by agreement between the Banca Națională a României and the Nederlandsch Clearinginstituut has been set aside, such balance shall be placed to the credit of Account B.

(5) The sums credited to Special Account D shall be used for payments in respect of commercial claims in arrears.

The Nederlandsch Clearinginstituut and the Banca Națională a României shall agree upon the details of the procedure for the recognition and the settlement *pro rata* of commercial claims in arrears. The final list of claims in arrears shall be drawn up in agreement by the two institutions. As soon as the commercial claims in arrears have been liquidated, Special Account D shall be closed; the balance shall be transferred to Special Account B and the percentage of the sums paid into the pooled account which is to be credited to Special Account B shall be increased to 55 per cent.

(6) The sums credited to Special Account E shall be at the free disposal of the Banca Națională a României. The Nederlandsch Clearinginstituut shall ensure the free transfer of such sums in accordance with the instructions of the Banca Națională a României.

(7) Should a Roumanian debtor be unable or refuse to produce the documents required by the Banca Națională a României to establish the existence of a claim presented in due form by a Netherlands creditor, the Banca Națională a României shall, at the request of the creditor, forwarded by the Nederlandsch Clearinginstituut, take all such steps as may be necessary to establish the debt and shall, in particular, examine the debtor's books.

(8) The Nederlandsch Clearinginstituut shall immediately advise the Banca Națională a României of each transfer of amounts from one special account to another special account referred to in the previous paragraphs.

(9) The Nederlandsch Clearinginstituut and the Banca Națională a României, appointed for that purpose by their respective Governments, shall agree upon the details of procedure for rendering effective the provisions of the present Article and shall see to their execution. They may also reach an agreement on any transfers that may have to be effected from one special account to another.

Article 4.

(1) The term " new commercial claims " shall be deemed to mean all claims arising out of the importation of Netherlands goods into Roumania falling due on or after September 1st, 1936.

(2) The term " commercial claims in arrears " shall be deemed to mean all claims arising out of the importation of goods into Roumania by a Netherlands firm, irrespective of the origin of the goods, in so far as such claims fell due before September 1st, 1936.

(3) The term " financial claims " shall be deemed to mean :

(a) Interest to be paid abroad on bonds or debts of any kind other than those mentioned in Article 3, paragraph 2, profits, dividends and interest on loans and advances and any other non-commercial debt within the meaning of the present Agreement, due from Roumanian persons or undertakings, in so far as such securities or claims were held by Netherlands creditors as defined in Article 3, paragraph 2, at the time of the entry into force of the present Agreement ;

(b) Interest, profits or dividends arising from the investment of Netherlands capital in Roumania in undertakings of other than Netherlands nationality in proportion to the extent of the participation of the said capital in such undertakings ;

(c) Net incomes arising from investments in Roumania effected by means of the exchange value in lei of commercial claims in arrears in so far as such investments are or have been effected in accordance with the Roumanian Law of April 15th, 1935.

(4) Le transfert des créances financières mentionnées au paragraphe précédent sous *a*) et *b*) ne pourra dépasser 5 % par an du montant nominal du capital, les transferts de capitaux étant exclus.

Le transfert des créances financières mentionnées au paragraphe précédent sous *c*) ne pourra dépasser 5 % par an du montant nominal du capital comme intérêt, et 3 % comme amortissement du capital.

Article 5.

(1) Dès la date de la mise en vigueur du présent accord toute exportation néerlandaise de marchandises à régler d'après les dispositions du présent accord sera soumise au visa préalable des autorités néerlandaises compétentes d'après les dispositions en vigueur aux Pays-Bas. Le visa, qui sera apposé sur une copie de la facture ne dispense pas l'importateur roumain de la présentation du certificat d'origine exigé par la réglementation roumaine.

(2) D'autre part le Gouvernement roumain pourra soumettre l'importation de produits du Royaume des Pays-Bas à un permis d'importation. Ce permis sera délivré dans les limites des contingentements prévus à l'Accord commercial du 10 février 1935 conclu entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement roumain.

Article 6.

(1) Les débiteurs en Roumanie sont obligés d'acheter à l'échéance de leurs dettes envers les créanciers aux Pays-Bas le change nécessaire à la Banque nationale de Roumanie, conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie.

(2) La Banque nationale de Roumanie mettra à la disposition des débiteurs en Roumanie, les montants en florins figurant au crédit de ses comptes prévus à l'article 3 (1) du présent accord, conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie, et donnera sans retard les ordres de paiement à valoir sur ses disponibilités auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

(3) Les ordres de paiement indiqueront pour chaque vente de change effectuée le compte spécial au débit duquel le paiement sera effectué ainsi que le montant, le nom du bénéficiaire et les particularités nécessaires à identifier la créance.

(4) Dans le cas où, faute de disponibilités suffisantes à l'un des comptes spéciaux auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, la Banque nationale de Roumanie ne peut vendre les florins nécessaires, les demandes de change ainsi différées seront prises en note par cette dernière institution, qui en avisera le Nederlandsch Clearinginstituut et donnera suite à ces demandes dès que la provision existera au compte spécial en cause.

(5) Dans le cas où le débiteur ne pourrait acquérir à l'échéance le change nécessaire à la Banque nationale de Roumanie, le créancier pourra exiger que le débiteur verse la contre-valeur en lei calculée d'après les dispositions en vigueur à ce moment à un compte ouvert à son nom dans une banque en Roumanie à charge pour elle d'en aviser immédiatement la Banque nationale de Roumanie qui à son tour en avisera le Nederlandsch Clearinginstituut. Ce versement ne sera pas libératoire.

(6) Au surplus, un débiteur en Roumanie n'est pas libéré de son obligation de paiement aussi longtemps que le créancier n'a pas reçu la contre-valeur intégrale en florins de sa créance.

(7) Sauf convention contraire entre les Parties, la conversion en florins des créances en une autre monnaie aura lieu sur la base du cours moyen coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse de Londres le jour précédant la date de l'ordre de paiement de la Banque nationale de Roumanie.

Article 7.

La cession de change par la Banque nationale de Roumanie aux importateurs en Roumanie, pour les créances commerciales échues postérieurement au 1^{er} septembre 1936, ne pourra s'effectuer

(4) Transfers in respect of the financial claims mentioned in the previous paragraph under (a) and (b) shall not exceed 5 per cent per annum of the nominal amount of the capital, transfers of capital being excluded.

Transfers in respect of the financial debts mentioned in the previous paragraph under (c) shall not exceed 5 per cent per annum of the nominal amount of the capital as interest, and 3 per cent as amortisation of capital.

Article 5.

(1) As from the date of the entry into force of the present Agreement, all Netherlands exports of goods in respect of which payment is to be made in accordance with the provisions of the present Agreement shall be subject to the preliminary visa of the competent Netherlands authorities in accordance with the provisions in force in the Netherlands. The visa, which shall be appended to a copy of the invoice, shall not exempt the Roumanian importer from presenting the certificate of origin required under Roumanian regulations.

(2) Furthermore, the Roumanian Government may make the importation of products of the Kingdom of the Netherlands subject to the presentation of an import licence. Such licence shall be issued within the limits of the quotas specified in the Commercial Agreement of February 10th, 1935, concluded between the Government of the Netherlands and the Roumanian Government.

Article 6.

(1) Debtors in Roumania shall be required to purchase the exchange necessary to meet their debts to creditors in the Netherlands from the Banca Națională a României, in accordance with the provisions in force in Roumania.

(2) The Banca Națională a României shall place the amounts in guilders standing to the credit of its accounts provided for in Article 3 (1) of the present Agreement at the disposal of debtors in Roumania in accordance with the provisions in force in that country and shall, without delay, issue orders to pay against its credit at the Nederlandsch Clearinginstituut.

(3) Such orders to pay shall indicate, in respect of each sale of exchange thus effected, the special account against which the payment shall be debited, together with the amount, the name of the payee and such particulars as may be necessary for the identification of the claim.

(4) If, through lack of sufficient funds in one of the special accounts at the Nederlandsch Clearinginstituut, the Banca Națională a României is unable to sell the necessary guilders, it shall duly take note of all applications for exchange thus deferred and advise the Nederlandsch Clearinginstituut thereof; the exchange applied for shall be made available as soon as the necessary funds have accumulated in the special account in question.

(5) Should a debtor be unable to obtain from the Banca Națională a României the exchange necessary to meet his obligations as they fall due, the creditor may require the debtor to pay the equivalent amount in lei, calculated in accordance with the provisions in force at that time, into an account to be opened in the creditor's name at a bank in Roumania; such bank shall at once advise the Banca Națională a României, which in its turn shall advise the Nederlandsch Clearinginstituut. Such payment shall not have the effect of releasing the debtor from his obligations.

(6) Furthermore, the debtor in Roumania shall not be deemed to have discharged his obligation to pay until the creditor has received the full amount of his claim in guilders.

(7) Unless otherwise agreed between the Parties, claims expressed in any other currency shall be converted into guilders at the middle rate quoted for the currency in question on the London Stock Exchange on the last stock exchange day preceding the date of the order to pay issued by the Banca Națională a României.

Article 7.

The Banca Națională a României shall not supply foreign exchange to importers in Roumania for the purpose of payments in respect of commercial claims falling due later than September 1st,

que sur production de la copie de la facture visée par les autorités néerlandaises compétentes, conformément à l'article 5 ci-dessus. Cette copie visée sera remise par l'importateur en Roumanie à la Banque nationale de Roumanie qui la joindra dûment estampillée aux ordres de paiement à envoyer au Nederlandsch Clearinginstituut.

Article 8.

(1) Des opérations de compensation privée concernant les produits prévus dans les listes A et B de la réglementation roumaine relative aux compensations ne pourront être effectuées qu'avec l'autorisation préalable du Nederlandsch Clearinginstituut dans chaque cas particulier.

(2) D'autres opérations de compensation privée ne pourront être effectuées qu'avec l'autorisation préalable du Gouvernement roumain et du Nederlandsch Clearinginstituut dans chaque cas particulier.

(3) Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie se mettront d'accord suivant les instructions de leurs gouvernements sur les modalités de règlement des compensations privées.

Article 9.

(1) Les entreprises exportatrices de produits pétroliers roumains vers les Pays-Bas, qui au cours normal de leur exploitation importent des marchandises néerlandaises en Roumanie pour leurs propres nécessités, pourront d'après les modalités à statuer par le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie, régler le prix d'achat de leurs importations de marchandises néerlandaises moyennant une partie du prix de vente de leurs exportations vers les Pays-Bas.

(2) Dans ce but et sur demande de l'entreprise en cause, les versements effectués au Nederlandsch Clearinginstituut en sa faveur seront répartis comme suit :

a)	28 %	au compte spécial	A ;
b)	25 %	»	B ;
c)	5 %	»	C ;
d)	5 %	»	D ;
e)	12 %	»	E ;

f) Le solde de 25 % sera porté au crédit de comptes indisponibles en faveur des exportateurs en Roumanie. Les montants figurant au crédit desdits comptes ne pourront être utilisés qu'avec l'autorisation préalable de la Banque nationale de Roumanie qui en avisera le Nederlandsch Clearinginstituut. A cet avis la Banque nationale de Roumanie joindra la copie de la facture pour la livraison en cause, visée par les autorités néerlandaises compétentes et dûment estampillée par ladite Banque. Après chaque période de trois mois le solde non utilisé de chaque versement aux comptes indisponibles pourra être transféré de commun accord entre la Banque nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut au compte spécial B.

Article 10.

(1) Il est entendu qu'en tout ce qui concerne le présent accord les expressions « Royaume des Pays-Bas » et « néerlandais » visent le territoire du Royaume en Europe aussi bien qu'en dehors de l'Europe.

(2) Seront considérées comme marchandises néerlandaises : toutes marchandises d'origine néerlandaise, ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées aux Pays-Bas de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie pourront statuer de commun accord que des marchandises non néerlandaises, d'origine non européenne soient traitées comme des marchandises néerlandaises, à condition qu'elles aient fait l'objet d'un courant commercial régulier entre les Pays-Bas et la Roumanie antérieurement à l'entrée en vigueur du présent accord

1936, except on production of the copy of the invoice visaed by the competent Netherlands authorities in accordance with Article 5 above. Such visaed copy shall be transmitted by the importer in Roumania to the Banca Națională a României, which shall attach it, duly stamped, to the orders to pay transmitted to the Nederlandsch Clearinginstituut.

Article 8.

(1) Private compensation transactions concerning the products specified in lists A and B of the Roumanian regulations relating to compensations shall not be effected except with the previous authorisation of the Nederlandsch Clearinginstituut in each individual case.

(2) Other private compensation transactions may be effected only with the previous authorisation of the Roumanian Government and the Nederlandsch Clearinginstituut in each individual case.

(3) The Nederlandsch Clearinginstituut and the Banca Națională a României shall agree, in accordance with the instructions of their Governments, on the details of the procedure for settling private compensation transactions.

Article 9.

(1) Undertakings exporting Roumanian petroleum products to the Netherlands, which in the normal course of their business import Netherlands goods into Roumania for their own needs, may, in accordance with the procedure to be determined by the Nederlandsch Clearinginstituut and the Banca Națională a României, pay the purchase price of their imports of Netherlands goods by utilising therefor part of the sale price of their exports to the Netherlands.

(2) For this purpose, and at the request of the undertaking concerned, the sums paid into the Nederlandsch Clearinginstituut in its favour shall be allocated as follows:

(a)	28	per cent to Special Account	A ;
(b)	25	" " " " " "	B ;
(c)	5	" " " " " "	C ;
(d)	5	" " " " " "	D ;
(e)	12	" " " " " "	E ;

(f) The balance of 25 per cent shall be credited to blocked accounts in favour of the exporters in Roumania. The amounts standing to the credit of the said accounts shall not be utilised except with the previous authorisation of the Banca Națională a României, which shall advise the Nederlandsch Clearinginstituut thereof. To the advice note the Banca Națională a României shall attach a copy of the invoice for the consignment in question visaed by the competent Netherlands authorities and duly stamped by the Banca Națională a României. At the end of each period of three months, the unutilised balance of all sums paid into the blocked accounts may be transferred by agreement between the Banca Națională a României and the Nederlandsch Clearinginstituut to Special Account B.

Article 10.

(1) It is understood that in all matters relating to the present Agreement the expressions " Kingdom of the Netherlands " and " Netherlands " shall be deemed to mean the territory of the Kingdom both in Europe and outside Europe.

(2) The expression " Netherlands goods " shall be deemed to mean all goods of Netherlands origin as well as all goods which have been processed or transformed in the Netherlands to an extent sufficient to confer upon the goods in question a specifically national character.

The Nederlandsch Clearinginstituut and the Banca Națională a României may in agreement decide that non-Netherlands goods of non-European origin shall be treated as Netherlands goods on condition that they were the object of regular trade between the Netherlands and Roumania before the entry into force of the present Agreement and that they are imported into Roumania

et qu'elles soient importées en Roumanie par l'intermédiaire d'une maison néerlandaise établie aux Pays-Bas, pourvu que cette maison se soit déjà occupée de ce commerce avant l'entrée en vigueur du présent accord.

(3) Seront considérées comme marchandises roumaines toutes marchandises d'origine roumaine ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées en Roumanie de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Article 11.

(1) Lorsque le présent accord viendra à l'expiration, les envois de marchandises roumaines et néerlandaises pas encore importées à ce moment dans le pays de destination mais expédiées de l'autre pays au plus tard trois jours après la date du préavis visé à l'article 14 (2), seront réglés d'après les dispositions du présent accord.

(2) Les soldes disponibles au crédit des comptes spéciaux de la Banque nationale de Roumanie auprès du Nederlandsch Clearinginstituut seront utilisés conformément aux dispositions du présent accord.

(3) Les importateurs néerlandais devront continuer à verser le prix d'achat de leurs importations de marchandises roumaines auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, tant qu'il y aura des demandes de change non satisfaites pour le règlement de créances nouvelles, résultant de l'importation en Roumanie de marchandises néerlandaises, munies du visa des autorités néerlandaises compétentes, visées à l'article 5. Ces versements seront portés au crédit du compte spécial B.

Article 12.

Chaque gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires afin que les dispositions du présent accord soient respectées.

Article 13.

(1) Les modalités d'ordre technique du présent accord seront arrêtées de commun accord entre le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque nationale de Roumanie.

(2) Les deux gouvernements régleront par entente mutuelle les difficultés que pourrait soulever l'application du présent accord.

Article 14.

Le présent accord abroge tout arrangement de clearing ou de paiements antérieur et il entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1936. Avant la date de la mise en vigueur du présent accord le Gouvernement roumain avisera le Gouvernement des Pays-Bas de l'assentiment de la Banque nationale de Roumanie au présent accord.

Le présent accord restera en vigueur aussi longtemps que l'un des deux gouvernements n'aura pas signifié à l'autre gouvernement son désir d'y mettre fin, avec un préavis d'au moins quinze jours, pour que l'expiration ait lieu à fin de mois.

Fait à Bucarest, en double envoi, aujourd'hui le 28 août 1936.

Pour le Gouvernement royal néerlandais : Pour le Gouvernement royal roumain :

J. B. HUBRECHT.

Gh. LEON.

through the medium of a Netherlands firm established in the Netherlands, provided that such firm was already engaged in that trade before the entry into force of the present Agreement.

(3) The expression " Roumanian goods " shall be deemed to mean all goods of Roumanian origin as well as all goods which have been processed or transformed in Roumania to an extent sufficient to confer upon the goods in question a specifically national character.

Article 11.

(1) On the expiration of the present Agreement, payments in respect of consignments of Roumanian and Netherlands goods that have not at that time been imported into the country of destination but have been despatched from the other country at the latest three days after the date of the notice mentioned in Article 14, paragraph 2, shall be effected in accordance with the provisions of the present Agreement.

(2) The available balances standing to the credit of the special accounts of the Banca Națională a României at the Nederlandsch Clearinginstituut shall be utilised in accordance with the provisions of the present Agreement.

(3) Netherlands importers shall continue to pay the purchase price of their imports of Roumanian goods into the Nederlandsch Clearinginstituut so long as there remain any unsatisfied applications for exchange for the purpose of settling new claims arising out of the importation into Roumania of Netherlands goods in respect of which the competent Netherlands authorities have given the visa referred to in Article 5. Such payments shall be placed to the credit of Special Account B.

Article 12.

Each Government undertakes to take the necessary measures to ensure that the provisions of the present Agreement are observed.

Article 13.

(1) Technical details in connection with the present Agreement shall be decided upon by agreement between the Nederlandsch Clearinginstituut and the Banca Națională a României.

(2) The two Governments shall settle by common accord any difficulties that may arise in connection with the execution of the present Agreement.

Article 14.

The present Agreement annuls all earlier clearing or payments arrangements and shall enter into force on September 1st, 1936. Before the date of the entry into force of the present Agreement, the Roumanian Government shall advise the Government of the Netherlands of the concurrence of the Banca Națională a României in the present Agreement.

The present Agreement shall remain in force until either of the two Governments signifies to the other Government its desire to terminate it, by giving at least fifteen days' notice in such manner that the Agreement shall expire at the end of a month.

Done in duplicate at Bucharest, this 28th day of August, 1936.

On behalf of the Royal
Government of the Netherlands :

J. B. HUBRECHT.

On behalf of the Royal
Government of Roumania :

Gh. LEON.

MODUS VIVENDI

Afin de faciliter les échanges commerciaux jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord, le Gouvernement royal des Pays-Bas et le Gouvernement royal de Roumanie sont convenus de maintenir les dispositions de l'Accord de paiements avec annexes, signés le 28 août 1936, sous réserve de ce qui suit :

Article premier.

1. En attendant que la liste définitive des créances arriérées à régler au débit du compte spécial D soit arrêtée par la Banque nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut et que les deux institutions aient fixé le moment auquel le compte spécial F sera fermé définitivement, l'alimentation de ces deux comptes cessera au moment de l'entrée en vigueur du présent *Modus Vivendi*.

2. Les deux institutions prendront les mesures nécessaires à ce que la liquidation des créances arriérées soit effectuée aussitôt que possible.

3. Après la liquidation des comptes spéciaux D et F, la Banque nationale de Roumanie mettra, le cas échéant, à la disposition des débiteurs roumains les florins nécessaires au règlement des créances commerciales arriérées, non liquidées auparavant et reconnues justes par les deux institutions. Le paiement aux créanciers néerlandais s'effectuera au débit du compte spécial B dans l'ordre chronologique des versements.

Article 2.

1. Il est entendu que la somme à virer au compte spécial E, conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 2 sous I et II de l'accord est définitivement fixée à florins 120.000 pour la période écoulée. Cette somme sera mise à la libre disposition de la Banque nationale de Roumanie dès la mise en vigueur du présent *Modus Vivendi*.

2. Le 31 décembre 1937 il sera procédé à un nouveau virement au compte spécial E, conformément aux dispositions de l'accord mentionnées au paragraphe précédent.

3. L'excédent du compte spécial A dépassant le montant de la réserve à fixer entre la Banque nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut, sera viré conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 2 sous III de l'accord, au compte spécial B afin d'être utilisé pour des besoins immédiats.

Article 3.

1. Les deux gouvernements sont d'accord que dans l'intérêt du commerce entre les deux pays l'accumulation de montants non affectés ni utilisés en florins au compte spécial B auprès du Nederlandsch Clearinginstituut soit évitée autant que possible.

2. A cet effet, la Banque nationale de Roumanie mettra à la disposition des débiteurs roumains, même avant l'importation de la marchandise, les florins représentant le prix d'achat ou un acompte sur ce prix, à condition que ce paiement soit basé sur vente contre documents ou autre mode de paiement correspondant aux usages commerciaux et prévu dans le contrat de vente ou de livraison.

3. De même, le Gouvernement néerlandais fera le nécessaire pour que les visas mentionnés à l'article 5 de l'accord soient accordés de telle manière que les disponibilités soient utilisées autant que possible.

4. En ce qui concerne les articles contingentés en Roumanie, le Gouvernement roumain — à la demande des importateurs — octroiera des permis d'importation au moins jusqu'aux limites

MODUS VIVENDI.

In order to facilitate commercial exchanges pending the conclusion of a new Agreement, the Royal Government of the Netherlands and the Royal Government of Roumania have agreed to maintain the provisions of the Payments Agreement with Annexes, signed on August 28th, 1936, subject to the following :

Article 1.

1. Pending the establishment by the Banca Națională a României and the Nederlandsch Clearinginstituut of the final list of claims in arrears that are to be settled by drawing upon Special Account D and the determination by those two institutions of the date at which Special Account F shall be finally closed, no further items shall be credited to those two accounts as from the date at which the present *Modus Vivendi* enters into force.

2. The two institutions shall take the necessary measures to ensure that the liquidation of claims in arrears is effected as soon as possible.

3. After the liquidation of Special Accounts D and F, the Banca Națională a României shall, if necessary, place at the disposal of Roumanian debtors the guilders required for the settlement of commercial claims in arrears that have not been previously liquidated and are recognised as correct by the two institutions. The payment of Netherlands creditors shall be effected by drawing upon Special Account B in the chronological order in which sums are paid in.

Article 2.

1. It is understood that the sum to be transferred to Special Account E in accordance with the provisions of Article 3, paragraph 2, sections I and II, of the Agreement is finally fixed at 120,000 guilders for the period which has elapsed. This sum shall be placed at the free disposal of the Banca Națională a României as soon as the present *Modus Vivendi* comes into force.

2. On December 31st, 1937, a further transfer to Special Account E shall be effected in accordance with the provisions of the Agreement mentioned in the previous paragraph.

3. The surplus in Special Account A over and above the amount of the reserve to be decided upon between the Banca Națională a României and the Nederlandsch Clearinginstituut shall be transferred, in accordance with the provisions of Article 3, paragraph 2, section III, of the Agreement, to Special Account B with a view to its utilisation for the purpose of meeting immediate needs.

Article 3.

1. The two Governments agree that, in the interest of trade between the two countries, the accumulation of sums not earmarked or utilised in guilders in Special Account B at the Nederlandsch Clearinginstituut shall be avoided as far as possible.

2. With this object, the Banca Națională a României shall place at the disposal of Roumanian debtors, even before the importation of the goods, the guilders representing the purchase price, or an instalment of that price, on condition that the payment is based on sale against documents or some other mode of settlement that is in accordance with commercial usage and is specified in the contract for sale or delivery.

3. Similarly, the Netherlands Government shall take the necessary measures to ensure that the visas mentioned in Article 5 of the Agreement are granted in such manner that the funds available are utilised to the fullest possible extent.

4. In regard to articles subject to quota regulations in Roumania, the Roumanian Government shall, on application by importers, grant import licences, at least to the extent of the limits men-

mentionnées à la liste annexée à l'Accord commercial du 10 février 1935 pour autant que les importateurs roumains disposeront d'un droit général d'importation pour les marchandises en cause. Au moment de la remise du permis d'importation en Roumanie, l'autorité compétente délivrera à l'importateur une attestation que celui-ci devra envoyer sans délai à l'exportateur néerlandais.

Article 4.

1. En ce qui concerne les achats de blé les deux gouvernements détermineront de commun accord les termes de livraison et de répartition des montants versés au compte blé parmi les comptes spéciaux prévus à l'article 3 de l'accord.

2. Il est entendu que dans cette répartition figureront :

	Devises à la libre disposition de la Banque nationale de Roumanie.	Marchandises non néerland. comme définies à l'art. 10, par. 2 de l'accord.
Première tranche (30.000 tonnes)	35 %	5 %
Deuxième tranche (30.000 tonnes)	40 %	15 %
Troisième tranche (30.000 tonnes)	45 %	20 %
Achats dépassant les 90.000 tonnes	50 %	20 %

Article 5.

Le présent *Modus Vivendi* entrera en vigueur le 21 août 1937. Il cessera de produire ses effets le 31 décembre 1937.

Fait à Bucarest en double exemplaire, le 21 août 1937.

L. G. VAN HOORN.

M. BERCEANU.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

tioned in the list annexed to the Commercial Agreement of February 10th, 1935, in so far as Roumanian importers enjoy a general right to import the goods in question. At the time when the licence to import into Roumania is issued, the competent authority shall issue to the importer a certificate, which the said importer shall transmit without delay to the Netherlands exporter.

Article 4.

1. In regard to purchases of wheat, the two Governments shall in agreement determine the terms of delivery and the allocation of the sums paid into the wheat account as between the special accounts for which provision is made in Article 3 of the Agreement.

2. It is understood that such allocation shall include :

	Foreign exchange at the free disposal of the Banca Națională a României.	Non-Netherlands goods as defined in Article 10, paragraph 2, of the Agreement.
First block (30,000 tons)	35 %	5 %
Second block (30,000 tons)	40 %	15 %
Third block (30,000 tons)	45 %	20 %
Purchases in excess of 90,000 tons	50 %	20 %

Article 5.

The present *Modus Vivendi* shall enter into force on August 21st, 1937. It shall cease to be in force on December 31st, 1937.

Done in duplicate at Bucharest, this 21st day of August, 1937.

L. G. VAN HOORN.

M. BERCEANU.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA PROLONGATION, JUSQU'AU 1^{er} MAI 1938, DU « MODUS VIVENDI » DU 21 AOUT 1937, PROROGÉ AVEC QUELQUES MODIFICATIONS L'ACCORD DE PAIEMENTS DU 28 AOUT 1936. BUCAREST, LE 28 DÉCEMBRE 1937.

Enregistré le 11 avril 1938, à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

I.

ROUMANIE.
MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 73155.

BUCAREST, le 28 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le *Modus Vivendi* entre le Gouvernement royal de Roumanie et le Gouvernement royal des Pays-Bas, signé à Bucarest le 21 août 1937, venant à expiration le 31 décembre courant, le Gouvernement roumain propose la prolongation de sa validité jusqu'au 1^{er} mai 1938, avec la faculté pour les deux Parties contractantes de le dénoncer pendant cette période avec un préavis d'un mois.

Les deux Parties contractantes s'engagent, à la demande de l'une d'elles, de commencer des négociations dans le courant des deux premiers mois de l'année 1938 pour modifier le *Modus Vivendi*, afin de mettre ses stipulations en concordance avec la situation de fait du moment.

Si le Gouvernement royal des Pays-Bas est d'accord avec cette proposition, je considérerai la présente lettre et la réponse conforme de Votre Excellence comme constituant une entente parfaite sur ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre,
G. PARASCHIVESCU.

Son Excellence Monsieur van Hoorn,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas
à Bucarest.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE ROUMANIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE PROLONGATION, UNTIL MAY 1ST, 1938, OF THE *Modus Vivendi* OF AUGUST 21ST, 1937, RENEWING WITH CERTAIN MODIFICATIONS THE PAYMENTS AGREEMENT OF AUGUST 28TH, 1936. BUCHAREST, DECEMBER 28TH, 1937.

Registered on April 11th, 1938, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

I.

ROUMANIA.
ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 73155.

BUCHAREST, *December 28th*, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

The *Modus Vivendi* between the Royal Government of Roumania and the Royal Government of the Netherlands, signed at Bucharest on August 21st, 1937, is due to expire on December 31st next, and the Roumanian Government proposes that its validity be extended until May 1st, 1938, either Contracting Party being free to denounce it during the intervening period at one month's notice.

The two Contracting Parties undertake, at the request of either Party, to open negotiations during the first two months of the year 1938 for modifying the *Modus Vivendi* in order to bring its stipulations into line with the material situation existing at the moment.

If the Royal Government of the Netherlands agrees to this proposal, I shall regard the present letter and Your Excellency's reply in the same terms as constituting a complete understanding on this subject.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
G. PARASCHIVESCU.

His Excellency Monsieur van Hoorn,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of the Netherlands
at Bucharest.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 1527 N 2/F.

BUCAREST, le 28 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date d'aujourd'hui du contenu suivant :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

Le *Modus Vivendi* entre le Gouvernement royal de Roumanie et le Gouvernement royal des Pays-Bas, signé à Bucarest le 21 août 1937, venant à expiration le 31 décembre courant, le Gouvernement roumain propose la prolongation de sa validité jusqu'au 1^{er} mai 1938, avec la faculté pour les deux Parties contractantes de le dénoncer pendant cette période avec un préavis d'un mois.

Les deux Parties contractantes s'engagent, à la demande de l'une d'elles, de commencer des négociations dans le courant des deux premiers mois de l'année 1938 pour modifier le *Modus Vivendi*, afin de mettre ses stipulations en concordance avec la situation de fait du moment.

Si le Gouvernement royal des Pays-Bas est d'accord avec cette proposition, je considérerai la présente lettre et la réponse conforme de Votre Excellence comme constituant une entente parfaite sur ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération. »

En me déclarant, au nom de mon gouvernement, entièrement d'accord avec ce qui précède, je saisis cette occasion pour offrir à Votre Excellence les assurances réitérées de ma très haute considération.

L. G. VAN HOORN.

Son Excellence

le Ministre des Affaires étrangères,
Bucarest.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

II.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 1527 N 2/F

BUCHAREST, *December 28th, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of to-day's date reading as follows :

" MONSIEUR LE MINISTRE,

" The *Modus Vivendi* between the Royal Government of Roumania and the Royal Government of the Netherlands, signed at Bucharest on August 21st, 1937, is due to expire on December 31st next, and the Roumanian Government proposes that its validity be extended until May 1st, 1938, either Contracting Party being free to denounce it during the intervening period at one month's notice.

" The two Contracting Parties undertake, at the request of either Party, to open negotiations during the first two months of the year 1938 for modifying the *Modus Vivendi* in order to bring its stipulations into line with the material situation existing at the moment.

" If the Royal Government of the Netherlands agrees to this proposal, I shall regard the present letter and Your Excellency's reply in the same terms as constituting a complete understanding on this subject.

I have the honour to be, etc. "

In declaring, on behalf of my Government, that I am in complete agreement with the above, I avail myself of this opportunity, etc.

L. G. VAN HOORN.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

CHILI ET PAYS-BAS

Echanges de notes *a*) comportant un arrangement en vue de développer les relations commerciales entre les deux pays, Santiago, le 5 mai 1937; *b*) concernant le développement et l'intensification des relations économiques entre les deux pays, Santiago, les 4 et 5 mai 1937.

CHILE AND THE NETHERLANDS

Exchanges of Notes (*a*) constituting an Agreement for the Development of Commercial Relations between the Two Countries, Santiago, May 5th, 1937; (*b*) regarding the Development and Intensification of the Economic Relations between the two Countries, Santiago, May 4th and 5th, 1937.

N^o 4223. — ÉCHANGES DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
CHILIEN ET NÉERLANDAIS
A) COMPORTANT UN ARRAN-
GEMENT EN VUE DE DÉVE-
LOPPER LES RELATIONS COM-
MERCIALES ENTRE LES DEUX
PAYS, SANTIAGO, LE 5 MAI
1937 ; B) CONCERNANT LE DÉ-
VELOPPEMENT ET L'INTEN-
SIFICATION DES RELATIONS
ÉCONOMIQUES ENTRE LES
DEUX PAYS, SANTIAGO, LES 4
ET 5 MAI 1937.

N^o 4223. — CANJES DE NOTAS¹
ENTRE LOS GOBIERNOS DE
CHILE Y DE LOS PAISES
BAJOS (A) ESTABLECIENDO UN
ACUERDO PARA DESARRO-
LLAR LAS RELACIONES CO-
MERCIALES ENTRE LOS DOS
PAISES, SANTIAGO, 5 DE MAYO
DE 1937 ; (B) RELATIVO AL
DESENVOLVIMIENTO Y A LA
INTENSIFICACION DE LAS RE-
LACIONES ECONOMICAS EN-
TRE LOS DOS PAISES, SAN-
TIAGO, 4 Y 5 DE MAYO DE 1937.

*Textes officiels français et espagnol communiqués
par le ministre des Affaires étrangères des
Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de
notes a eu lieu le 2 décembre 1937.*

*French and Spanish official texts communicated
by the Netherlands Minister for Foreign
Affairs. The registration of this Exchange of
Notes took place December 2nd, 1937.*

I.

MISSION COMMERCIALE NÉERLANDAISE.

SANTIAGO, le 5 mai 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de résumer ci-dessous le résultat des conversations qui ont eu lieu durant la visite de la Mission royale au Chili dans le but de rechercher des moyens pour développer les relations commerciales entre nos deux pays.

1^o Le Gouvernement des Pays-Bas reconnaît au Chili le droit d'importer aux Pays-Bas comme minimum :

350 tonnes de pommes fraîches moyennant un droit de monopole de florins 0,02 par kg., à condition que l'importation s'effectue dans la période entre le 1^{er} mars et le 30 juin ;

200 tonnes de poires fraîches moyennant un droit de monopole de florins 0,02 par kg., à condition que l'importation s'effectue dans la période entre le 1^{er} février et le 30 juin ;

2^o Le Gouvernement du Chili reconnaît que le traitement de la nation la plus favorisée garantit au tabac originaire du Royaume des Pays-Bas une diminution de droit telle qu'elle a été prévue dans le Traité conclu entre le Chili et le Cuba, du 13 mars 1937, pour une quantité égale, de sorte que l'importation de 276.000 kg. de tabac originaire du Royaume des Pays-Bas sera permise moyennant le paiement d'un droit d'entrée de peso d'or 1,50 par kg. net ;

¹ Entrés en vigueur le 5 mai 1937, et s'appliquent également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

¹ Came into force May 5th, 1937, and applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

3° Le Gouvernement du Chili s'engage à prendre en bienveillante considération toute demande de permis de devises pour l'importation de produits industriels originaires des Pays-Bas, dans le cadre des disponibilités du compte de clearing ;

4° Le Gouvernement chilien continuera avec diligence l'étude bienveillante sur les demandes formulées par la Mission royale, à savoir :

1) Un traitement douanier des produits « Quellin », « Textiline W », « Textiline W 1 », et « Ultradextrine » suivant la position 954 au lieu du traitement actuel de la position 1146 ;

2) Une reclassification douanière de la position 383 (telas de algodón no cardadas) qui rabaisserait la limite de 200 grammes par mètre carré à 175 grammes ;

3) Une réduction du droit d'entrée sur la « Sisalbindertwine » ; position 279 ;

4) Une réduction du droit d'entrée sur la poudre de cacao (poste 215), le chocolat (poste 228), les biscuits (poste 233) et l'alcool ;

5) Une réduction du droit d'entrée sur le « arroz sin cáscara » (position 114) au même niveau que le « arroz con cáscara ».

Le Gouvernement chilien communiquera à bref délai la réponse définitive concernant lesdites demandes.

5° Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1938.

Je prierais Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si elle peut se rallier à l'exposé que je me suis permis de formuler ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

V. KARNEBEEK.

Son Excellence

Monsieur J. Ramón Gutiérrez A.,
Ministre des Affaires étrangères
à Santiago de Chili.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.

SANTIAGO, 5 de mayo de 1937.

SEÑOR EMBAJADOR ;

Tengo el honor de resumir más abajo el resultado de las conversaciones que se han efectuado durante la visita de la Misión Real a Chile

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SANTIAGO, le 5 mai 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de résumer ci-dessous le résultat des conversations qui ont eu lieu durant la visite de la Mission royale au Chili dans le but

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

con el objeto de encontrar los medios para desarrollar las relaciones comerciales entre nuestros dos países :

1º El Gobierno de los Países Bajos reconoce a Chile el derecho de importar a los Países Bajos como mínimo :

350 toneladas de manzanas frescas pagando un derecho de monopolio de florines 0.02 por kilo, a condición de que la importación se efectúe en el período comprendido entre el 1º de marzo y el 30 de junio ;

200 toneladas de peras frescas pagando un derecho de monopolio de florines 0.02 por kilo, a condición de que la importación se efectúe dentro del período comprendido entre el 1º de febrero y el 30 de junio ;

2º El Gobierno de Chile reconoce que el tratamiento de la nación más favorecida garantiza al tabaco originario del Reino de los Países Bajos una rebaja de derechos igual a la establecida en el Tratado celebrado entre Chile y Cuba, de 13 de marzo de 1937, por una cantidad igual de manera que la importación de 276.000 kilos de tabaco originario del Reino de los Países Bajos será permitida mediante el pago de un derecho de internación de \$ 1.50 oro por kilo neto ;

3º El Gobierno de Chile accede a prestar su benévola consideración a toda solicitud de permisos de divisas para la importación de productos industriales originarios de los Países Bajos, dentro del margen de disponibilidades de la cuenta de clearing ;

4º El Gobierno de Chile continuará con diligencia el benévolo estudio de las solicitudes formulas por la Misión Real, a saber :

1) El tratamiento aduanero de los productos « Quellín », « Textiline W », « Textiline W 1 », y « Ultra Dextrine » según la partida 954 en vez del tratamiento actual de la partida 1146 ;

2) Una reclasificación aduanera de la partida 383 (telas de algodón no cardadas) que rebajaría el límite de 200 gramos por metro cuadrado a 175 gramos ;

3) Reducción del derecho de internación sobre el « Sisalbindertwine » partida 279 ;

de rechercher des moyens pour développer les relations commerciales entre nos deux pays.

1º Le Gouvernement des Pays-Bas reconnaît au Chili le droit d'importer aux Pays-Bas comme minimum :

350 tonnes de pommes fraîches moyennant un droit de monopole de florins 0,02 par kg., à condition que l'importation s'effectue dans la période entre le 1^{er} mars et le 30 juin ;

200 tonnes de poires fraîches moyennant un droit de monopole de florins 0,02 par kg., à condition que l'importation s'effectue dans la période entre le 1^{er} février et le 30 juin ;

2º Le Gouvernement du Chili reconnaît que le traitement de la nation la plus favorisée garantit au tabac originaire du Royaume des Pays-Bas une diminution de droit telle qu'elle a été prévue dans le Traité, conclu entre le Chili et Cuba, du 13 mars 1937, pour une quantité égale, de sorte que l'importation de 276.000 kg. de tabac originaire du Royaume des Pays-Bas sera permise moyennant le paiement d'un droit d'entrée de peso-or 1,50 par kg. net ;

3º Le Gouvernement du Chili s'engage à prendre en bienveillante considération toute demande de permis de devises pour l'importation de produits industriels originaires des Pays-Bas, dans le cadre des disponibilités du compte de clearing ;

4º Le Gouvernement Chilien continuera avec diligence l'étude bienveillante sur les demandes formulées par la Mission royale, à savoir :

1) Un traitement douanier des produits « Quellín », « Textiline W », « Textiline W 1 », et « Ultradextrine » suivant la position 954 au lieu du traitement actuel de la position 1146 ;

2) Une reclassification douanière de la position 383 (telas de algodón no cardadas) qui rabaisserait la limite de 200 grammes par mètre carré à 175 grammes ;

3) Une réduction du droit d'entrée sur la « Sisalbindertwine » ; position 279 ;

4) Reducción del derecho de inter-nación del cacao en polvo (partida 215), el chocolate (partida 228), galletas (partida 233) y el alcohol ;

5) Reducción del derecho de inter-nación del « arroz sin cáscara » (partida 114), al mismo nivel que el « arroz con cáscara ».

El Gobierno de Chile comunicará a la brevedad posible su respuesta definitiva con respecto a estas solicitudes.

5º El presente Acuerdo permanecerá en vigor hasta el 31 de diciembre de 1938.

Tengo el honor de expresar a V.E. la conformidad de mi Gobierno con el resumen de las conversaciones, hecho más arriba y a que se refiere la nota de V.E. de esta misma fecha.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V.E. la seguridades de mi más alta consideración.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

Al Excelentísimo Señor

Jonkheer H.A. van Karnebeek,
Embajador extraordinario de Su Majestad
la Reina de los Países Bajos.

4) Une réduction du droit d'entrée sur la poudre de cacao (poste 215), le chocolat (poste 228), les biscuits (poste 233) et l'alcool ;

5) Une réduction du droit d'entrée sur le « arroz sin cáscara » (position 114) au même niveau que le « arroz con cáscara ».

Le Gouvernement chilien communiquera à bref délai la réponse définitive concernant lesdites demandes.

5º Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1938.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon gouvernement se rallie à l'exposé des conversations qui précède et auquel se réfère la note de la même date de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

Son Excellence

le jonkheer H. A. van Karnebeek,
Ambassadeur extraordinaire
de Sa Majesté
la Reine des Pays-Bas.

III.

MISSION COMMERCIALE NÉERLANDAISE.

SANTIAGO, le 4 mai 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Animé du désir de resserrer les liens de tout ordre existant entre la République de Chili et le Royaume des Pays-Bas, et de faire le possible pour développer et intensifier les relations économiques entre les deux pays, le Gouvernement néerlandais serait heureux si le Gouvernement de la République voudrait :

1º Informer chaque fois en toute diligence la Légation de Sa Majesté la Reine de tous les travaux publics de nature à être considérés comme pouvant intéresser spécialement les Pays-Bas ou des Néerlandais, et faire connaître à ladite légation tous les ordres et commandes de la même nature, y compris toutes les données nécessaires ;

2º Prendre en considération bienveillante les offres qui pourraient s'ensuivre.

En me référant aux conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence, je vous prie de bien vouloir me faire savoir dans un délai rapproché que le Gouvernement du Chili, s'inspirant du même désir, est disposé à collaborer en ce sens.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

V. KARNEBEEK.

Son Excellence

Monsieur J. Ramón Gutiérrez A.,
Ministre des Affaires étrangères
à Santiago de Chili.

IV.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCIÓN POLÍTICA COMERCIAL.

SANTIAGO, 5 de mayo de 1937.

SEÑOR EMBAJADOR :

Animado del deseo de afianzar los vínculos de toda índole, existentes entre la República de Chile y el Reino de los Países Bajos, y de hacer lo posible para desarrollar y intensificar las relaciones económicas de ambos países, el Gobierno de Chile tendrá sumo agrado en disponer, desde luego, que :

1º Con toda diligencia se informe a la Legación de S. M. la Reina de todas las obras públicas susceptibles de interesar especialmente a los Países Bajos o a sus nacionales, y se le den a conocer todas las órdenes y pedidos de tal naturaleza con todos los datos necesarios ;

2º Se preste benévola consideración a las ofertas que pudieran resultar de dichas informaciones.

Aprovecho esta oportunidad para renovar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

Al Excelentísimo Señor
Jonkheer H.A. van Karnebeek,
Embajador extraordinario en Misión
especial de Holanda en Chile,
Presente.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

IV.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION DES AFFAIRES COMMERCIALES.

SANTIAGO, le 5 mai 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Animé du désir de resserrer les liens de tout ordre existant entre la République du Chili et le Royaume des Pays-Bas et de faire le possible pour développer et intensifier les relations économiques entre les deux pays, le Gouvernement du Chili sera très heureux de donner immédiatement les ordres nécessaires pour que :

1º La Légation de Sa Majesté la Reine soit informée en toute diligence de tous les travaux publics de nature à être considérés comme pouvant intéresser spécialement les Pays-Bas ou leurs ressortissants et que tous les ordres et commandes de la même nature, y compris toutes les données nécessaires, soient portés à la connaissance de ladite légation ;

2º Les offres qui pourraient s'ensuivre soient prises en considération bienveillante.

Je saisis cette occasion, etc.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

Son Excellence
le jonkheer H. A. van Karnebeek,
Ambassadeur extraordinaire
en mission spéciale
des Pays-Bas au Chili.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4223. — EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE CHILEAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS (A) CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE DEVELOPMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SANTIAGO, MAY 5TH, 1937; (B) REGARDING THE DEVELOPMENT AND INTENSIFICATION OF THE ECONOMIC RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SANTIAGO, MAY 4TH AND 5TH, 1937.

I.

NETHERLANDS COMMERCIAL MISSION.

SANTIAGO, *May 5th*, 1937.

SIR,

I have the honour to summarise below the results of the conversations, which have taken place in the course of the visit of the Royal Mission to Chile with a view to developing commercial relations between our two countries, as follows :

1. The Netherlands Government accords to Chile the right to export to the Netherlands a minimum quantity of :

350 tons of fresh apples at a monopoly duty of 0.02 guilders per kg., provided the import of the same is effected within the period March 1st to June 30th ;

200 tons of fresh pears at a monopoly duty of 0.02 guilders per kg., provided the import of the same is effected within the period February 1st and June 30th.

2. The Chilean Government recognises that tobacco of Netherlands origin is entitled under most-favoured-nation treatment to abatement of duty on the scale, and to the amount, accorded under the Treaty of March 13th, 1937, between Chile and Cuba, and consequently that 276,000 kg. of tobacco of Netherlands origin may be imported into Chile on payment of import duty at the rate of 1.50 gold pesos per kg. net.

3. The Chilean Government undertakes to give favourable consideration to any application for foreign exchange permits for the import into Chile of industrial products of Netherlands origin, within the limits of the clearing balance.

4. The Chilean Government will continue to give careful and favourable consideration to the specific requests put forward by the Royal Mission for :

(1) Classification of the products " Quellin ", " Textiline W ", " Textiline W 1 " and " Ultradextrine " under item No. 954 of the Customs Tariff, instead of under item No. 1146, as at present ;

(2) Reclassification of item No. 383 (uncarded cotton fabrics), in such a way as to reduce the limit of 200 grammes per square metre to 175 grammes ;

(3) Reduction of the import duty on sisal binder twine (item No. 279) ;

(4) Reduction of the import duty on cocoa powder (item No. 215), chocolate (item No. 228), biscuits (item No. 233) and alcohol ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(5) Reduction of the import duty on rice without husks (item No. 114) to the same level as rice with husks.

The Chilean Government will communicate a final reply to the requests aforementioned at an early date.

5. The Present Agreement shall remain in force until December 31st, 1938.

Should Your Excellency concur as to the above summary, I shall be grateful for a reply to that effect.

I have the honour to be, etc.

V. KARNEBEEK.

His Excellency
Monsieur J. Ramón Gutiérrez A.,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago de Chile.

II.

REPUBLIC OF CHILE.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

SANTIAGO, May 5th, 1937.

SIR,

I have the honour to summarise below the results of the conversations, which have taken place in the course of the visit of the Royal Mission to Chile with a view to developing commercial relations between our two countries, as follows :

1. The Netherlands Government accords to Chile the right to export to the Netherlands a minimum quantity of :

350 tons of fresh apples at a monopoly duty of 0.02 guilders per kg., provided the import of the same is effected within the period March 1st to June 30th ;

200 tons of fresh pears at a monopoly duty of 0.02 guilders per kg., provided the import of the same is effected within the period February 1st and June 30th.

2. The Chilean Government recognises that tobacco of Netherlands origin is entitled under most-favoured-nation treatment to abatement of duty on the scale, and to the amount, accorded under the Treaty of March 13th, 1937, between Chile and Cuba, and consequently that 276,000 kg. of tobacco of Netherlands origin may be imported into Chile on payment of import duty at the rate of 1.50 gold pesos per kg. net.

3. The Chilean Government undertakes to give favourable consideration to any application for foreign exchange permits for the import into Chile of industrial products of Netherlands origin, within the limits of the clearing balance.

4. The Chilean Government will continue to give careful and favourable consideration to the specific requests put forward by the Royal Mission for :

(1) Classification of the products "Quellin", "Textiline W", "Textiline W 1" and "Ultradextrine" under item No. 954 of the Customs Tariff, instead of under item No. 1146, as at present ;

(2) Reclassification of item No. 383 (uncarded cotton fabrics), in such a way as to reduce the limit of 200 grammes per square metre to 175 grammes ;

- (3) Reduction of the import duty on sisal binder twine (item No. 279) ;
- (4) Reduction of the import duty on cocoa powder (item No. 215), chocolate (item No. 228), biscuits (item No. 233) and alcohol ;
- (5) Reduction of the import duty on rice without husks (item No. 114) to the same level as rice with husks.

The Chilean Government will communicate a final reply to the requests aforementioned at an early date.

5. The present Agreement shall remain in force until December 31st, 1938.

I have the honour to inform Your Excellency that my Government concurs in the above summary of the conversations to which Your Excellency's note of the same date refers.

I avail myself of this opportunity, etc.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

His Excellency
Jonkheer H. A. van Karnebeek,
Ambassador Extraordinary of
Her Majesty the Queen of the Netherlands.

III.

NETHERLANDS COMMERCIAL MISSION.

SANTIAGO, May 4th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Being desirous of strengthening the bonds of every kind existing between the Republic of Chile and the Kingdom of the Netherlands, and of doing everything possible to develop and intensify economic relations between the two countries, the Netherlands Government would be happy if the Government of the Republic would :

- (1) Inform the Legation of Her Majesty the Queen, on all occasions and with the utmost despatch, of all public works such as may be regarded as of special interest to the Netherlands or nationals thereof, and communicate to the Legation all decisions and orders of a like character, together with all the necessary particulars ;
- (2) Give sympathetic consideration to any tenders made in consequence of such information.

With further reference to my conversations with Your Excellency, I would beg you to confirm to me, at your earliest convenience, that the Government of Chile, being actuated by the same desire, is prepared to co-operate in the manner indicated above.

I have the honour to be, etc.

V. KARNEBEEK.

His Excellency
Monsieur J. Ramón Gutiérrez A.,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago de Chile.

IV.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF COMMERCIAL AFFAIRS.

SANTIAGO, *May 5th*, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

Being desirous of strengthening the bonds of every kind existing between the Republic of Chile and the Kingdom of the Netherlands, and of doing everything possible to develop and intensify economic relations between the two countries, the Government of Chile will be most happy to take immediate steps to ensure that :

(1) The Legation of Her Majesty the Queen is informed, with the utmost despatch, of all public works such as may be regarded as of special interest to the Netherlands or nationals thereof, and that all decisions and orders of a like character shall be duly communicated to it, together with all the necessary particulars.

(2) That sympathetic consideration is given to any tenders which may be made in consequence of such information.

I avail myself of this opportunity, etc.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

His Excellency
Jonkheer H. A. van Karnebeek,
Embassador Extraordinary in
charge of the Netherlands Special
Mission to Chile.

N° 4224.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes.
Berlin, le 19 mai 1936.

GERMANY AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles.
Berlin, May 19th, 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 4224. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG VON FÜHRERSCHEINEN UND ZULASSUNGSBESCHEINIGUNGEN FÜR PERSONENKRAFTWAGEN. BERLIN, DEN 19. MAI 1936.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 décembre 1937.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place December 3rd, 1937.

a.

SVENSKA BESKICKNINGEN I BERLIN TILL TYSKA UTRIKESMINISTERIET.

Die Königlich Schwedische Gesandtschaft beehrt sich dem Auswärtigen Amt folgendes mitzuteilen :

Der Führer eines in Deutschland zugelassenen Personenkraftfahrzeuges (Kraftwagens oder Kraftrades), das vorübergehend und zu nicht beruflichen Zwecken auf schwedischem Gebiet verkehrt, ist von der Verpflichtung befreit, den internationalen Zulassungsschein und den internationalen Führerschein bei sich zu führen, wenn er die nationalen Ausweise für Fahrzeug und Führer vorlegen kann. Das Fahrzeug selbst muss mit den deutschen polizeilichen Kennzeichen und dem in der Anlage C des internationalen Abkommens¹ über Kraftfahrzeugverkehr vom 24. April 1926 für Deutschland bestimmten Unterscheidungszeichen « D » versehen sein.

Bei der Feststellung des nichtberuflichen Charakters des Verkehrs soll in Zweifelsfällen zugunsten der Anwendung dieser Bestimmungen entschieden werden.

Diese Regelung gilt unter der Voraussetzung, dass von der Deutschen Regierung Gegenseitigkeit gewährt wird. Die schwedischen Fahrzeuge werden ausserdem von der Führung des in § 2 Abs. 2 und § 6 der Verordnung über internationalen Kraftfahrzeugverkehr vom 12. November 1934 (Reichsgesetzblatt Teil I S. 1137) vorgesehenen länglichen Kennzeichen für die Dauer ihres vorübergehenden Aufenthalts in Deutschland befreit.

Die nationalen Ausweise für Führer und Fahrzeug müssen, soweit sie nicht auch in der Sprache des anderen Landes ausgestellt sind, mit einer amtlichen Übersetzung in die Sprache dieses Landes verbunden sein. Dabei wird indes in Schweden auch eine Übersetzung der deutschen Ausweise in die norwegische oder die dänische Sprache als ausreichend angesehen werden. Anstelle einer amtlichen Übersetzung soll unter dem Vorbehalt des Widerrufs auch eine Übersetzung durch eine dazu ermächtigte nichtamtliche Stelle des Herkunftslandes genügen.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; vol. CLVI, page 221 ; vol. CLX, page 376 ; vol. CLXIV, page 387 ; vol. CLXXVII, page 406 ; et vol. CLXXXI, page 390, de ce recueil.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; Vol. CLVI, page 221 ; Vol. CLX, page 376 ; Vol. CLXIV, page 387 ; Vol. CLXXVII, page 406 ; and Vol. CLXXXI, page 390, of this Series.

Die Königlich Schwedische Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass deutscherseits zur Anfertigung solcher Übersetzungen

der Deutsche Automobil-Club e. V., München 2 NO, Königinstr. 11 a und seine Dienststellen,
die Interagarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, München 13, Hesstr. 8
zugelassen sind.

Die Königlich Schwedische Regierung hat ihrerseits hierfür

Kunzl. Automobilklubben und
Motormännens riksförbund

zugelassen.

Die Anerkennung der nationalen Ausweise kann im übrigen aus denselben Gründen versagt werden wie die Anerkennung des internationalen Zulassungsscheins und des internationalen Führerscheins.

Die vorstehend vorgeschlagene Regelung tritt am 15. Juni 1936 in Kraft. Sie kann von jedem Teil mit einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

BERLIN, den 19. Mai 1936.

b.

TYSKA UTRIKESMINISTERIET TILL SVENSKA BESICKNINGEN I BERLIN.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Königlich Schwedischen Gesandtschaft den Empfang ihrer Verbalnote vom heutigen Tage zu bestätigen und ihr folgendes mitzuteilen :

Der Führer eines in Schweden zugelassenen Personenkraftfahrzeugs (Kraftwagen oder Krafttrades), das vorübergehend und zu nicht-beruflichen Zwecken auf deutschem Gebiet verkehrt, ist von der Verpflichtung befreit, den Internationalen Zulassungsschein und den Internationalen Führerschein bei sich zu führen, wenn er die nationalen Ausweise für Fahrzeug und Führer vorlegen kann. Das Fahrzeug selbst muss mit den schwedischen polizeilichen Kennzeichen und dem in der Anlage C des Internationalen Abkommens über Kraftfahrzeugverkehr vom 24. April 1926 für Schweden bestimmten Unterscheidungszeichen « S » versehen sein.

Bei der Feststellung des nicht-beruflichen Charakters des Verkehrs soll in Zweifelsfällen zugunsten der Anwendung dieser Bestimmungen entschieden werden.

Diese Regelung gilt unter der Voraussetzung, dass von der Königlich Schwedischen Regierung Gegenseitigkeit gewährt wird. Die schwedischen Fahrzeuge werden ausserdem von der Führung des in § 2 Abs. 2 und § 6 der Verordnung über internationalen Kraftfahrzeugverkehr vom 12. November 1934 (Reichsgesetzblatt Teil I Seite 1137) vorgesehenen länglich-runden Kennzeichens für die Dauer ihres vorübergehenden Aufenthalts in Deutschland befreit.

Die nationalen Ausweise für Führer und Fahrzeug müssen, soweit sie nicht auch in der Sprache des anderen Landes ausgestellt sind, mit einer amtlichen Übersetzung in die Sprache dieses Landes verbunden sein. Dabei wird indes in Schweden auch eine Übersetzung der deutschen Ausweise in die norwegische oder die dänische Sprache als ausreichend angesehen werden. Anstelle einer amtlichen Übersetzung soll unter dem Vorbehalt des Widerrufs auch eine Übersetzung durch eine dazu ermächtigte nicht-amtliche Stelle des Herkunftslandes genügen.

Die Deutsche Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass schwedischerseits zur Anfertigung solcher Übersetzungen Kunzl. Automobilklubben und Motormännens riksförbund zugelassen sind.

Seitens der Deutschen Regierung sind hierfür

Der Deutsche Automobil-Klub e. V., München 2 NO, Königinstrasse 11 a, und seine Dienststellen,
die Intergran-A.G. für Grenzverkehrserleichterung, München 13, Hesstrasse 8, zugelassen.

Die Anerkennung der nationalen Ausweise kann im übrigen aus denselben Gründen versagt werden wie die Anerkennung des Internationalen Zulassungsscheins und des Internationalen Führerscheins.

Die vorstehend vorgeschlagene Regelung tritt am 15. Juni 1936 in Kraft. Sie kann von jedem Teil mit einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

BERLIN, den 19. Mai 1936.

c.

SVENSKA BESKICKNINGEN I BERLIN TILL TYSKA UTRIKESMINISTERIET.

Im Anschluss an die diesseitige Verbalnote vom 19. d. M. betreffend Regelung des deutsch-schwedischen Personenkraftfahrzeugverkehrs beehrt sich die Königl. Schwedische Gesandtschaft dem Auswärtigen Amt ergebenst mitzuteilen, dass als Legitimation für ein schwedisches Personenzug eine vorschriftsmässige Besichtigungsurkunde oder Typenbescheinigung, die mit einem Registrierungsvermerk versehen sein soll, gilt.

Die Gesandtschaft wäre dem Auswärtigen Amt für ähnliche Auskunft betreffend deutsche Motorfahrzeuge zu Dank verpflichtet.

BERLIN, den 19. Mai 1936.

d.

TYSKA UTRIKESMINISTERIET TILL SVENSKA BESKICKNINGEN I BERLIN.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Königlich Schwedischen Gesandtschaft mit Beziehung auf seine Verbalnote vom heutigen Tage mitzuteilen, dass als Ausweise für die deutschen Kraftfahrzeuge in Frage kommen :

- a) für die vor dem 1. Oktober 1934 zugelassenen Kraftfahrzeuge (ausgenommen Kleinkrafträder) der Zulassungsschein,
- b) für die vor dem 1. Oktober 1934 in Betrieb gesetzten Kleinkrafträder die Bescheinigung über Zuteilung einer Erkennungsnummer,
- c) für die seit dem 1. Oktober 1934 zugelassenen Kraftfahrzeuge aller Art der Kraftfahrzeugschein.

Zur Vermeidung von Zweifeln wird noch bemerkt, dass der jetzt für deutsche Kraftfahrzeuge ausgestellte Kraftfahrzeugbrief nicht als nationaler Ausweis im Sinne der Verbalnote vom heutigen Tage gilt.

Die Deutsche Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass als Ausweis für ein schwedisches Personenkraftfahrzeug eine vorschriftsmässige Besichtigungsurkunde oder Typenbescheinigung, die mit einem Registrierungsvermerk versehen sein soll, gilt.

BERLIN, den 19. Mai 1936.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 1^{er} décembre 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N^o 4224. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. BERLIN, LE 19 MAI 1936.

a.

LA LÉGATION DE SUÈDE A BERLIN AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE.

La Légation royale de Suède a l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères :

Le conducteur d'un véhicule à moteur servant au transport des personnes (automobile ou motocyclette) immatriculé en Allemagne, circulant à titre temporaire et à des fins non professionnelles en territoire suédois, est exempté de l'obligation d'être porteur du permis de circulation international et du permis de conduire international s'il peut présenter les papiers nationaux pour le véhicule et le conducteur. Le véhicule lui-même doit être muni de la plaque de police allemande et du signe distinctif « D » prévu pour l'Allemagne à l'annexe C de la Convention internationale du 24 avril 1926, relative à la circulation automobile.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4224. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR PASSENGER MOTOR VEHICLES. BERLIN, MAY 19TH, 1936.

a.

THE SWEDISH LEGATION IN BERLIN TO THE GERMAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

The Royal Swedish Legation has the honour to make the following communication to the Ministry of Foreign Affairs :

The driver of a passenger motor vehicle (motor-car or motor-cycle), registered in Germany and driven temporarily and for non-professional purposes in Swedish territory, shall be exempt from the obligation to carry the international certificate and the international driving permit, provided that he can produce the licences issued by his own country for the vehicle and the driver. The vehicle itself must bear the German police plate and the distinctive sign " D " provided for Germany in Annex C to the International Convention relative to Motor Traffic of April 24th, 1926.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

S'il y a des doutes quant au caractère non professionnel du voyage, la question sera tranchée en faveur de l'application des dispositions du présent accord.

Le présent arrangement est subordonné à la condition que le Gouvernement allemand accorde la réciprocité. Les véhicules suédois seront, en outre, exemptés de l'obligation d'être munis, pendant la durée de leur séjour temporaire en Allemagne, du signe distinctif ovale prévu à l'alinéa 2 de l'article 2 et à l'article 6 de l'ordonnance du 12 novembre 1934 (*Reichsgesetzblatt* I, page 1137) concernant la circulation automobile internationale.

Les permis nationaux pour le conducteur et le véhicule, s'ils ne sont pas établis également dans la langue de l'autre pays, devront être accompagnés d'une traduction officielle en cette langue. En Suède, cependant, une traduction des permis allemands en langue norvégienne ou danoise sera considérée comme suffisante. En lieu et place de la traduction officielle et sous réserve de révocation, une traduction établie par une institution non officielle du pays d'origine, dûment autorisée à cet effet, sera considérée comme suffisante.

Le Gouvernement royal suédois a pris note de ce que, pour l'Allemagne,

le Deutscher Automobil-Club e. V., München 2 NO, Königinstr. 11 a, et ses agences, et

l'Intergarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, München 13, Hesstr. 8

sont autorisés à établir de telles traductions.

Le Gouvernement royal suédois a autorisé, de son côté,

le Kungl. Automobilklubben et
le Motormännens riksförbund.

La reconnaissance des permis nationaux pourra, par ailleurs, être refusée pour les mêmes motifs que la reconnaissance du permis de circulation international et du permis de conduire international.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 15 juin 1936. Il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties moyennant un préavis de six mois.

BERLIN, le 19 mai 1936.

If there is any doubt as to the non-professional character of the journey, the provisions of the present Agreement shall apply.

These regulations are subject to the condition that the German Government shall grant reciprocity. Swedish vehicles shall furthermore be exempt, during their temporary stay in Germany, from the obligation to bear the oval plate provided for in Article 2, paragraph 2, and Article 6 of the Decree of November 12th, 1934 (*Reichsgesetzblatt* I, page 1137), relative to international motor traffic.

The national certificates for the driver and the vehicle must, if they are not also made out in the language of the other country, be accompanied by an official translation into the language of that country. In Sweden, however, a translation of the German certificates into the Norwegian or Danish language shall be regarded as sufficient. Instead of an official translation, a translation by an unofficial body of the country of origin specially authorised for the purpose shall, subject to revocation, be considered sufficient.

The Royal Swedish Government has noted that in Germany :

The Deutscher Automobil-Club e. V., Munich 2 NO, Königinstr. 11 a, and its agents, and

The Intergarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, Munich, 13, Hesstr. 8, are authorised to make such translations.

The Royal Swedish Government has, for its part, authorised for this purpose the

Kungl. Automobilklubben and
Motormännens riksförbund.

Recognition of papers issued by the country of origin may, moreover, be refused for the same reasons as recognition of the international certificate and the international driving permit.

The above regulations shall come into force on June 15th, 1936. They may be denounced by either Party with six months' notice.

BERLIN, May 19th, 1936.

b.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE A LA LÉGATION DE SUÈDE A BERLIN.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception à la Légation royale de Suède de sa note verbale en date de ce jour et de porter à sa connaissance ce qui suit :

Le conducteur d'un véhicule à moteur servant au transport des personnes (automobile ou motocyclette) immatriculé en Suède, circulant à titre temporaire et à des fins non professionnelles en territoire allemand, est exempté de l'obligation d'être porteur du permis de circulation international et du permis de conduire international s'il peut présenter les papiers nationaux pour le véhicule et le conducteur. Le véhicule lui-même doit être muni de la plaque de police suédoise et du signe distinctif « S » prévu pour la Suède à l'annexe C de la Convention internationale du 24 avril 1926, relative à la circulation automobile.

S'il y a des doutes quant au caractère non professionnel du voyage, la question sera tranchée en faveur de l'application des dispositions du présent accord.

Le présent arrangement est subordonné à la condition que le Gouvernement royal suédois accorde la réciprocité. Les véhicules suédois seront, en outre, exemptés de l'obligation d'être munis, pendant la durée de leur séjour temporaire en Allemagne, du signe distinctif ovale prévu à l'alinéa 2 de l'article 2 et à l'article 6 de l'ordonnance du 12 novembre 1934 (*Reichsgesetzblatt* I, page 1137) concernant la circulation automobile internationale.

Les permis nationaux pour le conducteur et le véhicule, s'ils ne sont pas établis également dans la langue de l'autre pays, devront être accompagnés d'une traduction officielle en cette langue. En Suède, cependant, une traduction des permis allemands en langue norvégienne ou danoise sera considérée comme suffisante. En lieu et place de la traduction officielle et sous réserve de révocation, une traduction établie par une institution non officielle du pays d'origine, dûment autorisée à cet effet, sera considérée comme suffisante.

b.

THE GERMAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS TO THE SWEDISH LEGATION IN BERLIN.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to acknowledge receipt of the Verbal Note of to-day's date from the Royal Swedish Legation and to make the following communication :

The driver of a passenger motor vehicle (motor-car or motor-cycle), registered in Sweden and driven temporarily and for non-professional purposes in German territory, shall be exempt from the obligation to carry the international certificate and the international driving permit, provided that he can produce the licences issued by his own country for the vehicle and the driver. The vehicle itself must bear the Swedish police plate and the distinctive sign " S " provided for Sweden in Annex C to the International Convention relative to Motor Traffic of April 24th, 1926.

If there is any doubt as to the non-professional character of the journey, the provisions of the present Agreement shall apply.

These regulations are subject to the condition that the Royal Swedish Government shall grant reciprocity. Swedish vehicles shall furthermore be exempt, during their temporary stay in Germany, from the obligation to bear the oval plate provided for in Article 2, paragraph 2, and Article 6 of the Decree of November 12th, 1934 (*Reichsgesetzblatt* I, page 1137), relative to international motor traffic.

The national certificates for the driver and the vehicle must, if they are not also made out in the language of the other country, be accompanied by an official translation into the language of that country. In Sweden, however, a translation of the German certificates into the Norwegian or Danish language shall be regarded as sufficient. Instead of an official translation, a translation by an unofficial body of the country of origin specially authorised for the purpose shall, subject to revocation, be considered sufficient.

Le Gouvernement allemand a pris note de ce que, pour la Suède, le Kungl. Automobilklubben et le Motormännens riksförbund sont autorisés à établir de telles traductions

Le Gouvernement allemand a autorisé, de son côté,

le Deutscher Automobil-Club e. V., München 2 NO, Königinstr. 11 a, et ses agences, et

l'Intergarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, München 13, Hesstr. 8.

La reconnaissance des permis nationaux pourra, par ailleurs, être refusée pour les mêmes motifs que la reconnaissance du permis de circulation international et du permis de conduire international.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 15 juin 1936. Il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties moyennant un préavis de six mois.

BERLIN, le 19 mai 1936.

c.

LA LÉGATION DE SUÈDE A BERLIN AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE.

Comme suite à la note verbale du 19 courant concernant la réglementation de la circulation entre l'Allemagne et la Suède des véhicules à moteur servant au transport des personnes, la Légation royale de Suède a l'honneur d'informer le Ministère des Affaires étrangères qu'un certificat d'inspection ou un certificat de type, régulièrement établi et pourvu d'un visa d'immatriculation, est valable comme pièce de légitimation d'un véhicule à moteur suédois.

La Légation prie le Ministère des Affaires étrangères de lui faire parvenir les renseignements du même ordre en ce qui concerne les véhicules automobiles allemands.

BERLIN, le 19 mai 1936.

The German Government has noted that in Sweden the Kungl. Automobilklubben and Motormännens riksförbund are authorised to make such translations.

The German Government has authorised, for this purpose :

The Deutscher Automobil-Klub e. V., Munich 2 NO, Königinstr. 11 a, and its agents, and

The Intergarant A. G. für Grenzverkehrserleichterung, Munich 13, Hesstr. 8.

Recognition of papers issued by the country of origin may, moreover, be refused for the same reasons as recognition of the international certificate and the international driving permit.

The above regulations shall come into force on June 15th, 1936. They may be denounced by either Party with six months' notice.

BERLIN, May 19th, 1936.

c.

THE SWEDISH LEGATION IN BERLIN TO THE GERMAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

With reference to its Verbal Note of the 19th instant regarding the regulation of passenger motor vehicle traffic between Germany and Sweden, the Royal Swedish Legation has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs that a certificate of inspection or a certificate of type, drawn up in accordance with the regulations and provided with a registration visa, is valid for the purpose of identifying a Swedish passenger vehicle.

The Legation would be glad to receive from the Ministry of Foreign Affairs similar information regarding German motor vehicles.

BERLIN, May 19th, 1936.

d.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ALLEMAGNE A LA LÉGATION DE SUÈDE
A BERLIN.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de se référer à la note verbale, en date de ce jour, de la Légation royale de Suède et de porter à sa connaissance que les pièces suivantes peuvent servir de permis pour les véhicules automobiles allemands :

a) Pour les véhicules automobiles (à l'exclusion des motocyclettes légères) immatriculés avant le 1^{er} octobre 1934, le permis de circulation (*Zulassungsschein*) ;

b) Pour les motocyclettes légères mises en circulation avant le 1^{er} octobre 1934, le certificat relatif à l'attribution d'un numéro d'identification ;

c) Pour les véhicules automobiles de toutes catégories immatriculés depuis le 1^{er} octobre 1934, le certificat d'inspection (*Kraftfahrzeugschein*).

Pour éviter des doutes possibles, il est fait, en outre, observer que le certificat spécial (*Kraftfahrzeugbrief*) délivré actuellement pour les véhicules à moteur allemands n'a pas la valeur d'un permis national au sens de la note verbale de ce jour.

Le Gouvernement allemand a pris note de ce qu'un certificat d'inspection ou un certificat de type, régulièrement établi et pourvu d'un visa d'immatriculation, vaut comme permis pour les véhicules automobiles suédois destinés au transport des personnes.

BERLIN, le 19 mai 1936.

d.

THE GERMAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
TO THE SWEDISH LEGATION IN BERLIN.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Swedish Legation, with reference to its Verbal Note of to-day's date, that the following certificates may be used for German motor vehicles :

(a) For motor vehicles (with the exception of light motor-cycles) registered before October 1st, 1934, the registration certificate (*Zulassungsschein*).

(b) For light motor-cycles brought into use before October 1st, 1934, the certificate regarding the grant of an identification number ;

(c) For motor vehicles of all kinds registered after October 1st, 1934, the inspection certificate (*Kraftfahrzeugschein*).

In order to avoid any doubt, it shall also be noted that the special certificate (*Kraftfahrzeugbrief*) which is at present issued for German motor vehicles is not regarded as a national certificate in the sense of the Verbal Note of to-day's date.

The German Government has noted that a certificate of inspection or a certificate of type, issued in accordance with the regulations and provided with a registration visa, shall be regarded as a permit for a Swedish passenger motor vehicle.

BERLIN, May 19th, 1936.

